

Silence

N°325
326

juillet
2005
6 €
10 FS

S!lence

Ecologie • Alternatives • Non-violence

Décroissance

**Conceptualiser
pour avancer**

Andines

**Un autre
commerce
équitable**

**Alternatives en
Nord-Pas-de-Calais**

Alternatives en Nord-Pas-de-Calais

Des jardins dans la ville	4	La Ferme du sens	42
Maison de la nature et de l'environnement	9	La maison des Sept Vallées	44
Droit au vélo	18	A petit PAS	46
Les agences populaires d'urbanisme	21	Le Pas de côté	50
Un lycée HQE	25	Elan	51
Recherche de cohérences	27	Du côté des femmes	52
Et si la qualité était pour tous?	31	Les mystères de l'économie solidaire	54
Aider les agriculteurs hors-normes	36	L'Univers	57
Les Vergers d'Ohain	39	La Malterie	58
Bio-Cambrésis	41	Laisse ton empreinte	60
		Les éditions Sansonnet	64

Brèves

17 Environnement
24 Politique
26 Energies
26 Habitat
34 Solidarités locales
38 Agriculture
40 Vacances
43 Bio
45 Santé
49 Education
51 Paix
53 Femmes
56 Solidarités internationales
61 Culture
63 Médias
65 Librairies - Livres

Aux lectrices et lecteurs du Nord-Pas-de-Calais

Depuis 1982, la revue *Silence* essaie d'animer le débat sur les valeurs de l'écologie, des alternatives de terrain et de la non-violence. Elle essaie de donner la parole à celles et ceux qui pensent que la société actuelle n'est pas une fatalité. Jusqu'en 1986, elle n'était que régionale. Puis, elle est devenue "francophone". En 2005, après plus de 20 ans de fonctionnement, la revue, devenue une des plus importantes dans le domaine de l'écologie politique s'intéresse cette fois à votre région. C'est en 1997 que nous avons lancé le concept de numéros régionaux. Nous avons ainsi publié :

- Alsace (n°218),
- Bretagne (n°259-260),
- Limousin (n°265-266),
- Rhône (n°272-273),
- Normandie (n°278-279),
- Isère (n°285-286),
- Aquitaine (n°291-292)
- Franche-Comté (n°298-299)
- Bouches-du-Rhône/Vaucluse (n°305-306)
- Poitou-Charentes (n°312-313)
- Drôme-Ardèche (n°318-319)

Si vous découvrez *Silence* avec ce numéro, précisons que la revue ressemble habituellement à la deuxième partie de ce numéro double, avec un dossier thématique en première partie (voir les numéros disponibles en avant-dernière page). Sachez aussi que nous ne sommes pas habituellement en kiosque, que l'on nous trouve dans les magasins bio et quelques librairies, et que le plus simple pour poursuivre la route avec nous est encore l'abonnement.

72 REPAS Construire des alternatives au commerce équitable

d'Alban Labouret et Aymeric Mercier

Brèves

68 Vu de l'intérieur
68 Alternatives
75 Nord-Sud
76 Energies
77 Nucléaire
78 Politique
80 Femmes
81 Paix
82 Environnement
84 Santé
85 Annonces
90 Société
91 Courrier
93 Livres
96 Société

79 Questionnaire Qui sont nos lecteurs ?

de Vincent Peyret et Michel Bernard

87 Décroissance Conceptualiser pour avancer

de Daniel Julien

Aux autres lectrices et lecteurs

Le dossier de ce mois est "transversal" dans la mesure où nous avons essayé de faire une liste la plus complète possible de ce qui se passe en Nord-Pas-de-Calais.

Nous faisons le choix de publier beaucoup d'adresses, chacun pouvant y choisir ce qui lui semble correspondre à sa définition des alternatives. Du fait du temps de collecte de ces adresses et de la fluctuation du milieu des alternatives, il est certain que certaines sont déjà dépassées.

Des adresses personnelles figurent dans ce numéro. Par politesse, il faut toujours prendre rendez-vous avant de vous rendre à l'une de celles-ci.

Nous devrions en principe poursuivre notre tour de France par le sud de Midi-Pyrénées (janvier 2006) puis Paris (été 2006)...

La préparation de ces numéros demande un gros travail pour la collecte des adresses. Si vous êtes intéressés pour aider à un tel projet dans votre région, prenez contact avec nous pour en discuter les modalités.

Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtées au 31 mai 2005.

Bulletin d'abonnement page 95



Ecologie solidaire

La région Nord-Pas-de-Calais, région densément peuplée, a été frappée par plusieurs crises industrielles dans les années 80 : fermeture des dernières mines de charbon, délocalisation des activités sidérurgiques et textiles. Résultat : une importante hausse du chômage.

Les Verts, bien qu'encore faiblement implantés dans la région, se retrouvent par le hasard des élections, en position de bascule au niveau régional. Alors qu'ils n'ont qu'un petit nombre d'élus, ils négocient avec la gauche et Marie-Christine Blandin devient présidente de 1992 à 1998.

Comme on le verra dans ce numéro, cette présidence verte a eu d'importantes conséquences dans la mouvance qui nous intéresse. Le conseil régional a alors aidé au lancement d'un grand nombre de projets et a surtout ancré l'idée que l'écologie et le social pouvaient être liés.

Ce "déblocage idéologique" a encore été renforcé entre 2000 et 2002 durant la présence de Guy Hascoët, élu Vert de la région, à l'éphémère secrétariat d'Etat à l'économie sociale et solidaire. Contre-effet de cette manne financière régionale, un grand nombre d'initiatives sont aujourd'hui encore portées par un système basé sur les subventions. Ce qui, après le retour des socialistes au commandement de la région, peut conduire à revenir à des approches pour le moins critiquables (1).

Le défi pour les alternatives dans la région est donc bien de pouvoir continuer seules à progresser. Cela pose non seulement la question de l'autonomie de la réflexion sur les questions sociales, mais aussi la nécessité de sortir de raisonnements trop centrés sur "le retour à l'emploi". Certaines y parviennent déjà sereinement.

Michel Bernard ■

(1) Dans les subventions de la région, on trouve comme exemple d'initiatives d'économie solidaire, une importante société qui récupère en contrats aidés des personnes chargées de faire de la vente par téléphone ainsi que des sociétés d'intérim...

Un grand merci à : Aurélien Baggio, Thierry Becourt, Pascal Boordon, Martin Boutry, Violaine Bouyer, Adrien Carpentier, Loran Casalta, Myriam d'Apolito, Marie-Cécile Delache, Nicolas Degrave, Marie Delmotte, Malthilde Descré, Sophie et François Di Nunzio, Dominique Dupont, Bénédicte Fillebeen, Anne-Marie Flandrin, Sylvie Fontaine, Karine Gantois, Nicole Gérard, Viviane Glorian, Jean-François Gonet, Marie-Luce Goulart, Dominique Hays, Gaëlle Lebreton-Deschamps, Julien Lecaille, Guillaume Lemoine, M. et Mme Liénard, Eric Mahot-Guise, Céline Martineau, Céline Pochon, Geneviève de Saintobert, Bernard Szczepanski, Régis Tirlémont, Marie-Françoise Van Gastel, Vincent Valdelièvre, Rodolphe Vétu... et à ceux et celles qu'on a oubliés.



AJONC

Des jardins dans la ville

L'association Ajonc, Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés, propose aux habitants de Lille d'ouvrir des jardins partagés, lieux de rencontre conviviaux. Quatre de ces jardins se sont déjà créés.

Le premier jardin est lancé en 1997, un peu comme jardin pilote, par l'association *Les Amis du jardin des Olieux*. Il s'agit du *Jardin des (re)trouvailles* dans le quartier de Moulins, un des quartiers les plus pauvres de Lille. Il reçoit de nombreux soutiens de la région, d'associations locales et de la Fondation de France qui organise à cette époque un voyage à New York pour découvrir les jardins urbains ouverts par les *Green Guerrillas*.

L'expérience de ce jardin suscite des envies. De tels jardins peuvent servir pour développer du lien social dans les quartiers en y introduisant une approche aux questions environnementales. Dans la région, il y a déjà d'autres initiatives de jardins qui existent comme l'Opération Chico-Mendès (1) qui consiste à restaurer des parcelles polluées pour en faire des jardins pédagogiques. Il y a également les actions de Chantier nature (2) qui consistent à revégétaliser des friches industrielles par le biais de chantiers d'insertion.

En 1998, le conseil municipal de Lille valide la convention de mise à disposition du terrain du Jardin des (re)trouvailles.

En 2000, l'association change de nom pour devenir l'Ajonc, Amis des jardins ouverts et néanmoins clôturés. Un nom tarabiscoté qui signifie que les jardins sont ouverts à tous ceux qui adhèrent à une charte commune. Ils peuvent ensuite disposer des clés du jardin, mais le lieu reste fermé quand aucun jardinier n'est présent. Il ne s'agit donc pas d'un espace public classique.

Naissance des jardins

Le processus se révèle vite assez complexe. Lorsque des habitants signalent l'existence d'un terrain libre, il faut voir à qui il appartient. Si c'est déjà à la commune ou à la communauté urbaine, la procédure est plus légère. Si la parcelle appartient à un privé, il faudrait le convaincre de vendre à la commune, ce qui ne s'est pas encore produit. Le deuxième obstacle est la taille de la parcelle : si l'espace est suffisamment grand, la mairie préfère généralement le conserver pour y construire des bâtiments municipaux, des

logements sociaux... quand ce ne sont pas des parkings !

Pour le projet de jardin des Maguettes à Fives, pas moins de sept parcelles ont été repérées avant que l'une d'entre elles devienne la base d'un jardin.

Une fois la parcelle idéale trouvée, vu l'histoire industrielle de la ville, il est nécessaire de faire des analyses de sol pour détecter d'éventuelles pollutions. Et si pollution il y a, comme ce fut le cas sur un des jardins ou si le terrain est incultivable tel quel, il faut nettoyer, enlever une bonne épaisseur de terre avant d'en remettre. L'espace est ensuite délimitée par une clôture. Les budgets de la mairie étant limités, cela peut être un frein. Concrètement, trois nouveaux jardins ont vu le jour : en 2000, le jardin des Maguettes, en 2001, le jardin sans noN et le jardin communautaire de Wazemmes. Un cinquième est en création dans le quartier de Moulins, deux groupes d'habitants de Roubaix et de Villeneuve-d'Ascq travaillent également sur la création de ce même type de jardin dans leur quartier.

Comment se partager l'espace ?

Dès le début du projet, une concertation est mise en place avec les habitants pour choisir l'espace idéal, puis déterminer ce que l'on fait de la parcelle. C'est là

que l'association a un rôle pédagogique : sa mission est de veiller à ce que les idées de chacun soient respectueuses des autres et de l'environnement. Pour Violaine Bouyer, permanente, il "*faut sensibiliser sans effrayer*". Les habitants ont déjà proposé tout un panel de possibilités : une partie potagère, une partie ornementale, une partie aire de jeux pour les enfants et différentes installations comme une cabane conviviale pour s'abriter en cas de mauvais temps, une mare pour favoriser la biodiversité, une aire de compostage, la récupération des eaux de pluie... L'association accompagne également les démarches administratives, met en relation les habitants des différents jardins entre eux, leur communique des informations venant de parfois fort loin (jusqu'aux jardins communautaires des Etats-Unis).

On retrouve un tronc commun à tous les jardins : "*Le jardinier signataire de la charte s'engage dans une démarche citoyenne d'appropriation collective et de gestion quotidienne d'un jardin communautaire ouvert et néanmoins clôturé*". Le jardin doit répondre "*aux attentes de lien social des habitants et à leurs aspirations à la nature*". Il n'y a pas de parcelle individuelle attribuée. Il y a recherche d'un maximum de consensus dans les décisions, ce qui passe par de nombreuses réunions et fêtes sur le lieu. L'association incite également à cultiver des plantes de la région ; anime le débat sur le rôle des "mauvaises



Enfants au jardin sans noN.

(1) Nord nature Chico-Mendès, 132, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 12 85 00.

(2) Chantier nature, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 77.

herbes", la charte interdit l'utilisation de pesticides fongicides ou désherbants (on fait de la bio sans le dire). Enfin la charte invite à mener des actions pédagogiques liées à la pratique du jardinage.

Quand les jardins débordent

Les jardins, dont le nombre d'adhérents varie entre 17 et 70, sont aussi des lieux de fêtes, et parmi les habitants, il y a de multiples savoirs artistiques qui donnent des idées pour faire déborder le jardin dans les quartiers.

Ainsi, le jardin de Wazemmes se trouve tout proche d'une Maison folie, sorte de maison de la culture édifiées sur une ancienne filature tout spécialement pour Lille 2004, capitale européenne de la culture.



Installation.

Pendant quinze jours, en octobre 2004, les Ajonc, avec l'aide de nombreuses autres associations, ont lancé l'opération *Carte verte* avec de multiples activités : des jardins de paroles où l'on cultive les mots avec des lectures publiques ; la mise en place sur le parvis de la maison folie d'une hutte traditionnelle wallisienne avec possibilité d'y déguster des plats océaniques cuits dans un umu, four polynésien ; des tables d'hôtes à prix libre avec des plats à base de produits bio, certains venant des jardins ; des spectacles comme la projection d'un film sur des jardins ouvriers de Tourcoing ; des jeux coopératifs ; un atelier d'art à partir de récupération d'objets ; des expositions sur la nature et des pho-



Construction d'un atrium au jardin communautaire de Wazemmes.

tos réalisées dans les jardins ; des thématiques, lieu de débats sur différents sujets d'environnement comme la planète s'enrhume, les arbres dans la ville, et pourquoi les hommes grimpent aux arbres...

Les Ajonc participent aussi au réseau Asso Métro qui organise chaque année *les fenêtres qui parlent*. Les habitants sont invités à exposer à leurs fenêtres donnant sur la rue des œuvres d'art qu'ils aiment. Des artistes proposent également leur service pour différentes installations provisoires ou permanentes (fresques par exemple) : les jardins deviennent alors des lieux d'exposition. Lors de la dernière édition, plus de 210 fenêtres ont été ainsi transformées en vitrine d'exposition avec la participation de 150 artistes.

Les Ajonc sont membre de la MNE, Maison de la nature et de l'environnement (3) et du réseau national *Le jardin dans tous ses états* (4). L'Ajonc organise également régulièrement des Vélo'tours pour aller à la découverte des différents jardins communautaires, mais aussi à la découverte d'autres lieux. Tout au long de l'année, les Ajonc proposent des stages ou des rencontres aux jardiniers pour apprendre différentes techniques : découverte de l'agriculture biodynamique, comment reconnaître les maladies des plantes, taille des arbustes, comment mener un rucher, comment multiplier les plantes, comment concevoir une mare, comment faire des confitures, le rôle des plantes sauvages... Le programme des activités et des textes pratiques ou de réflexion sont présentés dans le trimestriel *L'Echo des brouettes*.

(3) MNE, voir article pages suivantes.

(4) Animé régionalement par Chantier-nature, pour le reste de la France, voir www.jardinons.com.

Vers l'autonomie ?

Le fonctionnement de l'association repose sur quatre emplois-aidés. Une partie des frais occasionnés par la mise en route des jardins est prise en charge par la ville. Lorsque l'association a été créée, il s'agissait d'aider à lancer les jardins puis de laisser les habitants gérer eux-mêmes le lieu. Si quatre jardins ont ainsi commencé à fonctionner... cela se fait toujours aujourd'hui avec le soutien des permanents de l'association.

Ceci amène aujourd'hui à une remise en cause du principe de départ : les deux premiers animateurs assurent le suivi des cinq premiers jardins et ne disposent plus



Spectacle au jardin communautaire de Wazemmes.



D'autres initiatives dans la région

■ Les Papillons blancs, La Traverse, 22, rue Suzanne-Lannoy-Blin, 59420 Mouvaux, tél : 03 20 69 11 35.

Jardin d'accueil pour des personnes handicapées mentales adultes. Chaque personne est invitée à travailler un "carré" de 1,40 m de côté surélevé.

■ Association l'Oasis, 6/24, rue Camille-Saint-Saens, 59150 Wattrelos, tél : 06 84 16 50 80.

Sans aucun financement, l'association propose à une vingtaine de personnes (environ cinq familles), de s'initier au plaisir de travailler la terre dans un coin de terrain municipal situé au cœur du parc du Lion de Wattrelos : parents et enfants viennent ensemble cultiver "l'art du potager". Mise en commun des récoltes de fruits, légumes, récoltes de graines. Les méthodes bio sont proposées par l'association.



DR

■ Club bio jardin, c/o M. Vanderhaeghe, tél : 06 89 41 31 52. *Club installé au milieu des jardins familiaux de l'Yser à Tourcoing pour montrer l'intérêt de la bio à tous.*

■ Centre social Promesses, Yann Godeau, BP 01, 9, rue de Balzac, 59635 Wattignies cédex, tél : 03 20 60 07 33. *Le secteur environnement du centre social Promesses de Wattignies effectue depuis 1998 des actions d'animations pédagogiques essentiellement vers les publics scolaires : initiation au jardinage, découverte de l'univers végétal et animal, développement et maîtrise des sens, atelier pédagogique...*



DR

de tellement de temps pour aider de nouveaux groupes d'habitants à démarrer de nouveaux jardins... et l'objectif de dix jardins semble difficile à atteindre. De plus, les emplois-jeunes arrivent en bout de course et il faut leur assurer un financement propre.

Les Ajonc se tournent donc une nouvelle fois vers la ville. Ils ont calculé que le coût d'investissement pour les jardins communautaires est en moyenne cinq fois moindre que pour un espace vert public habituel. Le coût de fonctionnement est lui tout à fait minime. Contrairement aux jardins publics qui cultivent souvent l'anonymat, les jardins communautaires peuvent faire pousser du lien social : lieux de brassage, ils permettent la rencontre entre les générations, entre les cultures. Ces jardins devraient sans doute bénéficier d'une meilleure reconnaissance sociale et s'il se révèle que l'autonomie de gestion n'est pas possible ou souhaitable par les habitants seuls, peut-être faut-il envisager la création de postes d'animateurs sur chaque jardin...

Des centres d'éducation populaire ?

Lorsque l'on discute avec les habitants qui participent au jardin, on s'aperçoit que, le plus souvent, le jardinage n'est qu'un prétexte pour sortir de sa sphère individuelle. La production potagère dans les jardins est assez marginale et

l'essentiel des récoltes sert à participer à des repas partagés organisés à l'occasion des réunions, à des fêtes – comme la fête de la soupe – et parfois, l'absence de discussion à ce sujet fait que les fruits et légumes ne sont pas ramassés... car personne n'ose en prendre pour soi.

C'est avant tout le besoin de (re)trouver du lien social qui attire. La forte présence de célibataires en est d'ailleurs une expression ! La multiplicité des activités qui s'y mènent (expositions artistiques, accueil de scolaires, fêtes...) montre également l'importance sociale de tels lieux dans la ville, des lieux qui échappent par leur fouillis au quadrillage social institutionnel.



Marie Clem's

Labyrinthe végétal.

Les jardiniers sont aussi confrontés à la présence de personnes en errance qui investissent le lieu, mais ne souhaitent pas s'impliquer dans le collectif. Il y a donc un rôle social évident, un lieu de parole et d'échange, avec toutefois des limites : comment prendre en compte ces personnes, souvent les plus démunies ?

L'ensemble des activités laisse penser que nous sommes là devant un lieu d'éducation populaire en plein air. Peut-être, sans le savoir, les Ajonc en ont inventé le principe. La ville saura-t-elle faire fructifier les nombreuses semences sociales qui depuis cinq ans ont été semées ?

Michel Bernard ■

Ajonc, 13, rue Montaigne, 59000 Lille, tél : 03 28 55 03 30.

Jardin des (re)trouvailles, face au 11, rue Montesquieu, à Lille-Moulins.

Jardins des Maguettes, 33, rue des Dondaines, à Lille-Fives.

Jardin communautaire de Wazemmes, 12, rue de l'Hôpital-Saint-Roch, à Lille-Wazemmes.

Jardin sans noN, rue Papin, à Lille-Hellemmes.

Jardin partagé de Lezennes, chemin de Meurchin (celui-ci géré de manière autonome par le collectif lezennesois d'initiatives pour le cadre de vie).

Fenêtres qui parlent, voir www.lesfenetresquiparlent.org.



Environnement



■ Association Angle 349, Audrey Duthoit, 349, Grande Rue, 59100 Roubaix. Action pédagogique envers le public scolaire. Intervention dans le jardin éco-pédagogique Chlorophylle à Roubaix, jardin potager, rue de Denain à Roubaix.



■ Association Appel d'aire, 79, rue de Belleville, 75019 Paris, tél : 01 42 01 20 55 avec le centre social Belencontre de Tourcoing et le centre de détention de Loos. Mise en place depuis octobre 1999 des Jardins du lien,

qui ont accueilli sur 2000 m² des détenus en formation professionnelle pour du matériel de jardinage. Après trois ans de formation, le jardin a été confié à des familles du quartier via le centre social.

■ IME La Pépinière, 12, rue Paul-Doumer, 59120 Loos, tél : 03 20 97 19 54. L'Institut médico-éducatif accueille des enfants de 6 à 20 ans atteints de déficience visuelle avec handicap associé. Différents ateliers ont été mis en place : bois, vannerie, poterie, ferme, travaux manuels divers, musique et un atelier jardin. Celui-ci, d'environ 300 m², est constitué de deux parties : la serre destinée à la production florale (essentiellement des plantes à massifs) et le jardin constitué de différents massifs réhaussés, chaque massif évoquant un thème : le printemps, l'été, l'automne, l'hiver, le toucher, le goût, l'ouïe, la vue, l'odorat, les petits fruits... Chaque massif possède un pictogramme en relief ainsi qu'une inscription en braille. Les plantes à l'intérieur des massifs sont également étiquetées en braille.

■ Jardins bio divers, Christine Merveille, lieu Cliquenois, 1, chemin de la Marotte, 59118 Wambrechies. Jardin animé par le Service civil international dans le cadre de la lutte contre l'exclusion. Le jardin a pour but d'insérer des jeunes en établissant une passerelle entre l'offre et la demande des métiers liés à l'environnement ; d'établir un lien entre les GAEC, les syndicats agricoles et le projet de développer la solidarité avec le monde rural et les agriculteurs biologiques.



■ Les jardins de nos campagnes, Accueil paysan, BP 23, 59 529 Hazebroucq cédex, tél : 03 28 48 09 39. Accueil paysan a mis en place un réseau de jardins entre adhérents qui souhaitent en faire un outil pédagogique, entre eux, mais aussi avec des non-agriculteurs. Chaque jardin développe un thème spécifique : les fruitiers, les plantes mellifères, les aromates... L'un des buts est aussi d'accroître la biodiversité en secteur rural. Premiers jardins : M. et Mme Deroi, Gîte Accueil paysan, 4, route de Bray-Dunes, La Kruystraete, 59470 Bambecque, tél : 03 28 27 68 18 ; M. et Mme Missiaen, Contour de l'Eglise, 59 143 Lederzeele, tél : 03 28 62 40 22.



■ Jardins familiaux, Dany Voltzenlogel, centre socio-culturel Rail Atac, 59720 Louvroil, tél : 03 27 65 85 80. Les jardins familiaux de Louvroil sont implantés depuis 1991, sur un terrain appartenant à la commune sur une superficie de 1,75 ha. Une cinquantaine de parcelles de 150 m² sont attribuées à des familles peu fortunées. 1000 m² sont réservés au centre social, cultivés par des personnes en réinsertion et les récoltes sont offertes aux Restos du Cœur ou à Saint-Vincent-de Paul.

■ Les vergers de Bully-les-Mines, Jean Wisniewski, 72, rue de Condé, 62160 Bully-les-Mines. Culture de variétés anciennes de pommiers dans les jardins de l'hôtel de ville. Expérience de reconquête des terrils.



■ Jardins du monde ch'ti, 56, rue Henri-Régnauld, 59000 Lille, tél : 03 20 08 35 56. Relais locale l'action de l'association bretonne du même nom. Jardins du monde mène une action d'ethnobotaniste pour maintenir les savoirs du sud dans le domaine des connaissances des plantes et ainsi leur assurer le maintien de leur autonomie (alimentaire et médicale).

Et d'autres jardins partagés en prenant contact avec La Maison du jardin, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 26.



Bio Zone

FOIRE BIOLOGIQUE

10 - 11 SEPTEMBRE 2005
MÜR DE BRETAGNE (22)

20 ANS !

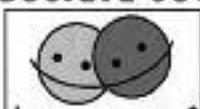
Regards féminins
Bilan et avenir de l'écologie

- 10000 visiteurs
- 200 exposants
- 20 viticulteurs
- Conférences
- Animations
- Fest-Noz
- Restauration



JEUX DE SOCIÉTÉ COOPÉRATIFS

La solidarité remplace la compétition



62 avenue de la Plage
62155 MERLIMONT
Tel Fax: 03 21 94 90 52
jeux.de.traverse@wanadoo.fr

Catalogue sur demande **JEUX DE TRAVERSÉ** Des jeux pour tous les âges

<http://perso.wanadoo.fr/jeux.de.traverse/>

La Maison de la nature et de l'environnement de Lille

En s'élargissant aux associations de solidarité Nord-Sud, non-violentes, de femmes, de consommateurs... avec aujourd'hui une centaine de groupes adhérents, la MNE peut constituer pour celui qui veut découvrir le versant alternatif de la région, une excellente porte d'entrée.

En 1977, l'ancienne faculté de sciences de Lille est un bâtiment vide. De nombreuses associations écologistes, dont les Verts, font alors pression au moment des élections municipales pour y ouvrir une maison des associations qui accueille les associations travaillant au sens large en faveur de l'écologie. La municipalité socialiste de l'époque en accepte le principe et une structure de gestion du projet nommée Oglanel va mener les négociations pour faire aboutir le projet.

Les négociations et les travaux de remises au normes durent toute l'année 1978 et en janvier 1979, la Maison de la nature et de l'environnement ouvre ses portes au 23, rue Gosselet. Dans les années qui vont suivre, le nom de l'Oglanel va disparaître pour ne garder que la MNE comme structure d'accueil. La MNE a alors pour mission de faciliter le développement de la vie des associations adhérentes. Les bâtiments sont propriété de la ville et une convention fixe les règles concernant l'occupation de l'espace et la répartition des charges.

Aujourd'hui, après plus de vingt-cinq ans de fonctionnement, la MNE accueille chaque année plus de 1200 réunions, et propose des moyens mutualisés : conseil, accueil, reprographie, affranchissement...

Animer ce vaste réseau

Composée de 100 associations qui interviennent en région et "dans les domaines liés à la nature, l'environnement, les solidarités et les droits de l'homme et du citoyen", la MNE assure également l'animation interassociative : gestion de l'information, appui aux projets, mise à disposition de compétences en communication, en coordination. La



L'ancienne faculté des sciences aujourd'hui chaudière associative

MNE coordonne un programme de conférences et de débats tout au long de l'année autour du fil conducteur du développement durable, coordonne les activités de sorties en milieu urbain ou rural, organise le festival "bio divers cité", anime un point-info-énergies... Elle anime également un système d'échanges interassociatif calqué sur le mode de fonctionnement des Sel (systèmes d'échanges locaux).

Première du genre en France à associer environnement et citoyenneté, la MNE vise depuis sa création, une participation citoyenne "à la vie des territoires en replaçant l'humain et son environnement au cœur du développement durable".

Un engagement associatif commun

Toutes les associations présentes adhèrent à l'association MNE. Les grandes orientations sont prises deux fois par an au cours des assemblées générales. Pour adhérer, il faut être une association loi 1901 ayant pour thème l'environnement ou la citoyenneté (droits de l'homme, cadre de vie, solidarité...). Pour préciser son identité, elle a adopté, lors d'une assemblée générale de 2001, une charte dont nous vous présentons des extraits :

"Ce regroupement n'est ni le fait du hasard, ni de la seule superposition d'associations en quête d'un toit. La MNE est le résultat d'un projet élaboré progressivement à partir des engagements écologistes de ses fondateurs.

Le vingtième siècle a consacré la mondialisation et l'essor du modèle productiviste. Les modes de production et de consommation de masse ont certes permis l'élévation du niveau de vie d'une partie de la population mondiale mais ont aussi entraîné la pollution, et les risques multiples pour notre planète et pour la santé des individus, l'échange inégal entre les nations et continents, le développement de la dette du tiers-monde, le mépris des droits de l'homme et de l'enfant au profit de la 'logique économique' et du culte de la marchandise.

D'Aldous Huxley à René Dumont, sous des formes diverses, les dérives de cette société productiviste ont été dénoncées. La MNE a été créée dans une optique de contestation de ce modèle".





(...) La MNE-Lille a pris en 1992 une part active à la préparation de la Conférence de Rioet à "l'autre sommet" réalisé par les ONG du monde entier. Cette participation, loin d'être une banale

activité de la maison, a été un engagement et une profession de foi : lutte pour la biodiversité, pour l'approvisionnement et l'assainissement des eaux, pour la couche d'ozone, contre la pollution, l'effet de serre, les déchets toxiques mais aussi pour une démographie contrôlée, pour la santé, l'éducation, pour une agriculture équilibrée, pour le soutien aux pays en voie de développement, pour la dignité et les droits de l'homme quels que soient le sexe, la race, la nationalité, la religion. Les associations de la MNE réitèrent solennellement cet engagement en tant qu'acte fondateur de la MNE, dans la continuité de ses créateurs de 1978".

(...) Adhérer à la MNE est un engagement à s'intégrer dans ce projet. Les associations adhérentes gardent leur totale liberté sur l'objet et les formes de leur intervention. Mais elles s'engagent à prendre toute leur place dans la gestion et l'animation de la MNE (...).

Multiples coordinations

Lille étant la capitale régionale, on retrouve dans la centaine d'associations adhérentes de la MNE, des fédérations qui à leur tour coordonnent de nombreuses associations de la région. La charte politique de la Maison de la nature et de l'environnement a permis de relier de nombreux secteurs associatifs qui souvent ne travaillent pas ensemble. Vous pouvez déjà découvrir ci-après une présentation de l'extrême diversité des associations présentes. N'hésitez pas ensuite à leur rendre visite. Après avoir admiré les murs peints de l'époque universitaire qui ornent les escaliers, poussez les portes selon vos envies et votre curiosité.

Michel Bernard ■

Maison de la Nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.



MNE

Associations adhérentes

Fédération Nord-nature-environnement

Cette fédération antérieure à la MNE (elle a été créée en 1970) regroupe actuellement une cinquantaine d'associations soit environ 3500 personnes. Elle relaie au niveau régional l'action de France nature environnement. Elle dispose actuellement de trois salariés.

■ Fédération Nord-nature-environnement, tél : 03 20 88 49 33.

Associations membres

■ Adeeli, Association pour le développement de l'éducation à l'environnement sur le littoral, rue Jean-Delvallez, 59123 Zuydcoote, tél : 03 28 26 86 76. Voir page 11.

■ Adelfa, maison de l'environnement, 106, avenue du Casino, 59240 Dunkerque.

■ Aderr, Association de défense de l'environnement à Rebreuve-Ranchicourt.

■ Amis de la nature, Douchy-les-Mines.

■ Amis de la vallée du Trinquich, Hamblain-les-Prés.

■ Aprape, ferme du Héron, chemin de la Ferme-Lenglet, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 67 01 61. Centre régional de sauvegarde de la faune sauvage.

■ Arpege, Association rurale de protection de l'environnement de Genech et ses environs, BP 22, 59242 Templeuve, tél : 03 20 79 58 11.

■ ADN, Association découverte nature, 11, rue du Silence, 62600 Berck-sur-Mer. Organise de nombreuses sorties sur le littoral berckois et réalise des chantiers : pose de fascines, de haies champêtres, plantation d'oyats (une plante qui fixe les dunes), refuges pour insectes, nettoyages de plages et création de mares. Elle a créé une malle pédagogique sur les estuaires picards et sur le littoral.

■ Les Amis du fort d'Ambleteuse, 6, boulevard de la Liberté, 59800 Lille, tél : 03 20 54 61 54. Association régionale créée en 1967, propriétaire du fort d'Ambleteuse, monument du 17^e siècle, classé, qu'elle restaure et ouvre au public pour faire connaître et protéger les valeurs naturelles, esthétiques, historiques et archéologiques des rivages de la Manche et de la mer du Nord.

■ Association de protection de l'Hogneau et de l'environnement, mairie de Bellignies, 59570 Bellignies.

■ Association de vigilance pour la protection de l'environnement et de la santé publique, à Quarouble.

■ Association de protection du patrimoine naturel et culturel du Catésis et de la vallée de la Selle.

■ Association nature environnement cadre de vie, Auchy-les-Mines.

■ Association pour la sauvegarde du patrimoine judocien, Saint-Josse.

■ Béthune nature, 69, rue de la Gare, 62620 Barlin. Association qui lutte surtout contre le projet d'autoroute A.24.

■ Bien vivre à Oudezeele.

■ Boulonnais nature environnement, 21 rue Eugène-Livois, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 87 43 97. Née en 1990 sous le nom "Les écologistes du Boulonnais, a changé de nom en 2000. Son but est de promouvoir l'écologie, protéger l'environnement et améliorer le cadre de vie.

■ Censes propres, Lambres-lez-Douai.

■ Claire, Comité de lutte assainissement air et environnement, à Halluin

■ Clic, Collectif lezinois d'initiatives pour le cadre de vie, 49, rue Chanzy, 59260 Lezennes, tél : 03 20 91 07 80. Association née au départ pour lutter contre un projet d'incinérateur puis contre la création d'un parc de loisirs moto. Défend aujourd'hui le droit des piétons et des cyclistes. Fait la promotion du patrimoine souterrain de la commune. Intervient également pour dénoncer les panneaux publicitaires en infraction.

■ Club CPN, Connaître et protéger la nature des Prés, 16, rue du Carillon, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 05 32 26. Les Clubs CPN sont nés dans l'entourage de la revue La Hulotte et organisent des actions de sensibilisation à la nature : sorties, chantiers de réhabilitation...

■ Défense et illustration du val d'Authie, chemin du Bois, 62390 Auxi-le-Château.

■ Emerin nature, foyer social, rue Castel, 59320 Emmerin.

■ Environnement Sambre Avesnois, 76, rue Henri-Durre, 59600 Maubeuge. Lutte contre l'incinérateur de Maubeuge.

■ Estrée environnement et développement, Estrée Cauchy.

■ Groupe d'étude nature, 50, rue Delfontaine, 59780 Baisieux.

Groupement actif sur les 140 communes de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer. Il organise chaque année une centaine de sorties guidées et d'animations dans les vallées de l'Authie, de la Course et de la Canche, sur le littoral et dans la forêt d'Hardelot, etc. Il effectue des actions de gestion des milieux et réalise un certain nombre d'études naturalistes (botanique, ornithologie, entomologie).

■ Groupe ornithologique et naturaliste du Nord. Voir par ailleurs.

■ Groupe des naturalistes du Ternois, 43, avenue Austreberhe, 62130 Hesdin.

■ Groupement de défense de l'environnement de la rive nord de la baie d'Authie, 142, chemin de l'Arrochelle, 62600 Groffliers.

■ Groupement pour la défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, logement de l'école, rue de l'Eglise, 62170 Attin.

■ Guides nature des monts de Flandre, BP 63, 59270 Bailleul, tél : 03 28 42 87 93. Visites, plantation de haies, stages ouverts au grand public : "manger des orties", confection de pain et pâté végétal", confection de confitures sauvages", défense des mares, inventaires botaniques...

■ Hainaut écologie, MJC Espace Athéna, place du 8-Mai-1945, 59880 Saint-Saulve, tél : 03 27 29 95 60. Etude et protection des milieux, lutte contre un projet de centre de stockage



pour déchets ultimes, campagne contre les OGM, études sur les déplacements urbains, combats contre différentes pollutions, éducation à l'environnement...

■ Herrin nature.

■ Hersin nature, 22, Rue Emile-Basly, 62530 Hersin-Coupigny. Créée en 1986. Défense de la nature et défense des terroirs. Lutte contre les décharges et promotion de la réduction des déchets à la source.

Promotion du rail comme alternative à la voiture.

■ Houtland nature, 136, route de l'Europe, 59122 Oost-Cappel, tél : 03 28 62 50 81. Association née en 1978 pour le mieux vivre en général, penser globalement et agir localement. Participe au Réseau Sortir du nucléaire, aux actions de Greenpeace, de la Confédération paysanne, lutte contre les élevages industriels.

■ Le Halot, 146, chemin du Vieil-Dieu, 59560 Comines. Association de promotion de la nature, sorties nature, promotion des haies...

■ Lorgies Campagne.

■ Jeunes et nature de Calais, 48, rue Pigault-Lebrun, 62100 Calais, tél : 03 21 34 08 13.

Randonnées pédestres, expositions et débats autour de la protection de la nature. Stages pour les jeunes sur le thème sport et environnement. Un centre de sauvegarde de la faune sauvage a été créé, près de Calais, à Blériot Plage, par l'association. Chaque année, près de deux cents oiseaux y sont soignés, démazoutés et remis en forme, avant d'être relâchés dans leur milieu naturel.

■ Leforest environnement, 11, rue Carnot, 62790 Leforest, tél : 03 21 77 76 28. L'association a vu le jour en 1992 après la découverte de produits hospitaliers contaminés dans une décharge de la commune. Surveillance de la décharge, relaie des actions pour l'environnement de la région, activités culturelles, sorties équestres.

■ Lestrem nature, 117, rue de la Croix-Marmuse, 62136 Lestrem. Association née en 1977. Action de réinsertion autour du concept de couloirs biologiques. Ceux-ci sont prévus pour assurer une continuité entre des écosystèmes, la perte de lien entre les milieux provoquant une perte importante de biodiversité. Publie un bulletin trimestriel corridorinfo sur cette question.

■ Lompret environnement, 17, allée du Pré-Feuri, 59840 Lompret.

■ Nature et vie, 8, rue du Transvaal, 62143 Angres, tél : 03 21 45 25 07. Protection de la faune et de la flore, lutte contre les déchets.

■ Noeux environnement, 421, route nationale, 62290 Noeux-les-Mines, tél : 03 21 66 37 74. Voir par ailleurs.

■ Nord-nature Arras, maison des sociétés, 16, rue Aristide-Briand, 62000 Arras. Association créée en 1978 pour la protection des milieux naturels, de la flore et de la faune sauvages, du milieu rural, de la qualité de l'air, de l'eau et des sols, de la vie et de la santé de l'homme. Trente

expositions à son actif. Participation à des commissions officielles concernant, par exemple, le plan de déplacements urbains de l'agglomération arrageoise, la gestion des déchets, le remembrement des communes rurales.

Participation à des campagnes nationales : protection des oiseaux migrateurs, abandon progressif du nucléaire et la promotion de solutions énergétiques alternatives, pour la réorientation des modes de transports, contre la dissémination des OGM, économies de l'eau. Propositions de solutions alternatives au projet d'autoroute A.24.

■ Nord nature Bavais, mairie, rue Laurent-Niogret, 59570 Hon-Hergies.

■ Nord nature Chico-Mendès, 132, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 12 85 00.

Voir par ailleurs.

■ Nord nature Saint-Omer, Maison des Glacis, 62500 Saint-Omer.

■ Opale environnement, Boulogne-sur-Mer.

■ Odas. Voir par ailleurs.

■ Ostrevant Bouchain environnement, 107, rue Maurice-Ravel, 59111 Bouchain, tél : 03 27 35 88 42.

■ Plaine, Protection de Linselles et alentours dans l'intérêt de la nature et de l'environnement, 19 rue du Coq-Chantant, 59126 Linselles, tél : 03 20 23 23 71.

■ Plaine et nature, Baisieux.

■ PVEL, Paix, vie, écologie locale, 12 rue Poincaré, 59830 Bourghelles, tél : 03 20 84 69 94. Association née en 1988 qui mène différentes actions en faveur de la protection de l'environnement. Organise chaque 11 novembre un troc de plantes. Relais les campagnes Chico-Mendès.

■ Rosult environnement, 190, rue Général-Leclerc, 59230 Rosult.

■ Salomé non aux pollutions. ■ Santes nature, 34, rue de Wavrin, 59211 Santes, tél : 03 20 07 84 89. Née en 1981, s'occupe des problèmes environnementaux des communes voisines de Weppes.

■ Sauvegarde et protection des oiseaux, 14, rue Jean-Moulin, 62138 Billy-Berclau, tél : 03 21 40 84 90.

Relais local de Nord-nature Chico-Mendès.

■ Trinquise environnement, Biache-Saint-Vaast.

■ Vallée de la Lys nature, mairie, 59181 Steenwerck. Opérations "nettoyage de printemps" en forêt de Nieppe. Sauvetage d'un chêne centenaire. Organisation, tous les ans, d'Aubépine, marché du mieux vivre, qui voit passer 5000 visiteurs.

■ Vendegies nature, 674, rue de Solesmes, 59213 Vendegies-sur-Ecaillon, tél : 03 27 27 14 50.

Education à l'environnement et protection du patrimoine.

■ Verlin vers l'autre, 2, chemin Georges-Carpentier, 59237 Verlinghem, tél : 03 20 08 70 44.

Protection de l'environnement et action en faveur d'action écologique concrète : groupement d'achat de produits biologiques, initiation au compostage, nettoyage nature...

■ Vie et environnement, Templeuve.

59, rue de l'Avenir

Depuis sa création en 1992, les objectifs de l'association visent à contribuer à améliorer les conditions de vie en milieu urbain et d'œuvrer pour un partage plus équilibré de l'espace public : droit des piétons, des cyclistes, des rollers... bref à mettre en place une logique urbaine en lieu et place d'une logique routière.

■ 59, rue de l'Avenir, 60, rue Caumartin, 59000 Lille, tél : 03 20 54 40 97.

CPIE Flandre-Maritime

L'Adeeli (Association pour le développement de l'éducation à l'environnement sur le littoral) est née en 1985. En 2003, elle obtient le label de CPIE. Le Centre permanent d'initiation à l'environnement est une association d'individus qui rassemble des citoyens du territoire dunkerquois autour des finalités suivantes : sensibiliser à l'environnement en pratiquant l'éducation et la pédagogie à l'environnement ; préserver une vie associative conviviale ; être acteur du développement local ; défendre, sauvegarder, être vigilant sur l'environnement.

■ Adeeli-CPIE Flandre-Maritime, rue Jean-Delwallez, 59123 Zuydcoote, tél : 03 28 26 86 76.



France-Palestine solidarité

Ce comité de soutien au peuple palestinien est né en janvier 2003 de la transformation d'un comité local en groupe régional de l'association nationale AFPS. Constatant de jour en jour l'ampleur de la catastrophe qui atteint le peuple palestinien victime de l'occupation israélienne, soucieux de rassembler leurs forces pour optimiser leurs efforts

de solidarité en direction de la population palestinienne, elle fédère des forces militantes et sympathisantes régionales de la cause palestinienne dont le Comité boulonnais de soutien au peuple palestinien, 19, rue Bertulph-Gosselin, 62200 Boulogne-sur-Mer et le Comité dunkerquois pour le respect des droits du peuple palestinien.

■ AFPS, Association France-Palestine solidarité Nord-Pas-de-Calais, c/o MNE, tél : 03 20 31 80 56.

Animavia

En 1974, l'association Animavia a créé la première ferme "pour enfants" de France, en prenant fait et cause pour les races régionales, en militant pour des villes où l'animal, tant domestique que sauvage, soit réellement pris en compte. Aujourd'hui, Animavia participe à la gestion de la ferme pédagogique municipale de Lille, qui porte le nom de son fondateur, Marcel Dhenin. Elle a en charge le cheptel animal de Mosaic, le jardin des cultures à Houplin Ancoine et de la ferme des grands navigateurs aux Près du Hem à Armentières.

■ Animavia, c/o MNE, tél : 03 20 52 78 71.

Les Arbronomades

Les Arbronomades organisent des séjours-randonnées dans les forêts locales ou plus éloignées. Ces séjours sont proposés à tout public. Des guides-arbres vous embarquent pour une randonnée dans la canopée sans mettre pied à terre...

■ Les Arbronomades, 81, rue de Jemmapes, 59800 Lille, tél : 03 28 52 66 19.





Les Blongios

Créée en mars 1992, l'association "Les Blongios, la nature en chantiers" est née de la volonté des gestionnaires du Parc naturel régional de l'Audomarois de regrouper différentes personnes désirant œuvrer pour la gestion et la conservation des milieux naturels. Après plusieurs chantiers, un noyau de personnes s'est formé et s'est structuré en association sous le nom Les Blongios, ce nom en référence au blongios nain, le plus petit représentant de la famille des hérons, en voie de raréfaction dans la plupart des pays européens occidentaux.

■ Les Blongios, c/o MNE, tél : 03 20 53 98 85.



DR

Campagnes vivantes

Dans le souci de l'aménagement du territoire et du respect de l'environnement, Campagnes vivantes

Environnement développement alternatif

Ni "anti-économiste", ni "inté-griste-écologiste", les membres d'Eda, Environnement et développement alternatif, veulent contribuer à promouvoir un développement moins destructeur, plus harmonieux et plus solidaire. Depuis 1990, Eda cherche à rassembler le plus largement possible les personnes qui se sentent concernées par la dégradation rapide de l'environnement et veulent entreprendre tous travaux d'étude, de recherche et d'enquêtes nécessaires à l'établissement d'un diagnostic de l'état de notre environ-

nement afin de pouvoir faire les propositions les plus judicieuses possible. Pour cela, elle cherche à consulter toutes les associations, syndicats, institutions et administrations dépositaires de connaissances précises dans ce domaine, Eda cherche à faciliter la rencontre, la connaissance et la communication de toutes les personnes "ressources" en vue d'élaborer les programmes d'action à proposer aux décideurs locaux, nationaux et internationaux ou à de nouvelles instances transfrontalières à créer. Pour cela, Eda met en place expositions itinérantes, colloques, séminaires, conférences-débats, manifestations publiques sur des sujets comme les sols pollués, l'amiante...

■ Campagnes vivantes, 54/56, avenue Roger-Salengro, BP 136, 62054 Saint-Laurent-Blangy, tél : 03 21 60 57 18.

Education active

Les Ceméa, Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active, sont un mouvement de personnes engagées dans des pratiques autour des valeurs et des principes de l'éducation nouvelle et des méthodes d'éducation active, pour transformer les milieux et les institutions par la mise en action des individus. Pour faire partager et vivre ces idées par le plus grand nombre, les Ceméa ont choisi un outil privilégié : la formation. Les Ceméa offrent une diversité de stages ancrés dans les réalités quotidiennes de l'éducation, de l'animation, de la santé et de l'action sociale. Les Ceméa enrichissent leurs actions à partir d'espaces de recherche et de rencontres articulés avec l'organisation de manifestations publiques et, les prolongent à travers des publications écrites ou audiovisuelles, outils de développement, de réflexion et d'innovation.

Les premiers Ceméa ont vu le jour en 1937, pendant le Front populaire, sous l'impulsion du ministre Léo Lagrange.

■ Ceméa, 118, boulevard de la Liberté, 59800 Lille, tél : 03 20 12 80 00.

nement afin de pouvoir faire les propositions les plus judicieuses possible. Pour cela, elle cherche à consulter toutes les associations, syndicats, institutions et administrations dépositaires de connaissances précises dans ce domaine, Eda cherche à faciliter la rencontre, la connaissance et la communication de toutes les personnes "ressources" en vue d'élaborer les programmes d'action à proposer aux décideurs locaux, nationaux et internationaux ou à de nouvelles instances transfrontalières à créer. Pour cela, Eda met en place expositions itinérantes, colloques, séminaires, conférences-débats, manifestations publiques sur des sujets comme les sols pollués, l'amiante...

■ Eda, c/o MNE, tél : 03 20 52 12 02.

Chantier nature

Chantier nature a été fondé pour concevoir, animer et accompagner des opérations partenariales d'amélioration de l'environnement, et de création de nouvelles activités en ce domaine, dans la perspective du développement durable des territoires. Cette approche nouvelle entend promouvoir un mode de développement socialement juste, efficace économiquement et en harmonie avec l'environnement, qui permettra de garantir la satisfaction des besoins de tous nos contemporains comme des générations futures. Deux compétences fondamentales : aider les acteurs, du décideur au particulier, à contribuer à ce nouveau développement, très concrètement, sur le terrain : sensibilisation stratégique, aide à la décision, accompagnement technique et méthodologique ; concevoir et animer les outils et les supports de sensibilisation permettant de décloisonner les acteurs, de transformer les mentalités et de renouveler les cultures de travail : animation de réseaux, de formations, de campagnes de sensibilisation, création et mise en application de concepts nouveaux....

■ Chantier nature, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 77.

Citéphile

Citéphile est un réseau national de l'éducation à l'environnement urbain : quand 80% de la population est citadine, il devient urgent de parler de la ville en tant qu'environnement à part entière. Apprendre, créer et partager la ville n'est pas si simple. L'espace urbain est riche d'informations et d'horizons différents. Grâce à la complémentarité des diverses pratiques existantes sur la ville (l'architecture, l'urbanisme, le social, le culturel, l'économique...), les clés de compréhension d'un système global se précisent pour enfin "vivre ensemble la ville" en citadin responsable, acteur et conscient de ce qui l'entoure.

■ Citéphile, 56, rue du Pré-Catelan, 59110 La Madeleine, tél : 01 48 58 01 52.

Chico-Mendès

Au Brésil, Chico Mendès est le représentant des seringueiros qui vivent de l'exploitation du caoutchouc de l'hévéa dans la forêt

amazonienne. Ils s'opposent à la destruction de la forêt par les grands propriétaires terriens, ce qui provoque de multiples assassinats. Le 22 décembre 1988, Chico Mendès est à son tour assassiné par des milices paramilitaires. L'association Nord-nature Chico-Mendès voit alors le jour pour : faire la promotion de la restauration de lieux dégradés pour en refaire des lieux riches écologiquement. Outre l'intérêt écologique, est recherchée une démarche pédagogique en impliquant des groupes d'enfants d'une école. Quatre milieux sont particulièrement réhabilités : les mares, les haies, les bois, les prairies. Et ceci à porté de marche depuis l'école partenaire. Les enfants suivent alors les différentes étapes. Depuis le lancement de cette campagne, une trentaine de sites ont été ainsi réhabilités.

■ Chico-Mendès, 132, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 12 85 00.

Favoriser le recyclage

A travers ses actions, le Cercle national du recyclage entend faire évoluer les mentalités en matière de gestion des déchets : promotion de la collecte sélective et du tri en vue du recyclage ; aide aux collectivités dans la mise en place des programmes de gestion de déchets pour participer aux économies de matières premières, d'énergie et préserver l'environnement ; en encourageant le respect des règles de protection de l'environnement.

■ CNR, Cercle national du recyclage, tél : 03 20 85 85 22.

Droit au logement

Le Dal a pour objet d'unir et d'organiser les familles et les individus mal-logés ou concernés par le problème du logement, pour la défense du droit à un logement pour tous. Il demande l'arrêt des expulsions sans relogement, le relogement décent et adapté de toute famille et personne mal-logée ou sans logis, l'application de la loi de réquisition sur les immeubles et logements vacants appartenant aux collectivités locales, à des administrations, à l'Etat, à des banques, à des compagnies d'assurances, à de gros propriétaires, à des professionnels de l'immobilier.

■ Dal, 68, rue du Marché, 59000 Lille, tél : 03 20 30 89 30.

Groupes ornithologiques et naturalistes

Le groupe ornithologique et naturaliste fédère dans la région les activités liées à la protection des oiseaux. Il est le correspondant de plusieurs réseaux nationaux comme la LPO, ligue pour la protection des oiseaux. Il regroupe de nombreux groupes locaux.

- Groupe ornithologique et naturaliste, MNE, tél : 03 20 52 12 02.
- GON Flandre-Maritime, André Lastavel, 12, rue de la Paix, 59210 Coudekerque-Branche.
- GON Lille-Ouest "le Tadorne", Didier Clermont, 29, rue Maxence-Van-der-Meersch, 59520 Marquette-lez-Lille.

Engagement, coopération, responsabilité

L'association Encore, Engagement, coopération, responsabilité, a pour objet la promotion des actions et expériences qui s'inscrivent dans le développement local du Valenciennois et rassemble divers acteurs qui y participent. Encore est également un espace d'expérimentation d'outils collectifs. Ont déjà été mis en place : un Sel (système d'échange local), un emploi solidaire qui conjugue aide de l'état (CEC) et participation de personnes physiques et tout récemment un Gedas (groupement d'employeurs pour le développement des associations solidaires) dont le fonctionnement repose sur la mutualisation des moyens.

- Encore, 75 bis, rue Jean-Jaurès, 59410 Anzin, tél : 03 27 32 33 20.

Ecole et nature

Le Graine, Groupe régional d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement, fédère un grand nombre de groupes locaux pratiquant l'éducation à l'environnement. Il est en relation avec le réseau national "Ecole et nature". Il organise des rencontres d'échanges d'expériences, des formations, diffuse des maquettes pédagogiques...

- Graine Pays du Nord, c/o MNE, tél : 03 20 86 46 02.

- GON Lille-Est-Pévèle-Mélantois "le Milouin", Pierre-René Legrand, 50/26 chemin des Chaumières, 59650 Villeneuve-d'Ascq.
- GON Valenciennois "le Vanneau", Pascal Macquet, 25 bis, rue Auguste-Blanqui, 59135 Wallers.
- GON Douaisis "la Gorge bleue", Christian Boutrouille, 92, résidence le Val Fleuri, 59169 Goeulzin.
- GON Arrageoise "le Cochevis", Eric Venel, 24, rue Yithzak-Rabin, 62217 Beaurains.
- GON Calais-Boulonnais, Denis Tirmarche, rue principale, 62179 Audinghen.
- GON Côte d'Opale-Montreuillois, Gilbert Terrasse, La maison dans les Dunes, 62176 Camiers.
- GON Audomarois, Alain Ward, 3, impasse du Blanc-Guenon, 62380 Seninghem.
- GON "Hesdin-Saint-Pol", Philippe Dome, 36, rue d'En-Haut, 62140 Grigny.
- GON Avesnois, Daniel Haubreux, 1, rue Wuibaille-Dupont, 59145 Berlaimont.

Personnes seules

Graps-Nord, Groupe d'action pour la défense des personnes qui vivent seules, est un organisme d'information, de coordination, de réflexion, d'animation et de promotion en faveur des personnes qui vivent seules. Son objectif principal est de lutter contre les discriminations qui pèsent sur les personnes seules dans différents domaines : fiscalité, reconnaissance sociale, solidarité.

- Graps, c/o MNE.

Greenpeace

Greenpeace œuvre, par tous les moyens non violents, en France comme à l'étranger, en faveur de la protection et de la conservation de la nature et de l'environnement. Les campagnes internationales en cours portent sur la biodiversité marine, la dissémination des OGM dans l'environnement, les forêts primaires, les toxiques, le nucléaire civil et militaire, les énergies renouvelables, les changements climatiques.

- Greenpeace-Lille, c/o MNE, tél : 03 20 48 99 67.

Jardiniers de France

Association née en 1876 à Valenciennes, 300 000 adhérents en France, publie la revue *Pour nos jardins*. Depuis 1995, a mis en place "jardin pour les

autres" qui consiste à cultiver des pommes de terre offertes à des organismes sociaux. En collaboration avec Graine, anime également des jardins pédagogiques.

- Jardiniers de France, 40, route d'Aulnoy, BP 559, 59308 Valenciennes, tél : 03 27 46 37 50.

La Ferme aux loisirs

La Ferme aux loisirs est une ferme pédagogique de 3000 m² créée en milieu urbain en 1983, à la limite des quartiers Fresnoy-Mackekkerie et Aima. Elle est rattachée à un centre social. Elle accueille sur place des classes. Activités externes : sorties de découverte de l'environnement, animation d'un jardin collectif à Fresnoy (1200 m²), d'un jardin familial toujours à Fresnoy (1200 m²), et d'un jardin de Cocagne à Roncq (8500 m²).

- La Ferme aux loisirs, Afal, 42, avenue d'Alsace, 59100 Roubaix, tél : 03 20 70 07 20.

La Ferme de Charlie

Centre d'hébergement et d'animation rurale, cette association a pour objet de contribuer au retissage de lien social, promouvoir l'éducation au respect de l'environnement, responsabiliser les jeunes et les plus démunis. Participer au développement économique et socio-culturel des communautés de communes du Ternois et de l'Artois, agir pour l'emploi, valoriser les territoires.

La Maison du Jardin

La Maison du Jardin cherche à valoriser la pratique du jardinage respectueux de l'écologie auprès du tout public et proposer des alternatives au jardinage classique, soumis à l'utilisation des pesticides et autres produits de synthèse, et trop souvent aux variétés horticoles. Elle fait la promotion des initiatives engagées sur ce thème et favorise l'échange, entre les acteurs de la métropole lilloise et de la région, de leurs savoirs et expériences. La Maison du Jardin cherche à connaître et à se faire connaître des associations œuvrant autour du jardinage écologique et des savoirs traditionnels. Elle édite un calendrier des manifestations jardins dont les membres sont les initiateurs : animations forma-

- La Ferme de Charlie, 17, rue de Fréville, 62290 Villers-Brulin, tél : 03 21 59 13 04.

Ligue des droits de l'homme

La ligue des droits de l'homme est *laïque* et compte des membres de toutes opinions philosophiques et religieuses, mais ne fait référence en tant que telle à aucune religion. Fondée à l'occasion de l'affaire Dreyfus, la Ligue des droits de l'Homme est riche d'une histoire de lutte pour les libertés, à travers un siècle qui, de l'antisémitisme au colonialisme, des grandes affaires judiciaires aux nouvelles technologies ou à la mondialisation du capital, lui a fourni d'innombrables occasions d'entrer en résistance et de combattre non seulement pour l'affirmation des droits mais pour leur application effective. C'est à partir de cette tradition qu'elle cherche à répondre aux enjeux du présent.

- Ligue des droits de l'homme, tél : 03 20 53 84 30.
- LDH, Ligue des droits de l'Homme, 5, rue de Saint-Omer, 59000 Lille.
- LDH, Fédérations des amicales laïques, 20, rue de Lille, 59100 Roubaix, tél : 03 20 73 72 27.
- LDH, Maison de l'environnement, 106, avenue du Casino, 59240 Dunkerque, tél : 03 28 20 30 40
- LDH, Maison des sociétés, 16, rue Aristide-Briand, 62000 Arras, tél : 03 21 51 04 50.
- LDH, 41, rue Albert-Camus, 62000 Arras, tél : 03 21 71 15 36.
- LDH, 8, rue Charles Péron, 62200 Boulogne, tél : 03 21 10 52 76.

tions ou conférences. Elle participe à des journées de présentation d'associations ouvertes au public, qui sont l'occasion de mettre à disposition des documents de sensibilisation.

Elle organise en partenariat avec l'association Noeux environnement une bourse d'échanges de plantes cultivées et de plantes sauvages. Elle construit, avec le Centre régional d'information et de documentation de la MNE, un fonds documentaire dédié au jardinage écologique. L'association travaille en lien avec Nature & Progrès Belgique (promotion de l'agriculture biologique), Kokopelli (réseau d'échange de semences), Ponema (semences de variétés rares, en Charente-Maritime), les croqueurs de pommes, le réseau Graine (réseau d'éducation à l'environnement).

- La Maison du Jardin, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 26.



Lianes

Lianes est une plate-forme régionale de liaisons, d'informations et d'appui à la coopération Nord-Est-Sud, initiée en 1997 par le Comité catholique contre la faim et pour le développement, le Partenariat Lille-Saint-Louis du Sénégal, les villes de Lille et de Grande-Synthe, le conseil régional, la Direction régionale de la jeunesse et des sports, le rectorat et porté par le Centre régional de documentation tiers-monde de Lille, pour favoriser des relations de solidarité et de coopération avec les pays d'Afrique, d'Asie, d'Amériques centrale et du sud, et d'Europe de l'est.

■ Lianes coopération, c/o MNE, tél : 03 20 85 10 96.

Contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples

Depuis 1949, le Mrap, Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples, lutte contre le racisme sous toutes ses formes. Comités locaux à Maubeuge (comite-maubeuge@mrapp-nord.org), Dunkerque (comite-dunkerque@mrapp-nord.org), Douai (comite-douai@mrapp-nord.org), Lens (comite-pasdecalsais@mrapp-

nord.org), Lille (comite-lille@mrapp-nord.org), Roubaix (comite-roubaix@mrapp-nord.org), Tourcoing (comite-trg-valleedelalys@mrapp-nord.org), et Valenciennes (comite-valenciennes@mrapp-nord.org). Publie le *ch'titoyen*, bulletin bimestriel.

■ Mrap, c/o MNE, tél : 03 20 85 13 18 ou 06 60 77 36 95.

Pour une alternative non-violente

Le Man, Mouvement pour une alternative non-violente, a pour objectifs l'étude et la mise en œuvre de la non-violence en tant que philosophie politique et stratégie d'action collective. Il a initié les Ifman, instituts de formation proposant des interventions dans différents domaines avec l'approche non-violente.

■ Man, 43, rue du Maire-André, 59000 Lille, tél : 03 21 73 96 89.

Nœux environnement

Nœux environnement s'occupe de réhabiliter et entretenir la Loïse Amont (depuis 1991), la Loïse Aval (depuis 1997) et leurs affluents. Les techniques d'intervention choisies sont des méthodes douces, moins coûteuses pour la collectivité et plus respectueuses du milieu naturel. Il s'agit de faciliter l'écoulement de l'eau, de restaurer les berges et de favoriser le retour de la vie dans et autour du cours d'eau. Ce travail permet de réinsérer des personnes victimes du chômage et de l'exclusion. L'association

et de l'Etat. Entre les deux guerres, le mouvement scissionne entre proches des communistes et proches des libertaires. Il est interdit sous Pétain. Il renaît après la guerre avec, entre autres, Jean Rostand. Dans les années 60, il soutient les campagnes en faveur de la liberté de l'avortement. Le mouvement continue à protester chaque fois que des élus ou des représentants de l'Etat privilégient une relation avec l'Eglise. L'adhésion aux associations locales vaut engagement de ne suivre aucun précepte religieux et de n'en imposer aucun à ses enfants.

■ Libre Pensée, 43, rue du Colibri, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 05 56 90.

Naïade

L'association Naïade a comme objet d'agir, par tous les moyens appropriés, dans les domaines liés à l'eau et à son environnement naturel, culturel, social et économique. Elle mène des activités de sensibilisation, d'animation, de formation et de services, celles-ci pouvant revêtir un caractère touristique, pédagogique, récréatif... en collaborant avec tout groupe ou groupement poursuivant des buts similaires. Elle met en œuvre des projets

transfrontaliers avec la Belgique et l'ensemble de ses objectifs doit favoriser la création d'emplois nouveaux, par l'économie solidaire et le développement durable. Il s'agit, en prenant comme fil conducteur de l'initiative de la voie d'eau, de constituer une équipe de jeunes intervenants capables d'animer et d'encadrer des publics scolaires et autres, et de les sensibiliser aux problématiques de l'eau et tous les écosystèmes qui en dépendent.

■ Naïade, 51, rue Inkermann, 59100 Roubaix, tél : 03 20 68 45 57.

réalise également des sentiers pédestres. Elle édite "*Nœux environnement*" deux fois par an.

■ Nœux environnement, 421, route Nationale, 62290 Nœux-les-Mines, tél : 03 21 66 37 74.



Défense des animaux sauvages

Le WWF, fond mondial pour la nature a pour objectif général la sauvegarde et la reconstitution de la faune sauvage menacée par la chasse, la pollution et la destruction des habitats. Le WWF est représenté localement par l'Odas, Organisation de défense des animaux sauvages.

■ Odas, c/o MNE, fax : 03 20 86 15 56.



Parole citoyenne

Parole citoyenne a pour but de développer les idées républicaines, laïques et européennes et de promouvoir la participation à la vie publique par le biais de confé-

rences, de participation à des débats ou des forums.

■ Parole citoyenne, 251, résidence Dampierre, parc Saint-Maur, 59800 Lille, tél : 06 07 02 00 22.

Pour une critique sociale du capitalisme

Pour une critique sociale du capitalisme organise des manifestations civiques à caractère culturel ou artistique favorisant une meilleure connaissance du fonctionnement des sociétés capitalistes, des luttes sociales et de leurs acteurs. Ces manifestations consistent notamment en des projections de films et débats.

■ Pour une critique sociale du capitalisme, 14, rue Emile-Desmet, 59000 Lille.

Les petits débrouillards

Les petits débrouillards sont nés au Québec avant de venir en France où ils apparaissent à partir de 1986. Le réseau des petits débrouillards couvre aujourd'hui 18 régions. Le groupe Nord-Pas-de-Calais est né en 2002. Ce réseau a pour but la mise au point d'animations pédagogiques dans le cadre de l'éducation populaire, sur des thèmes scientifiques et en particulier sur la question de l'environnement.

■ Les petits débrouillards, 125, rue de Courtrai, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 23 90 34.

Peuple solidaire

Peuple solidaire est un réseau national qui favorise les relations directes entre le Nord et le Sud et propose d'agir des deux côtés



La libre pensée

La libre pensée est un très ancien mouvement pour la laïcité, la

démocratie et le social. Il est né en 1847 autour de la revue "*La liberté de penser*". Les libres penseurs se retrouvent aux premiers postes pendant la Commune de Paris. Le mouvement est également très impliqué dans la montée du pacifisme avant 1914. On y retrouve alors Anatole France. Le mouvement est à son sommet quand le 9 décembre 1905, une loi proclame la séparation de l'Eglise

Rhizomes

Rhizomes a pour but de constituer un espace de liberté pour le développement des activités et des services dans le champ de l'économie solidaire, dans le Roubaix et le versant nord-est de l'agglomération lilloise. Son action concerne les domaines du développement local et durable, de la transformation sociale et de l'éducation populaire.

■ Rhizomes, 31, boulevard Beaufort, 59100 Roubaix, tél : 03 20 66 24 10.



en s'appuyant sur l'éducation au développement, à la citoyenneté et à la solidarité internationale. Le groupe régional s'investit dans le centre régional de documentation tiers-monde.

■ Peuple solidaire, c/o Belbachir, 1/41, allée Turenne, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 67 22 87.

Prison Justice 59

L'association Prison Justice 59 favorise l'entraide entre les familles de détenu(e)s et ami(e)s de détenu(e)s de Sequedin. Elle intervient auprès de de l'administration pénitentiaire pour toutes les questions intéressant les familles et les détenu(e)s. Elle fait de la sensibilisation auprès du grand public sur les problèmes vécus par les familles de détenu(e)s et les détenu(e)s eux-mêmes.

■ Prison Justice 59, c/o MNE.

Pour l'accès au droit et à la justice

Le Réseau d'associations, syndicats, et structures de travail social pour l'accès au droit et à la justice a été créé en 1991 sur le thème "ne plus subir le droit". Ce réseau cherche à développer une solidarité légitime productive de droit dans le cadre des objectifs suivants : informer les acteurs associatifs, syndicaux et travailleurs sociaux participant à l'accès au droit et à la justice ; former des "promoteurs juridiques" capables de faire le lien entre la vie quotidienne et le droit ; fournir un conseil juridique qualifié aux associations, syndicats et structures de travail social, afin de répondre aux demandes individuelles et collectives hors procédures en justice ; favoriser

la participation du plus grand nombre à la vie de la cité et à la démocratie. Rassadj essaie ainsi de contribuer à redonner du sens aux termes de citoyenneté et démocratie par le développement d'une culture de paix, intégrant la gestion non-violente des conflits.

■ Rassadj, Réseau d'associations, syndicats, et structures de travail social pour l'accès au droit et à la justice, c/o MNE, tél : 03 20 97 85 13.

Robins des Bio

Robins des Bio est une association de consommateurs et d'acteurs de la bio ayant pour but la promotion de ce mode d'agriculture et d'animer le débat sur les questions qui en découlent : préservation de la santé, meilleur rapport entre populations du Nord et du Sud, partage des savoir-faire...

■ Robins des Bio, c/o MNE, tél : 03 20 86 11 13.

Union féminine civique et sociale

L'Union féminine civique et sociale est une association créée en 1925. Elle a été reconnue d'utilité publique en 1947, agréée organisation de consommateurs

en 1961, organisme de formation en 1976 et organisme de protection de l'environnement en 1978. Elle est indépendante de tout parti politique et de toute confession.

Elle a pour but de susciter la participation de tous à la construction d'une société démocratique, en partant de l'expérience de chacune.

Il s'agit de faire évoluer les mentalités, en y insufflant un esprit civique qui, appliqué aux domaines de la consommation, de la citoyenneté ou du travail, contribue à la construction d'une société plus humaine, où chacun a sa chance.

L'Union féminine civique et sociale compte 10 000 adhérents, 80 groupes locaux, 600 bénévoles actifs, 45 salariés.

Chaque équipe locale a pour but de promouvoir la participation du plus grand nombre de femmes à la vie sociale et civique, par des actions d'information, de formation, et d'actions institutionnelles, en accord avec la charte du mouvement, dans ses secteurs traditionnels d'activité.

■ Union féminine civique et sociale, mairie de quartier Centre, 31, rue des Fossés, 59800 Lille, tél : 03 20 54 91 97.

Vents et marées

(logo disponible)

L'association Vents et marées conçoit, organise et anime des projets pédagogiques de classes de découverte de l'environnement littoral et maritime régional. Les classes d'environnement littoral permettent une pratique pédagogique renouvelée où le milieu maritime est le centre privilégié de toutes les activités.

■ Vents et marées, c/o MNE, tél : 03 20 52 46 98.

Viellir autrement

L'association Viellir autrement mène un travail pour lutter contre le cloisonnement de la société et les fausses oppositions entre générations. Elle cherche à valoriser le vivre ensemble dans le respect des différences. L'association a vu le jour en 1982 après la réalisation régionale du film "xueiv", film qui évoquait déjà les différentes exclusions entre les publics, les statuts sociaux et les différences d'âge.

■ Viellir autrement, 100, rue de Lille, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 27 27 50.

Amnesty international

Depuis plus de trente ans, Amnesty international intervient en faveur du respect des droits de l'homme et défend les personnes arrêtées qui n'ont pas fait d'actes de violence et pour qui il y a violation du droit international. L'association milite également contre la peine de mort dans tous les cas. Chaque groupe local est amené à suivre un ou plusieurs dossiers particuliers (jamais dans son propre pays), chaque adhérent individuel pouvant également participer à des campagnes de lettres urgentes sur tel ou tel cas. Amnesty international, c'est aussi des rapports par pays de la situation des droits de l'homme.

■ Amnesty international, 2, rue du 11-Novembre-1918, 59930 La Chapelle-d'Armentières, tél : 03 20 35 09 27.

■ AI, groupe 187, Odile Ammar-Khodja, 26, les Pleins Champs, 59236 Frelinghien, tél : 03 20 48 86 38.

■ AI, Vincent Pamart, 501, rue Gallieni, 59552 Lambres-lès-Douai, tél : 03 27 88 08 50.

■ AI, groupe 65, 106, rue du Casino, 59240 Dunkerque, tél : 03 28 59 12 23.

■ AI, Bernard Piller, 64, rue des Tanneurs, 59800 Lille, tél : 03 20 54 64 97.

■ AI, Claire Thiellet, 9, rue de Paris, 59800 Lille, tél : 03 20 31 60 63.

■ AI, Frédéric Procédes, 98, boulevard Carnot, appt. 26, 59800 Lille, tél : 03 20 31 71 85.

■ AI, Cécile Brouckaert, 14-12, résidence Flandre, 59170 Croix, tél : 06 33 48 98 68.

■ AI, Bernard Héban, 5/54, allée des Lauriers, 59174 La Sentinelle, tél : 03 27 45 30 63.

■ AI, François Bernet, 8, rue Corot, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 91 01 42.

■ AI, Simone Coste, 4, rue Bajoux, 59155 Faches-Thumesnil, tél : 03 20 53 17 09.

■ AI, Nicole Loriau, 10/10, rue Marie-Curie, 59290 Wasquehal, tél : 03 20 89 21 99.

■ AI, Marie-Paule Demolin, 38, rue Paul-Bert, 59000 Lille, tél : 03 20 04 63 38.

■ AI, Dominique Lévy, 5, square Watteau, 59880 Saint-Saulve, tél : 03 27 45 03 26.

■ AI, groupe 110, Claudine Kaiser, 55, rue Traversière, 62000 Arras, tél : 03 21 24 56 84.

■ AI, groupe 222, Monique Suarez, 8, rue des Flandres, 62330 Molinghem, tél : 03 21 54 02 34.

■ AI, Jean-Paul Dupont, 58, rue de Bertinghen, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 91 33 73.

■ AI, groupe 139, Sylviane Perrin, 21, résidence des Rosiers, 62610 Brèmes, tél : 03 21 82 54 88.

■ AI, groupe 379, François Staszkiwicz, 82, rue du Petit-Ennetières, 59710 Avelin.

■ AI, groupe 368, Claude Roussez, 131, rue d'Arras, 62130 Saint-Pol-sur-Ternoise, tél : 03 21 03 14 99.



Autres groupes affiliés à la MNE

(les groupes sans adresses sont domiciliés à la MNE)



■ Acali-Iles, Association culturelle amazighe de Lille, 45, quai de l'Ouest, 59000 Lille, tél : 06 77 46 10 13. *Promotion de la langue et de la culture amazighes (berbères).*

■ Adav, Association pour le droit au vélo, tél : 03 20 86 17 25. *Voir article page 18.*

■ ADMD, Association pour le droit de mourir dans la dignité, tél : 03 20 88 27 46. *Revendique la mise en place d'un cadre légal pour l'euthanasie.*

■ AEEVP, Association pour l'éducation à l'environnement et à la valorisation du patrimoine, 2-301, rue Bernos, 59800 Lille, tél : 03 20 70 07 20. *Association née en 2001 pour agir dans le domaine de l'éducation à l'environnement.*

■ Aere, Actions éducatives et récréatives à l'environnement, 41, rue du Port, 59046 Lille cédex, tél : 03 28 38 48 48. *Association d'étudiants de l'Institut supérieur d'agriculture.*

■ Afal Association des familles d'action laïques de la région lilloise et environs, tél : 03 20 57 37 06. *Cette association a été créée en 1983 pour promouvoir l'indépendance du mouvement familial laïque contre la confidentialité plurielle, l'ordre moral, capitaliste et clérical.*

■ Afip, Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales dans le Nord-Pas-de-Calais, 71 bis, avenue Roger-Salengro, 62223 Saint-Laurent-Blangy, tél : 03 21 24 31 52.

■ Agir abcd, tél : 03 20 52 12 02. *Association de bénévoles d'ordres humanitaires, économiques ou social ouverte à tous les pré-retraités ou retraités.*

■ Ajonc, 13 rue Montaigne, 59000 Lille, tél : 03 28 55 03 30. *Voir article page 4.*

■ Alias, place de l'Hôtel-de-Ville, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 19 36 00. *Centre régional de promotion de la culture scientifique, technique et industrielle.*

■ Les Amis du Monde Diplomatique, 182, rue Jules-Delcenserie, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 45 84 31 et chez Philippe Cecilie, 100, rue Neuve-Prolongée, 59226 Lecelles, tél : 06 24 85 22 71.

■ Amis de la nature, tél : 03 20 50 40 25.

■ Angle 349, 220, Grand Rue, 59100 Roubaix, tél : 03 20 83 20 81.

■ Aprobio, Association pour la promotion de l'agriculture biologique, 4, rue Dormagen, 59350 Saint-André-lès-Lille, tél : 03 20 31 57 97.

■ APU Moulins, Ateliers populaire d'urbanisme, 46, rue de la Plaine, 59800 Lille, tél : 03 20 97 72 94. *Voir article page 21.*

■ APU Vieux Lille, 53/55, rue du Metz, 59800 Lille, tél : 03 20 55 90 80.

■ Carl Club astronomique de la région lilloise, tél : 03 20 85 99 19.

■ CDT-CPIE La Chaîne des Terrils, base du 11/19, rue de Bourgoigne, 62750 Loos-en-Gohelle, tél : 03 21 28 17 28. *La Chaîne des Terrils est une association œuvrant pour la valorisation des terrils du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais.*

■ Cedapas, Centre d'études pour le développement d'une agriculture plus autonome et solidaire, maison des paysans, 71 bis, avenue Roger-Salengro, 62223 Saint-Laurent-Blangy, tél : 03 21 24 31 54. *Voir article page 36.*

■ Ces, Citoyenneté, environnement et solidarités, tél : 03 20 85 93 17. *Groupement d'employeurs associatif.*

■ CLCV, union départementale, Consommation, logement et cadre de vie, 2, rue Claude-Bernard, 59000 Lille, tél : 03 20 52 76 94. *Association de défense des consommateurs.*

■ CLCV, union régionale, tél : 03 20 85 16 20.

■ CMNF, Coordination mammalogique du nord de la France, Maison des associations, 864, rue Robelin, 62730 Les Hemmes-de-Marck, tél : 03 21 00 82 56. *Mène une campagne importante pour la sauvegarde des chauves-souris.*

■ CNB, Cercle des naturalistes de Belgique et Tournais, 8, rue Bourlière, B 7542 Mont-Saint-Aubert, tél : 00 32 69 22 47 04.

■ Communication Deux. *Association ayant pour but de contribuer au renouvellement des lieux et des moyens d'expression et de communication.*

■ Confédération paysanne, 35 bis, chemin de Messines, 59247 Verlinghem, tél : 03 20 22 48 67.

■ CRDTM, Centre régional de documentation tiers-monde, tél : 03 20 53 80 14.

■ Les Crématistes du Nord, tél : 03 20 57 38 54 ou 06 12 05 43 68. *Promotion de la crémation au moment de la mort afin de laisser la terre aux vivants.*

■ CSN, Conservatoire des sites naturels du Nord-Pas-de-Calais, rue Saint-Pierre, 59118 Wambrechès, tél : 03 28 04 53 45.

■ Du côté des femmes, tél : 03 20 88 06 19. *Voir article page 52.*

■ Envar - Association des étudiants et diplômés de l'IUP d'environnement et aménagement régional, BP 291, 59650 Villeneuve-d'Ascq, fax : 03 20 43 40 68.

Attac

Fondée en 1998, Attac, Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens, promeut et mène des actions de tous ordres en vue de la reconquête, par les citoyens, du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie politique, économique, sociale et culturelle dans l'ensemble du monde. Mouvement d'éducation populaire, l'association produit analyses et expertises, organise des conférences, des réunions publiques, participe à des manifestations... Attac est présente dans une cinquantaine de pays. Attac France compte 30 000 membres et 215 comités locaux.

■ FRCPM, Fédération régionale pour la culture et le patrimoine maritime, tél : 03 20 52 46 98.

■ GDEAM, Groupement de défense de l'environnement de l'arrondissement de Montreuil-sur-Mer, 1 rue de l'Eglise, 62170 Attin, tél : 03 21 06 57 66.

■ GEJPAD - Groupement d'employeurs de jeunes promoteurs d'accès au droit, 24, place de la Liberté, 59100 Roubaix, tél : 03 20 97 85 13.

■ GIFAE - Groupement international des fermes d'animations éducatives, tél : 03 20 52 57 46. *Rien que dans le département du Nord, on compte 14 fermes pédagogiques.*

■ Guides natures de l'Audomarois, maison du Parc, BP 55, 62510 Arques, tél : 03 21 93 92 67.

■ Les Haut-Perchés, tél : 03 20 52 16 86. *Promotion pédagogique de l'arbre comme être vivant en organisant des visites dans les arbres.*

■ Ikebana, tél : 03 20 04 44 11 et aussi 2, rue de Turenne, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 04 44 11.

Promotion de l'art des compositions florales comme dans la tradition japonaise. Respect de la structure, des formes, de l'harmonie des couleurs comme hommage à la beauté de la nature.

■ Lesbian & Gay Pride Lille, 38 bis, rue Royale, 59000 Lille, tél : 06 62 50 60 89. *Pour la défense des droits des homosexuels.*

■ Association des médaillés du Mérite agricole, chez M. Spriet, 27, rue Voltaire, 59810 Lesquin, tél : 03 20 86 27 50.

■ Le Pas de Côté, tél : 03 20 52 18 48. *Voir article page 50.*

■ La Promenade du Préfet, tél : 03 20 40 21 80. *L'association gère un jardin écologique, réserve naturelle volontaire et organise des visites dans le jardin, entre Euraille et la Citadelle.*

■ ROL, Ride on Lille, tél : 03 20 42 08 81 ou 06 81 21 91 78. *L'association, née en 2000, a pour but de développer et promouvoir la pratique du roller en tant que moyen de locomotion écologique sur la métropole lilloise.*

■ ATTAC Lille c/o MNE, tél : 03 20 30 03 76.

■ Attac Douaisis, Dorothee Vendeville, 187, rue Saint-Thomas, 59500 Douai, tél : 03 27 97 49 11.

■ Attac Littoral Nord, c/o Dumotier Jean-Paul, tél : 03 28 27 07 34.

■ Attac Roubaix-Tourcoing, c/o Liévin Jean Pierre, tél : 03 20 43 47 69.

■ Attac Villeneuve-d'Ascq, Maison de quartier Jacques-Brel, allée des Bergères, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : Roland Delacroix 03 20 04 19 59.

■ Attac Valenciennes, 8, rue Léopold-Defays, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 41 26 37.

■ Attac Sambre Avesnois : attac.sambreavesnois@laposte.net

■ Attac Béthune-Audomarois : bethune-audomarois@attac.org

■ Attac Boulogne-sur-Mer, Maison des associations, 19, rue de Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 08 28.

■ Attac Calaisis c/o Valérie Rumigny, tél : 06 76 79 34 15.

■ Savoir Vert, Cité de l'Agriculture, 54-56 avenue Roger-Salengro, BP 136, 62054 Saint-Laurent-Blangy, tél : 03 21 60 57 20. *Réseau de 90 fermes de la région accueillant des activités pédagogiques. Promotion du métier d'agriculteur afin de maintenir l'emploi en milieu rural.*

■ Société lilloise d'histoire naturelle, 4, rue Claude-Bernard, 59000 Lille, fax : 03 20 86 15 56. *Elle organise des expositions, des conférences, des visites, des voyages, des excursions et plus généralement toute manifestation à caractère culturel et scientifique, en lien avec le musée d'histoire naturelle.*

■ Sub Artesia, 22, rue d'Huclier, base de Conteville-en-Ternois, 62130 Conteville-en-Ternois, tél : 03 21 03 50 59. *Recensement et mise en valeur du patrimoine souterrain de la région : habitat troglodyte, caves et habitations souterraines creusées dans la craie...*

■ Trait d'union, tél : 03 20 52 12 02. *Association de familles de détenu(e)s ou d'anciens détenu(e)s, visiteurs de prison, avocats, médecins... unis par le refus de toute forme d'exclusion et par la défense des droits de l'homme détenu et de sa famille, en particulier autour de la prison de Loos.*

■ UFC-Que Choisir ?, tél : 03 20 85 14 66. *L'Union fédérale des consommateurs de Lille a vu le jour en 1976. Elle est l'un des 200 groupes français. Elle vient en aide à plus de 1200 personnes chaque année.*

■ Urfa, Union des randonneurs Flandre-Artois, tél : 03 20 53 48 38. *A pied ou à vélo, sorties hebdomadaires, traditionnelles et pédestres, brevets sportifs et longues distances, rencontres familiales...*

■ UVN, Union des voyageurs du Nord, 287, avenue Delattre-de-Tassigny, 59350 Saint-André-lès-Lille, tél : 03 20 40 76 96. *Défense des usagers des transports en commun et propositions pour les améliorer. Membre de la Fnaut, Fédération nationale des associations d'usagers des transports.*

■ Vivacités. *Réseau régional pour l'éducation à l'environnement urbain.*



Une région vulnérable

Selon un rapport de l'Ifen, Institut français de l'environnement, la région Nord-Pas-de-Calais a atteint une situation critique pour son alimentation en eau : le taux de nitrates dans les eaux souterraines augmente de 1 mg/l par an et la limite autorisée sera bientôt atteinte... alors que ces nappes assurent 67% de l'approvisionnement en eau. Ce n'est pas la seule inquiétude : la pollution par les pesticides tend à se généraliser : on en trouve dans 40% des stations de mesure. La forte urbanisation

gène l'écoulement des eaux ce qui fait que depuis vingt ans, 66% des communes ont été concernées par une inondation, une crue ou une coulée de boue. 95% de la population vit en zone urbaine... et la côte atteint 700 habitants au km², ce qui la place pour sa densité juste derrière la Côte d'Azur. Le réseau routier est l'un des plus denses du pays (901 mètres/km² contre 674 de moyenne en France), tout comme le réseau ferré (95 mètres/km² contre 50). Conséquence : c'est la région qui compte le moins d'espaces naturels (12,3% du territoire) et c'est aussi l'une qui a le plus de pollution atmosphérique, les véhicules ayant pris le relais d'une industrie plus productive.

■ MJC de Phalempin, Usine Geslot, 75, rue Foch 59133 Phalempin, tél : 03 20 90 35 00. *Atelier vélos ouvert le mercredi de 9h à 12h et de 14h à 17h. L'atelier, tenu par des bénévoles, récupère tous les types de cycles, les remet en état et les échange contre un don pour diverses associations humanitaires. Un bon moyen d'acheter un vélo pas cher et militant.*

■ Rainette environnement, 25, ferme du Pont-de-l'Écluse, 59219 Etrœungt, tél : 06 16 36 26 92.

■ L'autre jardin, Eric Lagun-Bouchet, 22, route de Wambrechies, 59237 Verlinghem, tél : 03 20 08 68 28. *Pépinières proposant plus de mille plantes différentes.*

■ Groupe étude nature, rue du Bon-Debout, 59244 Cartignies, tél : 03 27 57 94 49.

■ Choisir la nature et la vie, café Le Sully, 59270 Bailleul.

■ CENH, Centre d'éducation nature du Houtland, rue de Rubrouck, 59470 Wormhout, tél : 03 28 65 76 00.

■ A2D, Amis du développement durable, résidence Georges-Bachelard, Cité scientifique, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 06 21 93 91 45.

■ Guides nature des monts de Flandre, Alain Vaillant, 77, rue des Pacavas, 59660 Merveille. *Association organisant des visites guidées pour la sensibilisation aux questions d'environnement.*

■ Faune flore avesnois, 11, rue de Beaufort, 59680 Damousies, tél : 03 27 47 75 04.

■ Spit, 21, rue du Cirque 59800 Lille, tél : 03 20 51 05 43. *Association de sauvegarde et de protection de l'îlot de La Treille, coin de verdure dans le Vieux-Lille menacé par un projet immobilier.*

■ Réagir, Les Serres de Paradis, 683, rue de Derrière, 62136 Lestrem, tél : 03 21 26 24 24.

Réduction des déchets



La Coordination nationale pour la réduction des déchets à la source exige un moratoire sur la construction d'incinérateurs ou leur extension, et la fermeture à terme

des existants ; demande la promotion de la réduction des déchets à la source (aussi bien par des changements de comportement du consommateur que par des changements dans l'industrie) ; soutient la réutilisation et le tri-recyclage pour aboutir à la fin des incinérateurs et des déchets (que ces dernières soient appelées "centre d'enfouissement technique" ou "centre de stockage"). Elle refuse l'importation et l'exportation des déchets conformément aux définitions de la Convention de Bâle. Elle revendique par l'intermédiaire des élus locaux et nationaux, un débat démocratique et transparent sur la gestion des déchets. Elle exige un contrôle accru, inopiné et indépendant des installations existantes et la diffusion de l'information. Enfin, elle demande la mise en place d'une étude indépendante des conséquences de ces installations sur la santé et l'environnement.



DR Incinérateur de Courrières.

Associations membres de la coordination :

■ Mouvement écologique du Nord, Michel-Antoine Callens, 84, rue du Haze, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 70 20 20.

■ Claire, Comité lutte assainissement air et environnement, Pascal Mareel, 78 chaussée Gramme, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 28 11 11.

■ Verts du Douaisis, Victor Sion chez Alain Pruvot, 299, rue Augustin-Tirmont, 59283 Raimbeaucourt, tél : 03 27 80 19 71.

■ Association de protection du patrimoine naturel et culturel en Catésis et vallée de Sèble, Roger Tierce, 25, faubourg Galliéni, 59360 Saint-Benin, tél : 03 27 77 88 21.

■ Association Dioxine zéro, Claude Hego, 647, rue Jean-Jaurès, 59553 Cuincy, tél : 03 27 96 73 58.

Association qui agit autour de Douai contre l'incinération des déchets mais aussi des farines animales.

■ ESA, Environnement Sambre-Avesnois, Didier Bourguelle, 76, rue Henri-Durre, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 65 19 18.

■ Opale environnement, Christian Lussien, 19, rue des Stations, 59800 Lille, tél : 03 20 57 63 32.

■ Chlorophylle environnement, Pierre Lemaire, BP 5, 62220 Carvin, tél : 03 21 76 82 06.

■ Agir ensemble pour Noyelles, Christian Millon, 25, rue de Quiery, 62950 Noyelles-Godault, tél : 03 21 49 21 17.

Et également

■ Ressourcerie de Wazemmes, 43, rue du Marché, 59000 Lille, tél : 03 20 11 05 74. *Ouverte depuis le 14 mai 2005 avec le soutien de celle de Roubaix.*

■ Ressourcerie, La Boutique, 9, rue Saint-Hubert, 59100 Roubaix, tél : 03 20 02 50 88.

■ Ressourcerie de la Pèvèle, 540, avenue Ladreyt, 59830 Cysoing, tél : 03 20 34 73 95. *Nouvelle ressource ayant démarré au printemps 2005, initiée par l'association Cidre, Création et implantation d'une ressource. La ressource emploie en priorité des personnes en réinsertion.*

Usagers des transports

La Fédération nationale des Usagers des transports agit pour la revitalisation par tous modes appropriés, accessibles à tous : ferroviaires, routiers, etc. contribuant aussi à la préservation de l'environnement. Elle est particulièrement active en ce moment sur la question de la décentralisation du réseau ferroviaire qui pourrait se traduire, comme dans d'autres régions, par une revitalisation des lignes existantes voire des lignes abandonnées depuis peu.

■ Fnaut Nord-Pas-de-Calais, Georges Lapierre, 4, rue Jean-XXIII, 59350 Saint-André, tél : 03 20 40 76 96.



DR Le tram de Lille.

Et également

■ Nicolas Degrave, 1, rue Hovelacque, 59000 Lille, tél : 03 28 82 07 45 ou 06 83 17 39 14, degrave.nic@wanadoo.fr. *Ventes sur les marchés de Lille (Sébastopol le samedi, place du concert le dimanche, Annapes le mercredi) : plantes et infusions biologiques, livres sur la nature.*

■ EPF, Etablissement public foncier, Marc Kazinski et Jean-Louis Bastien, 17, rue Edouard-Delesalle, 59040 Lille, tél : 03 28 36 15 50.

Il a permis la réhabilitation de près de 5000 hectares de friches industrielles.

■ Bernard Grzemski, association Aubépine, 11, rue des Haies, 59132 Trélon, tél : 03 27 60 49 61.

Opposition au projet d'aménagement du Val Joly.

Foire BIO de COUZA

Producteurs et artisans

THEME : **ECO-CONSTRUCTION**

CONFÉRENCES ANIMATIONS

Circus ouvert samedi à partir de 20h

Samedi et dimanche 6 & 7 AOÛT

LES PARTENAIRES DE LA FOIRE

L'ADAV : vingt ans de promotion du vélo

Comment promouvoir la bicyclette comme mode de déplacement au quotidien dans une région où le vélo est associé au Paris-Roubaix, où les techniciens de la Communauté urbaine de Lille, forts des statistiques, prévoient la fin de ce mode de transport, et où la voiture est toujours un symbole d'ascension sociale ?

La création d'une Association pour le droit au vélo (ADAV) au début des années quatre-vingt constitua un premier pas ; la possibilité de se faire héberger dans la Maison de la nature et de l'environnement de Lille (MNE) une chance supplémentaire de survie, mais encore fallait-il parvenir à des résultats concrets.

D'abord exister

La première étape fut de recruter un maximum d'adhérents en faisant signer un "appel pour le droit au vélo en ville". Ce texte mettait l'accent sur la modernité du vélo pour les déplacements courts... Parallèlement à celle du TGV pour les longs trajets. Il a permis à de nombreux métropolitains de se rassembler autour de cette évidence à quelques mois de l'ouverture de la gare TGV de Lille. Par la suite, l'organisation de notre TGV (Très grande vélofête) a rassemblé deux cents cyclistes qui sont allés présenter cette pétition à l'adjoint au maire de Lille, bien obligé de répondre à cette manifestation de masse agrémentée par une tombola, l'élection de Miss Petite reine et de Mister biclou...

L'élection de Marie-Christine Blandin à la tête de la Région Nord-Pas-de-Calais en 1992, a permis d'obtenir très vite une excellente avancée : l'autorisation d'emmener son vélo dans les trains régionaux. Parallèlement, l'édition de l'*Heurovélo* "le journal dérailleur", permettait de fédérer les adhérents, de rayonner et de brocarder les institutions trop passives.

La concertation a permis à la même époque la prise en compte du vélo à l'occasion de la réalisation de la rocade Nord-Ouest, la réfection complète de la piste

cyclable reliant Lille à Roubaix et Tourcoing. Mais il s'agissait en fait d'épiphénomènes ; la plupart du temps les demandes de l'ADAV étaient poliment ignorées.

Ensuite s'opposer

Las des courriers sans réponse, des manifestations vaines, l'ADAV a mis en place les "manifest'actions" : des manifestations ponctuelles sur des objectifs très précis et emblématiques, taillées sur mesure pour les médias, ne nécessitant qu'un petit nombre de cyclistes pour fonctionner — donc faciles à organiser et à réussir —. Au nombre de ces manifest'actions, on peut citer :

- l'inauguration solennelle et fictive d'un contresens cyclable (ce faux contresens avait été créé par un stationnement approprié de quelques voitures pour une fois amies et par un faux panneau "sens interdit sauf vélos")
- la création de bandes cyclables sauvages (par le dessin de pictogrammes vélos ou un marquage à la chaux grâce à un réservoir sur roulettes créé par l'ADAV)
- une manifestation néo-spatiale : Julien Dubois avait fabriqué des gabarits-vélos pour faire prendre conscience de la place gagnée dans la circulation lorsque l'on se déplace à vélo
- une manifestation pour l'autorisation d'emmener son vélo dans le métro aux heures creuses (pour contrer l'interdiction de Transpole et permettre des prises de vue intéressantes, des vélos en carton avaient été conçus pour montrer qu'un vélo ne gênait pas dans le métro !)...

Lors des chantiers cyclomobiles, des membres de l'ADAV arrivaient déguisés en ouvriers, avec pelles, balais et ciment

dans des remorques à vélo pour traiter eux-mêmes un point noir (entretien des pistes cyclables, suppression des bordures en entrée de piste cyclable...).

Ces actions ont permis de passer de bons moments de convivialité, de malmenner les institutions ou les services négligents et obtus et ainsi d'être redoutés et d'obtenir de nombreuses avancées (le transport des vélos est autorisé dans le tramway, les contresens cyclables sont désormais la norme à Lille...).

Quand cette forme de contestation s'avérait infructueuse, il est arrivé de compter sur le combat juridique : l'ADAV a ainsi attaqué la DDE du Nord parce que dans la mise à deux fois deux voies de la RN 41 près de Lille, les piétons et les cyclistes désireux de traverser l'axe ne pouvaient plus le faire qu'au prix de grands détours. Procès perdu... parce qu'il n'a pas été prouvé que l'on pouvait encore utiliser ses jambes pour marcher ou pédaler ! Ceci en dit long sur ce qu'est devenue notre société : au vu du jugement du Tribunal administratif de Lille, la prothèse automobile est désormais inhérente à l'homme. Les jambes ne sont plus qu'accessoires dont l'ADAV aurait dû prouver l'utilisation effective autrement que pour freiner, accélérer ou rejoindre sa voiture !

L'ADAV a aussi attaqué la Communauté urbaine de Lille car, en 1998, elle n'avait pas tenu compte de la loi sur l'air qui oblige à prévoir des aménage-



Manifestation néospatiale.



Très grande vélofête.

DR

ments cyclables lors de la création ou des rénovations de voirie. Après cinq années de procédure, l'ADAV a eu gain de cause auprès du Tribunal administratif d'appel de Douai. Cette décision qui contribue à faire jurisprudence peut d'ailleurs aider d'autres associations.

L'élaboration annuelle d'un palmarès des institutions qui agissent ou non en faveur du vélo, l'attribution du prix de la vieille roue voilée trouvaient aussi facilement écho auprès des médias.... Mais suscitaient des inimitiés qui ont parfois laissé des traces durables...

Se concerter

Depuis quelques années, l'ADAV a changé d'orientation. Il devenait difficile de négocier avec des institutions que l'on

ne ménageait ni dans les médias ni dans le petit journal — qui était allègrement photocopié dans les services de la Communauté Urbaine de Lille —. En outre, l'ADAV était confronté à des dossiers trop nombreux pour pouvoir être suivis par une poignée de bénévoles actifs. La solution de la convention permettait de pérenniser les postes des deux emplois-jeunes que l'association avait embauché (Julien Dubois et Michel Anceau) et de s'appuyer sur ces ressources pour assurer un meilleur suivi des dossiers (1).

Le risque est évidemment que cette somme soit le prix du silence. Un élu mal inspiré avait d'ailleurs déclaré à l'époque : "Avec la subvention que l'on vient de leur signer, ils n'ont qu'à s'acheter chacun un vélo et nous f... la paix !". Aujourd'hui, si l'ADAV garde son droit de manifester, elle a perdu de fait celui de s'opposer juridiquement aux instances partenaires. En contrepartie, l'ADAV a obtenu d'être consultée en amont sur tous les dossiers, ce qui évite les modifications après-coup, coûteuses et mal adaptées. Elle enregistre, classe et étudie les doléances des adhérents sous forme de cyclofiches. Après quelques mois de mise en application de cette convention, on peut constater que ce protocole fonctionne bien : l'ADAV a acquis une légitimité auprès des services qui les consultent vraiment, téléphonent aux permanents pour leur demander conseil et réalisent ainsi des aménagements bien conçus. Il faudra attendre quelques années avant de pouvoir évaluer vraiment la pertinence de ce tournant dans la politique de l'ADAV.

Créer

En l'espace d'une vingtaine d'années, le vélo a donc acquis une vraie légitimité dans la région (même si dans les faits, le conflit piste cyclable-stationnement en phase de réalisation tourne encore souvent à l'avantage des automobilistes). De sa propre initiative ou sur les pas de la FUBicy (2), des associations belges du Gracq et de Pro Vélo, de l'Association Française des Véloroutes et Voies Vertes (3), l'ADAV a exploré des voies nouvelles : création d'une vélo-école, réalisation d'une exposition sur la circulation à vélo en ville, édition d'un guide touristique franco-belge au départ des gares de l'euro-région, réalisation d'un guide "l'enfant et le vélo", aide technique à l'achat d'une flotte de vélos pour un lycée du secteur, aide à la mise en place de plans de déplacements des entreprises ou des scolaires, découverte du patrimoine industriel à vélo, cyclenades, broc'à vélo en collaboration avec l'association des familles, acquisition de vélos pousseurs prêtés pour des promenades de personnes en fauteuil roulant, réalisations d'études, édition d'une plaquette sur les contresens cyclables....

Des associations semblables à l'ADAV se sont en outre créées dans la région : ADAV Calais, Droit d'Vélo à Douai notamment... (4). Ceci sans oublier les adhérents de base...

(1) Le montant de la convention est de 100 000 € répartis sur trois ans.

(2) Fédération des Usagers de la Bicyclette, 12 rue des Bouchers, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 75 71 90.

(3) AF3V, chez Association Vélo 5, avenue E-Collignon, 31200 Toulouse, tél : 05 34 30 05 59.

(4) ADAV Calais, tél : 03 21 96 40 19, Droit d'Vélo à Douai, 315, rue d'Arras 59500 Douai.



Aider

De fait, pour bénéficier d'une vraie légitimité, il fallait être nombreux. Dès la fin des années 80, l'ADAV comptait 150 membres. Aujourd'hui, plus de 500. Pour cela, plusieurs méthodes furent mises en œuvre. D'abord la publication trimestrielle du journal, attrayant, humoristique, polémique, bourré de conseils pratiques et d'informations insolites. Les adhérents, en se réabonnant, restaient fideles. Ce journal valorisait les témoignages d'adeptes inattendus de la petite reine qui faisaient ainsi des émules. Je me souviens que le directeur de l'école de musique de mes enfants s'est mis à se rendre à son travail à vélo après avoir lu le témoignage du tuba solo de l'orchestre de Lille (Hervé Brisse) qui racontait le plaisir qu'il avait à enfourcher sa monture après une bonne répétition.

L'ADAV a toujours eu le souci d'aider ses adhérents : conseils juridiques gratuits à partir de la deuxième année d'adhésion proposés par Maître Triplet, ancien bâtonnier du Nord (qui s'était fait installer un emplacement vélo au Palais de Justice de Lille !); réduction chez certains vélocistes, aide à la réparation des vélos proposé par un adhérent passionné de technique (Jean Dewavrin). Celui-ci se rend aussi fréquemment en Hollande où il achète d'excellents vélos de ville d'occasion pour les adhérents. Bricoleur de génie, il a en outre mis au point un écarteur de danger qui se commande au guidon (on peut le déployer pour ne pas être frôlé et le rabattre pour doubler une file de véhicules par la droite !). (5). En lien avec Véloboutique, conseils et commandes groupées d'articles, de remorques adaptées à l'usage de la bicyclette au quotidien. L'ADAV propose également des visites guidées, des balades à vélo, collabore parfois avec l'association belge Pro Vélo qui organise chaque année durant la deuxième quinzaine de juillet une



Circulation dans les couloirs de bus.



Chantier cyclomobile : nettoyage d'une piste cyclable pleine de gravillons et éclats de verre.

"Dynamobile", vélocée de 150 participants à partir de Bruxelles avec hébergement en salles de sport et cuisine végétarienne ! (6). Enfin, l'ADAV a mis en place un réseau de correspondants locaux et les aide quant au type d'aménagement à réclamer auprès des municipalités.

Quels conseils peut-on donner à des associations qui voudraient se créer ?

D'abord, la situation est beaucoup plus favorable au vélo qu'elle ne l'était il y a vingt ans : la loi sur l'air, l'obligation de promouvoir des Plans de déplacements urbains destinés à favoriser les modes de déplacement non polluants donnent une vraie légitimité à nos revendications. Il ne faut donc pas hésiter à enfoncer le (bi)clou et à menacer éventuellement de procéder à des recours juridiques (7). Adhérer à la FUBicy permet de bénéficier d'un soutien précieux.

Il est intéressant de s'appuyer sur les médias. Pour cela, il faut respecter quelques principes : pas de manifestation "fourre-tout", mais une action unique, concrète, emblématique, se prêtant à des prises de vue originales. Il est utile de mâcher le travail des journalistes en leur fournissant un dossier de presse. Il faut aussi être très respectueux des horaires transmis, savoir que le week-end n'est a priori pas favorable (sauf le samedi matin), qu'en mai et juin, les médias croulent sous les sollicitations de tous ordres mais qu'en juillet ils manquent de sujets et que l'on peut bénéficier de reportages assez longs à la télé. Il faut savoir aussi que la médiatisation est à double tranchant : elle peut se retourner contre nous (un militant dissident joua de la presse locale pour nous présenter comme "vendus aux politiques" !). Mais globale-

ment, on a plus à gagner qu'à perdre en fonctionnant avec elle.

L'autre écueil est celui de la confusion entre combat associatif et combat politique : l'ADAV a constitué un vivier de militants verts, socialistes ou même de droite. Une charte a été adoptée pour éviter la confusion des genres : personne n'a le droit de se réclamer de l'ADAV lorsqu'il brigue un mandat politique. Il peut toutefois se dire "faisant partie d'une association de promotion de la bicyclette". Il n'est pas non plus facile de trouver contre soi d'anciens compagnons de lutte devenus responsables politiques et à ce titre, parfois obligés de composer !

On peut essayer de parvenir très vite à signer une convention avec les institutions, mais la priorité est d'exister. En outre, la préoccupation financière est parfois mauvaise conseillère...

Surtout, il faut s'amuser dans toutes les actions que l'on accomplit et montrer bien évidemment l'exemple en se rendant notamment à toutes les réunions à vélo ou en transport en commun, surtout en hiver ou quand il pleut ! Un jour de mauvais temps, lorsqu'on en vient inévitablement à vous demander avec un sourire narquois : "Au fait, vous êtes venu comment ?" Répondre tranquillement : "A vélo ; si je ne suis pas mouillé, c'est grâce à ma cape" fait toujours son petit effet !

Jean-Pierre Verhille ■
Ancien Président de l'ADAV

ADAV, MNE, 23, rue Gosselet,
59000 Lille, tél : 03 20 04 97 44.

(5) Jean le fournit et l'installe pour une quinzaine d'euros.

(6) Dynamobile, Pro Vélo asbl, Maison des cyclistes de Bruxelles, rue de Londres, 15, 1050 Bruxelles, tél : 32 2 502 73 55. La prochaine édition aura lieu du 15 au 24 juillet, avec environ 60 km par jour. Départ et retour à Bruxelles en passant par Bruges, Lille, Tournai...

(7) Il faut suivre les publications légales : on ne dispose alors que de deux mois pour contester auprès du Tribunal administratif une décision d'aménagement... moyennant un timbre fiscal d'une quinzaine d'euros et une argumentation solide fondée sur des articles de loi et des preuves.

Les agences populaires d'urbanisme

Face aux programmes immobiliers de la ville qui excluent les plus pauvres, des Agences populaires d'urbanisme ont vu le jour pour venir en aide aux locataires et pour faire des contre-propositions.



La métropole de Lille a été longtemps une agglomération essentiellement ouvrière et les populations les plus pauvres habitaient en centre ville, que ce soit à Lille, Roubaix ou Tourcoing. Avec la crise qui commence au milieu des années 70, le chômage augmente et la paupérisation de l'habitat pousse les mairies socialistes à se lancer dans des opérations de rénovation. Les premiers chantiers sont alors pour le moins radicaux : la mairie de Roubaix ne propose rien moins que de raser tout le quartier de l'Alma pour y faire du neuf.

Les personnes souvent nées là, ne veulent pas être dispersées en périphérie.

Nous sommes encore dans la dynamique de l'après-68 et les militants sont nombreux, avec une bonne habitude des luttes. Un collectif se met alors en place qui demande la réhabilitation du quartier plutôt que sa reconstruction. Le collectif se transforme peu après en association et prend le nom d'Agence populaire d'urbanisme de l'Alma, APU d'Alma.

Le bras de fer commence avec la mairie et, de contestation en concertation, les habitants bloquent peu à peu le projet initial : la moitié du quartier sera sauvée et réhabilitée et très peu d'habitants ne trouveront pas à se reloger sur place.

Spéculation lilloise

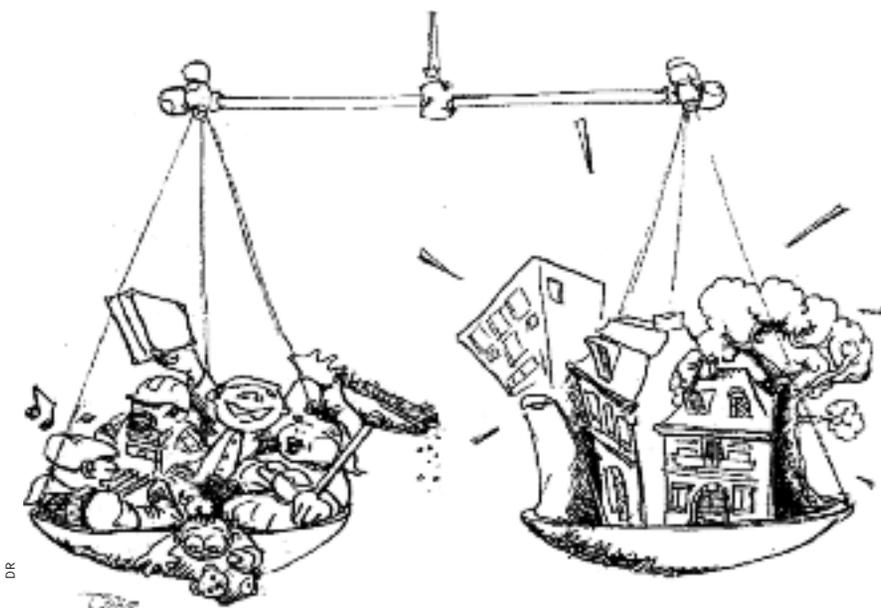
Alors que la lutte est en cours à Roubaix, la mairie de Lille lance à son tour un projet similaire dans le quartier Vieux-Lille, quartier alors le plus pauvre de la commune. 80 % de l'habitat est constitué de courées, une forme architecturale typique du Nord : sur rue on a un petit immeuble de deux à trois étages — généralement habités par des classes moyennes — au centre duquel un porche permet d'accéder à une cour plus ou moins longue. De part et d'autre de cette cour, on trouve de tout petits appartements, sur deux ou trois niveaux com-

portant en façade généralement une porte et une fenêtre au rez-de-chaussée, une ou deux fenêtres par niveau. Chaque petit appartement est fait de la même façon : une salle commune en rez-de-chaussée, un escalier raide donnant accès à une chambre à l'étage (ou deux chambres si deux étages). C'est considéré comme insalubre : l'eau est disponible au fond de la cour et les toilettes sont souvent aussi dans la cour. L'ensemble est construit en brique, avec des décorations géométriques faites de briques blanches. L'architecture du quartier est ainsi très homogène et présente un intérêt patrimonial.

La mairie de Lille fait classer les façades et lance une vaste opération de rénovation en 1978. Pour assurer le financement, la mairie pense avoir une bonne idée : elle exonère les propriétaires de charges pendant de nombreuses années en échange des travaux. En fait, cela provoque immédiatement une énorme spéculation. Beaucoup de sociétés et d'industriels achètent les maisons pour en faire des appartements et des locaux commerciaux. Alors que de nombreux locataires aux faibles revenus sont protégés par la loi de 1948 et sont inexpulsables, ils ne le savent généralement pas. Tous les moyens sont alors bons pour les éliminer : intimidations physiques, menaces de poursuites judiciaires, rumeurs et même incendies criminels.

Très vite une nouvelle population s'installe et des magasins de luxe ouvrent. Même les petits propriétaires honnêtes sont soumis à une pression importante pour les obliger à vendre. Une population riche croise une population pauvre qui s'exile dans la banlieue sud de l'agglomération.

Par réaction, en suivant le modèle de ce qui se passait à Roubaix, se constitue, en 1979, l'APU Vieux-Lille. La bagarre est féroce, mais les SCI, les sociétés civiles



DR

immobilières, disposent d'une armée d'avocats pour faire avancer leurs dossiers. Peu à peu, l'habitat ouvrier devient un habitat de riches, avec l'apparition de courées de luxe. Il y a quelques victoires ponctuelles, mais au final très peu de gens ont pu rester sur place. Si la protection du patrimoine a évité la destruction, cela n'a résolu en rien la question sociale.

La mairie a très vite compris que le centre allait devenir un quartier de prestige, mais en a assumé le choix politique.

La pieuvre s'étend au sud

Au début des années 80, la vague spéculatrice déborde le quartier Vieux-Lille pour s'attaquer au quartier de Wazemmes. Ce quartier ouvrier compte alors plus de 50% d'immigrés, dont beaucoup de Marocains. Il n'y a pas de plan concerté de la mairie. Les opérations se font au coup par coup et progressivement naissent des îlots modernes et plus élevés au milieu de l'habitat traditionnel. Le phénomène se poursuit encore aujourd'hui donnant une alternance de bâtiments anciens et de bâtiments modernes. Non seulement la mairie ne fait rien pour endiguer cela, mais au contraire, elle installe des réalisations prestigieuses comme la maison folie de Wazemmes en 2004, une maison de quartier à l'architecture hyper-contemporaine. Une tentative de création d'une APU Wazemmes a eu lieu au début des années 90, mais a échoué du fait du manque de bénévoles. C'est alors l'APU Vieux-Lille qui a été amenée à défendre aussi les habitants du quartier de Wazemmes. En 1996, le nombre de bénévoles de Wazemmes étant suffisamment important, une association indépendante a vu le jour.

Le pieuvre spéculatrice passe ensuite dans le quartier voisin de Moulins, autre quartier ouvrier, aujourd'hui le quartier le plus pauvre de Lille. La technique est la même : la mairie décide d'implanter un établissement prestigieux pour changer l'image du quartier. Ce sera la faculté de droit qui occupera une ancienne usine et débordera largement sur la place centrale du quartier, y délogeant un important marché. L'arrivée de la faculté provoque évidemment une ruée sur les appartements voisins. Alors qu'il ne s'agit encore que d'une étude préliminaire, les sociétés immobilières achètent tout ce qu'elles peuvent pour transformer courées et maisons en studios pour étudiants. Après l'ouverture de l'université, la population commence à changer...

Une force de contre-propositions

L'APU Vieux-Lille organise des réunions dans le quartier pour expliquer aux habitants l'intérêt de résister. Outre des ouvriers, il y a pas mal d'artisans, de commerçants et aussi des classes moyennes, suffisamment de monde motivé pour que naisse, fin 1993, une nouvelle association, l'APU Moulins. L'association est indépendante, défend les mêmes idées, mais pas toujours avec les mêmes méthodes. Les différentes APU se réunissent régulièrement entre elles pour faire le point sur les nouvelles dispositions législatives, les opérations de la ville et confronter les résultats de leurs actions.

L'APU Moulins aide aussi les petits propriétaires, ceux qui ne possèdent que leur appartement. Elle veille, lorsqu'il n'est pas possible de faire autrement à ce que les relogements soient faits dans de bonnes conditions, quelquefois sur place, et malheureusement souvent dans de grands ensembles de Lille Sud, au-delà du boulevard périphérique.

L'APU Moulins obtient de la mairie le prêt à titre gracieux d'un ancien atelier d'artisan dans un bâtiment voué à l'habitat social. Elle y tient des permanences régulières et les habitants viennent y chercher conseil, pour les problèmes d'expulsion, puis aussi pour d'autres problèmes liés à la vie du quartier.

Comme à Wazemmes, depuis les années 90, des maisons anciennes sont rasées et peu à peu remplacées par des immeubles modernes.

L'APU Moulins tisse des relations avec d'autres associations comme le DAL, Droit au logement (1), avec AC ! Agir contre le chômage (2) pour mener des campagnes à



Un bâtiment squatté...

chaque printemps, à la fin de la trêve hivernale, sur le thème "pas d'expulsion sans relogement". L'APU diffuse différents documents comme "A la rue" un document qui rappelle les droits mais aussi les devoirs des locataires.

Efficace face aux bailleurs sociaux

Alors qu'au départ, l'APU Moulins se battait surtout contre les expulsions par des propriétaires privés, aujourd'hui, dans la majorité des cas, il s'agit de... bailleurs publics, c'est-à-dire de logements sociaux sous la responsabilité de la mairie (toujours socialiste, et avec quelques Verts).

Dans le privé, la lutte porte contre les "marchands de sommeil", des escrocs qui connaissent bien la loi et la détournent pour exploiter au maximum les locataires qui sont souvent des personnes à faibles revenus, chômeurs ou autres. Il y a également les petits bailleurs, qui souvent connaissent mal la loi et qui reconnaissent souvent assez facilement leurs erreurs et l'APU joue là un rôle efficace.

Dans le public, les locataires se heurtent souvent à un manque d'entretien et pour les familles qui s'agrandissent aux difficultés d'obtenir un nouvel appartement plus grand. Alors que les loyers sont souvent payés en grande partie par les APL, aides particulières au logement, il y a des expulsions pour retard de paiement des charges (merci le chauffage électrique !). Il y a également des problèmes de ségrégation : ce n'est jamais écrit puisque c'est illégal, mais dans la pratique, d'une part les offices HLM préfèrent prendre des personnes ayant un revenu proche du maximum autorisé, d'autre part, ils luttent contre le regroupement par nationalité...

Face aux bailleurs sociaux, l'APU se montre très efficace. En regroupant l'ensemble des personnes qui ont le même problème, il se constitue des collectifs ponctuels avec demande d'entretien, éventuellement des manifestations. Pour l'APU, si des locataires s'organisent pour se battre, en général, la lutte est payante. Ainsi, début 2003, l'APU a réuni un ensemble de locataires qui demandaient depuis longtemps un meilleur logement. La réponse a été individuelle pour briser la démarche collective, mais dix mois après, tous les membres du collectif ont obtenu satisfaction.

(1) Dal, Droit au logement, voir page 12.

(2) AC : voir page 35.

Ensemble contre les expulsions

L'APU a mis en place plusieurs commissions. Le collectif-logement s'est ainsi créé pour empêcher les expulsions. Pour les cas d'urgence, l'APU joue le rôle de "pompiers" en travaillant avec un cabinet d'avocat militant qui accepte d'être payé par l'aide juridictionnelle. En attendant que la démarche juridique aboutisse, il faut souvent intervenir sur le terrain et cela peut passer par l'organisation de manifestations, la médiatisation... Les bénévoles de ce collectif suivent les dossiers en cours et travaillent toujours à plusieurs ce qui est un moyen d'assurer une auto-formation. Lorsqu'une nouveauté apparaît, il arrive qu'une personne soit détachée pour étudier spécialement la question. Elle en fait ensuite un compte-rendu à tous pour mise à niveau. Si cela dépasse les compétences du collectif, il est parfois fait appel à une personne extérieure.



...puis évacué.

Les pop'urbanistes

Des membres de l'APU agissent au sein des pop'urbanistes, une commission qui regroupe des personnes travaillant dans le domaine de l'urbanisme. Ils suivent les projets dans le quartier, alertent la population quand il le faut et font des contre-propositions après consultation des personnes concernées.

Cela ne concerne pas seulement les questions de logement. Depuis plusieurs années, tout un travail est fait pour obtenir un ralentissement de la circulation de la rue d'Arras, une rue traversante, avec actuellement un seul feu de croisement. Cette rue est fréquentée par un grand nombre de camions qui l'utilisent pour entrer dans la ville depuis le périphérique. Après des discussions au sein d'ateliers urbains d'urbanistes, avec les riverains, il a été proposé un aménagement en zone 30, avec une étroitesse de la chaussée, des feux supplémentaires, des ralentisseurs au niveau des passages pour



Extrait du journal de l'APU : "Paroles à Moulins".

piétons de part et d'autre d'une école. Le quartier a également eu droit à sa maison-folie en 2004, après restauration d'une ancienne brasserie, avec un immense parking devant le bâtiment. Les riverains demandent que ce parking soit transformé en parc urbain.

La mairie est très à l'écoute de ces contre-propositions qui viennent des riverains, tellement à l'écoute que bien souvent elle adopte les idées émises... en les présentant comme étant les siennes !

Les pop'urbanistes ont également réalisé, sous contrat avec la ville, la région et la Drac, un recensement du patrimoine du quartier afin de demander le classement d'un certain nombre de bâtiments. Mais contrairement à la démarche générale qui consiste à protéger les bâtiments à l'architecture originale, ils ont demandé à ce que l'on protège aussi la "ville ordinaire", c'est-à-dire le patrimoine ouvrier, notamment les courées... sans écarter la question sociale.

Dans les bâtiments originaux du quartier, on compte l'ancien siège de l'Union, une coopérative ouvrière, qui domine la place Vanhoenaker. Le bâtiment acheté par un grand magasin, a été protégé et le supermarché a dû maintenir la façade en l'état... ce qui donne un résultat assez cocasse.

Financement et indépendance

L'APU reçoit des subventions de la ville, du département, de la région et a bénéficié du processus des emplois-jeunes. Elle dispose de quelques sources d'autofinancement provenant d'un bal de quartier et de quelques contrats avec des fondations et l'Europe pour des études de cas. L'APU refuse clairement qu'un financement implique une conséquence dans leurs actions, ce qui provoque parfois des

difficultés avec les institutions. Ainsi, lorsque la mairie a lancé une offre pour recenser les habitats insalubres du quartier, l'étude a été faite par l'APU... qui a ainsi disposé en premier de la liste des lieux à risques pour les locataires, ce qui l'a ensuite placée en bonne position pour faire des propositions qui incluent la question sociale.

Les institutions ont également essayé de faire pression lorsque l'APU a accepté d'héberger un collectif de sans-papiers.

Les financements n'assurent évidemment pas tout l'encadrement du travail à faire et une bonne part est assurée par des habitants bénévoles. Force est de dire que si l'association n'a pas de couleur politique, ce sont quand même les militants de gauche qui se bougent le plus sur ces questions... plus à gauche que la mairie.

L'APU a passé un accord de partenariat avec un gratuit culturel belge voisin qui en supplément leur imprime à prix coûtant un bulletin trimestriel *Parole à Moulins* tiré en rotative et distribué dans toutes les boîtes aux lettres. Un moyen efficace d'informer en retour sur ce qui se prépare sur le quartier et de donner d'autres informations que celles, lénifiantes, des bulletins municipaux.

Après 25 ans de lutte contre la spéculation immobilière, celle-ci est malheureusement toujours bien présente, mais au moins, dans l'agglomération lilloise, les investisseurs savent qu'ils ne peuvent pas faire n'importe quoi et qu'il faut compter sur un bon niveau d'information des habitants, en gros qu'ils leur faudra respecter les lois.

Michel Bernard ■

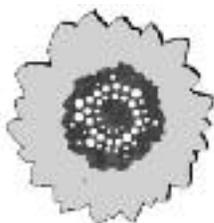
APU Vieux-Lille, Droit de Cité,
53/55 rue du Metz, 59800 Lille,
tél : 03 20 55 90 80.

APU Moulins, 46, rue de la Plaine,
59000 Lille, tél : 03 20 97 72 94.

APU Wazemmes, 90, rue Racine,
59000 Lille, tél : 03 20 15 89 37.



Les Verts



Nés en 1984, les Verts sont issus d'un regroupement des mouvements écologistes régionaux de l'époque. Ils se sont structurés en parti politique et mènent une stratégie de prise de pouvoir comme moyen de faire passer les idées écologistes. Outre les adresses qui suivent, il y a également des groupes locaux à Dunkerque, Tourcoing, Douai, Béthune, Villeneuve-d'Ascq, Roubaix et Lille.

- Les Verts Nord-Pas-de-Calais, 30, rue des Meuniers 59000 Lille, tél : 03 20 78 25 72.
- La Souris verte, les Jeunes Verts, 30, rue des Meuniers 59000 Lille.
- Les Verts Artois-Ternois, 10, rue de Justice, 62000 Arras, tél : 03 21 71 29 79.
- Les Verts du Calais, 165, rue Anatole-France, 62100 Calais.
- Les Verts du Boulonnais, 97, route du Chatelet, 62179 Tardinghen, tél : 03 21 87 42 44.

Chiche ! Nord

ON ARRETE TOUT !



... ET C'EST PAS TRISTE !

Chiche ! Nord regroupe de jeunes écologistes très impliqués sur le terrain. Depuis quelques années, ils animent un guide altern'actif qui présente de nombreux conseils pour avoir une démarche

TRAVAILLER, CONSOMMER...



... COMME DES PORCS ?

plus en cohérence avec l'avenir de la planète et qui donne pas mal d'adresses sur Lille.

- Chiche ! Nord, tél : 06 20 58 72 99, courriel : lille@chicheweb.org.

Faut qu'on s'active !

Râler, c'est bien, agir c'est mieux. Depuis la révolte des jeunes en avril 2002, l'association citoyenne *Faut qu'on s'active* propose des actions pour le réveil des consciences, pour la révolte du cœur dans une société du chacun pour soi, et propose la révolution en actes pour inventer une véritable république citoyenne. Association indépendante de tout mouvement politique. Activités diverses liées à des questions locales : lutte contre le suicide des jeunes (après le suicide de deux jeunes filles retrouvées au pied des falaises), lutte pour le droit à l'euthanasie (affaire Vincent Humbert), lutte contre l'homophobie... mais aussi collecte de signatures pendant l'Enduro du Touquet !

Participation au Téléthon...

- Association Faut qu'on s'active, 38, rue Lecocq, 62100 Calais, tél : 06 30 90 29 12 ou 06 81 56 21 72.
- Arras : Sandy, tél : 06 16 89 34 42.
- Boulogne-sur-Mer : Olivier Huyghe, tél : 06 30 90 29 12.
- Etaples : Sébastien Duhamel, etaples@fautquonsactive.com.

Syndicats Sud

Les syndicats Sud, Solidaires unitaires et démocratiques, sont nés d'une scission avec la CFDT à la suite de la politique de compromissions sans fin de cette dernière. Syndicat inter-catégoriel il se retrouve pleinement dans la mouvance altermondialiste. Pragmatiques et radicaux, les syndicats Sud ne se refusent aucun moyen pour faire avancer

la justice sociale. Autonomes, ils alignent leur fonctionnement interne sur des problématiques libertaires, tout en participant aux élections en externe. Leur ton tranche sur le ronron syndical.

- Sud-Education, 12, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 55 99 29.
- Sud-Etudiant, 12, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 55 99 29.
- Sud-PTT, 11, place de Verdun, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 67 20 09.
- Sud-PTT, BP 16, 62580 Vimy, tél : 03 21 48 45 11.
- Sud-Rail, 29, rue de Tournai, 59000 Lille, tél : 03 28 55 86 37.
- Sud Collectivités territoriales, hôtel communautaire, Pertuis de la Marine, 59240 Dunkerque, tél : 03 28 62 72 23.

Amis de la Terre

Les Amis de la Terre fédèrent des associations locales de protection de l'homme et de l'environnement, démocratiques et solidaires. Mouvement international de plus de trente ans, pionniers de l'écologie.

- Amis de la Terre Dunkerque, Nicolas Fournier, BP 21, 106, avenue du Casino, 59941 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 20 30 40.
- Amis de la Terre d'Hazebrouck, Alain Dubois, 7, rue Loose-Veld, 59190 Hazebrouck, tél : 03 28 41 67 73.

Et également

- Centre culturel libertaire, 4, rue de Colmar, 59000 Lille, tél : 03 20 42 82 72. *Lieu anti-autoritaire où se retrouvent différentes tendances du mouvement anarchiste.*
- Les Alternatifs, Groupe de Lille,

BP 284, 59019, Lille cedex.

■ Ras l'Front, c/o FAL 20, rue de Lille, 59100 Roubaix. *Ras l'front est un réseau de lutte antifasciste, regroupant une centaine de groupes en France et publiant un mensuel.*

■ Cap, Coordination des associations et particuliers pour la liberté des consciences, 99, rue des Vosges, 59510 Hem, tél : 03 20 81 28 27. *Alors qu'en principe la liberté de pensée est reconnue dans différents textes fondamentaux sur les droits humains, on constate qu'en France, les "missions anti-sectes" sont bien pratiques pour marginaliser certaines pratiques. Un mouvement qui soutient les pratiques alternatives de santé, d'éducation...*

■ Apic, Appel pour une insurrection des consciences. Martin Boutry, tél : 06 22 13 32 33, Kamyar Asfardjani, tél : 03 20 15 16 28 ou Sylvie et François di Nunzio, 19 ter, rue du Bois, 59550 Le Favril, tél : 03 27 77 26 73. *Association née à la suite de l'importante mobilisation autour du projet de candidature de Pierre Rabhi aux élections présidentielles de 2002. Des commissions se sont mises en place localement dont une "Un comité, une terre" travaille à aider à réfléchir au retour à la terre selon les principes chers à Pierre Rabhi.*

■ MEI, Mouvement des écologistes indépendants, Rossano Pulpito, 18, rue du Détour, 59570 Bellignies, tél : 03 27 66 93 76.

■ MEI, Henri Bailleul, 15, rue Edouard-Vaillant 62530 Hersin-Coupigny, tél : 06 11 26 85 22.

■ Les Alternatifs, Groupe Dunkerque-Littoral, BP 56, 59760, Grande Synthe.

Confédération nationale du travail

C'est à près de 90% du travail salarié que dépendent nos vies, c'est-à-dire du travail dépendant, basé sur un lien de subordination envers l'employeur, en contradiction avec la déclaration des droits de l'homme. Le syndicalisme reste le seul moyen d'atténuer ce lien de subordination et vise

à le supprimer pour construire un futur où le travail sera coopératif et la société vraiment démocratique. La CNT est un syndicat, une structure juridique légale qui est là pour faire valoir nos droits quel que soit notre contrat

de travail ou son absence.

La réappropriation de nos vies passe par une alternative au capitalisme. La révolution se construit au quotidien par la manière dont nous luttons. C'est pourquoi la CNT participe aux luttes anti-racistes, écologistes, anti-nucléaires, féministes, au coté des sans-papiers, des sans logis, et ce sans limite de frontière.

- Union régionale CNT, 1, rue Broca, 59000 Lille, tél : 03 20 56 96 10.
- CNT Métropole lilloise, 1 rue Broca, 59000 Lille, tél : 03 20 56 96 10.
- CNT Béthune et sa région, Maison des syndicats, 558, rue de Lille, 62400 Béthune, tél : 03 21 65 31 69.



Le premier lycée de haute qualité environnementale

En 1995, les Verts, à la tête de la région, lancent le premier appel d'offre pour un lycée HQE à Calais. Celui-ci présente de nombreuses innovations... pour un coût tout à fait raisonnable.

Le projet de lycée à Calais doit recevoir 1700 élèves sur une superficie de plus de 20 000 m². Les Verts, à la tête de la région, mettent au point un appel d'offre qui servira ensuite de modèle pour de nombreux autres ouvrages publics et ouvrira toute une filière nouvelle dans le domaine de la construction.

L'appel d'offre est remporté par des architectes locaux : Isabelle Colas et Fernand Soupey qui bénéficient pour la partie énergie de l'aide d'un bureau d'étude de Jacobs Serete, pour la partie paysagère de l'entreprise Empreinte de Roubaix. Le chantier se déroule d'octobre 1996 à septembre 1998, moment de la première rentrée scolaire. Le lycée aura coûté 20 millions d'euros (1000 euros du m²).

Qualité environnementale

Le concept de "haute qualité environnementale" est encore largement sujet à débat. Voici les critères qui ont été pris en compte pour la réalisation de ce lycée. L'orientation des bâtiments a été calculée pour offrir le moins de résistance possible aux vents dominants (la mer n'est pas loin) et donc éviter les déperditions

d'énergie. Les formes des différents volumes ont été pensées pour bénéficier au maximum de la lumière naturelle (une rue intérieure est éclairée par une verrière zénithale. L'utilisation de matériaux locaux a été privilégiée pour limiter les consommations d'énergie en amont de la construction : les pierres et le sable du béton viennent de la région de Boulogne, de même que la terre cuite pour les parois verticales. Les bois utilisés sont tous européens pour ne pas utiliser de bois tropicaux. Les vitrages ont été choisis dans le haut de gamme pour favoriser une forte isolation.

La structure porteuse est en béton : piliers et plateaux. Construit en zone de marais, les piliers sont enfoncés de 20 m dans le sol. Les murs extérieurs sont constitués d'une double épaisseur de blocs isolants en terre cuite (brique blonde et rouge). La charpente est en lamellé-collé. Les sols sont en carrelage et linoléum. Pour la circulation extérieure, les chemins sont matérialisés en platelages de chêne. La toiture est par endroits végétalisée avec un substrat de 20 cm d'épaisseur et des plantations de graminées. Ces terrasses sont accessibles. La végétalisation permet une régulation thermique et hydrique. La circulation de l'air se fait

avec des systèmes de récupération de chaleur (l'air chaud sortant préchauffe l'air entrant, limitant les besoins en énergie). L'eau chaude des sanitaires est assurée pour une grande partie par des capteurs solaires 100 m² sur le toit des cuisines). Une partie de l'électricité est assurée par des capteurs photoélectriques (6800 Wc qui alimentent en basse tension les systèmes de sécurité et d'alarmes) et par une éolienne de 135 kW (mât de 35 m, pales de 22 m). Une partie du reste de l'électricité est fournie par une installation de cogénération au gaz qui assure à la fois une production d'électricité (1/5 des besoins) et la production de chaleur pour le chauffage. Un système de réinjection du courant sur le réseau EDF permet la régulation.

Un système de récupération des eaux pluviales alimente les sanitaires et le trop-plein est reversé dans les bassins d'eau autour du bâtiment. Les sanitaires sont équipés de chasses d'eau économes. Les bassins d'eau assurent les besoins en arrosage. Les 3000 m² de toiture permettent une collecte de 2000 m³ d'eau par an.

Une bonne isolation à l'intérieur maintient le calme entre les salles de classe avec des parois isolantes et démontables pour permettre de modifier le volume des salles si nécessaire. Un système de collecte sélective des déchets a été mis en place pendant la durée du chantier avec sept types de produits récupérés. Les huiles de décoffrage étaient même d'origine biologique.

L'aménagement paysager a été conçu dans le respect du lieu : proximité des dunes et présence de nombreux marais. Ceci a donné un réseau de collecte des eaux de pluie, et un réseau de fossé et de bassin d'eau autour du lycée. Des reliefs ont été aménagés pour cacher le parking à l'extrémité est et pour y implanter des arbres locaux.

A l'arrivée, le bâtiment a coûté 8% de plus qu'un lycée classique. Les énergies renouvelables et la bonne isolation permettent une économie en énergie de l'ordre de 30%. La région, propriétaire des lieux, récupère ainsi en quelques années le surcoût initial. C'est la démonstration concrète qu'un bon investissement dans un bâtiment économe, s'il crée un léger surcoût, est rentable financièrement sur le long terme. Il est aussi rentable sur le plan de l'écologie !

Michel Bernard ■

Lycée Léonard-de-Vinci, rue Martin-Luther-King, 62100 Calais.

Architectes Isabelle Colas et Fernand Soupey, 7, rue Dutertre, 62100 Calais, tél : 03 21 34 40 14.



Réseau Sortir du nucléaire

Les centrales nucléaires ont été mises au point à partir des technologies utilisées pour les sous-marins nucléaires dans les années 50. Depuis, malgré les milliards engloutis par la recherche, rien n'a vraiment progressé. Le risque d'accident est toujours possible (et peut provoquer des millions de morts à terme comme à Tchernobyl), les déchets s'entassent. Pourtant, en parallèle, avec de faibles moyens, il a été développé des techniques efficaces dans les domaines des économies d'énergie et des énergies renouvelables. La France, au côté de seulement quelques autres pays dans le monde, continue à vouloir utiliser l'énergie nucléaire et pousse même à la construction de nouveaux réacteurs type EPR. Avec les six réacteurs de Gravelines, la région Nord-Pas-de-Calais dispose de la plus puissante centrale de France. Pour demander la sortie du nucléaire, le réseau éponyme fédère actuellement 700 groupes en France et mène différentes campagnes de sensibilisation.



Centrale de Gravelines.

Dans la région :

- Les Verts Nord-Pas-de-Calais, 30, rue des Meuniers, 59000 Lille, tél : 03 20 78 25 72.
- Nord-nature, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 88 49 33.
- Du côté des femmes, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 51 54 88.
- Greenpeace-Lille, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 48 99 67.
- Environnement développement alternatif, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 94 07 84.
- Les Verts Nord littoral, 27, rue Maréchal-French, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 26 59 78.
- Vallée de la Lys nature, 1601, Le Souverain, 59190 Hazebrouck, tél : 03 20 35 86 59.

- Capucine, 26, rue du 19-Mars, 59233 Maing, tél : 03 27 24 53 85.
- Les Verts de Douais, 299, rue Auguste-Tirmont, 59283 Raimbeaucourt.
- Houtland nature, 2, Groene Straete, 59284 Pitgam, tél : 03 28 62 18 43.
- Groupe non-violent Louis-Lecoin, Jean-Marc Bruneel, 106, avenue du Casino, BP 21, 59941 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 59 12 23.
- Les Amis de la Terre de Dunkerque, BP 21, 59941 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 20 30 40.
- Nord-nature, Maison des sociétés, 16, rue Aristide-Briand, 62000 Arras, tél : 03 21 71 11 69
- Confédération paysanne Nord-Pas-de-Calais, 13, rue Basse, 62111 Foncquevillers, tél : 03 21 24 85 95.
- Nord-nature Saint-Omer, Maison des Glicis, 62500 Saint-Omer, tél : 03 21 93 49 61.

Et également

- Espace éolien développement, 16, rue Faidherbe, 59000 Lille, tél : 03 20 74 04 00. *Bureau d'études techniques sur l'éolien.*
- Nord-Pas-de-Calais Tchernobyl, 1, rue Anatole-France, 59800 Lille-Hellemmes, tél : 03 20 47 58 44. *Accueil chaque été des enfants vivant en zone contaminée.*
- ADCE, Association pour le développement des cultures énergétiques, 140, boulevard de la Liberté, BP 1177, 59013 Lille cedex, tél : 03 20 88 67 51. *Essais et mise en place de cultures énergétiques (biocombustible bois).*
- Hélios, 13 rue de Toul, 59046 Lille cedex, tél : 03 20 42 99 51. *Association ayant réalisé une voiture solaire avec des élèves de l'école des Hautes études industrielles (HEI) de Lille.*
- Zenit, 45, avenue Amiral-Courbet, 59130 Lambersart, tél : 03 20 93 79 94. *Revendeur de matériel pour le chauffage solaire.*
- Bois soleil, M. Liénard, 235, rue Victor-Hugo, 59171 Erre, tél : 03 27 89 38 84. *Atelier de réalisation d'objets en bois entièrement réalisés... sans recours à l'électricité.*
- Green, Groupe de recherche énergies et environnement, Ensieme, Université de Valenciennes, le Mont Houv, 59313 Valenciennes cedex, tél : 03 27 14 79 05.
- Wattsol, Jean-Paul Dufour, rue d'Alsace, 59370 Mons-en-Baroeul, tél : 03 20 56 23 58. *Installateur de chauffage solaire.*
- Solener, Mohammed Abdesselam, Ferme du sens, 270, route des Fusillés, 59491 Villeneuve d'Ascq, tél : 03 20 41 58 38. *Conseils en maîtrise de l'énergie.*
- Adage, Association du douaisis pour l'amélioration de la gestion de l'énergie, 941, rue Charles-Bourseul, 59508 Douai, tél : 03 27 71 24 34.
- Thierry Denys, 25, rue de Minonsars, 59610 Fourmies, tél : 03 27 57 40 51. *Maison alimentée par photovoltaïque.*
- Verhaegue, avenue Jean-Perrin-Ravesne, 59910 Bondues, tél : 03 20 27 19 19. *Installation d'éoliennes.*
- Xavier Delommez, 1, chemin Saint-Druon, 59970 Vicq, tél : 03 27 27 32 30. *Agriculteur utilisant ses jachères pour produire du blé destiné au chauffage. Il en consomme 31 kg par jour en hiver. 1,25 kg de blé équivaut à 1 kg de bois.*
- Afinéole, J.-M. Grave, RN17, BP 13, 62131 Verquin, tél : 03 21 64 68 68. *Association des industriels de l'éolien.*



DR

Maisons paysannes de France

Fondée en 1965, l'association Maisons paysannes de France a pour but de sauvegarder les maisons paysannes traditionnelles, en favorisant leur entretien et leur restauration selon les techniques et les savoir-faire propres à chaque région ; de protéger le cadre naturel et humain des maisons paysannes et de leur agglomération ; de promouvoir une architecture contemporaine de qualité en harmonie avec les sites et utilisant des matériaux sains. Pour cela, elle cherche à mobiliser l'opinion en faveur de l'architecture paysanne et des paysages ruraux, patrimoine national que nous voulons transmettre aux générations futures.

- Noël Bouteiller, 52, rue de Rivoli, 59800 Lille, tél : 03 20 47 80 80.
- Félix Boutu, association Yser Houck, mairie, 59470 Volckerinchove, tél : 03 28 68 07 22.
- Christophe Vidor, 82, route de Bournonville, 62400 Selles, tél : 03 21 92 04 33.
- Christine Geib-Munier, 4, rue du Moulin, 62142 Le West, tél : 03 21 83 95 60.
- Frédéric Evard, 4, faubourg Saint-Germain, 62134 Teneur, tél : 03 21 04 85 87.

**maisons
paysannes
de france**

Habitat écologique partagé

Un projet d'HEP, habitat écologique partagé est en projet à Lille. Il s'agit de vivre ensemble intelligemment. Entre cinq et dix logements individuels (chacun son intimité), bâtis en auto-construction en s'appuyant sur les principes d'écologie, de partage et de simplicité volontaire. Partage des gros équipements, du potager, de biens culturels, de la production d'énergie, des compétences, des déplacements, achats en gros, éventuellement éducation... HEP se situera au sein de la communauté urbaine de Lille ou aux proches environs.

- HEP, alexis@alternatif.net, tél : 03 59 96 49 37.

Cité

L'association Cité intervient dans le domaine de l'art et l'architecture avec une approche écologique et sociale. Michel Lamarque organise des stages de bois cordé, de béton paille, de torchis, de jardins tissés pour les futurs autoconstructeurs. Il développe également une Ecole penchée, lieu de débat sur la pédagogie à mettre en œuvre pour faire la promotion d'un habitat écologique et social.

- Association Cité, 28, rue de Liessies, 59740 Solre-le-Château, tél : 03 27 57 29 12.

Recherche de cohérences

Membres du mouvement pour l'insurrection des consciences, Sylvie et François di Nunzio se sont installés à la campagne et ont construit eux-mêmes une superbe maison en bois cordé qui favorise aujourd'hui de nombreuses rencontres.



Sylvie et François di Nunzio.

avec une partie constructible en bord de route. Avec leurs économies, ils ont de quoi acheter cette parcelle et ils pensent avoir de quoi boucler un budget d'autoconstruction. Ils bénéficient alors de l'aide de l'association *Avenir* qui vient en aide aux agriculteurs hors-normes (2). Hors-normes, ils le sont puisque leur projet est d'être auto-suffisants au niveau alimentaire selon les principes mis en avant par Pierre Rabhi avec les Oasis en tous lieux (3).

(1) Mouvement de culture biodynamiste, Colmar, Maison de l'agriculture biodynamique, 5, place de la Gare, 68000 Colmar, tél : 03 89 24 36 41, présenté dans le numéro 218 de *Silence*.

(2) *Avenir*, voir article page 36.

(3) Pierre Rabhi a été présenté de multiples fois dans la revue. On pourra lire par exemple la présentation de son association *Terre et Humanisme* dans le numéro 318-319.

François di Nunzio faisait de la maintenance industrielle et connaissait des périodes de chômage. Il a alors commencé à suivre une formation en jardinage bio, pour le plaisir. En 1992, il part dans une formation plus importante de deux ans organisée par le Mouvement de culture biodynamiste à Colmar (1). La formation en alternance dure deux ans avec une semaine de théorie pour trois semaines de pratique. La première année, il se forme d'abord dans un élevage de montagne, la deuxième chez un maraîcher.

Lorsqu'il revient dans la région, un de ses amis déjà installé lui cède une parcelle au sud de la région. Il commence à développer une activité de maraîcher dans le Valenciennois.

En 1996, il rencontre Sylvie lors d'une visite à une ferme biodynamique. Sylvie est éducatrice à Maubeuge et avait un jardin. Son père, ingénieur agronome, l'avait initiée toute jeune à la joie de la culture

des plantes. Elle a des oncles agriculteurs. Elle cherchait à se reconvertir et suivait alors une formation en jardinage. Ils décident de faire route ensemble : ce sera d'abord le jardin puis la vie commune. Vient alors l'envie de se construire une maison saine en bois. C'est le début d'une longue aventure.

Bois cordé et habitat sain

Pendant un an, ils vont chercher un terrain pour s'installer et pour bâtir. Ils ont choisi le sud de la région, l'Avesnois, une région relativement préservée, mais ne trouvent rien. Ils lisent alors des annonces dans une petite revue agricole locale et décident d'y passer une annonce à leur tour. Plusieurs personnes répondent et parmi ce qui est proposé, on leur propose une parcelle de deux hectares

Amélioration de l'habitat

L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat dispose d'antennes dans chaque département. Cet organisme officiel intervient dans la rénovation ou la création de logements. Elle peut vous aider pour connaître les possibilités d'aides financières et est particulièrement ouverte concernant les techniques utilisées.

■ ANAH, 44, rue de Tournai, BP 289, 59019 Lille cédex, tél : 03 20 40 53 69.

■ ANAH, 100, avenue Winston-Churchill, SP7, 62022 Arras cédex, tél : 03 21 22 99 10.

Et également

■ Kamou Design, 98, rue Faubourg-des-Postes, 59000 Lille, tél : 03 20 97 85 85. *Chalets et maisons bois.*

■ M. Petitberghien, 34 bis, rue Littré, 59000 Lille, tél : 06 13 50 60 03.

Réhabilitation d'une ancienne usine textile en habitation avec bois, monomur, isolation en paille, enduit terre et lin, terrasse végétalisée.

■ Cogéblock, Freycinet, 5/6, Port Est, 59110 Dunkerque. *Fabricant et vente (particuliers et professionnels) de monomur de pierre ponce.*

■ Kip, 132, rue des Martyrs, 59113 Seclin, tél : 03 20 90 07 21. *Vente de maisons en bois.*

■ Selva, rue de la République, 59113 Seclin, tél : 03 20 90 35 61. *Vente de matériaux recyclés en bois.*

■ La Pépinière, rue Paul-Doumer, 59120 Loos, tél : 03 20 97 12 00. *Centre de réinsertion pour handicapés.*

■ K'asa B'lo, 6, rue des Bonnetiers, 59126 Linselles, tél : 03 20 94 45 09. *Constructeur de maisons saines.*

■ Styl'Déco, 3, rue de la Gare, 59159 Marcoing, tél : 03 27 82 22 00. *Concepteur de vérandas et de jardins d'hiver.*

■ Dordain Serge, 120, avenue Dunkerque, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 95 26. *Ventes de chalets et maisons en bois.*

■ Vincent Kra, 39, rue de Lille, 59420 Mouvaux, tél : 03 20 27 60 90. *Architecte ayant participé à la construction de maisons en matériaux bio et enduit terre à Saint-André.*

Aide à la conception d'abris conviviaux dans les jardins de l'association Ajonc à Lille (voir article page 4).

■ Artibois expo, ZI parc Lavoisier, rue Laplace, 59494 Petite-Forêt, tél : 03 27 46 83 22. *Ventes de chalets et maisons en bois.*

■ Arphee, Association régionale de promotion de l'habitat éco-énergétique, 191, rue Nicolas-Appert, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 91 03 96.

■ Sauvegarde du patrimoine rural, pavillon de chasse, 8, chemin Grand-Maraais, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 91 06 55.

■ Ada Architectes, Burette Michel, 5, avenue de la Créativité, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 91 45 40.

■ Tifon, ZI du Bois, 2, rue de Lomme, BP 70, 59840 Perenchies, tél : 03 20 08 98 98. *Poêles et cheminée.*

■ Parquetterie de la Lys, Ets Bouiquillon, ZI, rue Jean-Perrin, 59930 La Chapelle-d'Armentières, tél : 03 20 77 02 22. *Parquets et lambris.*

■ Joël Pissy, 15, allée du Polissoir,

62000 Dainville, tél : 03 21 51 76 93. *Agriculteur bio ayant ses bâtiments en haute qualité environnementale.*

■ Chaume habitat, Bruno Bailleux, Creamanche, 50, Zone industrielle de la Liane, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 80 24 64. *Couverture toit en chaume.*

■ Christine Boutin et Emmanuel Debort, Le Jardinier, 62310 Ambricourt, tél : 03 21 04 97 81. *Elle est présidente de Gabnor, lui fait de l'arboriculture bio. Ils habitent une maison construite en chanvre.*

■ Pan-Terre, chemin des Dames, 62700 Labuissière, tél : 03 21 53 65 79. *Distributeur de panneaux de cellulose pour l'isolation.*

■ Les Naturelles, 15 bis, rue Principale, 62770 Rollancourt, tél : 03 21 47 97 90. *Chalets et maisons bois.*

■ Argo, 3, rue Pierre-André-Wimet, 62930 Wimereux, tél : 03 21 30 51 73. *Création et conception d'espace, arrangement et intégration paysagère. Spécialiste filière sèche (bois,...), conception et calcul d'espace bioclimatique.*

Habitat sain

Après avoir visité pas mal de chantiers, ils optent pour la technique du bois cordé, une technique importée du Québec par François Tanguay et dont la promotion est assurée aujourd'hui par le Biolopin en Franche-Comté (4). Ils y participent à un chantier de formation d'une semaine en juillet 1999.

Se trouvant dans le parc régional de l'Avesnois, ils doivent avoir l'aval de la DDE pour l'implantation d'une maison de ce genre. Celle-ci leur demande dans un premier temps de se mettre sur le bord de la route, mais ils négocient pour se placer plus haut sur la parcelle pour avoir une meilleure lumière. Finalement la DDE ne leur impose que la couleur du toit et empêche l'installation d'un toit végétalisé débordant pour assurer de l'ombre en été. La technique du bois cordé est acceptée (5).

Ils s'installent sur le terrain dans une caravane, commencent à mettre le champ en culture, installent des ruches... et cherchent du bois pour assurer le montage des murs. Un mur en bois cordé est constitué de bûches d'une quarantaine de centimètres de long que l'on monte comme une pile de bois entre l'ossature bois de la maison. Entre les épaisseurs de bûche, on met un liant fait de chaux, de sable, de sciure et de ciment pour assurer l'étanchéité et renforcer l'isolation. La technique est extrêmement simple, mais par contre longue à mettre en œuvre.

Ils achètent du bois local. Il faut qu'il soit très sec pour éviter que les murs bougent : du chêne, du robinier, du frêne... Acheté comme bois de chauffage, ils le débitent peu à peu en bûches de 40 cm. Il faut ensuite écorcer les bûches. François profite de son savoir en mécanique pour mettre au point un outil spécialement conçu pour cette tâche, ainsi qu'un banc permettant de travailler à deux personnes. Les différents bois ne s'utilisent pas de la même façon. Ainsi l'aubier, la partie vivante sous l'écorce, est instable dans le chêne et il faut l'enlever pour ne garder que le cœur. L'écorce du robinier est difficile à enlever. Avec le chêne il résiste ensuite bien à la pluie, le frêne moins bien. Ce dernier est donc placé à l'est et au nord, les murs les moins touchés par la pluie.

Leur premier projet est de faire une maison de 100 à 120 m². Puis, le temps de préparation laissant le temps à la réflexion, ils pensent à voir plus grand pour pouvoir installer des chambres et faire de l'accueil. Sylvie envisage alors d'accueillir une personne âgée, mais cela impose beaucoup de contraintes et risque de bloquer les activités agricoles. Ils choisissent de favoriser plutôt un accueil touristique. Ils optent donc finalement pour deux niveaux, ce qui complique les contraintes techniques liées à l'ossature et les oblige à prendre un architecte pour faire les plans (6). Ils cherchent alors un architecte intéressé et en trouvent un localement qui a construit sa propre maison en bois. Ce dernier ne connaissait pas la technique du bois cordé, mais a aidé pour des choix techniques : orientation de la maison, système d'évacuations... Il s'agit de la première maison en bois cordé dans la

région, la plus au nord en France même s'il en existe quelques-unes déjà en Belgique.

Pour faire eux-mêmes l'ossature bois, ils prennent contact avec Michel Lamarque de l'association Cité (7). Celui-ci, charpentier-compagnon, va leur dessiner la structure, leur calculer les tailles des morceaux nécessaires. A l'automne 2000, ils installent une serre agricole et commencent à tailler les morceaux de bois selon les recommandations faites. L'ossature représente 25 m³ de bois. Il en faut quasiment le double pour le remplissage en bois cordé. Il s'agit cette fois de pins douglas, achetés à Ambiance Bois (8), un bois ayant une très bonne résistance mécanique et naturellement durable sans traitement. Ils n'ont pas trouvé de bois locaux de bonne qualité. Le travail se fait en aveugle, uniquement à partir d'un plan. Toutes les chutes de bois sont conservées pour finir en bois de chauffage.



(4) Le Biolopin, 39570 Saint-Maur, tél : 03 84 44 28 20, présenté dans le numéro 298-299.

(5) Prudemment, ils avaient aussi suivi un chantier de construction en bottes de paille, comme solution de recours.

(6) Il y a obligation d'avoir un architecte pour les maisons de plus de 170 m². Ici, il y a deux niveaux d'environ 100 m².

(7) Cité, Michel Lamarque, voir page 26.

(8) Ambiance Bois, route d'Eymoutiers, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 06.

DR



DR

Au printemps 2001, le chantier peut commencer. Ce sont d'abord les fondations qui sont conçues sans aucun métal. Un muret de 80 cm de large entoure une semelle de 90 cm de profondeur. 75 tonnes de pierres sont placées sous le béton. Le seul métal sert à ceinturer les poteaux d'angles et à les relier à la terre à un mètre de profondeur, pour se protéger des champs électromagnétique et de la foudre.

Les fondations sont réalisées sur un système de drains afin d'éviter que l'humidité remonte par le sol. Des puisards aux quatre coins de la maison permettent l'évacuation de l'eau. Celle-ci est récupérée avec les eaux de pluie dans une citerne de 29 m³. A priori, l'eau du sol est très pure, mais une dérivation a été installée en cas de pollution accidentelle. En été, cette eau sert à arroser les cultures faites sous serre. En hiver, il y en a trop et l'eau est évacuée dans une mare déjà présente au moment de l'achat du terrain et qui a été restaurée. Un système de récupération des eaux de pluie installé sur le toit du mobil-home suffit en temps normal pour les besoins de la maison. Il a toutefois fallu amener de l'eau au moment de couler le béton, celui-ci étant gourmand.

En 1997, ils avaient rencontré le professeur belge Orszagh (9), spécialisé dans les systèmes de gestion des eaux usées et qui prône un usage raisonné de l'eau dans la maison avec des toilettes sèches et de nombreuses méthodes de récupération. Sylvie et François di Nunzio reprennent l'idée des toilettes sèches, ce qui fait que les eaux grises qui sortent de la maison sont relativement propres et peuvent partir directement au fossé.

Le sol étant fini, des essais sont faits pour monter l'ossature. Sylvie et François di Nunzio essaient d'abord le montage, façade par façade dans l'herbe pour constater que le charpentier n'a pas fait d'erreur. Toute la charpente est chevillée en bois de robinier, toujours pour éviter le métal.

Chantiers solidaires

Enfin le 21 juin 2001, les amis sont invités à venir donner un coup de main pour le montage définitif. Coup de chance, l'un d'eux peut se faire prêter un camion-grue qui va permettre d'accélérer les choses : l'ossature bois est montée pratiquement en une seule journée, par une vingtaine de personnes. La couverture du toit est installée, de simples plaques en fibrociment, la DDE ayant également refusé l'idée de mettre des bardeaux (tuiles en bois). Puis l'ossature est emballée dans de grandes bâches plastiques pour permettre la suite du chantier quelle que soit la météo.

Quatre portes sont prévues, une sur chaque façade. Portes et fenêtres sont faites sur mesure par un compagnon menuisier local. Ces portes et fenêtres sont placées vers les angles de la maison et une grande surface vitrée est placée au sud pour assurer le maximum de lumière et profiter de la chaleur du soleil. Il n'y a pas de risque de surchauffe au nord de la France. Cela donne une lumière particulièrement agréable, le regard portant loin dans le paysage.

Tous les passages de câbles, de canalisations sont repérés et commence alors un long travail d'empilage du bois cordé. Le chantier ne peut se tenir les jours de gel.

Il faut attendre avril 2002 pour que le premier mur soit fini, à l'est. C'est trop lent. Sylvie suit alors des cours pour un DESS "développement local et solidaire" à l'université de Valenciennes. Elle fait son mémoire sur l'autoconstruction de la maison. Elle rencontre là un étudiant malgache qui cherche un petit travail. Ils lui proposent de venir aider au chantier en échange du logement, de la nourriture et d'un défraiment. L'étudiant se prend au jeu et aide à monter les murs rapidement. A la fin de l'été, tout est fini.

Comme celui-ci veut repartir à Madagascar pour y lancer une activité d'entretien de bicyclettes, un appel est lancé pour financer l'envoi d'un lot de bicyclettes en remerciement. Le projet grossit rapidement quand Sylvie et François s'aperçoivent que les prix sont beaucoup plus intéressants si l'on arrive à remplir un container par bateau. Le réseau militant est mis à contribution pour payer l'expédition. Pour cela, les personnes sont invitées à participer à un grand repas collectif offert par les producteurs locaux. 150 personnes viennent et donnent chacune 10 euros. De très nombreux dons sont faits et finalement le container part avec plus de cent vélos de récupération, mais aussi une vieille fourgonnette, deux voitures, des machines à coudre et plein de petit matériel. Sur place, l'ami malgache a pu lancer un magasin de vélos et avec les voitures, il assure un service de taxi-brousse.

Le chauffage est assuré pour une partie par le soleil grâce aux grandes surfaces vitrées du sud. Le complément est assuré par un poêle à bois qui assure également l'eau chaude. Celui-ci est alimenté en grande partie par du bois qui provient de l'entretien des haies et des arbres têtards (arbres taillés pour les fagots), entretien proposé aux voisins qui souvent, eux, ne se chauffent plus ainsi. Ils récupèrent ainsi entre 15 et 20 stères de bois par an. Une partie et des fagots servent pour alimenter un four à pain.

Ils s'installent dans la maison avant l'hiver 2002 alors que le second œuvre n'est pas terminé. Le rez-de-chaussée comprend une immense pièce à vivre avec la cuisine ouverte sur le lieu et seulement deux petites chambres et une salle de bain. L'étage reste à aménager. Le fait d'habiter dans la maison ralentit considérablement la fin du chantier... d'autant que le confort aidant, l'énergie pour assurer les finitions se dissipe.

(9) Professeur Orszagh, voir son site www.eautarcie.com.



Transmettre ses idées

Aujourd'hui François vit de maraîchage, de fabrication de pains et d'apiculture, même si cette dernière activité n'est guère reconnue. Avec cinquante ruches, il est en dessous des normes pour pouvoir bénéficier des aides. Mais il assure une vente directe. Entre l'épidémie de varoa qui détruit nombre de ruchers et la canicule de 2003 qui a fait du mal, beaucoup d'apiculteurs sont aujourd'hui en difficulté (10). Sylvie est toujours éducatrice à temps partiel au sein de l'association Pirouette (11).

Une école de formation d'éducateurs de Maubeuge a mis en place une option environnement. Dans ce cadre, huit personnes en formation viennent passer une semaine par trimestre sur place. Chacun a au départ un projet individuel et collectif. Il s'agit d'adultes qui le plus souvent reprennent des études et qui ont donc une expérience du salariat et une vie familiale. Ils viennent ici pour voir comment concilier une tâche d'éducateur avec une activité liée à l'environnement. Ils découvrent déjà comment on peut vivre avec peu d'argent, comment concevoir des repas équilibrés et sains. Dans le cadre de ces formations, ils organisent l'accueil d'enfants locaux ici et chez d'autres voisins ayant une démarche spécifique.

(10) Au niveau national, la production de miel est en chute libre d'autant plus que l'on trouve de plus en plus dans les magasins du faux miel importé fabriqué à partir du sucre, sans aucune intervention d'abeilles. Evidemment, cette méthode n'est pas utilisée en bio.

(11) Association Pirouette, quai de l'Hôpital, 59440 Avesnes-sur-Helpe. Dans le cadre d'une aide à la parentalité, l'association accueille futurs parents, mamans, papas, nounous, grands-parents... avec leurs tout-petits jusqu'à 4 ans. Avec une équipe de deux accueillants, ces parents peuvent échanger, jouer, se détendre, passer un bon moment.

(12) Dans une AMAP, Association pour le maintien d'une agriculture paysanne, un maraîcher travaille avec un groupe de consommateurs : lui assure une production bio et variée tout au long de l'année, les consommateurs s'engagent à acheter à l'avance... ce qui en diminuant le gaspillage lié aux modes de distribution classiques permet de remettre les produits bio à un prix plus bas que celui des grands magasins. Voir à ce sujet l'article paru dans le n°305-306.

Ils ont aussi participé pendant trois ans à la mise en place d'un réseau de distribution de paniers solidaires sur la commune de Le Quesnoy, à 20 km de chez eux. Les paniers étaient proposés à 6, 9 ou 12 € selon leur taille. Cela permettait d'être en relation avec un vingtaine de familles. Les paniers contenaient au moins six légumes en hiver, neuf en été. En septembre 2004, Sylvie et François ont proposé de changer le fonctionnement en demandant aux familles de s'organiser pour venir chercher les paniers... Ils n'ont pas su s'organiser et très peu ont continué le système des paniers. François a alors fait le choix de chercher à vendre plus localement et des débats ont lieu sur les communes avoisinantes pour la mise en place d'une AMAP (12). Outre les légumes, François y vendrait son miel, du pain d'épice, du pollen et du pain car depuis 1997, il n'y a plus de boulanger bio localement. Début 2005, il a construit un four à pain dans ce but. Il vise une production de 100 kilos tous les quinze jours. L'objectif est de diversifier et de vendre le plus localement possible. Il propose aux voisins de venir finir de cuisiner tartes, pizzas... pendant que le four refroidit, et cela marche !

Insurrection des consciences

Etant en recherche de cohérence dans leur vie, c'est tout naturellement qu'ils en sont venus à s'engager sur le terrain politique au côté du mouvement pour l'insurrection des consciences qui en 2001 et 2002 a fait la promotion de la candidature de Pierre Rabhi aux élections présidentielles. Des groupes ont alors vu le jour dans toute la France et dans le Nord-Pas-de-Calais. Au delà de l'épisode des élections, des liens se sont tissés et le travail s'est poursuivi. La dernière rencontre avec Pierre Rabhi a eu lieu en octobre

2004. Des réunions ont toujours lieu, d'une part pour discuter de la promotion de textes, et d'autre part pour inciter à passer à la pratique.

Sylvie et François participent à un atelier intitulé "un comité, une terre" qui mène une réflexion sur la possibilité de faire le retour à la terre en lien avec une recherche d'autonomie (ils en sont un exemple concret), qui met en avant ce qui est reproductible. Le groupe travaille aussi sur la question de l'éducation en étudiant les méthodes pédagogiques alternatives : Montessori, Steiner... Le groupe permet un dialogue entre des personnes déjà installées à la campagne et d'autres en recherche de terre et de mise en pratique des idées.

Au moment de la campagne de Pierre Rabhi, un comité d'animation de dix-huit personnes avait vu le jour au niveau national. Cette tentative de coordination a fait long feu et Pierre Rabhi lui-même a demandé à remplacer ce comité par une coordination renouvelable sans pouvoir ayant uniquement pour fonction de faire le lien entre les groupes. Les groupes fonctionnent donc avec une grande autonomie.

Lors de notre passage, une réunion du groupe se tenait dans la maison avec un riche mélange de projets et de réalisations : un salarié du magasin Vert'Tige et un militant lillois débattaient d'un projet d'installation à la campagne. Marie-Luce Goulart, de Maubeuge, venait expliquer sa démarche pour promouvoir la démocratie directe en ville, en y incluant les plus exclus. La grande pièce à vivre, extrêmement chaleureuse de la maison de Sylvie et François constitue tout naturellement un lieu de rencontre pour la mouvance alternative de la région.

Michel Bernard ■

Sylvie et François di di Nunzio, 19 ter, rue du Bois, 59550 Le Favril, tél : 03 27 77 26 73.



Et si la qualité était pour tous ?

A l'origine de Chênelet, on trouve une communauté chrétienne qui mène une démarche d'accueil social pour les personnes en difficulté, les sortants de prison... Au fil des années, celle-ci a mis en place différentes structures d'insertion dont la dernière née a pour vocation de réaliser du logement social en haute qualité environnementale.

Au milieu des années 80, cette communauté avait comme premier objectif de remettre les gens les plus paumés au travail. Elle a pour cela créé la société *Scierie et palettes du littoral* qui a lancé une méthode de fabrication des palettes en bois dans le milieu industriel. La scierie permet la réalisation de palettes hors-normes notamment pour les papetiers et pour la logistique de déplacements de gros objets. Elle fonctionne en SCOP, société coopérative ouvrière de production, et a permis d'intégrer progressivement les personnes qui y entrent aux prises de décision.

Cette société s'est développée au fil des années pour devenir aujourd'hui une grosse entreprise. Elle emploie aujourd'hui une centaine de personnes dont une quarantaine d'associés sont en emploi permanent. Parmi eux, une trentaine sont d'anciennes personnes en réinsertion.

Un jardin de Cocagne

Au fil des années, Chênelet s'est aperçu que les personnes envoyées par les services sociaux étaient de plus en plus déstructurées et souvent incapables de travailler du jour au lendemain. Ils ont alors rejoint le mouvement des *Jardins de Cocagne* (1), créant un jardin bio d'un hectare à Landrethun-Nord. Les jardins



DR
Un équipement professionnel.

de Cocagne permettent d'apprendre à des personnes très en difficulté à retravailler... d'abord en intégrant la nécessité d'être à l'heure au travail. Cette structure remporte un grand succès car l'écoulement des paniers-légumes auprès de familles permet à celles-ci d'être approvisionnées régulièrement tout en contribuant à la solidarité. Aujourd'hui, les légumes sont vendus à 80 familles, principalement de Calais, tout proche. Le jardin emploie deux permanents classiques : un maraîcher et un travailleur social, qui encadre une dizaine de personnes en réinsertion. Parmi ces dernières, un certain

nombre, après avoir réappris le rythme du travail, vont aller grossir les effectifs de la société *Scierie et palettes du littoral*. Le jardin est géré par une structure appelée *Chênelet insertion*.

Lutter contre les inégalités

Vers la fin des années 90, constatant que le chômage et le travail précaire continuent de se développer, la communauté décide de mettre en place une structure de recherche *Chênelet développement* qui cherche de nouvelles méthodes pour favoriser la réinsertion. Après différentes études, celle-ci avance différents projets dont le premier est la création d'une société immobilière qui investirait dans de l'habitat social à haute qualité environnementale.

L'approche de Chênelet est de dire qu'aujourd'hui seuls les personnes à l'aise économiquement sont en mesure de s'assurer un environnement de qualité... Les pauvres subissent souvent en plus de conditions sociales difficiles, de mauvaises conditions de vie. Ainsi, les milieux les plus aisés, en bénéficiant de maisons économes, font encore des économies alors que, dans le logement social, les charges sont souvent plus élevées. Avec la raréfaction des ressources, on peut s'attendre à ce que ces écarts grandissent. La mise au point d'un habitat social de bonne qualité environnementale, économe en énergie, économe en eau, économe en entretien, vise à limiter les écarts entre les couches sociales.



Marie Clemys
Aire de compostage.

(1) Il existe plus d'une centaine de Jardins de cocagne en France, le premier ayant vu le jour à côté de Besançon. Dans la région, on a également :

■ Dunkerque et Gravelines : Les Jardins des Hauts-Flandres, AFEJI, Réussir ensemble, route de Furnes, 59495 Leffrinckoucke, tél : 03 28 69 25 13

■ Roubaix : La Ferme aux Loisirs, 42, avenue d'Alsace, 59100 Roubaix, tél : 03 20 70 07 20.

■ Louvroil : Les Jardiniers de l'Espoir, 11, chemin de Limont 59720 Louvroil, tél : 03 27 65 93 57.

■ Boulogne : Association Bio-Solidarité du Boulonnais, 6, résidence René-Descartes 62280 Saint-Martin-lez-Boulogne, tél : 03 21 99 56 90.

■ Zudausques : Jardins et Vergers de la Solidarité, 2, chemin des Lilas, 62500 Zudausques, tél : 03 21 88 38 80.

Du social de haute qualité environnementale

Jusqu'à maintenant, en France, toutes les réalisations en bonne qualité environnementale impliquent un surcoût à la construction, surcoût qui se compense ensuite par moins de charges pour l'occupant. Si quelques bailleurs publics sont sensibles à la question, c'est encore l'exception. Chênelet créé alors la *SCI Chênelet Habitat* avec comme objectif de se faire la main sur un lotissement avec des logements sociaux et environnementaux de qualité.

De très nombreuses maisons individuelles ou des logements collectifs sont étudiés pour essayer de déterminer les causes des surcoûts et pour voir dans quelle mesure il est possible de trouver des alternatives moins coûteuses et des techniques faciles à mettre en œuvre pour la construction comme pour l'entretien.

Sur un terrain qui jouxte le jardin de Cocagne, commence alors la construction en réel de deux premières maisons. Différentes innovations accompagnent ce premier chantier. Profitant de l'activité de scierie et des palettes dont ils disposent à bas prix, ils optent pour une ossature bois dense qui permet de réutiliser du bois de faible section issus de d'éclaircies de sous-bois, moins chers. L'habitat étant sur deux niveaux, ils optent pour un sol à l'étage en "planchers cloués". Il s'agit de planches de faibles dimensions mises sur la tranche, clouées l'une contre l'autre. Cela permet d'utiliser du bois de faible section sur d'assez grande portée (jusqu'à 7 m), un peu comme les structures en lamellé-collé.



Fabrication de briques de terre crue.

Tout le chantier est évidemment mené avec des personnes en réinsertion, suivant les conseils de *Scierie et palettes du littoral*, au sein duquel on retrouve un ancien ingénieur du tunnel sous la Manche qui s'est reconverti dans un travail plus porteur de sens et Dominique Hays, ancien fondateur et directeur de *Chantier-Nature* (2).



Dominique Hays.

Un atelier de planchers cloués est installé à proximité du futur lotissement. Les planchers sont simplement traités à l'huile de lin.

La circulation de l'air est étudiée pour permettre le chauffage du logement avec un seul poêle de masse hautement performant, alimenté par du bois. Celui-ci est ainsi situé sous l'escalier et chauffe toute la maison sans radiateur. La lumière a aussi été étudiée pour économiser l'éclairage. Les murs sont un mélange de copeaux de bois provenant de la scierie et de chaux coincés entre des briques denses en terre comprimée, fabriquées sur place. L'argile provient gratuitement des terrils voisins d'une immense carrière de marbre pour qui elle est considérée comme un

déchet. La récupération des eaux de pluie sert à alimenter les sanitaires. Les fenêtres et les portes sont en bois. Elles sont protégées des intempéries par de la peinture. Les portes ont été prévues de plain-pied, et larges pour permettre l'accessibilité à des personnes âgées ou handicapées. Les cloisons internes sont en Fermacel. L'isolation est assurée par un doublage des murs avec de la ouate de cellulose provenant en partie d'anciens annuaires broyés. Les enduits extérieurs sont naturels. Du bardage bois a été utilisé en protection extérieure à l'étage. L'assainissement de l'eau est assurée par des bassins de filtration à roseaux dont la dimension a été prévue pour l'ensemble du futur lotissement.

A l'arrivée, les deux premières maisons sont une réussite pour le confort. En pleine canicule, en 2003, alors que dehors la température monte à 32°C, la température intérieure ne dépasse jamais 25°C. L'isolation contre la chaleur est aussi efficace contre le froid : le chauffage revient à 1 euro par jour chauffé. L'espace est lumineux, l'ambiance chaude : du social effec-



(2) Chantier nature, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 77 voir page 12.

tivement de haute qualité environnementale. Chaque logement fait environ 110 m². Cette surface est modulable puisque les maisons sont couplées deux à deux et que l'on peut modifier les parois à l'étage pour ajouter ou enlever une pièce d'un côté ou de l'autre. Une telle maison permet de se mettre relativement à l'abri des futures hausses de prix prévisibles (gaz, pétrole, eau...).

Seul problème : les deux premières maisons, du fait des nombreux essais, de la mise en place des techniques, ont coûté quatre fois plus cher que le prix des appels d'offre dans le social. Ces maisons sont habitées depuis avril 2003. Deux nouvelles maisons sont alors mises en chantier, en tenant compte des résultats des premières. Chênelet a adhéré au réseau Ecobâtir (3) pour échanger des informations et exploiter les résultats d'autres réalisations. Le coût de ces deux nouvelles maisons, habitées depuis début 2005, est alors divisé de moitié. Le chantier se poursuit avec deux nouvelles maisons... et toujours une recherche de baisse des coûts sans toucher à la qualité. La dalle en béton a été maintenant prévue sur pilotis pour éventuellement pouvoir y rajouter un plancher solaire direct ultérieurement. Dix maisons sont prévues sur place avec l'objectif que les deux dernières soient au prix de l'habitat social. Les maisons sont louées par des salariés locaux.

Le bilan actuel, à mi-chemin, montre qu'il est possible de penser du logement social avec des techniques de construction relativement faciles à mettre en œuvre (brique et bois), s'appuyant sur des ressources locales (recyclage, éclaircies de bois, terre du sol...). La question est pour le moment plus complexe au niveau des isolants (ici beaucoup de recyclage du papier, mais pas forcément généralisable).



L'activité habitat devrait permettre une montée en formation pour des salariés venant de l'usine des palettes. Pour les chantiers actuels, une quinzaine de personnes sont déjà venues de *Scierie et palettes du littoral*.

Chênelet a ainsi mis en place une structure à trois niveaux : jardin de Cocagne puis Scierie et palettes du Littoral puis Chênelet Habitat pour les chantiers. Et une quatrième activité est en lancement...

De la bio pour tous ?

Une des fortunes de la région s'est bâtie sur la mise en conserve des légumes (Bonduelle pour ne le citer). *Chênelet développement* a mené une étude qui montre qu'il y actuellement une forte demande dans ce secteur en produits bio... Elle a réfléchi à l'installation, toujours à côté du jardin de Cocagne, d'une conserverie en lien avec l'installation de personnes en maraîchage, éventuellement formées un temps au Jardin de Cocagne.

Là aussi, une réflexion est menée pour essayer de mettre en place une filière bio qui ne soit pas réservée aux plus riches, une filière "bio, solidaire et festive". Peut-on penser de la bio solidaire ? Le Jardin de Cocagne contribue bien à faire baisser le prix des légumes bio... mais il s'agit d'une structure d'insertion qui n'est pas en situa-

tion concurrentielle... et dans la région, de nombreux maraîchers conventionnels sont en butte avec les conserveries qui les exploitent (4).

Dominique Hays qui porte le projet estime que la meilleure méthode pour avancer est de commencer petit, de voir, d'analyser, d'améliorer et de progresser. Ce qui a déjà réussi pour l'usine de palettes, pour le jardin et qui est en passe de réussir pour les maisons, peut aussi réussir pour le projet de conserverie. Celle-ci devrait donc voir le jour fin 2006, avec une production à terme de 80 tonnes par an et employer dans un premier temps, avec une partie en réinsertion, une dizaine de personnes. Le personnel suit actuellement les formations — notamment pour les conditions d'hygiène dra-



Les serres du jardin de Cocagne.

(3) Réseau Ecobâtir, La Maison de l'Ecologie, 38960 Saint-Aupré, fax : 04 76 55 35 38. Il a été présenté notamment dans *S'Ilence* n°321.

(4) Une étude de la Confédération paysanne montre que la plupart des maraîchers n'arrivent pas aujourd'hui à dégager le SMIC.

coniennes — pour démarrer cette nouvelle activité qui bénéficie d'un financement européen. Les produits devraient être vendus sous la marque "Quatre saisons du Chênelet".

Dominique Hays analyse le passage des écologistes à la tête de la région comme un moment qui a permis de lancer de nombreuses idées novatrices, mais il existe un fort décalage entre ce que représentent ces idées et les forces vives sur le terrain et leur maintien dans la durée (5). Cette communauté chrétienne n'avait au départ qu'une préoccupation sociale. La question écologique s'est greffée en route, naturellement. Le lien entre le social et l'environnement est ici très fort, à l'image d'ailleurs de nombreuses

(5) Il y a quand même des liens avec les Verts puisque François Marty, l'actuel directeur de la société Palettes du littoral est l'ancien directeur de cabinet de Guy Hascoët, ancien secrétaire d'Etat à l'économie sociale et solidaire et que Dominique Hays a été un des animateurs des Verts de la région dans les années 80-90.



Flocage des murs en papier recyclé déchiqueté.

initiatives de la région. La volonté de la communauté a permis de dépasser de nombreux obstacles, d'avancer souvent dans l'inconnu et de pouvoir aujourd'hui proposer une démarche qui enveloppe déjà pas mal de questions... et ici de réponses. Le fait d'avoir ainsi choisi au départ une activité industrielle s'est révélée une aide pour les initiatives suivantes en fournissant de nombreux outils de production. Les relations entre les différents niveaux d'accueil social permettent aussi une évolution importante des personnes vers un retour à la normale. Le souci d'avoir une démarche reproductible est aussi un atout important pour négocier avec les institutionnels. Une dynamique certaine pour toute la région.

Michel Bernard ■

Chênelet insertion, 28, rue de Moyecques, 62250 Landrethun-Nord, tél : 03 21 10 51 16, www.chenelet.org.

Scierie et palettes du littoral, 113, avenue des Alliés, 62370 Audruicq, tél : 03 21 35 78 24.

Solidarités locales

- Sel-MNE inter associatif, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.
- RijSel, 17, parvis Saint-Maurice, 59000 Lille, tél : 03 20 63 91 73.
- L'arbre, centre social centre ville, rue des Vétérans, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 67 05 22.
- Sel d'Hergnies, Edith Depecker, tél : 03 27 24 28 62.

Réseaux d'échanges de savoirs

Les réseaux d'échanges réciproques de savoirs sont nés au début des années 70 à Orly, d'un questionnement pédagogique à l'école et d'une pratique sociale et civique de Claire et Marc Héber-Suffrin. De ce croisement de mouvements pédagogiques, d'associations d'éducation populaire et de questionnements politiques autour de la citoyenneté, ont émergé de nouvelles pratiques d'apprentissage créant du lien social, mettant en valeur les personnes, favorisant pour chacun la prise de conscience de ses savoirs, savoir transmettre, savoir apprendre.

- Réseau d'échanges réciproques de savoirs, 26, rue Sadi-Carnot, 59400 Cambrai, tél : 03 27 81 49 56.

- RERS, 91, rue Gambetta 59540 Caudry, tél : 03 27 85 49 72.
- RERS le Gai Logis, 7, rue du Colonel-Espérance 62200 Boulogne-sur-Mer.
- Philippe Vancoppenolle, Savoires 62, 121, boulevard des Etats-Unis, 62400 Béthune, tél : 03 21 57 53 63.
- Sébastien Boncourt, Piles, 146, rue Pierre-Légrand, 59000 Lille, tél : 03 20 56 95 06.

Emmaüs

Emmaüs, mouvement solidaire et laïc, est aujourd'hui présent sur quatre continents, dans 41 pays différents : pays "développés", nouveaux pays industrialisés, pays en voie de développement, pays moins avancés.



- Emmaüs, 69, rue Lacroix, 59100 Roubaix, fax : 03 20 73 40 06.
- Emmaüs, 1, rue du Fort, 59118 Wambrechies, tél : 03 20 39 72 60.

- Emmaüs, 2, rue Moulin, 59132 Glageon, tél : 03 27 57 02 00.
- Emmaüs-Friperie, 11, rue Albert-Sauvage, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 25 01 77.
- Emmaüs, 68, rue de Metz, 59280 Armentières, tél : 03 20 35 77 47.
- Communauté Emmaüs, 952, route Nationale, 59400 Fontaine-Notre-Dame, fax : 03 27 74 39 53.
- Emmaüs, 62 rue de la Gare, 59760 Grande-Synthe, tél : 03 28 21 24 88.
- Emmaüs, centre commercial Liane, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 32 90 40.
- Emmaüs, rue Charles-Sauvage, 62360 Saint-Léonard, tél : 03 21 91 07 30.
- Emmaüs, 1514, route Nationale, 62730 Les Attaques, tél : 03 21 35 60 59.

AC ! Agir ensemble contre le chômage

Constitué autour d'un appel lancé en octobre 1993 par des syndicalistes et militants associatifs, Agir ensemble contre le Chômage s'est fait connaître par les « marches contre le chômage » qui durant plusieurs semaines organisèrent la convergence sur Paris. A l'arrivée, plus de 30 000 personnes défilèrent au printemps 1994 contre le chômage, la misère et



Systèmes d'échanges locaux

Les systèmes d'échanges locaux sont apparus en France en 1994. Le premier a été rural en Ariège, le deuxième a été urbain : celui de la Croix-Rousse à Lyon. On en compte aujourd'hui environ 300 en France. Un Sel est une association, formelle ou non, dans laquelle les adhérents peuvent effectuer des échanges de biens ou de services, en contrepartie d'une somme en monnaie interne. Cette monnaie virtuelle permet d'éviter l'écueil du troc en intégrant les échanges dans un système collectif. La somme des valeurs d'échanges fait théoriquement toujours zéro. Les Sel sont avant tout des lieux de convivialité où les motivations sont très diverses, mais avec comme point commun la recherche de liens sociaux.

les exclusions. Plus qu'une organisation, AC ! est un réseau de réseaux luttant contre le chômage, la précarité et les exclusions.

- AC ! Cambrésis, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.
- AC !, 1, rue Edouard-Lalo, 62800 Liévin, tél : 03 21 29 69 59.
- AC !, centre social l'Arsenal, 59600 Maubeuge.

La parole est à vous

A Maubeuge, l'idée est venue dans le cadre du groupe local d'AC ! Faire un journal entièrement écrit par les habitants. Benoît Droulers et Marie-Luce Goulart commencent à collecter des billets d'humeur en tenant des stands sur les marchés. Les témoignages sont souvent courts, mais ils sont repris dans une petite revue, classés par thèmes et diffusés gratuitement... en demandant de participer au suivant. Il s'agit de mettre au point une démarche citoyenne en mettant en place "un lieu d'écoute à la rue". Marie-Luce Goulart y prend goût et si la revue ne sort plus faute de moyens, elle l'a remplacée par des livres d'or où



DR

les gens peuvent écrire et lire ce qu'on écrit les autres avant. Un reportage belge *En vie !* l'a même suivie pour la présenter sous l'image d'une chômeuse heureuse lors du passage de la caravane intercontinentale. Aujourd'hui Marie-Luce est très impliquée dans le mouvement pour l'insurrection des consciences et est toujours au chômage.

- Marie-Luce Goulart, 14, la Renaissance, rue Là-haut, 59177 Sains-du-Nord, tél : 03 27 61 75 65.
- "En vie", film de 1h21, distribué par CBA, 19 F, avenue des Arts, B 1000 Bruxelles, tél : 32 2 227 22 30.

La Nef

Société financière alternative, la Nef compte déjà plus de 12000 sociétaires dans toute la France. Elle fait de la banque autrement, notamment en fonctionnant en

toute transparence : tous les prêts accordés sont publics et présentés sur internet. La Nef prête principalement dans les domaines de l'écologie et du social (agriculture bio, magasins, écoles différentes, psychothérapies, aides aux handicapés, droit au logement, culture, associations...)



- La Nef, Jean-Pierre Duponchelle, jp.duponchelle@wanadoo.fr.

Défense des consommateurs

- CLCV, Consommation logement et cadre de vie, 108, rue d'Arras, 59000 Lille, tél : 03 20 85 16 20.
- CLCV, 2, rue Claude-Bernard, 59000 Lille, tél : 03 20 52 76 94.
- CSCV, Confédération syndicale du cadre de vie, 20, rue de Lille, 59100 Roubaix, tél : 03 20 73 52 54.
- UFC, Union fédérale des consommateurs, 43, rue Docteur-Louis-Lemaire, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 59 09 76.
- CSCV, 134, rue de Lille, 59250 Halluin, tél : 03 20 03 77 25.
- CSCV, 3, allée des Marronniers, 59260 Hellemmes.
- CLCV, 1, place Dombrowski, 59260 Hellemmes, tél : 03 20 47 10 92.
- UFC, 104, rue Esquerchin 59500 Douai, tél : 03 27 96 05 15.
- UFC, arsenal, rue Croix, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 64 20 02.
- CLCV, Espace médical Réaumur, 18, place François-Mitterrand, 59760 Grande-Synthe, tél : 03 28 21 28 79.
- CSF, Confédération syndicale des familles, 16, rue Aristide-Briand, 62000 Arras, tél : 03 21 23 51 26.
- CSCV, résidence Sacré-Cœur, 28, rue du 11-Novembre, 62100 Calais, tél : 03 21 97 01 04.
- UFC, 536, avenue Yervant-Toumaniantz, 62100 Calais, tél : 03 21 96 33 69.
- CSF, 9, boulevard de Gaulle, 62120 Aire-sur-la-Lys, tél : 03 21 12 89 78.
- UFC, 16, rue Aristide-Briand 62000 Arras, tél : 03 21 23 22 97.
- CLCV, 26, rue Ernest-Hamy, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 30 40 54.
- CLCV, 6 bis allée Louis-David 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 91 02 16.
- CSF, 39, avenue Normandie, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 91 71 89.
- CSF, bât. Le Pelvoux 62223 Saint-Nicolas-lez-Arras, tél : 03 21 07 68 32.
- CSF, 9, bât. Le Galibier 62223 Saint-Nicolas-lez-Arras, tél : 03 21 55 02 64.
- CLCV, Ecole Michelet, rue Jean-Jaurès, 62260 Auchel, tél : 03 21 65 67 18.
- CLCV, Mont Liebaut, 121, boulevard des Etats-Unis 62400 Béthune, tél : 03 21 57 76 10.
- CLCV, 23, rue Roger-Salengro 62700 Bruay-la-Buissière, tél : 03 21 53 83 95.
- Maison de l'éducation permanente, 7, place Georges-Lyon, 59000 Lille, tél : 03 20 53 18 20.
- Association Attacafa, 24, rue de la Barre, 59000 Lille, tél : 03 20 31 55 31. *Organise chaque année la fête de la soupe à laquelle participent tous ceux qui le veulent : chacun réalise une soupe "comme chez lui", ce qui permet de nombreux échanges interculturels.*
- Cimade, 68, rue du Marché, 59000 Lille, tél : 03 20 54 35 14.
- Habitat et humanisme, 219 b, boulevard de la Liberté 59000 Lille, tél : 03 20 52 47 10.
- Dal, Droit au logement, 68, rue du Marché, 59000 Lille, tél : 03 20 30 89 30.
- Service civil international, 75, rue du Chevalier-Français, 59000 Lille, tél : 03 20 55 22 58. *Organise des chantiers solidaires internationaux.*
- ADFI, Association pour la défense des familles et de l'individu, 19, place Sébastopol 59000 Lille, tél : 03 20 57 26 77. *Lutte contre les sectes.*
- Epicerie solidaire ccitoyenne, 69, rue Inkermann, 59100 Roubaix, tél : 03 20 70 59 74.
- Université populaire citoyenne, FAL, 20 rue de Lille, 59100 Roubaix, tél : 03 28 33 11 40.
- Licra, Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme, 45 bis, avenue de Lattre-de-Tassigny 59350 Saint-André-lès-Lille, tél : 03 20 40 67 24.
- Emploi solidarité, 91, rue Delaby, 59500 Douai, tél : 03 27 87 93 21.
- Solidarité euro-marocaine, 6, résidence Marcel-Paul, 59750 Feignies, tél : 03 27 68 18 29.
- CSP 59, Comité des sans-papiers, 42, rue Bernos, 59800 Lille, tél : 06 80 57 50 61.
- Cimade, centre de rétention, chemin de Drève, 59810 Lesquin, tél : 03 20 87 20 77.
- Maison de la solidarité, 53 bis, rue Baudimont 62000 Arras, tél : 03 21 23 01 22.
- Maison des chômeurs, 1 bis, rue Abel-Bergaigne 62000 Arras, tél : 03 21 21 50 83.
- Epicerie sociale, 30, rue Pasteur, 62120 Norrent-Fontes, tél : 03 21 26 40 78.
- Cliss XXI, L'Écloserie, rue de l'Abregain, 62806 Liévin cedex, tél : 03 21 14 28 41. *Citoyenne et libre informatique sociale et solidaire, première société coopérative d'intérêt collectif de la région née en avril 2004 pour soutenir l'internet citoyen.*

Collectif de soutien d'urgence aux réfugiés

Le collectif C'Sur (prononcer C'est sûr !) s'est constitué en 1997 à Calais lorsqu'un flot important de réfugiés a commencé à arriver pour tenter de passer en Angleterre via le tunnel sous la Manche qui débouche tout près à Sangatte. Ce fut d'abord des roms de République Tchèque, puis des Kosovars fuyant les zones de guerre... puis de nombreux autres venant du Proche et du Moyen-Orient. Avec le retour de la droite en 2002, celle-ci trouve une solution radicale : fermer les centres d'accueil et décréter illégal l'hébergement de réfugiés. Deux militants, Jean-Claude Lenoir et Charles Frammezelle sont même poursuivis pour cela et passent au tribunal le 1^{er} juillet 2004. Plusieurs centaines de réfugiés errent dans les environs de Calais en permanence. La plupart finiront par trouver comment passer en Angleterre.

- C'Sur, c/o La Belle Etoile, 18, rue Dampierre, 62100 Calais, tél : 03 21 36 45 50.
- C'Sur, c/o Salam, maison pour tous, 81, boulevard Jacquard 62100 Calais.



DR

Aider les agriculteurs hors-normes

L'association l'Avenir, Association pour la valorisation économique des nouvelles initiatives rurales, a pour but d'aider des installations hors-normes et de faire reconnaître ce genre de démarches.

Pour bénéficier des aides nationales à l'installation en agriculture, il faut entrer dans les cases prévues par les institutions (avoir moins de quarante ans, un diplôme agricole reconnu, un projet qui dégage un certain niveau de revenus...). Et comme il leur en manque plus d'une – de case – de nombreuses initiatives ne sont pas reconnues... alors que pourtant de plus en plus d'agriculteurs en vivent. Paradoxe qui oppose une volonté humaine de rester à taille humaine face à des normes qui vont toutes dans le sens de la concentration et des grosses exploitations.

Accompagnement de projets

L'association *Avenir* a vu le jour en 1995 sur la région Nord-Pas-de-Calais à l'initiative de la Confédération paysanne (1), du Cedapas (2), du GabNor (3), d'Autonomie et Solidarité (4), du Giapp (5) et d'autres structures qui, toutes, constataient que de plus en plus de projets d'installations étaient socialement et économiquement intéressants, mais non aidés. La présidence Verte au conseil régional a permis de créer une association pour permettre des installations hors-normes allant dans le sens d'une agriculture paysanne.

Avenir aide le porteur de projet à creuser ses motivations, à estimer ses besoins, à rechercher une cohérence, à vérifier que la viabilité et la vivabilité du projet. Une fois celui-ci construit, s'il est en adéquation avec la charte d'*Avenir*, un prêt d'honneur d'un maximum de 4608 € sur trois ans peut être consenti sur des fonds attribués par le conseil régional. L'association instruit les demandes de prêts d'honneur également auprès des conseils généraux du Nord et du Pas-de-Calais, prêts de 7650 € sur cinq ans.

De 1995 à 2004, sur plus d'une centaine de projets ayant bénéficiés de ces prêts, il ressort que l'âge moyen du porteur de projet est de 34 ans. Les écarts d'âge vont de 21 à 57 ans. Il y a 30% de femmes. 46% des personnes aidées étaient en situation précaire. L'autre moitié est constituée de personnes le plus souvent salariées dont certaines ont un projet de double-activité avec une reconversion progressive vers l'agriculture.

(1) Confédération paysanne, même adresse, tél : 03 21 24 31 53. Egalement pour le Nord : 35 bis, chemin de Messines, 59237 Verlingheim, tél : 03 20 22 48 67.

(2) Cedapas, même adresse, tél : 03 21 24 31 54, voir ci-contre.

(3) GabNor, ZI Le Paradis, 59133 Phalempin, tél : 03 20 32 25 35.

(4) Autonomie et Solidarité, 146, rue Nationale, 59000 Lille, tél : 03 20 14 30 62.

(5) Giapp, groupement pour l'initiative et l'élaboration de projets professionnels, disparu aujourd'hui.

52% ne sont pas issus du monde agricole, un pourcentage qui est en hausse avec les années : il y a de plus en plus de "retour à la terre" et moins de transmission des exploitations agricoles de parents à enfants.

Une course d'obstacles

Dans tous ces projets, le premier frein est incontestablement la difficulté de trouver des terres disponibles. Les informations sur les futures cessions sont généralement inaccessibles hors d'un cercle très restreint. Les prix de vente ou les coûts de reprise sont souvent prohibitifs. Les dispositifs légaux de contrôle des structures n'empêchent pas l'agrandissement continu des exploitations agricoles et en particulier des plus grosses, au détriment des installations. De plus dans la région, il existe la pratique du "chapeau" qui est un droit au bail — théoriquement illégal — équivalent au "pas de porte" des commerçants. Cela peut atteindre des sommes exorbitantes : 6 à 7000 € à l'hectare. Cette tradition du "chapeau" s'applique même pour la location de terres communales.

Une autre difficulté pour la recherche des terres est la densité de population avec une forte pression urbaine et aussi la concurrence toute proche des

Le Cedapas

Le Cedapas, Centre d'études pour le développement d'une agriculture plus autonome et solidaire, est une association d'agriculteurs de la région qui s'est créée en 1987 autour d'une réflexion sur un mode de développement agricole alternatif, inscrit dans le fameux "développement durable". Le Cedapas mène des études thématiques et suit des fermes afin d'analyser des systèmes et des pratiques agricoles. A partir de ces expérimentations, le Cedapas élabore des propositions en direction des institutionnels et organise des animations de terrain pour faciliter l'émergence de ces nouvelles pratiques plus respectueuses des personnes et de l'environnement. Pour cette association, le développement agricole doit aller dans le sens d'une plus grande autonomie, d'une meilleure répartition des richesses, favoriser la transmissibilité entre générations, aménager le territoire et favoriser le développement local, intégrer de meilleures relations avec la nature, favoriser la qualité des produits



DR
Visite d'exploitation par des porteurs de projets.



actions communes... Pour favoriser les rencontres, *Avenir* organise chaque année une "fête de l'installation" pendant laquelle les nouveaux installés — 7 en 2004 — peuvent rencontrer d'autres paysans. Cela permet parfois aux paysans et futurs paysans de trouver des synergies. Lorsqu'un projet a du mal à trouver son équilibre, on constate que le porteur a tendance à se refermer sur lui. Ces rencontres sont un moyen de voir où des aides sont nécessaires et de définir des formes de solidarité.

Avenir est sollicité chaque année par 60 à 70 personnes. Une partie d'entre elles est accompagnée, tous ne demandons pas un prêt d'honneur.

Avenir constate une baisse des vocations : des fermes qui s'arrêtent ne trouvent actuellement pas de repreneurs. *Avenir* maintient donc la pression auprès des institutions pour que celles-ci reconnaissent mieux le défrichage que peut représenter une exploitation hors-norme et revendique le droit à l'expérimentation.

Depuis le début d'*Avenir*, beaucoup des installés — 125 aujourd'hui — vivent chichement, mais seulement 10% à 20 % ont arrêté. Bizarrement, ce n'est pas toujours une question d'argent qui provoque l'arrêt de l'exploitation, mais aussi une lassitude vis-à-vis de la charge de travail mal estimée au départ.

Pépinière d'alternatives

Au départ, *Avenir* a été perçue par les structures agricoles comme un "empêcheur de tourner en rond". L'association reste un sérieux poil à gratter. Maintenant, *Avenir* est membre du réseau de promotion de l'agriculture paysanne (7). Il travaille également avec Terre de liens (8), une association nationale axée sur la question de l'acquisition du foncier.

Si de telles structures d'accompagnement existent un peu partout en France, le passage des Verts à la tête de la région a permis qu'ici, cela soit accompagné d'un financement. Seuls quelques départements ont pour le moment copié ce modèle.

Michel Bernard ■

Avenir, maison des paysans, 71 b, avenue Roger-Salengro, 62223 Saint-Laurent-Blanzay, tél : 03 21 24 31 52.

(6) Amap, Association pour le maintien de l'agriculture paysanne. Voir page suivante.

(7) Fadear, Fédération associative pour le développement de l'emploi agricole et rural, 104, rue Robespierre, 93170 Bagnolet, tél : 01 43 63 91 91.

(8) Terre de Liens est animée par *Peuple et Culture*. Une présentation se trouve dans *Silence* 318-319.

Néerlandais et des Belges qui fait monter les prix. Dernier obstacle pour le foncier : le monde agricole "traditionnel" est peu ouvert à des personnes non issues du monde agricole et à des projets atypiques.

Le Cedapas, qui est dans le conseil d'administration de l'association, a commencé un travail sur la transmission de la terre avec de futurs cédants. Certains paysans, installés sur de petites fermes, sont persuadés que leur exploitation n'est plus rentable et ne peut donc être vendue qu'à un voisin désireux de devenir plus gros. Il y a tout un travail à faire pour appliquer le slogan de la Confédération paysanne : "trois petites fermes valent mieux qu'une grande". Cela suppose de leur apporter des informations autres que celles qu'ils entendent via le syndicat agricole majoritaire, la FNSEA.

Le dernier frein pour les hors-normes est la difficulté de réunir le capital nécessaire au démarrage de l'activité. Les prêts bonifiés bancaires, dans le cadre des aides nationales, sont attribués seulement à ceux qui sont dans les normes... Les prêts sont d'autant plus difficiles à obtenir que les porteurs de projets sont de plus en plus extérieur au monde agricole.

Les atouts des hors-normes

Avenir aide souvent à mettre en place des projets qui peuvent être rentables à petite échelle parce que présentant quelques originalités. Ainsi, le choix de faire des activités polyvalentes plutôt que la monoculture intensive permet de limiter les risques financiers (ne pas mettre tous ses œufs dans le même panier), choisir une production de qualité aide à dégager une plus value à la vente (ce peut être la bio, mais aussi une production fermière), créer un réseau de vente directe par le biais des Amap (6), Association pour le maintien de l'agriculture paysanne, ou

par la vente sur les marchés est un atout. Assurer la transformation des produits peut permettre une meilleure valorisation du produit. Lier le projet agricole à de l'accueil touristique peut aussi contribuer à diversifier les revenus...

Enfin, il faut le dire, de nombreux porteurs de projets choisissent un mode de vie rural parce qu'ils sont à la recherche d'une meilleure cohérence de vie et ils ne sont pas effrayés par la perspective d'un petit revenu.

Avenir intervient quand même pour rendre le projet réaliste. Ainsi, très souvent, le temps de travail est sous-estimé par les porteurs de projets, tout comme le délai nécessaire qu'il faut pour dégager un revenu décent : les premières années nécessitent un énorme coup de collier et rapportent peu. L'équilibre financier ne vient qu'après plusieurs années.

Aujourd'hui, *Avenir* a aidé à la reprise de petites fermes, à la création d'exploitations maraîchères, de pépinières, d'élevages de chèvres, de brebis avec transformation pour la vente de fromages, de petits centres équestres, mais aussi de projets plus atypiques : culture de champignons, de cactus ou élevage de lamas.

Avenir s'appuie sur la charte de l'agriculture paysanne et dans ce cadre, l'agriculture biologique n'a pas toujours été mise en avant et ne concerne qu'une partie des projets.

Solidarités paysannes

Au début, *Avenir* intervenait presque uniquement sur l'étude financière du projet, n'assurant ensuite qu'un suivi pendant trois ans, le temps du prêt d'honneur régional. Depuis les choses ont évolué pour favoriser un accompagnement individuel et collectif, notamment en mettant en contact les paysans entre eux.

Travailler en relation avec plusieurs exploitations peut être un atout en jouant sur les complémentarités des savoirs, des

La maison des paysans

La maison des paysans est installée face à la chambre d'agriculture du Pas-de-Calais. D'un côté de la rue, on a donc l'agriculture conventionnelle, la FNSEA, les institutions agricole, l'"entreprise agricole", la "cité de l'agriculture" et, en face, plus modeste, un local multiassociatif où l'on trouve les bureaux de la Confédération paysanne Pas-de-Calais, ceux du Cedapas et ceux d'Avenir. La maison accueille également l'AFIP, Association de formation et d'information pour le développement d'initiatives rurales. On y trouve aussi Energie paysanne, une association qui s'était constituée pour étudier les possibilités de faire rouler les tracteurs à l'huile de colza et qui est actuellement en sommeil.



DR

Agriculture



A pro bio

A pro bio est un espace de rencontre, d'échange et de travail en réseau avec tous les acteurs de la bio régionale. L'association aide au développement de la filière par différents moyens : accompagnement des porteurs de projets, animation des professionnels et de la filière, gestion de l'observatoire économique régional de la bio, promotion de la bio en restauration collective, formation et information des consommateurs. A pro bio publie un guide de la bio avec les magasins spécialisés, les points de vente à la ferme, les boulangeries, les associations de consommateurs, les restaurants, les marchés.

■ A pro bio, 4, rue Dormagen, 59350 Saint-André-lez-Lille, tél : 03 20 31 57 97.

Agriculture biodynamique

L'agriculture biodynamique est une forme d'agriculture biologique qui y ajoute d'autres dimensions technique, économique et sociale. L'agriculture biodynamique est une agriculture assurant la santé du sol et des plantes pour procurer une alimentation saine aux animaux et aux hommes. Elle se base sur une profonde compréhension des lois du "vivant" acquise par une vision qualitative globale de la nature.

■ Association Sainte-Catherine, ferme Dumelz, 27, rue Victor-Hugo, 59233 Maing, tél : 03 27 24 53 02.

■ Annette et André Ankière, ferme des Ruaux, 134, rue de Landelies, 59149 Cousolre, tél : 03 27 63 27 46. *Vente en circuit court de plus de 35 produits cultivés en biodynamie, fromages.*

■ Caruyer Guy, Eric et Evelyne, 551, rue de Saint-Amand, 59500 Douai, tél : 03 27 92 96 28. *Légumes et petits fruits.*

Bio cabas

Bio cabas vous livre chaque jeudi un panier de produits bio dans le point-relais le plus proche de chez vous dans la métropole lilloise. Bio cabas individuel ou familial, il contient au moins quatre légumes et un fruit de saison en provenance des agriculteurs bio de la région. En se regroupant à une dizaine de personnes, il est possible de créer son propre point-relais.

■ Bio cabas, Norabio, Le Paradis, 59133 Phalempin, tél : 03 20 32 25 35.

Association pour le maintien de l'agriculture paysanne

L'Amap est un nouveau système d'économie solidaire qui met directement en relation un agriculteur et un groupe de consommateurs. Elle favorise une agriculture paysanne locale par un lien solidaire avec la ville. Pour le producteur, en lui assurant un débouché régulier, elle lui augmente ses revenus (plus d'inventus, moins de pertes). Pour le consommateur, c'est un moyen de manger sainement à un prix abordable.



Cécile Jardins

Le consommateur qui devient partenaire de l'exploitation achète en début de saison une part de la récolte de la ferme. Chaque semaine, il compose son panier de fruits frais suivant la récolte du jour. Le producteur s'engage à cultiver sain, dans le respect de la nature et de l'environnement (agriculture biologique). Chaque Amap fonctionne de manière autonome. Le nombre d'adhérents est limité par la quantité produite par le paysan.

■ Alliance Cambrésis, c/o Vitavie, 8, centre commercial Martin-Martine, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 83 15. *Association de paysans, écologistes et consommateurs qui fait la promotion des Amap.*

Et également

■ Civam, Centre initiatives valoriser l'agriculture et milieu rural, 77, rue Mitterrand, 59160 Lomme, tél : 03 20 09 95 36.

■ Eric Lagun-Bouchet, L'autre jardin, 23, route de Wambrechies, 59237 Verlinghem, tél : 03 20 08 68 28. *Pépinière de plants bio, avec plus de mille espèces de plantes différentes.*

■ Le Jardin voyageur, 16, rue Sadi-Carnot, 59310 Aix-lez-Orchies, tél : 03 20 71 87 83.

■ Les Croqueurs de pommes, 19, rue de Vertain, 59730 Romeries, tél : 03 27 37 30 91.

■ Association Opale bio, Stéphane Huret, 62200 Boulogne-sur-Mer. *Association de promotion de l'agriculture biologique, réalisation d'une petite revue et organisation de journées portes ouvertes chez des producteurs.*

■ Alliance paysans écolos consommateurs, 2, rue de la Planche, 59127 Malincourt, tél : 03 27 82 72 12.

■ Véronique Caron-Lamblin, Le Jardin de la Source, 13, rue Basse, 62111 Foncquevillers, tél : 03 21 24 85 95. *Production de plantes médicinales bio.*



Nature et progrès

Alors que l'agriculture biologique est désormais accessible au plus grand nombre, la fédération Nature et progrès propose une charte entre producteurs et consommateurs qui vise à avoir une véritable démarche écologique. Pour Nature et progrès l'agriculture biologique doit intégrer les questions d'environnement et les questions sociales. Elle incite à la mise en place d'une agriculture biologique paysanne privilégiant les circuits courts de distribution (marchés, coopératives, etc.) et une solidarité entre producteurs et consommateurs.

La production doit veiller à favoriser la biodiversité de tous les organismes vivants. Les échanges économiques doivent favoriser une société plus juste.

Les adhérents s'engagent à progresser dans ce sens : développement de la polyculture-élevage, production adaptée au climat et au territoire, respect des paysages, lutte contre l'érosion, préservation de terrains en zone sauvage, aire de compostage, économies d'eau et d'énergie, éco-construction des bâtiments, gestion des déchets en amont comme en aval et donc limitation des emballages, sauvegarde et échange des semences, limitation des transports, parrainage et mises en commun d'outils, incitation au soutien mutuel local, aide à l'installation, pas de machinisme à outrance, respect des plantes, des animaux et des hommes, transparence du fonctionnement de la ferme par l'organisation de portes ouvertes, pas de placement ou d'emprunt des capitaux en lien avec des entreprises polluantes (armée, nucléaire, OGM...)

■ Nature & progrès, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.

Les Vergers de Ohain

Repandre une exploitation agricole en agriculture biologique est une mise en cohérence de ses idées, mais ce n'est pas toujours facile. Raymond et Danielle Dujardin y sont parvenus.

Danielle Dujardin était déléguée commerciale et son mari, Raymond, ingénieur en électromécanique. Ils ont longtemps milité au sein de Nature et Progrès Belgique (1) pour inciter les consommateurs à adopter la nourriture d'origine biologique. Ils ont eu envie de passer de l'autre côté de la barrière en devenant eux-mêmes producteurs bio. Raymond était fils d'agriculteur et connaissait donc un minimum le métier. A 46 ans, ils se lancent dans l'aventure et cherchent une ferme. Ils espèrent un moment reprendre la ferme des parents de Raymond, mais les terres sont louées pour une longue période. Ils cherchent un temps dans les environs, d'abord du côté belge, puis finissent par passer la frontière... de seulement quelques kilomètres pour trouver une ferme à Ohain, dans l'extrême-sud du département du Nord.

La bio pour relancer l'agriculture

La ferme qu'ils achètent servait auparavant à de l'élevage bovin hors-sol. Ils découvrent des terres acides et appauvries par les fauchages. Ils entament une procédure de reconversion à la bio et il faudra sept ans d'amendements pour revenir à un sol avec un niveau de pH (mesure de l'acidité) qui soit correct. Les bâtiments ne sont pas non plus dans un bon état. Avec la vente de leur maison en Belgique, ils peuvent quand même acheter 10 hectares de terrains. Avec le temps, ils continueront à acheter des terrains et possèdent maintenant 17 hectares. Le fils vient de créer sa propre entreprise sur six hectares, reçus, avec du matériel, en compensation pour le travail d'aide familial durant neuf ans auprès de sa mère.

La région de l'Avesnois où ils se trouvent a souffert au niveau industriel (taux élevé de chômage) mais également au niveau agricole : il ne reste que quatre fermes sur la commune. Des primes à l'arrachage ont provoqué la disparition des

vergers "haute tige" et une cidrerie locale avait fermé. Il ne restait plus que de la pâture pour les vaches. La rencontre avec une association paysanne qui voulait relancer la production de cidre dans la région les incite à s'orienter vers la production de pommes à cidre. Lorsqu'ils n'étaient que militants de Nature et Progrès, ils s'intéressaient déjà à la protection des variétés anciennes. La Belgique est en avance sur la France pour la défense de la biodiversité. Ils décident alors d'acheter des scions en Belgique et de développer des vergers de pommes avec un grand nombre de variétés. Ils y suivent une formation pour apprendre à tailler, entretenir, planter...

Ils cherchent également à diversifier leur production en plantant des pommes à couteau (pommes que l'on mange à table) et des pommes à jus ainsi que des

pommes à compote. Le projet de cidrerie convainc une dizaine d'agriculteurs du coin... mais ils sont les seuls à vouloir le faire en bio. Ils décident donc de suivre eux-mêmes une formation pour faire leur propre cidre et leur propre jus de pommes. Pour le choix des variétés, ils bénéficient des conseils d'un centre de recherche situé à Villeneuve-d'Ascq.

Multitudes de variétés, des goûts et des usages

Les vergers en bio se distinguent des autres par la présence de l'herbe. Alors que les traitements chimiques en empêchent la pousse en "conventionnel", dans les vergers bio, cette herbe est un précieux allié en maintenant l'activité et la diversité biologique et en retenant l'eau pendant les périodes de sécheresse. L'herbe est fauchée seulement trois ou quatre fois par an : une partie est récupérée comme les orties pour faire du purin d'ortie qui servira d'engrais foliaire, le reste se compostera sur place.

Ils découvrent aussi qu'il y a différentes façons de tailler les arbres. En agriculture intensive, les arbres sont choisis très faibles, à la fois parce qu'ils produisent ainsi plus vite, et aussi parce que les pommes sont plus faciles à cueillir... mais les arbres ont une durée de vie plus limitée. Ils décident que dans leurs vergers, ils vont varier la hauteur de taille en cultivant en "basse-tige" vigoureux avec des branches en espaliers pour des variétés qui s'y prêtent, mais également en mi-hauteur pour certaines variétés comme la reinette étoilée ou encore en haute-tige pour donner des pommiers massifs, qui mettent plus longtemps à produire, mais qui donneront encore des fruits à leurs enfants.

Aujourd'hui, il y a plus d'une centaine de variétés dans les vergers d'Ohain, avec de nombreuses variétés anciennes retrouvées grâce à des échanges de greffons. Danielle Dujardin les connaît toutes, en connaît les spécificités, les usages, mais aussi les modes de conservation. Ils sont évidemment adhérents à l'association des Croqueurs de pommes (2), des passionnés des anciennes variétés : il existe en France plusieurs milliers d'espèces.



(1) Nature et Progrès, rue de Dave, 520, B-5100 Jambes.

(2) Croqueurs de pommes, Maison des associations, BP 702, 90020 Belfort cédex.

Une partie de la production est vendue en vente directe. Là, il n'y a pas de problème car on explique à chaque visiteur les avantages de chaque pomme, l'originalité de chaque jus. Mais pour ce qui est vendu en magasins bio – ils vendent dans la région lilloise principalement, et pendant un temps ont même fourni des magasins en région parisienne – c'est déjà plus compliqué car il y a un problème pour transmettre ce savoir aux vendeurs en magasins. D'autant plus que ces derniers ont de plus en plus tendance à adopter les mêmes principes que les grands magasins et donc à limiter l'offre à quelques variétés, à exiger des pommes bien calibrées... sous prétexte que c'est ce que demandent les consommateurs. Il y a donc un travail d'éducation à faire, y compris dans le domaine de la bio.

Difficile équilibre financier

La ferme dispose de ces propres installations de transformation et produit donc du cidre, des jus, du vinaigre et des compotes. Le cidre est suivi par un œnologie qui donne des conseils pour le faire évoluer. Présenté dans de nombreux concours agricoles, le cidre a déjà remporté de nombreux prix. Les concours sont ouverts à tous les cidres, pas seulement les bio et le choix est fait en aveugle. Il est toujours agréable de voir que les cidres bio sont toujours bien classés, ce qui contribue à inciter d'autres producteurs à se reconverter.

Sur place, ils tiennent un point de vente sommaire dans une grange, ouvert les après-midi et vendent, outre leurs produits, du miel local (3), des soupes et

potages de Biocambrésis (4) et de la bière d'Ohain et du Moulin d'Ascq (5). Cette activité est limitée pour ne pas avoir à opter pour le statut de commerçant. Enfin, ils vendent au marché bio de Louvignies-Quesnoy, les premier et troisième dimanche de chaque mois. Très actifs pour la promotion de la bio, ils ont lancé, avec trois autres producteurs, en 2000, un marché bio à Ohain.

Des journées portes-ouvertes sont organisées régulièrement, avec le soutien des associations de la bio. Elles permettent aux visiteurs de découvrir les vergers, les méthodes d'entretien, les moyens mis en œuvre pour faire le cidre, le rôle du compost... Des classes demandent parfois à visiter, mais cela a un intérêt plus limité : cela fait trop de monde d'un coup et il est difficile d'intéresser l'ensemble des élèves. Par contre, cela a permis de proposer un repas bio dans un collège voisin, une fois par an. Il y a des débats pour ouvrir plus largement les cantines à la bio, mais cela soulève de nombreuses questions, notamment parce que les quantités à fournir sont alors énormes (6).

L'agriculture reste toutefois une activité fragile : Raymond Dujardin a toujours conservé un travail à l'extérieur pour équilibrer leur budget et ce n'est qu'aujourd'hui, alors qu'il est en pré-retraite, qu'il peut se consacrer entièrement à la ferme. Après des études universitaires en biologie, le fils a d'abord été représentant médical pendant six mois, puis a pris goût au travail du verger et du maraîchage. Sa femme a abandonné également son métier pour se lancer dans le maraîchage de pleine terre et faire des tomates sous serre froide (7). Ils ont bénéficié d'aides "jeunes agriculteurs", mais c'est juste pour vivre.

Si au départ, leur démarche était perçue comme marginale, les temps ont bien changé. D'autres agriculteurs se sont reconvertis et la mairie soutient à fond, notamment en offrant des boissons bio lors de ses vins d'honneur. L'Avesnois fait partie d'un parc naturel régional, c'est une région du Nord-Pas-de-Calais agréable grâce au maintien de bocages et l'agriculture bio s'accorde bien avec le tourisme vert qui s'y développe. Daniel et Raymond Dujardin viennent d'ailleurs d'adhérer à *Accueil paysan* et proposent un gîte (8). Leurs cidres sont de plus en plus commercialisées dans la restauration locale. Aujourd'hui, l'Association des producteurs de l'Avesnois regroupe une trentaine de fermes, dont six en bio. Elle organise autour du 14 juillet un week-end portes ouvertes qui draine 8000 à 10 000 passagers. Beaucoup de contacts se lient à cette occasion et cela provoque des vocations : de nombreux visiteurs plantent ensuite des pommiers chez eux, dans leurs jardins, pour leur propre consommation. Certains, comme une cliente médecin, ont carrément pris le virus et se sont lancées dans leur propre verger.

Michel Bernard ■

Danielle et Raymond Dujardin, Verger biologique d'Ohain, 15, rue du Gros-Tilleul, 59132 Ohain, tél : 03 27 60 22 19.

(3) Celui de François di Nunzio, voir article page 27.

(4) Biocambrésis, voir article page ci-contre.

(5) Voir article page 42.

(6) Voir à ce sujet l'expérience menée dans la Drôme, *Silence* n°318-319.

(7) Une serre froide est une serre uniquement chauffée par le soleil, par opposition aux serres chaudes chauffées par un appoint... Les serres froides permettent de cultiver mieux en saison, alors que les serres chaudes permettent une production décalée, mais avec un bilan énergétique très mauvais.

(8) Accueil paysan, 1, rue du Moulin 59190 Hazebrouck.

Vacances



La Cense aux bonheurs

A 47 ans, en 2004, Anne-Marie Flandrin quitte son travail et se lance dans le maraîchage et une activité de gîte bio dans une ancienne ferme de l'Artois.

Le jardin est aménagé pour être parcouru par les visiteurs et leur donner envie de découvrir les plantes. Des chantiers sont organisés régulièrement pour rénover les bâtiments. Des stages proposent la découverte de la fabrication du pain au feu de bois, le jardinage, la cueillette, la fabrication de sirop de cassis. Il est bien sûr possible de venir en simple vacancier et de profiter du lieu pour se reposer et pour déguster ce que vous offre le bar à soupes.

La Cense au bonheurs est membre d'Accueil paysan. Accueil paysan est un réseau national qui s'est mis en place autour d'une charte prévoyant pour les paysans qui font

de l'accueil en ferme la volonté d'échanger avec les vacanciers dans un esprit convivial et de partage des savoirs-faire.

■ La Cense aux bonheurs, 9, rue du Château, 62310 Torcy, tél : 03 21 81 90 79.

■ Accueil paysan, BP 23, 59 529 Hazebroucq cédex, tél : 03 28 48 09 39.

Naturisme

■ CNW, Maison de l'Environnement, parc Ziegler, 106, avenue du Casino, BP 21, 59941 Dunkerque cédex 2, tél : 03 28 20 30 40.

■ Originelle, 8, rue de la Cense-à-l'eau, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 98 80 75.

■ Plein Air Relax Club, 47, ruelle de la Blanche, 59116 Houplines, tél : 03 20 77 55 67.

■ Natura international, 1395, rue de Sivry, 59740 Beaurieux, tél : 03 27 61 60 17.

■ CGN, Centre gymnique du Nord, 1, rue Camus, 59230 Saint-Amand-les-Eaux, tél : 03 27 49 61 04.

■ L'Eden Avesnois, chemin de Montorgueil, Le Fauqueux, 59440 Boulogne-sur-Helpe, tél : 06 10 11 41 42.

■ Centre nature sport "Les 3 Vallons", La Garde de Willies, 59740 Fellerries, tél : 32 81 21 03 66.

■ Elan Naturiste de la Côte d'Opale, rue Robelin, Les Hemmes d'Oye, 62215 Oye-Plage, tél : 06 24 25 62 95.

■ AGABS, Association gymnique amicale du Boulonnais à la Somme, 20, rue Bertulphe-Gosselin, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 80 50 80.

Des légumes solidaires

Bio-Cambrésis diffuse des produits déshydratés, principalement des soupes et des épices, dans le cadre d'une association d'insertion.

Tout commence en avril 1987 quand quatre demandeurs d'emploi lancent un projet de maraîchage et de culture de plantes aromatiques. Très vite se pose la question de l'écoulement de la production. Du fait des décalages dans le temps entre les récoltes et la demande, il y a du gaspillage. Pour remédier à cela, ils mettent au point un procédé inédit de déshydratation douce des légumes et lancent une gamme de soupes dans les magasins bio.

La structure se transforme en association d'aide aux demandeurs d'emploi et accueille alors des personnes au RMI avec comme objectif pour ces derniers de reprendre goût au travail et d'évoluer, pour ceux qui y arrivent, vers un emploi classique.

L'association négocie des terrains avec la ville de Cambrai qui leur prête quatre hectares sur l'emplacement d'une route qui n'a jamais vu le jour. Si les sols ne sont pas pollués, ce ne sont pas de bons sols : sur la moitié, on trouve d'anciens remblais.

Il se révèle très vite que l'idée de la déshydratation est bonne et qu'elle permet de créer des emplois. Mais en se

développant, cette activité déborde d'une part ce qui peut être produit localement, d'autre part ce que peuvent fournir des maraîchers. L'association se tourne alors vers les producteurs bio de légumes de plein champ. Aujourd'hui, les quatre hectares assurent environ un quart de l'approvisionnement (dont beaucoup d'aromates et d'épices), le reste vient de la région et de plus en plus de la Bretagne et de la Normandie où les champs de légumes sont plus courants.

La filière de commercialisation pousse à fournir une gamme la plus complète possible. Pour quelques épices, il est donc nécessaire de les importer depuis leur lieu de production.

Déshydratation douce

Dans le commerce classique, celui qui se décarcasse nous fournit des produits déshydratés qui sont ionisés, c'est-à-dire en fait irradiés pour détruire toute bactérie. Cela a l'avantage pour lui d'avoir des produits extrêmement stables dans le temps... mais qui n'ont plus tellement de goût puisqu'il s'agit de produits morts.

Ici, la technique est beaucoup plus douce : les légumes sont préparés (lavés, épluchés, découpés) puis séchés par un flux d'air chaud à 40°C pendant une durée de 24 à 48 h. La chaleur est fournie par une installation au gaz... alors que dans le sud de la France, on pourrait comme cela se fait pour les plantes médicinales ou des fruits secs envisager une solution solaire.

Ainsi séché, les légumes sont encore bien vivants et conservent une bonne partie de leur goût. Lors de stands sur les salons écolos, les gens sont souvent surpris lors des dégustations de soupe : ils pensent qu'il y a caché derrière le stand, un stock de légumes frais. Mais il n'en est rien : c'est le procédé qui est bon pour conserver le maximum de saveur.

Il n'est pas aujourd'hui possible de concurrencer l'ensemble des produits en poudre que l'on trouve dans le commerce.

Les coûts de fabrication ne sont pas les mêmes et les écarts de prix risqueraient d'être dissuasifs. Bio-Cambrésis se demande même comment certains potages en poudre sont fabriqués car le prix de vente en magasin correspond au prix d'achat des sachets vides pour eux !

Ils s'étonnent aussi de la composition de certains produits. Ainsi, si on mouille de l'ail en poudre, on obtient naturellement une pâte car l'ail a tendance à être collant. Dans le non-bio, l'astuce consiste à ajouter de la poudre de silice pour éviter cela. Chez Bio-Cambrésis, quand c'est marqué "ail", il n'y a rien d'autre que de l'ail.

Diversification

En collaboration avec les services des espaces verts de l'agglomération de Cambrai, Bio-Cambrésis a développé une activité de plants floraux. Les fleurs ne relèvent actuellement d'aucun cahier des charges pour les garantir en bio, mais comme pour le reste de la production, elles sont cultivées sans engrais ni pesticides.

Depuis 2000, sur une ferme voisine, ils ont aussi commencé à faire de l'élevage de petits animaux (volailles et lapins), en plein air, toujours en bio. Cette fois, la vente est directe sur place ou dans quelques magasins bio de la région. L'élevage est lié avec un plan de rotation des cultures sur place : sur les quatre hectares, environ un quart est ainsi mis en pâturage.

Une grosse structure

L'activité de transformation liée à la déshydratation a provoqué un développement rapide de l'association. Aujourd'hui, une vingtaine de personnes assurent l'encadrement des activités et entre soixante et quatre-vingts personnes y passent chaque année en réinsertion. Cela semble une grosse structure dans le domaine de la bio (avec des commandes aux producteurs en tonnes), mais cela reste petit par rapport à d'autres installations de transformation alimentaire de la région.

Michel Bernard ■

Bio-Cambrésis, 17, rue de Bohain, 59400 Cambrai, tel : 03 27 74 96 46.



Alban Labouret

La Ferme du sens

A Villeneuve-d'Ascq, la Ferme du sens regroupe un pôle d'activités écologiques autour d'une Biocoop.

Thierry Decoster a été vendeur de produits phytosanitaires dans le monde agricole pendant huit ans. Très vite, il prend conscience des problèmes que posent ces produits et il s'interroge sur la manière de vivre plus en cohérence avec ses idées. Il change de métier pour se retrouver formateur dans une école d'agriculture. Là, à l'occasion d'une formation pour un public d'agriculteurs, il est amené à travailler avec le GABNor, Groupement des agriculteurs biologiques de la région (1).

Il monte une formation sur la bio avec eux et découvre qu'au-delà de la bio, il y a souvent une recherche de sens. Cela lui donne l'idée de chercher une ancienne ferme pour en faire un lieu dédié à la bio.

Saveurs et saisons

En 1995, il crée, avec neuf autres associés, une SCI et trouve à Villeneuve-d'Ascq une ferme en ruine qui sert alors d'entrepôt à une entreprise de bâtiments publics. Elle appartient en indivision à six frères, ce qui nécessite de longue négociation pour pouvoir l'acheter.

Villeneuve-d'Ascq est une ville nouvelle voisine de Lille, avec d'anciens villages qui ont été rattrapés par la banlieue. La mairie est très dynamique et mise sur une certaine qualité de vie : musée d'art contemporain, parc du Héron avec zone naturelle. Elle voit donc d'un bon œil l'arrivée de ce projet et le soutient dans les démarches administratives.

Thierry Decoster se met alors en relation avec Lucien Kroll, un architecte de Bruxelles qui réalise des bâtiments de haute qualité environnementale dans le domaine de l'habitat social. Ensemble, ils restaurent les bâtiments de manière saine (isolation, liège et cellulose, chauffage au sol basse température au gaz de ville, grande verrière pour favoriser la lumière naturelle) pour y accueillir des activités complémentaires.

Inconvénient du lieu : il est difficilement accessible autrement qu'en voiture.

Thierry Decoster créé en 1996 la société *Saveurs et saisons* qui gère dans un premier temps le magasin Biocoop et la boulangerie. La société bénéficie pour son lancement d'un partenariat avec la société financière alternative La Nef (2),

Autonomie et solidarité (3) mais aussi la chambre de commerce (prêt d'honneur) et Nord-Entreprendre, une fondation d'aide à la création d'entreprise.

A côté de la Biocoop, la *Maison de la ferme* dispose d'une salle de 80 m² et d'une cuisine pour des activités pédagogiques : atelier pain, atelier cuisine, atelier jardin, atelier d'arts à partir d'objets récupérés...

En 1998, un cabinet d'architecture HQE s'installe sur place avec Jérôme Houyez. Profitant de l'impulsion lancée par la présidence verte à la région, ce cabinet décroche de gros marchés publics dans le domaine de l'habitat sain et s'est développé jusqu'à aujourd'hui. En avril 2005, il a quitté le lieu pour pouvoir s'agrandir (4).

En 1999, *Saveurs et saisons* participe au lancement, sur place, d'une brasserie de bière artisanale biologique. Cette bière *Moulin d'Ascq* est vendue aujourd'hui dans le réseau Biocoop. La brasserie est animée par Mathieu Lepoutre, un passionné de bière. La production atteint aujourd'hui 450 hectolitres.

Saveurs et saisons met également en place un jardin bio animé par Bruno Kania et l'association *Jardinez nature*. Outre les activités pédagogiques, le jardin participe aussi à des réseaux d'échanges de semences.

Toujours en 1999, une tentative est faite pour ouvrir une boulangerie bio en ville avec service petit déjeuner. L'affaire est rapidement en difficulté et devra fermer trois ans après, provoquant un déséquilibre dans toute la structure. Il faudra du temps pour repartir.

En 2002, *Saveurs et saisons* participe au lancement sur place de *Pouce et nature*, un restaurant sandwicherie-repas rapide animé par Jean-Claude Decouvelaere. Conception du nouveau bâtiment nécessaire : le cabinet d'architecture présent sur place. Fournisseurs : la Biocoop, la boulangerie et la brasserie pour l'essentiel. La complémentarité marche à fond.

Aujourd'hui, à la *Ferme du sens*, 17 personnes travaillent pour *Saveurs et Saisons* (pour 15 équivalents plein-temps), trois personnes à la Brasserie, trois autres au restaurant. Le cabinet d'architecture comptaient six salariés. Les locaux libérés devraient être attribués à

Les magasins Biocoop

Saveurs et saisons fait partie du réseau Biocoop. Biocoop regroupe plus de 200 magasins en France qui ont signé un cahier des charges éthique. Ces magasins s'engagent à respecter les producteurs, les consommateurs, les salariés, et les associés coopérateurs. Les magasins d'engagent à ne vendre que des produits alimentaires biologiques, et par dérogation des produits non bios qui n'existeraient pas sur le marché en bio, favoriser la vente de produits frais et de saison, régionaux, si possible, à promouvoir les produits alimentaires du tiers monde distribués par des associations soucieuses d'établir des relations plus équitables entre les pays du Sud et du Nord, à favoriser la vente d'éco-produits respectueux de l'environnement à toutes les étapes de leur fabrication et lors de leur utilisation. La plateforme des Biocoop, dans les relations avec les producteurs, s'assure que les prix négociés garantissent la pérennité des domaines agricoles. Elle fait la promotion d'une politique de recyclage des emballages en responsabilisant sur cette question, producteurs, transformateurs et consommateurs. Tous les adhérents de Biocoop ont accepté de se soumettre à une inspection régulière réalisée par un organisme de contrôle indépendant.

Autres magasins Biocoop de la région :

- Label Vie, 98, rue de Solférino, 59000 Lille, tél : 03 20 30 99 00.
- Bioambiance, 6, avenue de la Haute Loge, 59190 Hazebrouck, tél : 03 28 41 31 40.
- Vitavie, centre commercial Martin-Martine, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 89 07.
- Vert'Tige, marché couvert de Wazemmes, 59000 Lille, tél : 03 20 30 84 38.



une nouvelle activité. Thierry Decoster est devenu entre temps président d'A pro Bio Nord, une structure qui participe à la construction de la filière bio au niveau régional (5).

Pour animer le lieu, des conférences sont organisées, sensiblement une par mois. Elles sont annoncées dans un bulletin mis à la disposition des clients dans les différentes entreprises.

Michel Bernard ■

La Ferme du sens, 270, rue des Fusillés, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 64 62 19
Saveurs et saisons, tél : 03 20 64 02 00
Moulin d'Ascq, tél : 03 20 41 58 48
Pouce et Nature, tél : 03 20 05 02 18
Jardinez nature, tél : 06 67 96 24 79
 Prêt du sol, tél : 03 20 41 38 93

(1) GABNor, Le Paradis, 59135 Phalempin, tél : 03 20 32 25 35.

(2) La Nef, correspondant dans la région : Jean-Pierre Duponchelle, jp.duponchelle@wanadoo.fr.

(3) Autonomie et solidarité, 146, rue Nationale, 59000 Lille, tél : 03 20 14 30 62.

(4) Cabinet d'architecture Jérôme Houyez, tél : 03 20 64 01 02.

(5) A pro Bio, voir page 38.



Magasins

Nord

- Toubio, 52, rue de Wazemmes, 59000 Lille, tél : 03 20 74 50 98. *Immense site en pleine ville proposant déjà un magasin de produit bio et un autre spécialisé dans l'habitat sain.*
- Le Grain sauvage, 179, avenue de Dunkerque, 59000 Lille, tél : 03 20 93 55 05.
- Harmonie nature, 42, avenue Marx-Dormoy, 59000 Lille, tél : 03 20 93 99 13.
- Sans sucre sans sel, 85, marché Wazemmes, 59000 Lille, tél : 03 20 14 01 08.
- Del agro, 253, rue Pierre-Légrand, 59000 Lille, tél : 03 20 55 83 54.
- Roubaix santé, 111, rue d'Épeule, 59100 Roubaix, tél : 03 20 70 60 40.
- La Centaurée nouvelle, 15, rue Boileau, 59115 Leers, tél : 03 20 02 23 84.
- BioVita, 298, rue Verlinghem, 59130 Lambersart, tél : 03 20 08 20 39.
- L'Arc en ciel des saveurs, 74, rue Président-Poincaré, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 66 46 46.
- La Vie claire, 2, rue Royer, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 20 76 36.
- Mon Bio moulin, 372, boulevard Mitterrand, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 69 56 15.
- Les produits de Fleurance, 2, rue Marengo, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 66 49 17.
- Nature'Îles, 30, place de-Gaulle, 59190 Hazebrouck, tél : 03 28 49 51 80.
- La Vie claire, 404, rue de Lille, 59223 Roncq, tél : 03 20 37 24 80.
- Bionature, 44, rue d'Orchies, 59230 Saint-Amand-les-Eaux, tél : 03 27 48 79 21.
- Naturaly, 13, rue Foch, 59270 Baillleul, tél : 03 28 49 26 85.
- Defoort diététique, 52 bis, rue de Paris, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 46 43 65.
- Eco bio, 4, avenue de Verdun, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 41 76 68.
- Energy système, 376, rue de-Gaulle, 59370 Mons-en-Barœul, tél : 03 20 33 13 75.
- La Vie claire, 4, rue d'Alger, 59400 Cambrai, tél : 03 27 81 28 65.
- Verveine, 27, rue Liniers, 59400 Cambrai, tél : 03 27 78 05 79.
- Bien naturel, 61, rue Franklin-Roosevelt, 59420 Mouvaux, tél : 03 20 70 65 15.
- Merveilles des abeilles, 127, rue Victor-Hugo, 59450 Sin-le-Noble, tél : 03 27 88 71 82.
- Au Panier vert, 177, rue Jean-Jaurès, 59491 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 89 05 71.
- La Belle nature, 13, rue Cloris, 59500 Douai, tél : 03 27 88 58 13.
- La Vie claire, 43, place Charles-de-Gaulle, 59500 Douai, tél : 03 27 86 35 92.
- L'Accent nature, 33, quai d'Alsace, 59500 Douai, tél : 03 27 88 28 27.
- Sprimont Martin produits biologiques, chemin des Grosses-Haies, 59570 Taisnières-sur-Hon, tél : 03 27 66 95 95.
- Dame Tartine, 24, rue Patoux,

- 59580 Aniche, tél : 03 27 92 44 61.
- Le Microcosme, Point nature, 5, avenue des Provinces-Françaises, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 65 56 11.
- Bio santé, 22, rue Jean-Jaurès, 59610 Fourmies, tél : 03 27 59 98 77.
- Aube nouvelle, 17, avenue Clemenceau, 59660 Merville, tél : 03 28 48 28 72.
- La Vie claire, 3, avenue Foch, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 72 80 40.
- Label vie, 101, boulevard Georges-Clemenceau, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 98 98 05.
- Bio Markus, 259 bis, avenue Henri-Barbusse, 59770 Marly, tél : 03 27 28 38 88.
- La Nature a du génie, 93, rue Léon-Gambetta, 59777 Lille, tél : 03 20 54 88 63.
- Nord régime, 11, rue de la Clef, 59800 Lille, tél : 03 20 55 12 74.
- Aux produits de Fleurance, 72, rue de l'Hôpital-Militaire, 59800 Lille, tél : 03 20 54 37 73.
- La Vie claire, 34, avenue Charles-Saint-Venant, 59800 Lille, tél : 03 20 06 14 79.
- Label vie, 12, rue de Calais, 59820 Gravelines, tél : 03 28 23 94 19.
- Bio week-end, 11, rue Général-Leclerc, 59840 Perenchies, tél : 03 20 08 63 62.
- Santurel France, 648, rue des Petits-Chiens, 59850 Nieppe, tél : 03 20 35 11 56.

Pas-de-Calais

- La Maison du régime, 3, place des Héros, 62000 Arras, tél : 03 21 51 77 09.
- Aux Rayons verts, 21, rue de l'Ours, 62000 Arras, tél : 03 21 24 04 85.
- La Vie claire, 21, place des Héros, 62000 Arras, tél : 03 21 23 75 30.
- La Vie claire, 9, rue du Duc-de-Guise, 62100 Calais, tél : 03 21 34 33 93.
- Calais nature, 22, rue des Quatre-Coins, 62100 Calais, tél : 03 21 34 78 52.
- Bio'Top, 53, boulevard Gambetta, 62100 Calais, tél : 03 21 85 23 82.
- Au Rayon de soleil, 76, boulevard La Fayette, 62100 Calais, tél : 03 21 82 46 47.
- La Nature d'abord, 258, rue Elie-Gruyelle, 62110 Hénin-Beaumont, tél : 03 21 20 50 39.
- Nature régime, 19, rue du Bourg, 62120 Aire-sur-la-Lys, tél : 03 21 95 04 00.
- Cap nature, 25, rue d'Hérambault, 62170 Montreuil-sur-Mer, tél : 03 21 81 23 87.
- Joie et santé, 63, route Nationale, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 55 57.
- La Maison de la santé, 7, rue Edmond-Rostand, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 69 59.
- Abraxas, 42, rue Roger-Salengro, 62217 Achicourt, tél : 03 21 51 22 80.
- Harmonie et santé, 42, rue de l'Église, 62240 Desvres, tél : 03 21 83 14 42.
- Diététique harmonies, 12, rue de la Paix, 62300 Lens, tél : 03 21 28 45 76.
- La Nature d'abord, 76, boulevard Emile-Basly, 62300 Lens, tél : 03 21 70 22 28.
- La Vie claire, 26, rue Jean-Létié, 62300 Lens, tél : 03 21 28 17 81.
- Produits diététiques Leplus, 146, rue Sadi-Carnot, 62400 Béthune, tél : 03 21 68 13 06.
- La Vie claire, 559, boulevard Raymond-Poincaré, 62400 Béthune, tél : 03 21 57 39 41.
- Natura plantes, 24, rue Jean-Jaurès, 62420 Billy-Montigny, tél : 03 21 49 54 94.
- La Nature d'abord, 88, rue Arthur-Lamendin, 62430 Sallaumines, tél : 03 21 28 81 12.
- Les Secrets de la nature, 24, place Victor-Hugo, 62500 Saint-Omer, tél : 03 21 12 65 73.
- Au Naturel touquettois, 68, rue de Londres, 62520 Le Touquet, tél : 03 21 05 62 69.
- Berck santé, 44, rue de la Plage, 62600 Berck-sur-Mer, tél : 03 21 09 24 09.
- Etape nature, 55, rue de la Plage, 62600 Berck-sur-Mer, tél : 03 21 84 61 40.
- Etape nature, 9, rue Rosamel, 62630 Etaples, tél : 03 21 94 61 22.
- Saveurs bbio, rue Marguerite-Yourcenar, 62660 Beuvry, tél : 03 21 52 60 00.
- Leplus diététique, 18, Flanerie, 62700 Bruay-la-Buissière, tél : 03 21 53 22 53.
- Floraligne, 122, rue Jean-Baptiste-Defernez, 62800 Liévin, tél : 03 21 44 28 98.
- Pause nature, 30 ter, rue Carnot, 62930 Wimereux, tél : 03 21 33 66 74.

Restaurants végétariens et/ou bio

- La Source, 13, rue du Plat, 59000 Lille, tél : 03 20 57 53 07. *Restaurant bio diététique, végétarien et poisson.*
- La Rizière, 10-12, rue Jules-Guesde, tél : 03 20 74 59 82. *Plats exclusivement végétariens/végétaliens cuisinés comme les recettes traditionnelles asiatiques, grand choix, pas trop cher.*
- Restaurant végétalien à prix libre, 95, rue Princesse, 59000 Lille. *Le mardi soir à 20h.*
- Le squatt Le Tipi, 25, rue de Douai, 59000 Lille. *Repas végétarien à prix libre le mercredi à 20 h.*
- Layalina, 32, rue d'Artois, 59000 Lille, tél : 03 20 42 85 58. *Restaurant libanais avec un grand buffet végétarien.*
- Les Secrets du blé, 47, rue de Puebla, 59000 Lille, tél : 03 20 57 57 57. *Crêperie gastronomique.*

Fêtes, foires, salons

- Bio divers cité, en juin, place Vauban, à Lille organisé par MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.



- Fête de la nature, en septembre, au Centre de découverte de l'environnement, 1, chemin des Prés-Verquins, 59570 Guisnignes, tél : 03 27 53 04 04.
- Forum bio, Palais des Grottes, à Cambrai, en mars, organisé par Nature et progrès, 42, rue de Noyon, 59400 Cambrai, tél : 03 27 74 17 48.
- Forum des outils pédagogiques, en octobre, à Loos-en-Gohelle, organisé par MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02.



- Portes ouvertes de la bio, en septembre, dans toute la région, organisé par A pro bio, 4, rue Dormagen, 59350 Saint-André-lez-Lille, tél : 03 20 31 57 97.
- Salon du bien-être au naturel, Grand Palais, à Lille, en novembre, organisé par Expo-conseil, 8, rue de Lattre-de-Tassigny, 59000 Lille, tél : 03 20 57 75 78.
- Troc de plantes, le 11 novembre à Bourghelles, organisé par PVEL, Paix, vie, environnement local, Club 12, rue Poincaré, 59830 Bourghelles, tél : 03 20 79 48 12.
- Habitat et environnement, en février au Palais de l'Europe, au Touquet, organisé par MC2 Event, 10, résidence le Center, 62176 Sainte-Cécile, tél : 03 21 09 16 66.

La maison des Sept Vallées

La maison des Sept Vallées est une tentative d'écohabitat partagé autour de projets de développement personnel. Le succès se fait attendre.

Eric Brébion est naturopathe à Villeneuve-d'Ascq. Il y participe à la création d'une biocoop, puis d'une salle de gymnastique. Il souhaite vivre plus en contact avec la nature et cela l'amène à prendre contact avec le réseau des écovillages qui se réunit à l'époque à la Maison de la nature et de l'environnement de Lille (1). Jusqu'à une cinquantaine de personnes suivent ces réunions et progressivement trois projets voient le jour.

Originaire de l'Artois, il cherche à passer à la concrétisation d'un de ces projets dans sa région d'origine. Ils sont finalement deux couples à être partants. En 2000, ils constituent une SCI, Société civile immobilière, et cherchent un lieu. Ils trouvent une superbe bâtisse du dix-huitième siècle, située dans un village, avec 300 m² habitables et 300 autres m² aménageables. A l'arrière de ce qui a été une brasserie puis une auberge, il y a un terrain de 6000 m².

Le projet initial s'appuie sur trois activités : un tiers d'accueil touristique, un tiers de séjours de courte durée, un tiers de stages organisés par des personnes extérieures qui louent les lieux, quelques stages pouvant être organisés par eux.

D'énormes travaux sont engagés. Les activités démarrent rapidement. Des échanges se mettent en place avec d'autres lieux : l'un vient faire une formation ici puis c'est l'inverse qui se fait. Le programme est très varié : différentes formes de chants, dont du chant à but thérapeutique, du chant sacré, relaxation et rebirth, accueil de groupes jeune et randonnée (2), cours de cuisine selon différentes approches, randonnées parfois en lien avec l'association *A petit PAS* (3), marches thérapeutiques, différentes approches de développement personnel, rencontres de groupes hommes sur les relations entre genres, etc. Eric continue à exercer son métier de naturopathe, mais a du mal à s'intégrer dans le village car, comme partout, les voisins s'interrogent sur ce qui se passe dans la maison. Les rumeurs courent : les gens s'étonnent de voir des gens qui jeûnent, d'autres qui font des marches sur le feu, qui chantent... Des journées portes ouvertes ont lieu, des dépliants de présentation sont distribués... Localement, cela amène des

contacts surtout avec d'anciens urbains qui ont fait le retour à la terre, mais le monde rural, lui, reste méfiant.

La Belle verte

Très vite des différences d'appréciations se font jour entre les personnes. Le deuxième couple, à la retraite, ayant moins de besoins financiers, est moins engagé. La tension monte et provoque le départ de ce couple. Le conflit provoque aussi le départ de la femme d'Eric.

Entre-temps, Marie-Odile et Philippe sont arrivés. Marie-Odile est, elle aussi, originaire de la région. Après avoir vécu en région parisienne et en Italie, elle souhaitait passer à la pratique. Elle a d'abord été bénévole dans la structure de *Nature et Progrès* (4) puis gérante d'une librairie au sein du magasin *Les Nouveaux Robinsons*, à Montreuil (5). Elle revient dans la région pour participer au sein de la structure *AproBio* (6) au lancement de la première édition d'un guide bio de la région.

Dans le cadre de la maison, elle met en place, en 2002, une association de vente de produits bio *La Belle verte* en

hommage au film de Colline Serreau. Elle cherche à vendre au maximum des produits bio locaux : fruits, légumes, fromages, et achète le reste à un grossiste. Ils espèrent que cette activité va leur permettre une meilleure relation avec le voisinage. Mais là encore, la clientèle est la même : des enseignants, des personnes qui font du développement personnel, des personnes ayant des problèmes de santé, des jeunes mamans... mais assez peu le voisinage rural qui continue à aller faire ses achats en voiture aux grands magasins où la vie est soit disant moins chère.

Le magasin ne bénéficie même pas de l'aide de la filière bio locale car les producteurs bio se sont organisés pour s'échanger des produits et l'un d'entre eux assure les livraisons en porte à porte. Dernier frein, de nombreuses personnes ont leur propre jardin et ne pensent pas que le magasin offre aussi de nombreuses variétés de produits secs, céréales, légumineuses, fruits secs...

Marie-Odile, alors jeune maman, essaie de lancer un projet d'école différente en pédagogie Steiner, mais il n'y a pas assez de parents intéressés (7).

Le magasin est bien une ouverture, alors que les activités de la maison restent pour la plupart fréquentées par des gens venus de loin pour suivre un stage spécifique. Après des congés de maternité, Marie-Odile a été embauchée en CEC, contrat emploi consolidé par *La Belle Verte*. Actuellement, son contrat arrive à sa fin et le magasin ne s'est pas assez développé (une cinquantaine d'adhérents) pour assurer un emploi classique. Ayant suivi une formation de maraîchage en biodynamie, elle envisage d'aller s'installer avec un autre projet qui démarre dans le Tarn.



Stage de tir à l'arc japonais.

(1) La MNE accueille une centaine d'associations actuellement, voir article page 9.

(2) Jeûne et randonnée : voir présentation dans le numéro 318/319.

(3) A petits PAS se trouve à une quinzaine de kilomètres, soit une journée de marche, voir article page 46.

(4) Nature et Progrès, 67, rue Robespierre, 93100 Montreuil-sous-Bois, tél : 01 48 59 28 86.

(5) Les Nouveaux Robinsons, 49, rue Raspail, 93100 Montreuil-sous-Bois; tél : 01 49 88 70 44.

(6) A pro Bio, voir page 38.

(7) Il n'existe actuellement aucune école Steiner dans la région.



Le magasin La Belle Verte.

Philippe, originaire de Quimper, est arrivé avec Marie-Odile. Venu par amour, il n'avait pas d'a priori sur ce qu'il pouvait faire au sein du projet d'écovillage. Il a finalement choisi d'en assurer le pain, dont l'excédent est vendu au magasin La Belle Verte. Il est lui aussi en contrat CEC. Bien que séparé maintenant de Marie-Odile, il envisage de la suivre dans le Tarn pour ne pas être trop éloigné de leur enfant.

Blocage

Le fonctionnement actuel n'est pas satisfaisant. Si les stages se suivent presque tout au long de l'année (avec seulement un creux en hiver), Eric est insatisfait des contraintes importantes liées à la gestion du lieu. Il n'était pas venu à la campagne pour être hôtelier. L'idée des séjours longs ne s'est pas concrétisée suffisamment et il n'y a pas eu d'autres volontaires pour essayer de s'intégrer au projet.

Les trois autres co-propriétaires initiaux mettent la pression pour récupérer leur part dans l'investissement, et en l'absence de nouveaux investisseurs, cela ne peut passer que par la vente des lieux.

Eric en a tiré la conclusion que les personnes aiment bien rêver d'écovillages, mais ne franchissent guère le pas pour passer à la pratique et qu'un seul engagement sur les valeurs écologiques n'est pas suffisant. Il faut en plus des valeurs humaines et spirituelles solides. Un nouveau projet est en gestation depuis mai 2005 avec de nouvelles personnes sur la base d'un engagement religieux : la création d'une communauté orthodoxe. Forte de l'expérience des années précédentes et unie par des valeurs fortes, la nouvelle équipe portera-t-elle ses fruits ?

Michel Bernard ■

Maison des Sept Vallées, 4, rue du Bas-Parcq, 62770 Le Parcq, tél : 03 21 03 69 96.



Santé

Faucheurs d'OGM

A la suite du fauchage de betteraves génétiquement modifiées, le 15 septembre 2001, un procès est en cours contre onze personnes.

- Comité de soutien aux onze d'Avelin, 35 bis, chemin de Messines, 59237 Verlinghem, tél : 03 20 22 48 67.
- Dominique Plancke, 12, rue Euler, 59000 Lille, tél : 06 70 33 31 79. *Fauteur volontaire, élu Vert, blocage de déchets nucléaires.*

Victimes de l'amiante

- Ardeva, Pierre Pluta, 19, rue du Jeu-de-Paume, BP 78, 59942 Dunkerque cédex 2, tél : 03 28 68 27 19. *Association régionale de défense des victimes de l'amiante.*
- Caper, Comité agir, prévenir et réparer, René Delattre, 12, rue Anatole-France, 59224 Thiant, tél : 03 27 24 61 43. *Association de défense des victimes de l'amiante.*
- CADEVVAPS, Comité anchois de défense des verreries et autres victimes de l'amiante et des produits de substitution, Alain Clinckemaillie, 12, rue Wambrouck, 59580 Aaiche, tél : 06 16 14 18 19. *Association de défense des victimes de l'amiante.*



Leche league

La Leche league France est une association qui depuis 1973 fait la promotion de l'allaitement maternel et de la parentalité sans violence.

- La Leche League Lille, 10, rue Parrayon 59800 Lille, tél : 03 20 13 88 88.
- Cambrai : Véronique, tél : 03 23 09 61 02.
- Flandres : Isabelle, tél : 03 20 35 20, Anne, tél : 03 28 48 12 48 ou Nadine, tél : 03 20 77 08 05.
- Maison parents-enfants, 21, rue Jean-Baptiste-Lebas, 59280 Armentières.
- Anne Catteau, 305, Haeg-Straete, 59270 Merris.
- Antonia Blanchet, 6, rue Henri-Matisse, 59930 La Chapelle-d'Armentières.
- Lille : Marie, tél : 03 20 13 88 88 ou Sylvie, tél : 03 20 07 96 16 ou Anne-Sophie, tél : 03 20 85 26 43.
- Leatitia Santoni, 95, rue Hippolyte-Lefebvre, 59000 Lille.
- Marie Courdent, 10, rue Parrayon, 59000 Lille.
- Sara Leite, 41, rue de Frémy, 59000 Lille-Fives.
- Valenciennes : Anne-Sophie, tél : 03 27 30 12 84 ou Valérie, tél : 03 27 29 80 98.
- Espace Babichou, avenue Désandrouin, 59300 Valenciennes.
- Florence Tembremande 19, rue Pierre-Vaillant-Couturier, 59880 Saint-Saulve.
- Weppes-Pevèle-Mélantois : Anne, tél : 03 20 87 25 06 ou Isabelle, tél : 03 20 58 81 02.
- Côte d'Opale : Marianne, tél : 03 21 32 01 06.

Ashtanga yoga

L'ashtanga yoga est une méthode dynamique dont la spécificité est le synchronisme entre la respiration et le mouvement. Les postures ont été organisées afin de faire travailler tous les muscles du corps, ce qui équilibre les tensions émotionnelles et apporte calme et sérénité.

- Centre d'Ashtanga yoga, 20, rue Fénelon, 59000 Lille, tél : 03 20 53 40 98.
- Centre Marici, 8, boulevard de Gaule, 59100 Roubaix, tél : 03 20 93 32 76.
- Centre Hanuman, 86, rue de la Gare, 59350 Saint-André, tél : 03 28 38 94 70.
- Espace Garuda, 74, boulevard Gambetta, 62100 Calais, tél : 03 21 96 14 77.



Et également

- Ligue nationale pour la liberté des vaccinations, Nicole Gérard, 53, rue Alphonse-Mercier, 59000 Lille, tél : 20 72 45 47.
- Shiatsu Nord, 88, boulevard Montebello, 59000 Lille, tél : 03 20 09 31 18.

- Michel Dovergne, 11, rue de la Clef, 59000 Lille, tél : 03 20 55 12 74. *Thérapie nutritionnelle, yoga et shiatsu.*

- Biodanza, maison de quartier Vauban-Esquermes, 77, rue Roland, 59000 Lille, tél : 03 20 51 28 94.
- Unisophro, 13, place Philippe-Le-Bon 59000 Lille, tél : 03 20 06 41 37.
- L'Obsidienne, 54 bis, boulevard de la Liberté, 59000 Lille. *Feng Shui.*
- Eclat, Espace de concertation et de liaison addictions tabagisme, 13, rue Faidherbe, BP 306, 59026 Lille cédex, tél : 03 20 21 06 05.
- Adis, Association dunkerquoise initiative contre le sida, 6, rue Marengo, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 59 19 19.
- Association Spirale, 16, rue des Prés, 59280 Armentières, tél : 03 20 77 09 91. *Association proposant des scénarios de conscience corporelle selon la méthode Feldenkrais.*
- Droit des non-fumeurs, groupe Nord-Picardie, 9, avenue de la Marne, 59290 Wasquehal, tél : 03 20 98 33 45.

- Corps en fête, 3/22, place Mendès-France, 59290 Wasquehal, tél : 03 20 72 41 35. *Prendre soin de sa santé, de son corps, de son cœur, de son être, et développer la convivialité, se rencontrer, célébrer la vie, faire la fête.*

- Shiatsu, 25, mail Sambre, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 64 49 08. *L'eutonie propose un travail corporel visant à rééquilibrer les tensions.*
- Association régionale d'eutonie, 24, allée Turgot, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 91 17 12.
- Espace Sophro, 30, rue de l'Eglise, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 74 03 11.

- La salle de l'Orme, 65, rue de Tournai, 59780 Baisieux, tél : 03 20 47 36 31. *Salle qui accueille des stages de santé, de développement personnel.*

- Investir sur soi sophrologie, 54, rue Edmond-Delbassée, 59830 Bourghelles, tél : 03 20 41 34 94.

Une maison solidaire en milieu rural

L'association "A petits PAS" a réussi le pari de créer un lieu de mixité sociale en pleine campagne. Ecologie, développement local, solidarité et écotourisme y font bon ménage.

L'association *A petits PAS* a vu le jour en 1996 à l'initiative de six personnes, toutes issues du MRJC (1). Ces six copains se sont rencontrés au lycée et constituent aujourd'hui trois couples. Après des années communes de militantisme rural, ils ont décidé de créer leur propre projet autour du concept des alternatives solidaires (dans le titre "pas" signifie "pour une alternative solidaire").

Ayant une approche de développement local, ils décident de créer un lieu favorisant la pluriactivité et la mixité sociale et intergénérationnelle : accueil de scolaires pour l'éducation à l'environnement, accueil d'handicapés sur les mêmes thèmes, organisation de chantiers de jeunes, accueil de touristes en gîte, accueil de familles pour faire de la randonnée à ânes et activités culturelles diverses ouvertes sur le canton, sur la région...

Pour définir plus précisément leur projet, ils ont commencé par des visites aux expériences alternatives qu'ils connaissaient : Vieil Audon, Oxalis, Ambiance Bois... (2). Cela leur donne des idées sur les moyens d'animer un collectif, sur ce qui peut être vécu ensemble et de manière privée, les différents niveaux possibles entre l'association simple et la communauté. Ils participent à des chantiers internationaux au Viel Audon, ils y

passent leur Bafd, Brevet d'aptitude aux fonctions de directeur.

Soutenus par un réseau militant, ils créent une SCI, société civile immobilière, pour acheter une ancienne école privée dans la région agricole la plus désertifiée de la région, le haut-pays d'Artois. Ils obtiennent le soutien de 45 personnes pour réunir le capital nécessaire (45 000 €). L'école est la propriété de la SCI qui la loue à l'association.

Les premiers pas

L'aménagement des lieux est dès le départ un support pour des activités. Des chantiers de jeunes sont organisés avec le souci de mélanger les genres. L'équipe d'animation cherche à faire accepter les différences de l'autre à des adolescents, certains venant des banlieues urbaines, d'autres de milieux plus aisés, d'autres enfin porteurs de handicaps. L'expérience est chaque fois positive. Le chantier démarre souvent dans une certaine tension, avec insultes au rendez-vous, puis le travail manuel fait son effet et à la fin des deux semaines de séjours, chacun a appris à respecter l'autre, signe d'une plus grande confiance en soi.

Au départ deux couples habitent sur place, le troisième s'installe à quelques kilomètres. Les premiers chantiers permettent de construire des bâtiments pour accueillir les premiers ânes. Le premier, Capucin, arrive et, dès 1997, des randonnées à pied avec portage par les ânes sont proposées.

Les randonnées peuvent concerner de une à quinze personnes, jeunes, adolescents ou adultes, de tous milieux sociaux, et durer d'un jour à une semaine. Il y a des itinéraires particulièrement attirants comme celui qui mène à la Côte d'Opale, au bord de la mer, à travers le parc régional des caps et marais d'Opale. Un autre itinéraire conduit au Marquenterre, une réserve ornithologique en Picardie (3). Ils sont alors les premiers à proposer cette activité dans la région (4).

L'âne est une aide non seulement pour porter les bagages, mais il facilite aussi la communication au sein du groupe, modifie l'approche de l'observation du paysage, crée une relation bénéfique pour tous. Il se révélera bien vite attachant, incitant les enfants à avancer sans qu'ils s'en aperçoivent, développant le sentiment "nomade". Nous sommes aux antipodes d'un anonyme "porteur de bagages". Vous avez à faire à un fin psychologue, grand connaisseur de la nature humaine (5).

Progressivement, l'activité de randonnée va se développer et aujourd'hui, on a un cheptel de dix têtes.

Cécile, qui habite dans la maison extérieure, est la première salariée à temps plein sous forme d'un premier emploi-jeune. Elle met en place dans sa maison à Luy — l'ancien café du village — un atelier de céramique et de poterie ouvert aux enfants et aux adultes. Dès le départ, il a été décidé que les différentes activités soient menées en binôme, ces binômes ne pouvant être les couples d'origine. Pour cet atelier, Cécile travaille ainsi avec l'une des deux Véronique.

Le but de chaque activité est la transmission de savoirs. Il ne s'agit pas seulement de "faire comme", mais d'apprendre à faire. Autant que ce soit possible, il ne s'agit pas de diriger, mais de laisser chacun développer son imaginaire. Avec les personnes porteuses de handicaps, cela donne des résultats surprenants : ils sont très créatifs.

Thomas a été le premier arrivant extérieur. Il est venu d'abord pour un stage de guide-nature et est resté ensuite ici pendant quelques années comme deuxième salarié en emploi-jeune. Il est actuellement sur le départ pour monter son propre projet collectif en Haute-Loire. Il ne venait pas de la mouvance MRJC. Plus jeune que les autres, il s'est bien plu pendant ces années, bénéficiant ainsi d'une sorte de compagnonnage.

(1) Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, MRJC Nord Pas-de-Calais, 103, rue d'Amiens, BP 1016, 62008 Arras cédex, tél : 03 21 21 40 22.

(2) Viel Audon, 07120 Balazuc, tél : 04 75 37 73 80. Présenté dans *Silence* n°318-319.

Oxalis, Broissieux, 73340 Bellecombe-en-Bauges, tél : 04 79 63 36 97.

Ambiance bois, route d'Eymoutiers, 23340 Faux-La-Montagne, tél : 05 55 67 94 06. Présenté dans *Silence* n° 265-266.

(3) Le Marquenterre, réserve naturelle de la baie de Somme n'est accessible qu'à pied. Ecodomaine du Marquenterre, 48, chemin des Garennes, 80120 Saint-Quentin-en-Tourmont, tél : 03 22 25 03 06.

(4) Egalement dans la région : Escap'âne, 9, rue des Prés-Saint-Jean, 62650 Ergny, tél : 03 21 90 37 65. Pour les autres régions, voir le site de la Fédération nationale Anes et Randonnées, www.ane-et-rando.com.





Paul est également arrivé en renfort pour développer une activité liée à l'habitat écologique. Il a vite été enthousiasmé par le lieu, a suivi tous les chantiers d'extension avant de créer son emploi au sein d'un Point info-énergie en binôme avec l'autre Véronique, en relation avec l'Ademe, Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, service du ministère de l'Ecologie et le conseil régional (6).

Fonctionnement

Au départ, chacun avait une activité extérieure. Lune des Véronique était ingénieur en environnement, Régis animateur dans un centre social, Jean-Bernard, Régis, Paul et Benoit ont aussi été objecteurs de conscience. Tous ont suivi des études en ville... mais, originalité du projet, ils ne sont pas des néo-ruraux : tous viennent de la campagne. Régis, par exemple, vivait dans une commune de 200 habitants. Le MRJC a été pour eux une bonne école pour appréhender le monde politique et les convaincre que le changement social est possible, que c'est une question de volonté.

Etant relativement jeunes, certains ont bénéficié du processus des emplois-jeunes, d'autres ont commencé par des vacances et négocié des temps de plus en plus partiels dans leurs emplois précédents. Ceci leur a permis d'avoir le temps de développer des activités et de progressivement créer leur poste dans la structure. Aujourd'hui les six du départ travaillent sur place. Avec Thomas et Paul, ils sont maintenant huit salariés dans l'association.

L'implication progressive dans la structure s'est traduite pour les trois couples par une baisse des revenus

importante et l'expérimentation en grandeur réelle de ce qu'est une manière de vivre la décroissance. Cela n'a pas toujours été sans problème, sans tâtonnements.

Tout le monde est payé au même salaire, le Smic. Tout se décide lors de réunions collectives, une demi-journée par semaine. Le projet est défini et les tâches qui en résultent sont réparties entre tous. Il n'y a pas de hiérarchie et les décisions sont collégiales, c'est-à-dire que l'on en discute jusqu'à ce que tout le monde donne son accord.

Ce qui leur paraît un choix évident ne l'est pas de la part de certaines institutions qui demandent régulièrement qui est le directeur ! Ce n'est pas le seul sujet d'étonnement des administrations qui vivent souvent loin des réalités rurales.

Au départ, ce fonctionnement n'était pas évident et ils ont bénéficié de l'aide d'une personne ressource spécialisée dans le développement personnel qui leur a donné des clés pour apprendre à expri-



Régis.

mer son ressenti, les non-dits sans agressivité. C'était d'autant plus difficile au commencement que certains étaient salariés et d'autres pas et qu'il faut aussi gérer la situation particulière provoquée par un projet collectif.

Ils ont développé tout un côté éducation à l'environnement et développement durable en étant membre de Graine (7). Ils ont en projet une collaboration avec Nausicaä, un centre d'information sur l'eau et la mer (8). Dans la mesure du possible, les animations essaient toujours de donner des éclairages sur la mixité sociale, sur les rapports Nord-Sud, sur le développement durable, sur l'habitat sain, sur notre responsabilité vis-à-vis des générations futures, sur la citoyenneté, sur les droits des enfants...

Les postes se répartissent aujourd'hui ainsi :

- Régis : communication extérieure, citoyenneté et culture, éducation et pédagogie
- Cécile : citoyenneté et culture et céramiques, poterie,
- Véronique : céramiques, poterie, art floral et comptabilité
- Véronique : espace info-environnement, atelier pain
- Paul : espace info environnement, chantiers de jeunes, chantier du site en habitat écologique
- Thomas : chantiers de jeunes, suivi des ânes, animateur du point-environnement-conseil
- Jean-Bernard : formation de travailleurs sociaux et suivi des clients
- Benoît : accompagnement de porteurs de projet en développement local, comptabilité.

Un chantier en habitat sain

Avec le développement des activités, et malgré l'apport des constructions réalisées par les chantiers de jeunes, les lieux se sont vite révélés trop petits. En 2003, ils lancent le projet de construire un nouveau bâtiment selon les normes de l'habitat sain, et une restauration complète de l'ancienne école. Ils misent sur l'originalité du projet architectural : préservation de

(5) On parle même d'asinothérapie, soin par les ânes.
(6) Ademe, Centre tertiaire de l'Arsenal, 20, rue de Prieuré, 59500 Douai, tél : 03 27 95 89 70. Autres points info-énergie : voir encart page suivante.

(7) Graine, Groupement régional d'animation et d'initiation à la nature et l'environnement, voir page 13.

(8) Nausicaä, Centre national de la mer, boulevard Sainte-Beuve, BP 189, 62203 Boulogne-sur-Mer cédex, tél : 03 21 30 98 98.

l'environnement naturel (les arbres sont tous conservés), recherche de luminosité pour limiter les consommations électriques, isolation renforcée dans le bâtiment existant (liège) et dans les extensions (laine de bois), extension en ossature bois et bardage de mélèze (bois ne nécessitant pas de traitement), chauffage par une chaudière alimentée par un silo de copeaux de bois, récupération des eaux de pluie pour alimenter les sanitaires (avec une cuve de réserve de 10 m³ en sous-sol), capteurs solaires pour l'eau chaude, assainissement des eaux grises par lagunage et phytoépuration avec des roseaux.

Dans le bâtiment existant, il installe un appartement pour un des couples, un gîte familial de six lits et un gîte de groupe de 18 lits, sous les combles une grande salle pour les bureaux de l'association ; une cuisine équipée que les groupes peuvent louer pour être autonome. Dans l'extension, on trouve une grande salle d'activités de 80 m², un espace ressource (Point environnement conseil et espace info énergies), deux chambres de huit lits accessibles aux personnes à mobilité réduite et deux gîtes de 18 et 32 lits pour les groupes accueillis. La chaufferie est enterrée en sous-sol. A l'extérieur, un aire de camping permet l'accueil d'une vingtaine de personnes.

Si le premier achat par la SCI était modeste, il en est cette fois tout autrement : le budget frôle le million d'euros qui se répartissent ainsi : 40% pour l'infrastructure nouvelle, 10% pour la rénovation de l'ancien bâtiment, 15% pour le mobilier, 15% pour les honoraires de chantier et les assurances, 5% pour la lagunage, 3% pour le solaire... Environ 20% sont amenés par de nouveaux ou anciens souscripteurs, le reste provient de subventions (région, département, Ademe, direction régionale Jeunesse et sports...). Le lancement des premiers programmes en HQE, haute qualité environnementale, lors de la présidence verte

régionale, a permis de mettre en place des procédures bien rodées pour ce type de projet. L'opération les occupe en 2003 et 2004 et aujourd'hui l'ensemble est opérationnel.

Culture et citoyenneté

L'association ne se contente pas d'agir sur son lieu. Comme du temps du MRJC, ils continuent à animer leur canton en organisant différentes manifestations citoyennes : des débats, avec parfois un invité comme récemment Claude Aubert, de Terre vivante (9) venu présenter l'intérêt du chauffage bois et le potentiel des nouvelles chaudières. Ils en ont fait sur les OGM, l'Europe, l'éducation, le développement durable... Ils font également des interventions dans les écoles autour de la question du développement durable. Ils ont mené une action en direction des élus pour les sensibiliser aux questions du changement climatique (une démarche jugée lourde car les élus ne sont pas très réceptifs !). Dernièrement, ils ont animé un débat autour du film d'animation *La prophétie des grenouilles*. A un autre moment, ils ont provoqué une rencontre entre jeunes lycéens et anciens de la guerre d'Algérie, ce qui a permis de fructueux échanges sur le racisme. Après les dernières élections présidentielles, ils ont participé à un collectif et à des débats sur la citoyenneté avec parfois jusqu'à 200 personnes. Les publics varient selon les sujets. Pour le bois-énergie, ce sont surtout des voisins qui sont venus, pour le développement durable, ils ont un public d'enseignants et d'élèves, lorsque les sujets sont plus culturels, ce sont les intermittents qui viennent... Avec ces derniers, ils demandent que les subventions soient attribuées sous le contrôle d'un collectif d'associations et non par un chargé de mission. Parfois, ils choisissent des sujets un peu provocateurs comme "la semaine de 32 h". Ils organisent environ huit soirées par année. Ils font cela

Points info-énergie

Les autres points info-énergie de la région :

- CDHR 62, 51, rue d'Amiens, 62018 Arras cedex 9, tél : 03 21 21 69 99.
- EIE, Hôtel Communautaire d'Artois Comm., 100, avenue de Londres, 62411 Béthune Cédex, tél : 03 21 61 50 00.
- CIH de Douai-Cambrai, 64, rue de Canteleu, 59500 Douai, tél : 0825 34 12 63.
- CIH de Dunkerque, 1, rue de Beaumont, 59140 Dunkerque, tél : 0825 34 12 63.
- Maison de l'environnement, 106, avenue du Casino, BP 21, 59941 Dunkerque cedex 2, tél : 03 28 20 30 40
- CIH de Lille, 2, rue Desrousseaux, 59000 Lille, tél : 0825 34 12 63.
- Maison de la nature et de l'environnement, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 00 23.
- CLCV, 108, rue d'arras, 59000 Lille, tél : 03 20 85 80 81.
- CIH de Maubeuge, 1, rue de Normandie, 59600 Maubeuge, tél : 0825 34 12 63.
- Aïarnes, 51, rue d'Inkermann, 59100 Roubaix, tél : 03 20 68 45 50.
- CIH de Roubaix-Tourcoing, 27, rue du Vieil-Abrevoir, 59100 Roubaix, tél : 0825 34 12 63.
- CIH de Valenciennes, 32, avenue Albert-1^{er}, 59300 Valenciennes, tél : 0825 34 12 63.

souvent sous forme conviviale d'apéro ou de repas bio, ce qui est un moyen de libérer la parole et d'éviter une tribune.

Enfin, chaque été, ils organisent maintenant avec d'autres associations, le *festival des créatifs* qui pendant une semaine propose dans une trentaine d'ateliers une initiation aux différentes formes d'art. Ce festival s'est élargi avec le temps aux artisans avec des ateliers sur l'habitat sain ou la cuisine bio. L'animation y est assurée par des groupes de musique, du cirque ou des arts de la rue. 900 personnes ont participé à la dernière édition et cela a parfois été un déclencheur provoquant la naissance de plusieurs associations comme La brouette bleue, Artizâne, Graine de saveur ! La prochaine édition de ce festival se tiendra du 17 au 22 juillet 2005 au château voisin de Fressin. L'occasion de venir les rencontrer.

La mixité, cela se cultive

Pour maintenir leur volonté initiale de favoriser la mixité sociale, il faut veiller à l'équilibre des publics. D'un côté, il y a à gérer la venue de groupes par différentes structures sociales (caisses d'allocations familiales, centres sociaux, Secours populaire...), de l'autre, il faut inciter un public familial et sensible à s'investir. L'association défend les valeurs de l'écotourisme, un tourisme écologique de qualité lié à une économie rurale traditionnelle vivante. Ils sont membres d'Accueil paysan. Cette mixité permet de



Les nouveaux bâtiment de qualité environnementale.

(9) Terre vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.

(10) Valériane à Namur, début septembre et Aubépine, à Arlon, en octobre, organisés tous les deux par Nature et Progrès, rue de Dave, 520, B-5100 Jambes. Salon du bien-être à Lille, X-Po conseil, 8, rue de-Lattre-de-Tassigny, 59000 Lille, tél : 03 20 57 75 78.

vraies rencontres et des découvertes authentiques. Pour se faire connaître, ils sont présents dans quelques salons écologiques comme *Valériane* et *Aubépine*, deux salons belges, ainsi qu'au *Salon du bien-être* à Lille (10). La présentation du lieu fait l'objet d'un catalogue qui est distribué dans les écoles du département. En 2004, l'association a accueilli 786 enfants, une trentaine de classes sur une seule journée ou sur une semaine. Pour loger tout le monde, il y a des accords avec un gîte voisin. Enfin un des couples a repris une

petite ferme dans les environs pour y gérer une partie des ânes. Avec l'atelier de céramique, cela fait quatre lieux. Même si les activités sont dispersées, cela reste à l'échelle du canton.

Ces publics différents se mélangent en apprenant à se connaître, à se respecter, et préparent, à petits pas, les solidarités de demain. Une belle réussite.

Michel Bernard ■

A petits pas, 16, rue de Canlers, 62310 Ruisseauville, tél : 03 21 41 70 07.



DR

Education

Pédagogie Freinet

Célestin Freinet, mort en 1966, a cherché à définir une pédagogie de l'échange pour éviter que ne s'enveniment les conflits. Il met en avant une école laïque dont le fonctionnement doit se rapprocher de celui des coopératives. En 1948, il a lancé le mouvement *Institut coopératif de l'école moderne*. Ce mouvement est aujourd'hui bien présent dans les écoles publiques, mais aussi dans certaines écoles privées. La pédagogie Freinet est centrée sur l'enfant et sur ses motivations, elle propose le "tâtonnement expérimental" dans le respect des rythmes de chacun. Tout est fait pour favoriser la coopération comme mode de relation. Outre les revues, l'enfant est incité à

participer à des activités comme le théâtre, le dessin et depuis quelques années l'ordinateur, internet... Il existe des délégués départementaux du mouvement Freinet qui peuvent indiquer les classes où cette pédagogie est mise en œuvre.

■ Icem, Institut coopératif Nord de l'école moderne, 61, rue Cl.-Lorrain, 59800 Lille, tél : 03 20 04 04 02.

■ Icem, Hannebique Sylvain, 5, rue Traversière, 59800 Lille, tél : 03 20 06 91 28.

■ IAEM, Institut artésien de l'école moderne, 164, Les Huttes, 62215 Oye-Plage, tél : 03 21 36 96 26.

Lieux de vie

Après 1968, une forte critique se fait au sujet des internements psychiatriques, contre les maisons de redressement, contre la déscolarisation des enfants en difficulté. Un mouvement multiforme apparaît avec la mise en place de lieux d'accueil, chacun ayant sa spécificité et choisissant son type d'enfants ou d'adultes.

En 1985, le Gerpla, Groupe d'échange et de recherche sur la pratique des lieux d'accueil, voit le jour et un bulletin permet d'échanger les idées. Avec l'aide de la Fondation de France et de l'Etat, une action-recherche est

menée en 1989 et 1990 pour identifier les problèmes que pose le vide juridique concernant ces lieux. C'est le début d'un long processus de reconnaissance sociale. Une loi voit le jour le 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et reconnaissant les lieux de vie et d'accueil.

■ Coup de pousse M. et Mme Foster, au Bois, 59190 Hazebrouck, tél : 03 28 41 83 71. *Soutien à la parentalité, thérapie par les chevaux, jardinage.*

■ Le Tilleul, M. et Mme Gandarillas-Vilquin, 1990, rue de Merville, 59660 Haverskerque, tél : 03 28 40 66 12. *Vie en milieu rural au sein d'une ferme pédagogique, jardinage, élevage.*

Les Sens du goût

L'association Les Sens du goût a vu le jour afin d'animer des actions pédagogiques en milieu scolaire pour apprendre aux enfants à retrouver le goût des bonnes choses, et ainsi apprécier la variété dans l'alimentation. L'animation fait réagir les cinq sens : l'odorat par les odeurs et les arômes, la vue pour apprendre à voir l'aspect et les couleurs des aliments, le toucher pour apprendre à sentir les textures et les consistances, l'ouïe pendant la préparation des aliments...

■ Les sens du goût, 27, rue Pasteur, 59530 Englefontaine, tél : 03 27 26 65 89.

Crèches parentales

Les crèches parentales, bien qu'étant financées la plupart du temps par les communes, sont gérées directement par les parents. Ceci implique de leur part un fort investissement avec souvent une permanence sur place dans la semaine. De ce fait, les crèches parentales s'adressaient

à des personnes ayant du temps libre en semaine. L'arrivée de la semaine de 35 heures permet d'élargir l'éventail des professions représentées. Une crèche pour les enfants est une école d'autogestion et de coopération pour les parents.

■ La Gaminerie, 7, rue Henri-Dunant, 59000 Lille, tél : 03 20 92 58 06.

■ Les Babeluttes, 48, rue de Philadelphie, 59800 Lille, tél : 03 20 56 39 38.

■ Les Petites canailles, place Jacques-Fevrier, 59000 Lille, tél : 03 20 88 27 23.

■ Colline, tour D, rue Docteur-Schweitzer, 59100 Roubaix, tél 03 20 45 08 41.

■ Adage, 13, rue des Vétérans, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 47 05 05.

■ Le Charivari, rue des Chercheurs, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 05 43 58.

■ Les Marmousets, 23, rue du Vercors, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 47 20 82.

Et également

■ Innov'enfance, 67, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille, tél : 03 20 15 20 45. *Aide à la création de crèches parentales.*

■ La Luciole, 2, rue du Courouble (Wazemmes), 59000 Lille, tél : 03 20 42 04 66. *Crèche et halte-garderie ouverte depuis 1989.*

■ Réseau d'appui à la parentalité, Colline, 4 et 6, rue Lamartine, BP 72, 59016 Lille cédex, tél : 03 20 88 26 49. *Action en faveur des crèches parentales, mais aussi mise en place de réseau intergénérationnel.*

■ La Luciole, 60, rue d'Oran, 59100 Roubaix, tél : 03 20 27 69 33. *Crèche et halte-garderie ouverte depuis 1992, propose également un service de garde à domicile.*

■ La Coccinelle, 11, rue des Ecoles, 59 Willems, tél : 03 20 79 34 30.

■ Les Lutins, 28, square d'Espagne, 59000 Lille, tél : 03 20 22 05 78. *Accueil d'enfants handicapés.*

■ Pomme d'api et nougatine, rue Léo-Lagrange, 59128 Fiers-en-Escrebief, tél : 03 27 93 36 14. *Mini-accueil crèche et réseau d'assistantes maternelles.*

L'enfant et la vie

L'association *Centre Nascita du Nord* est née en 1969 dans la lignée de la pensée de la pédagogie italienne Maria Montessori. Elle publie la revue *L'enfant et la vie* et anime localement un centre d'accueil des parents. L'association regroupe des parents et des professionnels (crèche, bibliothèque, enseignants...) autour d'une démarche : "les parents grandissent avec leurs enfants". La présidente de l'association est actuellement une

directrice d'école. L'association compte une cinquantaine de membres bénévoles et quatre salariés : une rédactrice en chef (32h/semaine), une assistante administrative (à mi-temps), une assistante de développement (un matin par semaine) et une comptable (un matin par mois). La revue trimestrielle de 40 pages compte environ 1700 abonnés. Les abonnements couvrent 97% des dépenses. L'association ne dépend d'aucune subvention. Le complément provient des cotisations et des dons.

■ L'enfant et la vie, 164, rue de Lille, 59420 Mouvaux, tél : 03 20 43 10 76.

Le pas de côté

L'association Le pas de côté fait la promotion de la coopération entre les individus, les générations et les différentes composantes de la société.

Le mode d'organisation sociale de nos sociétés occidentales repose sur une économie de marché dont les deux piliers essentiels sont la concurrence et la consommation. Les conséquences sont énormes dans nos relations : le besoin de consommation génère la frustration, la concurrence génère la violence.

L'association propose donc d'effectuer un "pas de côté" vers d'autres manières d'être et d'agir ensemble. Elle met en avant comme alternative les multiples formes de la coopération. La coopération cherche à développer des relations gagnants-gagnants.

Promouvoir la coopération

De la même manière que l'on apprend la compétition, la coopération nécessite un apprentissage.

L'association existe depuis 1994. Elle s'est constituée lors d'un travail entre militants associatifs pour la réalisation d'un ouvrage à destination des habitants d'un quartier de Roubaix. Cette première action a permis de faire émerger de nombreuses questions et un groupe de bénévoles a poursuivi le travail par des rencontres pour faire d'autres expérimentations, pour chercher à élaborer une "culture commune", pour mener des recherches sur les potentiels de la coopération. Plusieurs axes sont alors abordés : l'économique, l'environnement, le social...

Dans l'éducation, des débats sont organisés avec le mouvement Freinet (1). Dans le domaine intergénérationnel, un partenariat se noue avec Grandparentant (2). Des expériences sont menées dans le cadre des relations de couples avec le théâtre comme médiateur.

Une recherche est faite dans le domaine des jeux coopératifs pour les enfants : apprentissage et étude de la valeur des jeux, de société ou de plein air, mais également réflexion sur les moyens de les utiliser dans le domaine pédagogique.

Un travail avec les institutions

Devant le succès rencontré par ces activités, en décembre 1998, l'association passe un contrat avec les services du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Cela débouche, en janvier 2000, sur le démarrage d'un programme de développement. Ils bénéficient alors de trois

contrats-aidés. Ceux-ci vont progressivement être pérennisés.

Mohamed et Yves assurent les animations par le jeu et les formations autour du jeu. Yves gère également les relations publiques. François, l'un des fondateurs de l'association, est devenu salarié avec le temps et assure comme ses collègues diverses interventions à l'extérieur, principalement en dynamique coopérative.

L'association développe des partenariats avec différentes structures : institutions, entreprises, associations, dans le cadre de programmes et d'expérimentations relevant du développement durable et de l'économie solidaire.

Processus d'approche

Pour les différentes situations du quotidien où se posent des questions liées à la coopération, la démarche consiste à passer du jeu à la réalité de tous les jours. Pour développer la coopération entre personnes, l'association a mis au point un certain nombre d'étapes que l'on retrouve à chaque fois :

- déterminer un but commun porteur de sens,
- apprendre à s'écouter, avoir un langage commun,
- se placer sur un pied d'égalité (pas évident dans une structure hiérarchisée !)
- développer la confiance entre les personnes,
- prendre en compte les intérêts de chacun pour déterminer les causes du conflit,
- gérer le conflit,
- déterminer ce qu'il faut changer pour pouvoir mieux coopérer.

L'association compte aujourd'hui 25 adhérents dont une dizaine se retrouve au conseil d'administration. La vente de prestations constitue sa principale ressource et lui assure 60% d'autofinancement.

Un travail avec le public

L'association organise pour le grand public, le dernier mardi de chaque mois, une soirée jeu ouverte à tous : enfants, adultes... avec des jeux dans l'espace et des jeux de plateau.

Elle organise également des conférences-débats autour du thème de la coopération. Les dernières ont porté sur la coopération et l'économie avec la venue de Patrick Viveret et la coopération dans la nature avec Jean-Marie Pelt.

Des demandes spécifiques naissent parfois de ces rencontres avec le public. Ainsi un jeu coopératif sur la question de la parentalité a été créé par l'association.

Un jeu a été réalisé avec le MRJC (3) pour aborder la question de la mise en place de projets en milieu rural. Un autre est en voie d'achèvement sur la question de l'équilibre alimentaire.

Des actions en dynamique coopératives sont menées avec différents partenaires, comme les ressources de la coopération dans l'éducation à l'environnement en partenariat avec la Ferme aux loisirs de Roubaix (4), la création d'un support ludique pour la formation des bénévoles pour l'aide à domicile des personnes âgées, avec les Petits frères des pauvres (5) ou encore lors d'événements militant comme la mobilisation pour la paix. Une semaine pour la paix est en préparation avec de nombreux autres groupes pour septembre 2005 (6).

En une dizaine d'années, l'association a ainsi ouvert de très nombreuses pistes autour de l'outil qu'est la coopération. Nombreuses en effet puisqu'il faut être en mesure de proposer des alternatives à la compétition dans tous les domaines de la société. Vaste programme !

Michel Bernard ■

Le Pas de côté, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 18 48.

(1) Mouvement Freinet, voir page 49.

(2) Association Grandparentant, 36, rue Léon-Jouhaux, 59290 Wasquehal. Association née en 1989 pour recréer des liens entre seniors et enfants par la mise en place d'ateliers, de sorties, etc.

(3) Mouvement rural de la jeunesse chrétienne, voir note 1, page 46.

(4) Ferme aux loisirs de Roubaix, voir page 13.

(5) Petits frères des pauvres, 24, rue Jean-Moulin 59800 Lille, tél : 03 20 74 01 02.

(6) Semaine pour la paix de septembre 2005 avec un forum de l'éducation à la paix le samedi 17 septembre au centre européen de la paix de Souchez (Pas-de-Calais), une semaine de ciné pour la paix dans toute la région avec dix cinémas adhérents de "De la suite dans les images", une fête à Lille le 24 septembre à la salle du Gymnase de Sabastopol. Coordonné par Le Pas de Côté, l'IFMAN et Génération Médiateurs Nord.

Du côté des femmes

Du côté des femmes fut d'abord une librairie "d'expression féminine" ouverte en 1976, à l'initiative de deux femmes féministes, désireuses de concrétiser par la diffusion de livres un double désir, d'engagement dans le mouvement des femmes et d'activité professionnelle éventuelle : l'un l'emporta sur l'autre, la librairie devint pour vingt ans le lieu de diffusion de la pensée et de l'expression féministe. Cela a été un point de convergence et de départ du militantisme féministe, un lieu de réunions pour de nombreux groupes, d'accueil de femmes en quête de contacts, de rencontres de femmes, d'action solidaire, de lutte contre les oppressions, d'aide personnelle aussi de tout ordre.

Il y a eu le MLAC, Mouvement pour la liberté d'avortement et de contraception, le "Groupe Femmes" engagé dans l'action multiforme pour les droits, l'égalité, contre tous les effets du patriarcat, Résistance internationale des femmes à la guerre, des groupes lesbiens, pour une éducation non sexiste etc.

En 1979, la librairie devint associative et les activités militantes prirent le pas sur l'activité librairie difficilement tenable économiquement. Mais les livres furent toujours un support indispensable à l'action militante autant qu'un lien avec le public, y compris le public masculin intéressé par le féminisme.

De multiples partenaires

L'association a jusqu'à ce jour travaillé en liaison avec des partenaires aux objectifs convergents. Aujourd'hui, ils œuvrent ensemble au sein du Collectif régional des droits des femmes notamment pour la marche mondiale des femmes de l'an 2000 renouvelée en 2005. L'association est aussi représentée au conseil d'administration du CIDF et travaille en liaison avec la délégation régionale aux droits des femmes.

Depuis 1988, l'association s'est fortement engagée, suite à des demandes, dans des actions très concrètes de solidarité avec des femmes et jeunes filles issues de l'immigration face aux discriminations doublement spécifiques à leur rencontre : du fait d'être femme et de dépendre des codes de statut personnel de la culture d'origine et des traditions familiales oppressives. La Safia fut alors créée, par et dans l'association, pour répondre à ces questions particulières. Elle est aujourd'hui indépendante.

Un projet de librairie féminine a donné le jour à une association de femmes aujourd'hui impliquée dans le mouvement féministe local et international.

L'association travaille également depuis des années avec des réseaux de femmes internationaux (*Equality Now* par exemple) pour relayer des campagnes mondiales de solidarité en faveur des femmes menacées de mort ou victimes de traitements inhumains dans leur pays par les autorités gouvernementales ou avec leur complicité (en Afghanistan par exemple).



DR
Simone de Beauvoir.

En 1999, l'association a dû quitter la maison du 19, rue du Cirque, insalubre, et elle a été accueillie au sein de la MNE, Maison de la nature et de l'environnement, où elle poursuit ses activités militantes. S'ajoute à cela une participation à la vie associative diversifiée de la MNE, sous diverses formes, dans la perspective citoyenne, humaniste, culturelle, solidaire, d'un enrichissement mutuel des unes et des autres.

On ne naît pas femme, on le devient

Du côté des femmes se réclame du féminisme matérialiste, issu de la réflexion politique et philosophique de Simone de Beauvoir dans *Le deuxième sexe* et des analyses, plus proches de nous dans le temps, de Christine Delphy dans *L'ennemi principal*.

"On ne naît pas femme, on le devient", affirmait Simone de Beauvoir; signifiant que l'être femme est une condition sociale induite par et dans l'Histoire. La vieille partition des rôles entre les hommes et les femmes est susceptible d'évolution et de changement. La différence biologique, irréductible, ne peut expliquer ni justifier l'infériorisation des femmes : elle est un prétexte de mauvaise foi, au nom du credo naturaliste, essentialiste et différentialiste à la perpétuation de l'inégalité et du système politique patriarcal fondés sur la suprématie masculine.

De même, les victoires du féminisme depuis le dix-neuvième siècle ne sont pas définitives. Si l'on assiste progressivement à une autre répartition des rôles sociaux entre hommes et femmes, allant vers un égal partage des responsabilités professionnelles, politiques et citoyennes, culturelles, familiales, il y a toujours nécessité d'agir pour maintenir cette évolution.

Le féminisme se conjugue avec le pacifisme. La guerre est analysée comme l'expression des conflits de pouvoir et d'intérêts, mais aussi comme l'expression d'une culture ancestrale masculine qui fait — hélas ! — de la force exercée contre un adversaire l'affirmation de l'identité sexuelle des hommes.

Le féminisme se conjugue avec le respect de la nature et de la vie : la revendication pour une maternité responsable est l'expression d'une conception noble de la vie qui ne peut naître n'importe où, n'importe comment, pas sur les dépôts d'immondices ou de viols collectifs par exemple. Les femmes veulent choisir de mettre des enfants dans un monde digne de l'humain, selon le développement maîtrisé par la raison et non par une mégalomanie productiviste et destructrice, dans une perspective de bien-être partagé au plan mondial et de sauvegarde des biens naturels de la planète : là est l'articulation de la théorie de l'éco-féminisme.

Tous ces thèmes sont déclinés tous les deux mois dans le bulletin de l'association : *L'écho des salades*.

■ Du côté des femmes, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 88 06 19.

■ Safia, Solidarité aux femmes d'ici et d'ailleurs, 32, rue de Rivoli, 59800 Lille, tél : 03 20 34 06 10.

Planning familial

Le MFPF, Mouvement français pour le planning familial, agit auprès des pouvoirs publics pour faire reconnaître les droits des femmes à la maîtrise de leur fécondité (contraception, avortement) et lutte pour l'élimination de la violence sexiste.

Le MFPF accueille les femmes victimes de violence et favorise des groupes de parole leur permettant d'agir solidairement pour elles-mêmes et pour les autres en brisant le silence. Défendant le principe d'une éducation sexualisée, le MFPF participe, dans les écoles primaires, à

la campagne de prévention des agressions sexuelles contre les enfants.

- Nouveau planning familial, 16, avenue Kennedy, 59000 Lille, tél : 03 20 57 74 80.
- Nouveau planning familial du Cambresis, 36, place Aristide-Briand, 59400 Cambrai, tél : 03 27 70 70 59.
- Planning familial du Val de Sambre, 23-25, avenue de la Gare, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 67 00 32.
- Planning familial, centre Léon-Jouhaux, 115, rue Eugène-Bar, BP 288, 62305 Lens cedex, tél : 03 21 28 43 25.
- Planning familial, rue Saint-Sépulcre, 62500 Saint-Omer, tél : 03 21 93 61 98.
- Planning familial, Maison intercommunale de prévention et de promotion de la santé, 78, rue du Conseil-de-l'Europe, 62700 Bruay-la-Buissière, tél : 03 91 80 01 10.

CIDF

Les Centres d'information sur les droits des femmes sont nés en 1972 sous forme d'un réseau d'associations coordonné par le CNIDF. On compte aujourd'hui 119 centres animant 1000 points d'information et autant de salariés.

- CIDF, 155, rue du Molinel, 59000 Lille, tél : 03 20 54 27 66.
- CIDF, 14, rue du Grand-Chemin, 59100 Roubaix, tél : 03 20 70 22 18.
- CIDF, 15, rue Ferdinand-Buisson, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 01 37 37.
- CIDF, centre social, 69, boulevard Clemenceau 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 31 47 85.
- CIDF, 159, rue du Quesnoy, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 29 59 84.
- CIDF, hôtel de ville, 59600 Maubeuge, tél : 03 27 53 75 75, poste 319.
- CIDF, maison des associations, 16, rue du 8-Mai, 59400 Cambrai, tél : 03 27 78 45 69.
- CIDF, Grande Synthé, 12, rue de la Maurienne, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 59 29 30.
- CIDF, centre de santé, 59760 Grande-Synthé, tél : 03 28 27 97 34.
- CIDF, maison des sociétés, 16, rue Aristide-Briand 62000 Arras, tél : 03 21 23 27 53.
- CIDF, 355, rue Fernand-Bar, 62400 Béthune, tél : 03 21 57 98 57.
- CIDF, 36, Grande Rue, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 30 45 41.
- CIDF, 7, place Roger-Salengro, 62510 Arques, tél : 03 21 98 19 87.

Centre d'accueil pour femmes en difficulté

L'association SOS femmes (en Haute-Marne) recense tous les lieux d'accueil d'urgence pour les femmes en difficulté. Il y en a plus de 1000 en France, ce qui montre à l'évidence l'importance

des problèmes de violence que subissent les femmes. Voici les adresses de la région :

Nord

- Aras, 25, boulevard Bigo-Daniel, 59000 Lille, tél : 03 20 93 00 23.
- Fare, Famille accueil réinsertion écoute, 9, rue de Penremonde, 59000 Lille, tél : 03 20 57 88 00.
- Fare L'Escalé, 6, rue Auguste-Bonte, 59000 Lille, tél : 03 20 58 04 96.
- Foyer Thiriez la mère et l'enfant, 96, rue Brûle-Maison, 59000 Lille, tél : 03 20 21 91 19.
- L'Abri, 16, rue Van-Hende, 59000 Lille, tél : 03 20 54 08 50.
- Service habiter ensemble, 66/1, rue Léon-Blum, 59000 Lille, tél : 03 20 30 09 37.
- Femmes et familles, 12, rue Brézin, 59100 Roubaix, tél : 03 20 26 22 40.
- Coordination mobile d'accueil et d'orientation, 21 bis, rue Ampère, 59130 Lambersart, tél : 03 20 00 16 31.
- Maison d'accueil pour tous, 66, rue Gussignies, 59138 Bachant, tél : 03 27 66 58 54.
- Association Louise-Michel, 12, rue de la Maurienne, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 59 29 30.
- Coordination accueil orientation, 3, rue de Beaumont, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 63 33 42.
- Centre maternel Les Moussaillons, 11, rue de Furnes, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 63 02 45.
- SAU Familles monoparentales, 28, rue du Sud, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 63 02 45.
- Groupe d'action sociale et de prévention, 88, rue Joseph-Bouliez, 59146 Pecquencourt, tél : 03 27 86 90 80.
- Maison familiale, 40, rue de Florence, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 25 31 06.
- Maison familiale Pierre-Caron, 11, rue de Guisnes, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 25 31 06.
- Association Bethléem, 113, rue de Roubaix, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 24 30 03.
- Relais Soleil tourquois, 152, rue Nationale, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 36 99 50.
- Cada, 27, rue de Lannoy, 59290 Saille-lès-Lannoy, tél : 03 20 65 00 28.
- AJAT PAEJ, 5, rue Ferrand, 59300

- Valenciennes, tél : 03 27 30 01 59.
- Boutique solidarité, 7, avenue Sénateur-Girard, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 47 07 48. *Accueil de jour.*
- Centre maternel Temps de vie, 10 bis, rue d'Artois, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 21 57 57. *Centre maternel accueillant des femmes enceintes et/ou avec enfants de moins de trois ans.*
- Foyer d'accueil et d'hébergement d'urgence, 3, rue Blaise-Pascal, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 29 92 89.
- La Pose, 9, rue Abel-de-Pujol, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 47 22 99.
- Ajar, 102, avenue de Reims, BP 374, 59307 Valenciennes, tél : 03 27 42 44 84.
- Communauté Emmaüs, rue Nationale, 59400 Fontaine-Notre-Dame, tél : 03 27 78 12 10.
- Acors, 25-27, rue Vanderbuch, 59400 Cambrai, tél : 03 27 72 52 00. *Accueil de personnes victimes d'abus sexuels dans leur enfance ou des enfants victimes.*
- Emmaüs Douais, 119, boulevard Faidherbe, 59500 Douai, tél : 03 27 92 99 10.
- Centre d'hébergement Adès, 34, rue Jean-Jaurès, 59590 Raismes, tél : 03 27 36 76 00.
- La Ferme du Major, 152, rue Jean-Jaurès, 59590 Raismes, tél : 03 27 28 83 83.
- Accueil et promotion Sambre, 60, rue Victor-Hugo, BP 256, 59607 Maubeuge, tél : 03 27 65 83 83.
- Centre provisoire d'hébergement, 11-2, rue Bizet, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 65 00 28. *Pour femmes étrangères.*
- Capharnaüm, 4, rue Mirabeau, 59800 Lille, tél : 03 20 34 07 20.
- Centre Martine-Bernard, 44, rue du Pont-Neuf, 59800 Lille, tél : 03 20 55 07 87.
- Foyer Catry, 216, rue Pierre Legrand, 59800 Lille Fives, tél : 03 20 47 96 07.
- Le Home des mères, 15, rue Bourjemois, 59800 Lille, tél : 03 20 56 26 95.
- Afeji, La Phalecque, 59840 Lompret, tél : 03 20 21 81 70.

- Centre d'hébergement Adès, 34, rue Jean-Jaurès, 59590 Raismes, tél : 03 27 36 76 00.
- La Ferme du Major, 152, rue Jean-Jaurès, 59590 Raismes, tél : 03 27 28 83 83.
- Accueil et promotion Sambre, 60, rue Victor-Hugo, BP 256, 59607 Maubeuge, tél : 03 27 65 83 83.
- Centre provisoire d'hébergement, 11-2, rue Bizet, 59700 Marcq-en-Barœul, tél : 03 20 65 00 28. *Pour femmes étrangères.*
- Capharnaüm, 4, rue Mirabeau, 59800 Lille, tél : 03 20 34 07 20.
- Centre Martine-Bernard, 44, rue du Pont-Neuf, 59800 Lille, tél : 03 20 55 07 87.
- Foyer Catry, 216, rue Pierre Legrand, 59800 Lille Fives, tél : 03 20 47 96 07.
- Le Home des mères, 15, rue Bourjemois, 59800 Lille, tél : 03 20 56 26 95.
- Afeji, La Phalecque, 59840 Lompret, tél : 03 20 21 81 70.

Pas-de-Calais

- Le Coin familial, 1, rue du Crinchoin, 62000 Arras cédex, tél : 03 21 07 11 72.
- Le Petit Atre, 49, boulevard Faidherbe, 62032 Arras, tél : 03 21 55 01 12.
- Les Deux Caps, château de Ledquet, 62250 Marquise, tél : 03 21 92 86 53.
- Accueil 9 de Cœur, 1, rue Saint-Elie, 62300 Lens,

Les Flamands roses

Les Flamands roses sont une association militante et conviviale créée en 1990 à Lille. Ses buts principaux sont la lutte contre les discriminations, et la reconnaissance des homosexuel-le-s en tant que citoyen-ne-s à part entière. Par des actions de visibilité, des rendez-vous culturels, de réflexion ou d'échange, par des accueils, par la lutte contre le sida, mais aussi par des moments festifs, ce groupe propose aux gays

Femmes



- tél : 03 21 28 28 29.
- La Vie active, 15, boulevard de Flandre, 62400 Béthune, tél : 03 21 61 49 90.
- Mahra femmes, 39, boulevard de Strasbourg, 62500 Saint-Omer, tél : 03 21 38 45 53.
- Fiac, 76, rue de Lattre-de-Tassigny, BP 98, 62603 Berck-sur-Mer cédex, tél : 03 21 09 61 11.
- Habitat et insertion, 23-25, rue Roger-Salengro, BP 106, 62702 Bruay-La Bussière cédex, tél : 03 21 61 33 10.

Ecole des parents et des éducateurs

Les écoles des parents et des éducateurs s'adressent à tout type de famille, de tout milieu. Ce sont des associations de médiation familiale. Cela passe par le rétablissement de la parole entre les deux parties, l'identification des besoins et intérêts de chacun, la reconstitution et la préservation du lien famille, notamment le lien parents/enfants. Lors d'une séparation du couple, les personnes sont invitées à réfléchir sur la notion de coparentalité et à essayer de négocier ensemble des accords sur la réorganisation familiale, toujours dans l'intérêt de l'enfant.

- Ecole des parents et des éducateurs, 22, rue Georges-Clemenceau, BP 152, 59792 Grande-Synthé cédex, tél : 03 28 21 80 14.
- Ecole des parents et des éducateurs, c/o Mairie, 19, avenue Georges-Clemenceau, 59130 Lambersart, tél : 03 20 08 44 44.

et lesbiennes une large palette d'activités voulue comme une alternative aux seules pratiques de consommation. En outre, les Flamands roses éditent un bulletin mensuel et animent une émission de radio hebdomadaire. Le local de l'association est ouvert de façon régulière pour les réunions de travail et les nombreuses activités.

- Flamands roses, centre gay et lesbien, 19, rue de Condé, 59000 Lille, tél : 03 20 52 28 68.



Mix-cité

Mix-cité est une association féministe, mixte et anti-sexiste qui lutte pour l'égalité hommes/femmes dans la pratique et pas seulement dans les droits. Quelques exemples d'actions au national : catalogue de jouets anti-sexiste, conférences sur le sexisme dans les livres pour enfants ou dans la pub...

■ Mix-cité Lille c/o Maison des femmes, 51, rue de Douai, 59000 Lille.

Et également

■ Maison des femmes, 51, rue de Douai, 59 000 Lille, tél : 03 20 85 49 46.

■ Réseau homme Lille, A. Guilbaud, tél : 03 20 93 13 88. *Les réseaux-hommes sont des groupes de paroles où les hommes se penchent sur leur masculinité au moment où la place des femmes évolue rapidement dans la société.*

■ Séraïl Wardi, à Lille, tél : 06 23 73 74 93. *Le Séraïl Wardi est né en 2001 d'un besoin communautaire et spécifique : celui d'un groupe laïque gay et lesbien franco-arabe.*

■ Coordination laïque et féministe, MAJT, 40, rue de Thumesnil, 59000 Lille.

■ Les Sœurs de la perpétuelle indulgence, Couvent du Nord, 19, rue Condé, 59800 Lille, tél : 06 60 37 88 23.

Groupe lesbien menant des actions contre le sida et dont tout le langage est copié sur celui de l'église catholique. Beaucoup d'humour.

■ Association de parents et enfants homos, BP 80, 59370 Mons-en-Barœul, tél : 03 20 56 68 04.

■ Dégénéreées, c/o MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 06 85 18 32 20.

■ Fierté lesbienne gaie bi trans de Lille, CGL, 19, rue de Condé, 59000 Lille.

■ GKC, Gay Kitch Camp, 38 bis, rue Royale, 59800 Lille, tél : 03 20 06 33 91. *Centre européen de recherches, d'études et de documentation sur les homosexualités.*

■ Association Transgenre, 38 bis, rue Royale, 59800 Lille, tél : 03 20 06 33 91.

■ Femmes solidaires du Nord, 12, avenue Président-Hoover, 59000 Lille, tél : 03 20 97 82 82.

■ Andromède, 153, rue de la Bassée, 59000 Lille, tél : 06 75 72 77 61.

Association gays et lesbiennes.

■ CRSH, Comité pour la reconnaissance sociale des homosexuels, BP 51, 59008 Lille cédex, tél : 06 10 63 85 46.

■ Femmes actives, place Vincent-Van-Gogh, 59270 Baillieux, tél : 03 28 49 85 64.

■ Rencontre internationale femmes noires, 17, allée des Saltimbanques, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 05 17 69.

■ Ch'ti Boys, 58/43F, rue de la Barre, 59800 Lille, tél : 06 61 12 94 43.

Association d'homosexuels.

■ Femmes solidaires, 12, avenue Président-Hoover, 59800 Lille, tél : 03 20 97 82 82.

■ Couples et familles, 155, rue Molinel, 59800 Lille, tél : 03 20 54 01 33.

Association de médiation familiale, entre parents, entre parents et enfants.

Les mystères de

L'économie solidaire semble une bonne idée, mais elle peine à se développer sans favoriser un système qui augmente sans cesse les inégalités sociales.

Région fortement ouvrière, la révolution contre l'exploitation a donné naissance depuis un siècle à des formes diverses autour des coopératives et des mutuelles. C'est donc fort logiquement qu'est née, dans la région, l'idée d'une économie solidaire. Plusieurs centaines d'entreprises et d'associations se réclament aujourd'hui de celle-ci.

Différentes structures se sont mises en place pour suivre et analyser cette évolution comme le Réseau 21 animé par l'Université de Valenciennes, ou encore l'Apes, Assemblée permanente de l'économie solidaire.

De même, on trouve des initiatives pour le financement de cette économie avec principalement Autonomie et solidarité ou la Caisse solidaire.

L'économie solidaire a connu sa plus grande visibilité entre 2000 et 2002, quand le gouvernement de gauche plu-

rielle a créé un secrétariat d'Etat confié au Vert Guy Hascoët.

Alors qu'avec le retour de la droite, l'idée semble avoir un peu perdu de son aura au niveau national, elle est toujours fort dynamique dans la région.

Des définitions floues

L'économie solidaire aurait pour but, selon l'Apes, de "replacer l'homme au cœur de l'économie" en réinvestissant l'ensemble du champ économique : commerce équitable, agriculture biologique, agriculture durable, finances solidaires, environnement, services aux personnes, culture... Mais qu'est-ce que replacer l'homme au cœur de l'économie ?

Le mouvement coopératif s'y casse les dents depuis plus d'un siècle et nombreuses sont les coopératives qui ont complètement perdu leurs engagements

Les têtes de réseau :

■ Apes, 81 bis, rue Gantois, 59000 Lille, tél : 03 20 30 98 25. *Association de coordination lancée en mai 2000 et qui recense aujourd'hui plus de 380 acteurs de l'économie solidaire dans la région... mais avec une définition extrêmement large de ce qu'est l'économie solidaire.*

■ Réseau 21, Les Tertiales, rue des Cent-Têtes, 59313 Valenciennes cedex 9, tél : 03 27 51 77 17. *Centre de ressources sur l'économie solidaire et le développement durable initié par l'Université de Valenciennes, il assure différentes formations en lien avec l'université et pour le grand public les mardis de l'économie solidaire où sont débattus des sujets comme : les régies de quartiers, quelle Europe voulons-nous, les réseaux d'échanges réciproques de savoirs, la décroissance conviviale, le handicap de la reconnaissance au tabou, chantier-école et développement local, commerce équitable et artisans du monde... Le Réseau 21 assure aussi le suivi d'un fonds documentaire au sein de la bibliothèque universitaire.*

■ Piles, Promotion des initiatives locales d'économie solidaire, 38, rue Esquermes, 59800 Lille, tél : 03 20 56 95 06.

■ Autonomie et solidarité, 146, rue Nationale, 59000 Lille, tél : 03 20 14 30 62. *Société spécialisée dans le placement à risque. Appui d'un réseau important d'accompagnateurs et de parrains bénévoles. Collaboration avec les partenaires de l'économie solidaire.*

■ Caisse solidaire, 3, contour Saint-Martin, 59100 Roubaix, tél : 03 20 81 99 70. *Société de placements dans le domaine de l'économie solidaire.*

Et également

■ Innov'enfance, 67, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille, tél : 03 20 15 20 45. *Aide à la création de crèches parentales.*

■ Pierre solidaire, c/o Apes, 81 bis, rue Gantois, 59000 Lille. *Structure de collecte de l'épargne privée en vue de l'acquisition de logements vacants et de leur réhabilitation pour le logement des personnes défavorisées.*

■ Kekchose, mairie de quartier de Lille Moulins, 215, rue d'Arras, 59000 Lille, tél : 03 20 65 28 65. *Défense de ceux qui, pour le système, ne sont plus rien. Parce qu'on est toujours kekchose, on peut s'entraider, se soutenir et trouver de nouvelles pistes pour vivre. Aide à retrouver le respect de la personne, action pour faire du lien social...*

■ SCI, Service civil international, 75, rue Chevalier-François 59000 Lille Saint-Maurice, tél : 03 20 55 22 58. *Organisation de chantiers internationaux de jeunes avec pour but d'aider à restaurer du patrimoine et de créer du lien social.*

■ Yamana, 81 bis, rue Gantois, 59000 Lille, tél : 03 20 15 14 50. *Vérification des critères sociaux et environnementaux des opérateurs économiques qui se prétendent du commerce équitable ou du développement durable.*

■ Rif, 79 bis, rue Gantois, 59019 Lille, tél : 03 28 52 33 96. *Pour un développement culturel durable. Organisation d'événements.*

■ Apad, Accompagnement palliatif à domicile, 3, contour Saint-Martin, 59100 Roubaix, tél : 03 20 73 80 28. *Association pour le maintien à domicile des personnes (enfant, adulte) en perte d'autonomie momentanée ou définitive. Accompagnement des personnes en fin de vie et soutien aux familles.*

■ Cité de l'initiative, 1, rue des Ecoles, 59100 Roubaix, tél : 03 20 69 92 70. *Aide à la mise en place d'outils de développement local.*

■ Insite, 139, rue des Arts, 59100 Roubaix, tél : 03 20 28 48 68. *Conseil, formation, conception, réalisation et hébergement des sites Web sur internet ou en intranet. Mise en œuvre d'outils de communication interactive.*

l'économie solidaire

éthiques initiaux pour devenir de simples sociétés comme les autres (que l'on pense simplement au Crédit agricole qui a commencé comme une fédération d'associations).

Ce qui est sûr, c'est que ces initiatives essaient au moins d'éviter l'exclusion, voire de faire de la réinsertion. Conséquences de ces efforts, elles ont plus de mal à assurer un équilibre économique face à un système capitaliste qui lui n'a que faire des plus faibles. Et donc fort logiquement, ces entreprises ne peuvent s'ouvrir aux plus démunis que par l'aide des institutions, que ce soit les communes, les départements, les régions ou l'Etat.

Subventions et perversions

On peut s'interroger sur le sérieux de l'analyse des dossiers soumis aux financeurs publics. Comment ne pas s'étonner de trouver dans les entreprises subventionnées une compagnie de télémarketing, Flandres Ateliers ? Est-il sérieux d'annoncer que l'on fait de la réinsertion lorsqu'il s'agit de faire des ventes par cor-

respondance en relançant les gens chez eux par téléphone, selon les pires méthodes du commerce, et dans des conditions de travail dévalorisantes et proches de l'esclavage ? On peut s'enthousiasmer du succès de Trisélec, qui assure le tri des collectes sélectives et emploie plus de cent personnes, mais pourquoi ces emplois ne sont-ils pas des emplois classiques ? A quoi sert-il de les subventionner... si ce n'est parce que les producteurs de déchets, ici les communes, ne veulent pas payer le tri à son juste prix ? Si l'on peut apprécier les pépinières d'entreprises qui permettent de démarrer de nouvelles activités, on regrettera que certaines s'arrêtent dans l'intérim le plus classique. Si l'on peut penser qu'il est bien d'aider à s'insérer des jeunes dans des métiers classiques, notamment par les régies de quartier, si ces travaux sont faits, subventions obligent, à des prix inférieurs au marché, ce sera au détriment d'artisans qui demain viendront à leur tour frapper aux portes des structures de réinsertion.

Car fondamentalement, il n'y a pas de "réservoirs d'emplois" à découvrir. Ce qui est fait par ces entreprises de l'économie solidaire est soit en concurrence avec le

"libre marché" et diminue des emplois classiques par des emplois aidés et sous-payés, ce qui crée un cercle vicieux particulièrement dramatique, soit il s'agit de besoins qui jusqu'à maintenant se faisaient par la solidarité naturelle en dehors du capitalisme (solidarité familiale, entraide associative...) et dans ce cas-là, les créations d'emplois se font en monétarisant ce qui n'a pas à l'être. A long terme, cela sera au bénéfice du capitalisme qui reprendra le flambeau lorsque nous aurons pris l'habitude de payer pour ces services.

Il serait bon de réfléchir à comment aider une population en difficulté sans enrichir le système, comment passer des subventions à la subversion. Comment penser le changement, au lieu de changer le pansement. La diversité des approches que l'on retrouve entre les différents groupes, mais aussi dans le choix de la structure juridique (associations, coopératives, entreprises) sont autant d'éléments de richesse pour une démarche alternative qui reste encore largement à défricher.

Michel Bernard ■

■ Extra Muros, 1, place de la Gare, 59100 Roubaix, tél : 03 20 01 00 41. Depuis 1993, coopérative de conseil, accompagnement à la gestion de projets dans les domaines de l'environnement, de l'intégration des personnes avec un handicap, de l'interculturalité.

■ Action demandeurs d'emploi, 21, rue Balzac 59100 Roubaix, tél : 03 20 02 96 03.

■ Cosmolys, Epi de Soil, 351, rue Ambroise-Paré, 59120 Loos, tél : 03 20 96 68 48. L'entreprise collecte, transporte, traite et élimine des déchets à risques infectieux issus d'activités de soins produits par des patients à domicile, des cliniques, des laboratoires d'analyses médicales.

■ Les Papillons blancs, 7, rue de Beaumont, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 66 04 80. Accompagnement de personnes déficientes intellectuelles.

■ Définord, 36, rue Marcel-Hénaux, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 36 41 41. Intervient dans trois domaines : chantiers extérieurs en signalisations, éclairage public, montage industriel de routes pour grand distributeur, et vente par correspondance de revues et journaux anciens.

■ Envie, 37, rue Jean Froissart, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 24 00 78. Collecte d'électroménager usagé et remise en état pour revente.

■ Réactif, 63, rue Saint-Jacques, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 28 07 05. Avec un seul contrat de travail,

le salarié partage son temps entre plusieurs entreprises dans lesquelles il est mis à disposition, de quelques jours par semaine, toutes les semaines, à quelques mois dans l'année, tous les ans. Fidélisation des salariés à temps partiel et évolution jusqu'à un temps plein.

■ Flandres ateliers, zone d'activité des Peupliers, 252, rue du Flocon, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 24 04 24. Plus de cent personnes en réinsertion dans un centre de marketing téléphonique ! Esclavage bonjour.

■ Immobilière Ravel, 17, rue Haze, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 01 36 37. Réhabilitation d'immeubles (maître d'œuvre) et gestion immobilière adaptée, bail avec réhabilitation.

■ Trisélec, 205, rue de Lille, 59250 Halluin, tél : 03 20 69 99 99. Tri sélectif des déchets ménagers issus de la collecte sélective. Gros effectif : plus de cent personnes !

■ Pierre solidaire, 3 bis, rue du Pont, 59278 Escaupont. Structure de collecte de l'épargne privée en vue de l'acquisition de logements vacants et de leur réhabilitation pour le logement des personnes défavorisées.

■ Services valenciennes de proximité, 1, rue Jeanne-d'Arc, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 29 08 15. Association d'insertion et conseils aux porteurs de projets.

■ UCIE, Union coopérative insertion économique, 10, rue Jean Bonmarché, 59300 Valenciennes, tél : 03 27 28 23

30. Insertion par le travail temporaire de personnes en difficultés face à l'emploi. Grosse structure développant de multiples activités.

■ Inter'aide, 25, rue Claude-Perrault, 59331 Tourcoing, tél : 03 20 76 90 00. Mise à disposition de personnes en situation de précarité d'emploi et mission de courte durée dans des collectivités, des entreprises, chez des particuliers et des commerçants artisans. Jusqu'à cent personnes.

■ Inter's Flandres, 63, rue Saint-Jacques, BP 403, 59337 Tourcoing, tél : 03 20 28 07 00. Association de mise à disposition de demandeurs d'emploi auprès d'entreprises par le biais de contrats de travail temporaire. Accompagnement des personnes. Jusqu'à 150 personnes sous contrat.

■ Adav, Association découverte aventure vacances, 10 bis, rue du collège 59380 Bergues, tél : 03 28 68 69 60. Organisation de voyages scolaires.

■ Etape, 22 rue Crèveœur, 59400 Cambrai, tél : 03 27 72 02 60. Construction en entreprise d'insertion. Plus de 50 personnes.

■ Acors, 10 grande rue Vanderburch, 59400 Cambrai, tél : 03 27 81 93 37. Second œuvre, paysages et espaces verts, grosse entreprise.

■ L'Accent nature, 33 quai d'Alsace, 59500 Douai, tél : 03 27 88 28 27. Alimentation générale, compléments santé, produits écologiques.

■ Bois environnement service, rue Joseph-Flipo 59510 Coudekerque-Bourbourg, tél : 03 28 66 32 05.

Coopérative créée par d'anciens dockers.

■ Miroiterie Boivin, 6, impasse Ducret, 59580 Aniche, tél : 03 27 92 53 33. Façonnage du verre plat, fabrication de biseaux sur verre clair et argenté, décor du verre par gravure ou dépolissage, argenterie, fabrication de miroirs en forme.

■ Cepa, 10, rue Jean-Vilain 59630 Bourbourg, tél : 03 28 62 38 78. Formation dans l'équipement agricole.

■ Espace Boutique de gestion, 2, rue Denis-Papin, bât B, parc Club les Prés, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 71 45 00. Aide à la gestion pour particuliers, associations ou entreprises.

■ AGIIE, Association de gestion et d'innovation dans l'insertion économique, 11, chemin de Limont, 59720 Louvroil, tél : 03 27 65 73 51.

■ Graines d'affaires, 102, avenue de Suwalki, 59760 Grande-Synthe, tél : 03 28 51 83 93.

Aide à la création d'entreprises.

■ Graines d'affaires, 81 bis, rue Gantois, 59800 Lille, tél : 06 88 07 73 82. Aide à la création d'entreprises.

■ Cigales Nord-Pas-de-Calais, 81 bis, rue Gantois, 59800 Lille, tél : 03 20 54 09 51. Club d'investissement pour une gestion alternative de l'épargne solidaire. Existe depuis 1989.

Economie solidaire (suite)

■ Fraternet, 34, rue Alphonse-Mercier, 59 800 Lille, tél : 08 26 800 999. *Gestion d'un serveur internet du même nom.*

■ Didier Bataille, 90, rue de la Prévôté, 59890 Quesnoy-sur-Deule, tél : 03 20 39 81 83. *Production de champignons, de graines germées...*

■ Les Ateliers verts, 50, rue de Cassel, 59940 Neuf-Berquin, tél : 03 28 49 67 08. *Promouvoir la création d'emplois pérennes dans l'environnement.*

Pas-de-Calais

■ Emergences 62, 7, rue des Jongleurs, 62000 Arras, tél : 03 21 21 45 45. *Association ayant pour but de reloger des personnes à très faibles ressources dans le parc privé : assurer la gestion locative adaptée à ces logements, développer des offres nouvelles de logement dans le parc privé adapté à un public en grandes difficultés d'accès au logement en particulier dans le parc privé.*

■ Espace rural d'insertion, Philippe Dambrine Dietz, 177, avenue John-Kennedy, 62000 Arras, tél : 03 21 51 21 70. *Réhabilitation de logements anciens pour location à des personnes défavorisées.*

■ Immobilière sociale 62, 15, place de la Préfecture, 62000 Arras, tél : 03 21 51 10 43. *Association ayant pour but de reloger des personnes à très faibles ressources dans le parc privé : assurer la gestion locative adaptée à ces logements, développer des offres nouvelles de logement dans le parc privé adapté à un public en grandes difficultés d'accès au logement en particulier dans le parc privé.*

■ Imprimerie artésienne, rue François-Jacob, BP 99, 62802 Liévin, tél : 03 21 72 78 90. *Coopérative depuis une trentaine d'années, expé-*

rience d'utopie pragmatique. Plus d'une soixantaine de salariés.

■ Chœurs de Fondeurs, hôtel de ville 62970 Courcelles-lès-Lens, tél : 03 21 77 24 69. *Association des anciens de Métaleurop.*

■ Eurêka, 19, route de Rimboval, 62990 Embry, tél : 03 21 86 09 40. *Débroussaillage, aménagement de terrains, études et conception de plantations, création et entretien de signalétique, réhabilitation de chemins et pontons, entretien de 500 km de sentiers de randonnées.*

Solidarités

Artisans du monde

Créée en 1974, Artisans du monde est une association loi 1901 de solidarité internationale qui travaille à l'instauration d'échanges commerciaux plus justes entre les pays du Nord et du Sud, afin de donner aux producteurs du Sud les moyens de vivre dignement de leur travail : le commerce équitable ! Artisans du monde importe, par le biais de sa centrale d'achat Solidar'Monde, des produits artisanaux et alimentaires en prove-

nance d'une centaine de groupements de producteurs, originaires d'une quarantaine de pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique Latine. Ceci représente environ 1500 références pour l'artisanat et une centaine de produits alimentaires.

Leur distribution est associée à une information sur les conditions de vie et de travail des producteurs et sur les mécanismes du commerce Nord-Sud.

■ Artisans du monde, 14, rue Nationale, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 24 99 38.

■ Artisans du monde, 75 bis, rue Jean-Jaurès, 59410 Anzin, tél : 03 27 32 33 20.

■ Artisans du monde, 5, allée Frange, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 47 78 09.

■ Artisans du monde, 7, rue des Fossés, 59800 Lille, tél : 03 20 06 03 12.

■ Artisans du monde, Maison des sociétés, 16, rue Aristide-Briand, 62000 Arras.

■ Artisans du monde, 5, rue des Trois-Visages, 62000 Arras.

■ Artisans du monde, 6, rue des Fontinettes, 62100 Calais, tél : 06 83 62 08 96.

nationale du Nord-Pas de Calais : Amnesty International, Artisans du monde, Association départementale du Nord pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, Cerpad, Cimade, Comité catholique contre la faim et pour le développement, D'un monde à l'autre, Environnement et développement alternatif, Fédération laïque des associations socio-éducatives du Nord, Ligue des droits de l'homme, Partenariat Lille Saint-Louis du Sénégal, Peuples solidaires, Service échange coopération, Survie Nord, Terre des hommes, Tutti frutti, Collectif Afrique, Gref, Rencontres francophones, SALT Béthune.

■ CRDTM, MNE, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 53 80 14.

■ CRDTM, Maison des associations, B5, 19, rue de Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 12 02.

■ Artisans du monde, 10, rue Commandant Mangin, 62100 Calais.

■ Artisans du monde, 63, rue Lemaître, 62200 Boulogne, tél : 03 21 10 68 79.

■ Artisans du monde de la Gochelle, 16, rue Edouard-Plachez, 62220 Carvin.

■ Artisans du monde, chez Laurence Roussel, bât B, 186, rue René-Sénéchal, 62400 Béthune, tél : 03 21 52 77 07.

■ Artisans du monde, 72, rue Jean-Baptiste-Defernez, 62800 Liévin.

Autres points de vente du commerce équitable

■ Yamana Step, 80 bis, rue Gantois, 59000 Lille, tél : 03 20 15 14 50.

■ CCFD, Relais Max Havelaar, Francis Louchez, 39, rue de la Monnaie, 59000 Lille, tél : 03 20 90 60 27.

■ Charles Plancot, Relais Aspal, 9, rue de l'Église, 59292 Saint-Hilaire.

■ Elnathan, Artisanat du bout du monde, 17, rue Alsace-Lorraine, 59400 Cambrai, tél : 03 27 81 84 24. *Relais Artisanat-SEL.*

■ Equiterre, résidence Descartes, chemin 2130, rue du Kiosque, 59500 Douai, tél : 06 65 04 72 97.

■ ISF Nord, ECL, BP 48, 59651 Villeneuve-d'Ascq cedex, tél : 03 20 91 82 19.

■ CATM, Maison des associations, 19, rue de Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-Mer.

■ Artisan La Gohelle, Michèle Goossens, 91, route d'Avion, 62800 Liévin, tél : 03 21 67 08 25.

Agir ici

Aujourd'hui, une personne sur trois dans le monde vit avec moins de deux euros par jour, une personne sur six souffre du manque d'eau potable, une personne sur huit souffre de la faim. Pendant ce temps, 120 personnes s'accaparent plus de 474 milliards de dollars. Ça vous révolte ?

Agir ici est un réseau qui mène des campagnes ciblées pour informer et mobiliser les citoyens, faire pression sur les décideurs et proposer des solutions concrètes. Plus de 10 000 personnes en France participent à ce réseau.

Relais locaux :

■ Groupe non-violent Louis-Lecoq, 106, avenue du Casino, BP 21, 59941 Dunkerque cedex 2.

■ Julien Langlet, 55, rue des Augustines, 62000 Arras, tél : 06 10 21 72 95.

■ Colette Bellart, 63, rue Emile-Lemaître, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 10 68 79.

■ CRDTM, Francine Wallaert, Maison des associations, B5, 19, rue de Wicardenne, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 12 02.

■ Franck Dupont, 19, rue Roger-Salengro, 62150 Houdain, tél : 06 72 28 15 63.

Heifer France

Cette association humanitaire a vu le jour à Lille en 2001. Elle essaie d'apporter une aide dans le domaine de l'élevage de chèvres en travaillant sur un principe d'entraide original : pour chaque chèvre offerte à un éleveur du sud, celui-ci s'engage à donner à une autre famille une chevrette. Il s'agit d'un "passage de don" destiné à rendre autonome la solidarité.

En 2001, une première action a permis à une quarantaine d'éleveurs du Kosovo de venir se former à la fabrication des fromages de chèvres dans le Tarn. En 2002, 200 chèvres ont été offertes à une cinquantaine de familles en Albanie. En 2003, 12 à des familles au Togo. En 2004, 30 à des familles en Zambie. Actuellement, une campagne est en cours pour la Roumanie.

■ Heifer France, 89, rue Royale, 59800 Lille, tél : 03 20 74 83 92.

Et également

■ L'entre-monde, 66, boulevard J.-B.-Lebas, 59000 Lille, tél : 03 20 52 39 95. *Bar-Brasserie avec produits du commerce équitable.*

■ Association franco-chilienne sans frontière, 2, avenue Président-Hoover 59000 Lille, tél : 03 20 95 48 83.

■ Médecins sans frontières, place Léonard-de-Vinci, 59000 Lille, tél : 03 20 60 00 50.

■ Association humanitaire franco-ukrainienne, 16, rue André-Ammeux, 59470 Esquelbecq, tél : 03 28 62 97 08.

■ Médecins du monde, 102, avenue Henri-Barbusse, 59770 Marly-les-Valenciennes, tél : 03 27 47 40 08.

Centre régional de documentation tiers-monde

Le CRDTM est une association créée en 1983. Né à l'initiative d'associations du Nord-Pas de Calais, il fait partie du réseau Ritimo (Réseau d'information tiers-monde) depuis 1985 qui coordonne l'action de 42 centres de documentation tiers-monde en France.

Le CRDTM a pour objectif de sensibiliser la population du Nord-Pas de Calais aux réalités des pays du tiers-monde, au développement et à la solidarité internationale. Le CRDTM est membre de la Maison de la nature et de l'environnement. Il regroupe des associations et des membres individuels, dont 19 organisations de solidarité inter-

L'Univers

L'Univers est
un cinéma alternatif,
lieu de rencontre,
d'échange et
de réflexion à partir
de l'image.



DR

En 1995, le cinéma d'art et d'essai *L'Univers* fermait ses portes dans le quartier populaire de Moulines à Lille. La ville préempte le lieu pour bloquer une spéculation immobilière sur le bâtiment. Des associations font part de leur intention de reprendre ce lieu et créent pour cela le collectif *Univers cité*. La mairie passe une convention avec ce collectif et le 17 novembre 1999, *L'Univers*, estampillé *Centre de l'image*, revoit le jour avec deux salles d'exposition, un bar et une salle de projection de 94 places.

De fait *L'Univers* est un lieu unique dans la région. Ouvert à tous, il permet des débats non seulement autour du cinéma, mais aussi autour de la photographie, des arts plastiques, du cinéma expérimental, du multimédia, de la vidéo, du spectacle vivant, du théâtre... Le collectif d'association en assure la programmation et le fonctionnement.

Actuellement, le collectif est composé des associations suivantes : Dans la lune (théâtre d'impro), Ecofilm & Cie (projections-débats), Kaléidoskop (travaux photographiques), La belle équipe (ciné-club), Map Vidéo (festival des rencontres audiovisuelles, nuits de l'animation), Racaille (diffusion de films artisanaux et/ou engagés), Rêve debout (projets a priori irréalisables, mais réalisés), Séance tenante (diffusion de films expérimentaux), Le service culturel de Lille 2 (ciné-club), Les Z'Arts Recycleurs (exposition, ateliers)

Le collectif propose parfois des temps forts comme en juin 2002 une semaine autour du thème *assez déchets* avec débats et exposition autour de la récupération d'objets, ou encore le *festival CultureS et mondialisation* en novembre 2004.

Environ 150 manifestations par an se tiennent dans ce lieu et drainent non seulement le public du quartier, mais aussi des visiteurs de la région lilloise et même

de Belgique. Par exemple, au mois de mai dernier, le programme proposait une conférence sur le 25^e anniversaire du printemps berbère organisé par Jeunesse-Solidarité des Kabyles de France (tél : 06 16 27 89 11), une exposition de cinq associations de commerce équitable à l'occasion de la 5^e quinzaine du commerce équitable, un atelier scénario, un atelier vidéo, une soirée brésilienne avec un film suivi d'une démonstration de capoeira organisée par Périplans (Périplans, 05/40 rue des victoires 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 47 02 59), une soirée sur le projet constitutionnel européen avec un documentaire sur Raoul Marc Jennar, organisé par l'association Idées à coudre (tél : 06 22 13 32 33), un cycle de films sur le thème de l'enfermement, une soirée sur *dis maman pourquoi t'es si jeune?* avec un débat sur les jeunes filles mères animé par l'association Silence ça tourne (tél : 06 87 36 54 39 ou 06 63 51 66 99), une soirée sur les Zapastistes organisée par l'association France Amérique latine Nord-Pas-de-Calais (tél : 03 20 75 05 82), une exposition d'une semaine sur les énergies renouvelables avec une soirée-débat sur le risque de manque de pétrole organisée par différentes associations (Greenpeace, EDA, Nord-nature, Pas de côté, Cahiers du futur, MNE).

Les prix d'entrée sont modiques et même souvent à prix libres ou gratuits. Un des objectifs du collectif étant de favoriser la curiosité, l'accès à une diversité culturelle et artistique, l'argent ne doit pas être un frein à la venue du public.

Michel Bernard ■

Univers Cité, 16, rue Danton, 59000 Lille, tél : 03 20 52 73 48.

Les salles Arts et essais de la région

Nord

- L'Idéal, cinéma Jacques Tati, rue Wambrouck, 59580 Aniche, tél : 03 27 91 15 97.
- Caméo, 51, rue des Prés, 59440 Avesnes-sur-Helpe, tél : 03 27 61 11 22.
- Flandria, rue des Viviers, 59270 Bailleul, tél : 03 28 49 25 96.
- Le Foyer, rue des Bersaults, 59166 Bousbecque, tél : 03 20 23 58 83.
- Fa-Mi-La, 37, rue Roger-Salengro, 59123 Bray Dunes, tél : 03 28 26 65 50.

- Les Archers, 2, rue des Archers, 59400 Cambrai, tél : 03 27 83 89 00.
- Le Palace, 17, rue De Lattre-de-Tassigny, 59400 Cambrai, tél : 03 27 81 31 39.
- Le Millenium, place des Mantilles, 59540 Caudry, tél : 03 27 75 70 14.
- Majestic 600, boulevard de la République, 59500 Douai, tél : 01 53 53 52 52.
- L'Hyppodrome, boulevard Paul-Hayez, 59500 Douai, tél : 03 27 99 66 60.
- Cinéma Jean-Renoir, place Paul-Eluard, 59282 Douchy-les-Mines, tél : 03 27 22 22 30.
- MJC Studio 43, rue L.-Lemaire, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 66 47 89.
- Le Varlin, rue Denis-Papin, 59760 Grande-Synthe, tél : 03 28 21 81 55.
- Sportica 2, place du Polder, 59820 Gravelines, tél : 03 28 65 35 00.
- Le Familia, 59250 Halluin, tél : 03 20 46 11 71.

- Le Majestic, 54, rue de Béthune, 59000 Lille.
- Le Métropole, 26, rue Ponts-de-Comines, 59000 Lille, tél : 03 20 15 92 20.
- Espace Robert-Hossein, 19, rue du Pont-de-Pierre, BP 6, 59660 Merville, tél : 03 28 42 07 56.
- Le Méliès, rue Trudaine, 59650 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 61 96 90.
- Kino-Ciné, Université Charles-de-Gaulle/Lille 3, 59653 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 41 61 43.

Pas-de-Calais

- Espace culturel Aréa, place du Château, 62120 Aire-sur-la-Lys, tél : 03 21 39 78 78.
- Le Noroit, 9, rue des Capucins, 62000 Arras, tél : 03 21 71 30 12.
- Le Familia, rue Edouard-Depret, 62210 Avion, tél : 03 21 79 44 93.
- Théâtre Saint-Martin, 97, rue

- de la Bassée, 62990 Beaurainville, tél : 03 20 58 14 10.
- Le Familia, rue de la Marine, 62600 Berck-sur-Mer, tél : 03 21 09 09 00.
- Les Pipots, rue des Pipots, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 87 80 95.
- Les Strars, 18, rue Nationale, 62200 Boulogne-sur-Mer, tél : 03 21 31 05 19.
- Les Etoiles, 102, rue du Périgord, 62700 Bruay-la-Buissière, tél : 03 21 53 10 24.
- Le Travelling, rue Aristide-Briand, 62710 Courrières, tél : 03 21 20 23 76.
- Cinéma Le Prévert, rue de Montceau, 62440 Harnes, tél : 03 21 76 21 09.
- Arc-en-Ciel, place Gambetta, 62800 Liévin, tél : 03 21 44 85 15.
- Ociné, rue du Lion-d'Or, 62500 Saint-Omer, tél : 03 21 12 93 20.

La Malterie

C'est dans la malterie d'une ancienne brasserie lilloise que se sont installés de très nombreux artistes, le lieu étant maintenant un important centre culturel indépendant.

En 1995, un collectif d'une vingtaine d'artistes voit une de ses expositions détruite par les services municipaux. L'exposition étant assurée, ils se retrouvent, en remplacement de ce qui a été détruit, avec un petit capital. Plutôt que de distribuer à chaque artiste une partie de la somme, ils décident d'investir collectivement dans un lieu de création.

Ils trouvent alors une ancienne malterie abandonnée, que le propriétaire a le plus grand mal à vendre car l'architecture est très particulière. Pour faire sécher le malt qui servira ensuite à faire la bière, les plants sont pendus dans d'immenses salles, sur plusieurs niveaux... dont la hauteur sous plafond ne dépasse pas deux mètres.

Un lieu à investir

Dans un premier temps le lieu est simplement subdivisé pour faire des ateliers d'artistes. Fonctionnant de manière privée, il n'y a alors pas de question de normes de sécurité à respecter. Mais pas question alors d'ouvrir au public. Seules des manifestations privées peuvent se tenir dans le lieu.

En 1999, alors que le lieu est devenu bien vivant et regroupe déjà plusieurs dizaines d'artistes et d'associations, il est décidé collectivement d'en faire un lieu public et donc d'engager des négociations avec les différentes institutions pour mettre le bâtiment aux normes. L'ouverture au public doit permettre de développer des activités salariées sur place, de pouvoir annoncer les concerts et les expositions qui s'y tiennent, d'organiser des journées portes ouvertes...

Le bâtiment est énorme : huit étages de 300 m². Un conseil d'administration est élu pour animer le lieu, suivre le chantier de mise aux normes, accueillir de nouveaux résidents, gérer la communication.

Le chantier va comprendre plusieurs tranches, de 2000 à 2004, et ce n'est que maintenant que le lieu a pleinement atteint sa vitesse de croisière. Le résultat est impressionnant : 120 personnes ont

une activité à *La Malterie* dont une bonne moitié dans la musique, suivie en nombre par les plasticiens, puis les peintres, les vidéastes, le théâtre et la BD. On compte deux studios d'enregistrement et cinq salles de répétition en sous-sol. Au niveau de la rue, une galerie d'exposition d'art contemporain et une salle de concert, dans les étages, des ateliers d'artistes, enfin au dernier étage un immense plateau de 300 m² pour l'accueil en résidence chorégraphique et plastique.

Tous les artistes résidents disposent de leurs clés... et peuvent venir travailler quand ils veulent, 24 h sur 24 h : il n'y a pas de problème de bruit, le bâtiment étant parfaitement isolé.

Fonctionnement collectif

Le lieu a su rester indépendant des institutions. Après de multiples tâtonnements, il y a maintenant des règles de fonctionnement bien établies. L'association compte cinq salariés. Deux gèrent l'espace d'information et de soutien aux artistes plasticiens ainsi que l'espace d'exposition (70 m²), un assure l'administration, un est chargé de la communication (site internet, bulletins, mailing), de la création d'événements et a en charge le suivi du dernier étage, le plateau pour résidences, une dernière personne gère la salle de spectacle avec sa programmation (140 places).

Les cinq salariés sont encadrés par le conseil d'administration d'une dizaine de personnes volontaires parmi les résidents. En complément, un conseil artistique permanent donne son aval sur les choix d'activités artistiques ouvertes au public, et participe à la sélection des personnes qui sont accueillies sur place.

L'ensemble du lieu est loué par l'association et les résidents sont adhérents de l'association. L'un des soucis de l'association est de maintenir le lieu ouvert et donc d'assurer une rotation des artistes présents. Au départ, l'association avait mis en place un système de bail, mais en



Les associations associées...

Mohamed Dali, 84 bis, rue Destailleurs, 59000 Lille, tél : 06 73 48 20 37.

Le Crime, 96, rue de Chanzy, 59260 Hellemmes, tél : 03 20 67 14 76.

Circum, 6, rue Meurein, 59000 Lille, tél : 03 20 54 11 73.

Tourne-disque, 87, rue du Kortender, 59270 Bailleul, tél : 06 82 99 66 38.

La compagnie des Astres, 22, rue E.-Desnet, 59000 Lille, tél : 03 20 74 92 03.

Les Pakerettes, 20, rue Newton, 59000 Lille, tél : 03 20 93 30 13.

Compagnie Oscar Blattes production, 36, allée de la Prairie, 59130 Lambersart, tél : 03 20 92 71 93.

cas de conflit, c'est ingérable. Une rencontre a eu lieu avec la *Belle de Mai* à Marseille (1) et des avocats. La résidence est maintenant gérée par des conventions de six mois à un an renouvelables. Les conventions sont renouvelées en fonction des projets proposés par les artistes ou groupes d'artistes.

Ce fonctionnement oblige à toujours travailler en relation avec les autres pour présenter son travail et éviter le blocage d'ateliers par des personnes ou des groupes qui seraient devenus inactifs.

Il y a quand même un nombre important d'ateliers qui sont occupés toujours par les mêmes personnes, mais le quatrième étage est réservé à l'arrivée de nouvelles personnes.

Il y a trois ateliers collectifs : un pour la sérigraphie et l'impression, un laboratoire photo et une salle de mixage/recherche son.



La présentation collective et régulière de son travail à chaque renouvellement de convention permet des confrontations entre genres et une solidarité entre artistes. Il y a ainsi deux à trois assemblées générales par an pour favoriser ces échanges.

Ouverture sur l'extérieur

Le rez-de-chaussée comprend donc une petite galerie d'art ouverte au public, avec des expositions réalisées par des plasticiens dont la plupart ne sont pas résidents sur place. La hauteur sous plafond étant la même ici qu'ailleurs (à l'exception du dernier étage qui a pu être rehaussé), les artistes doivent prévoir leurs installations en fonction du lieu.

Dans le cadre de la salle de concert, *La Malterie* est co-réalisatrice de spectacles. Moyennant une location modeste (20 € la soirée), les associations actives du lieu peuvent demander à utiliser la salle. *La Malterie* gère alors les relations avec la Sacem et les administrations. *La Malterie* assure également la communication à l'aide d'un site internet et d'un dépliant mensuel largement diffusé dans la ville selon un principe de co-diffusion réciproque entre lieux culturels. *La Malterie* assure l'éclairage et la sonorisation. Les soirées de spectacles attirent chaque année plus de 5000 personnes dont plus de 1300 sont adhérentes.

Les résidences au dernier étage sont moins visibles du public. Il s'agit surtout d'un lieu de recherche. Il n'a vraiment commencé à fonctionner qu'au début 2005. Une étude a montré qu'il y avait une forte demande de ce côté dans le domaine de la danse et c'est un lieu pour tester des chorégraphies. Les résidences ne dégagent pas de ressources, elles bénéficient d'une aide financière de la Drac (2). A peine ouvert, il y a déjà trop de demandes ! Originalité pour le plateau : les résidences ne se font pas autour d'un projet mais sur une démarche : il n'y a pas de location à l'heure.

Avec l'appui du conseil général, des journées portes ouvertes se tiennent le deuxième week-end d'octobre. Tous les ateliers sont alors ouverts. C'est une grosse manifestation qui draine au moins deux mille personnes. Ces journées sont une occasion de rencontrer les gens du quartier. Dans ce quartier, on trouve une grande mixité sociale : beaucoup d'artistes, beaucoup de jeunes, mais aussi une grande pauvreté. A l'arrière de *La Malterie*, se trouve le siège du Secours populaire et dans la rue voisine, des hangars d'Emmaüs.

Soutien des institutions

Si, au départ, les relations avec les institutions n'ont pas été simples à enclencher, aujourd'hui, elles sont bonnes, même si les aides sont en continuelles renégociations. Les aides portent surtout sur les investissements, des opérations ponctuelles, et sur du fonctionnement.

Outre le département, la région, la Drac et la ville de Lille, *La Malterie* travaille aussi en relation avec les écoles des Beaux-Arts (la région Nord-Pas-de-Calais est la région qui en a le plus).



La Malterie adhère au niveau national à la Fraap, Fédération des réseaux et associations d'artistes plasticiens (3) qui apporte une aide importante pour les questions administratives et juridiques. Elle collabore aussi avec *Heure exquise*, un site qui gère une banque de vidéos artistiques (4). Elle adhère au réseau *Art Factories*.

Soutien aux artistes plasticiens

Qu'est-ce qu'un artiste ? Est-ce un métier, avec un statut social ? Certains sont inclassables. Certains n'ont pas une démarche commerciale qui leur assure un revenu. Même pour ceux qui ont quelque chose à vendre, il est rare que cela assure un revenu suffisant. Les réunions à *La Malterie* abordent régulièrement ces questions, avec un collectif riche de multiples expériences où se côtoient des artistes plus expérimentés et de nombreux jeunes qui cherchent encore leur voie.

En 2001, une étude a été négociée avec la région pour enquêter sur le statut de quelque 500 artistes de la région. Un questionnaire leur a été adressé pour mieux connaître leurs conditions de travail. Il en est ressorti qu'il y a un manque au niveau des échanges et des sources d'informations pour ces artistes. *La Malterie* a donc travaillé pour mettre en place un espace d'information et de soutien aux artistes plasticiens, lequel a ouvert en 2004. Cet espace est à la fois un pôle d'observatoire des conditions de vie des artistes, un pôle de conseil pour aider les artistes dans leurs démarches administratives, mais a aussi un rôle d'accompagnement pour les aider à définir leur projet professionnel. Il est ouvert au premier étage de *La Malterie*.

De fait, les artistes présents sont souvent jeunes, rarement professionnels à plein temps. Le choix du fonctionnement à la convention permet l'arrivée régulière de sang neuf et assure une grande mixité aussi bien dans les techniques artistiques qu'entre artistes. Une vraie pépinière de talents.

Michel Bernard ■

La Malterie, 42, rue Kuhlmann, 59800 Lille, tél : 03 20 15 13 21, www.lamalterie.com

(1) Friche de la Belle de Mai, 41, rue Jaubin, 13003 Marseille, tél : 04 95 04 95 83, voir numéro 305-306.

(2) Drac, délégation régionale du ministère de la culture.

(3) Fraap, 211, avenue Jean-Jaurès, 75019 Paris, tél : 01 40 03 08 89, www.fraap.org.

(4) *Heure exquise*, BP 113, Le Fort, avenue de Normandie, 59370 Mons-en-Barœul, tél : 03 20 43 24 32, www.exquise.org.

Laisse ton empreinte

L'association Laisse ton empreinte ouvre l'espace artistique par la chanson auprès de personnes qui sont en recherche de revalorisation.

L'association *Laisse ton empreinte* a été créée en 1999 par Luc Scheibling après quelques variations dans son parcours personnel. Au départ, il est instituteur spécialisé et aime faire de la musique. Auteur-compositeur, il donne des cours particuliers de guitare lorsqu'il a comme élève un enfant chilien adopté. Lors d'une discussion avec lui, il lui propose de composer une chanson sur sa perception de l'adoption et les questions que cela lui pose vis-à-vis de ses parents adoptifs. La chanson est enregistrée et communiquée aux parents qui trouvent l'idée excellente.

Comme il travaille avec le Centre universitaire d'éducation populaire permanente (1), il commence à étudier comment une chanson peut changer le comportement d'un groupe. Il découvre aussi qu'impliquer quelqu'un dans la mise en parole de son histoire personnelle à travers la réalisation d'une chanson peut le valoriser. La chanson devient un hommage à sa propre vie.

Une pêche aux trésors

Dans un premier temps, Luc Scheibling, seul ou en lien avec d'autres artistes, rencontre des personnes ou des groupes à qui il propose un travail autour d'une thématique avec comme objectif la mise en forme d'une chanson. Les thèmes abordés sont variés : l'immigration, l'illettrisme, l'intégration d'enfants handicapés, le rapport au travail, la violence, la parentalité... La rencontre se fait généralement à la demande d'organismes spécialisés : centres de formation, d'insertion sociale et professionnelle, groupe d'alphabétisation, structures éducatives types classe relais, instituts médicaux, maisons de retraite, écoles...

Une fois accepté le principe de la réalisation d'une chanson, plus ou moins collective, Luc Scheibling va faire des entretiens individuels et/ou collectifs pour savoir ce que les personnes ont envie de mettre dans la chanson. Il en tire une idée, propose un style de musique, commence à écrire, revient devant la personne ou le groupe, lui en fait une lectu-

re, corrige ce qui ne va pas, ce que la personne ne ressent pas comme juste... et ajuste en fonction des remarques. Généralement, au bout de trois ou quatre aller-retour, il y a une entente sur le texte et Luc Scheibling passe à la mise en musique.

Commence alors le plus surprenant : ce n'est pas lui qui va chanter, mais les personnes qui souvent ne l'ont jamais fait. Un enregistrement en studio est réalisé, comme pour des professionnels, avec édition d'un CD qui n'est communiqué qu'à ceux qui ont participé. Il n'y a aucune commercialisation.

D'autres ouvertures

Au sein de l'association, Catherine Carpentier, ethnologue, et Céline Martineau, arrivée comme emploi-jeune, poursuivent ce travail et expérimentent des outils pédagogiques, conçus par Luc Scheibling, pour animer des espaces de parole collectifs et thématiques à destination des jeunes ou des adultes. La chanson devient alors un déclencheur, qui favorise la prise de parole. Ces outils (construits à partir de diverses productions artistiques de Laisse ton empreinte, notamment les chansons) sont diffusés auprès de professionnels pour qu'ils puissent se les approprier et les utiliser de manière autonome, auprès de leur public.

Catherine Carpentier mène ces interventions auprès d'un public adulte, autour des thématiques comme la parentalité, le territoire inconnu... A chaque fin d'atelier, la personne repart avec son livret finalisé, qui retrace son parcours et ses prises de consciences...

Céline Martineau mène un travail en direction des écoles pour présenter cette façon de travailler et inciter des groupes à exploiter les connaissances qui en ressortent.

D'autres artistes interviennent pour participer à des projets dans d'autres directions : travail sur la photographie, sur le dessin...

Le succès est aujourd'hui réel et les institutions sont souvent stupéfaites par l'efficacité du procédé. *Laisse ton empreinte*



Luc et Gisèle en séance d'enregistrement.

te est aujourd'hui sollicitée pour former d'autres groupes à cette méthode afin de démultiplier des groupes autonomes.

Quelques chansons

Luc Scheibling me fait écouter quelques chansons dans son studio à La Malterie (2).

C'est d'abord Rachid qui explique, sur un air de rap, dans *«Ça fait plusieurs chances qu'on vous donne»*, comment il a raté sa scolarité parce qu'il estimait qu'il avait mieux à faire dans les petits trafics de banlieue, et qu'un jour, après avoir vu à quoi cela conduit (souvent la prison, parfois la mort), il a su saisir sa chance en commençant une formation pour devenir éducateur. Et cette chance, il propose aujourd'hui aux jeunes des classes-relais devant lesquelles il chante cette chanson, de la saisir.

Luc Scheibling raconte l'ambiance lorsque Rachid arrive devant une nouvelle classe de jeunes pour qui la scolarité est une chose a priori inutile. Il y a un grand moment de silence, c'est la stupéfaction... et puis beaucoup changent alors d'attitudes et redevennent sensibles à ce qu'on leur apprend.

C'est maintenant un groupe d'immigrés, surtout des femmes, qui ont pris leur courage à deux mains pour s'inscrire dans un cours d'alphabétisation. Dans la chanson *«Un mot après l'autre, courage»*,

(1) CUEPP, 11, rue Auguste-Angellier, 59046 Lille cédex, tél : 03 20 58 11 11.

(2) Voir article page 58.



Dessin de Tông illustrant la pochette du C.D "Laisse ton empreinte"

elles chantent pour dire pourquoi elles sont venues apprendre le français, comment ce sont souvent les enfants qui les poussent, combien c'est difficile, mais aussi combien c'est réconfortant quand on voit que l'on progresse.

Dans "Vu l'avenir qui m'est offert", Sonia, 16 ans au moment de l'enregistrement, explique son rejet de l'école. Pourquoi apprendre un métier si c'est pour se retrouver au chômage ? Chanson particulièrement émouvante où elle s'imagine que c'était plus facile pour la génération précédente... De quoi faire réfléchir bien des parents dont les enfants ont des réticences vis-à-vis de la scolarité...

Il y a cette chanson, très professionnelle, d'un sans-papier lillois qui explique comment il est parti d'Afrique, comment après un passage à Paris, dans l'indifférence, il a trouvé un meilleur accueil à

Lille. Il chante ce qu'il espérait en partant de son pays et l'espoir qui reste toujours d'être accueilli ici.

Il y a encore "Le reggae des petits hommes verts" où huit agents d'entretien de la ville de Loos ont mis en chanson ce qu'ils voient dans le regard des passants. Ceux qui les ignorent, ceux qui les méprisent et ceux qui osent les aborder. Un exercice sociologique plein d'humour.

Il y en a beaucoup d'autres... que malheureusement un média papier ne peut pas rendre...

Un outil contre la violence

Quels que soient les sujets abordés dans les chansons, il y a toujours un processus qui se répète. Le projet initial a toujours un rapport à une exclusion qui est perçue comme une forme de violence. Aborder la question autour de la réalisation d'une chanson, permet de prendre un peu de distance, c'est une prise de conscience, cela ouvre la parole, cela permet de parler de soi et donc d'apprendre

à s'aimer, à se valoriser. Cela redonne confiance et développe la combativité.

Le travail de Luc Scheibling et de l'association *Laisse ton empreinte* est bien mieux rendu par l'oral que par l'écrit. L'association a bénéficié d'une grosse reconnaissance par les médias radios et télévisés, avec d'abord quatre émissions sur France-Inter avec Daniel Mermet, la première en octobre 2000, puis un reportage à *Faut pas rêver* de 12 mn, puis la réalisation d'un film documentaire de 52 mn pour la 5 et France 3 Région (3).

Avec l'aide de différentes institutions partenaires (4), une « compil » a vu le jour ; elle regroupe 18 chansons et donne les clés d'une appropriation de la démarche de *Laisse ton empreinte*. Imprimé à 1500 exemplaires, cet outil est diffusé auprès de professionnels de la région et d'ailleurs.

Une initiative exemplaire que de nombreux chanteurs-compositeurs soucieux d'avoir une action sociale dans leur région peuvent reprendre.

Michel Bernard ■

Laisse ton empreinte, 187, boulevard Victor-Hugo, 59000 Lille, tél : 03 20 30 86 56.

(3) "Des chansons pour tout dire", film réalisé par Corine Glowacki et Philippe Bigot en mai 2003, diffusé par la 5 et France 3 Région en décembre 2003 et février 2004.

(4) Le Conseil Général du Nord, le Conseil Régional, le FASILD, les villes de Lille, Roubaix, Tourcoing et l'Europe.

Tous azimuts

La compagnie de théâtre *Tous azimuts* a choisi de présenter des spectacles pour lutter contre la violence chez les jeunes, en famille, en institutions. Travaillant en lien avec les services de santé des

régions Picardie et Champagne-Ardennes, elle présente des pièces dans les salles des fêtes communales et dans les établissements scolaires, pour sensibiliser les publics et provoquer des débats.

■ Tous azimuts, 2, rue d'Epinal, 59100 Roubaix, tél : 03 20 27 77 38

espéranto

La langue internationale de l'espéranto a été inventée il y a plus d'un siècle par le docteur Zamenhof. Parce qu'elle est construite sans exception et que à chaque son correspond une seule écriture, la langue internationale peut devenir demain une langue universelle complémentaire des langues régionales. Elle peut s'apprendre beaucoup plus vite que l'espagnol, la langue actuellement en plus fort développement et bien sûr bien plus vite que l'anglais et ses très nombreuses exceptions que les Etats-Unis essaient d'imposer comme langue commerciale. En mars 2005, un congrès a réuni 500 personnes à Boulogne-sur-Mer, cent ans après le premier congrès international déjà dans cette ville.

■ Jeunes-Espéranto, Xavier Dewidehem, 1, allée de l'Archerie, 59800 Lille, tél : 03 20 04 12 15.

■ Arras-Espéranto, Edmond Plutniak, 22, rue d'Arras, 62123 Simencourt, tél : 03 21 55 61 35.

■ Cercle Espéranto de Bersée, Claude Longue Epée, 12 bis, rue des Quatre-Bons-Dieux, 59235 Bersée, tél : 03 20 59 28 80.

■ Boulogne-Espéranto, Marie-Jeanne Line, 34, rue Beaupaire, 62200 Boulogne-sur-Mer.

■ Espéranto-Douais, Hervé Gonin, 29 bis, rue de la République, 59552 Lambres-lez-Douai, tél : 03 20 97 31 28.

■ Dunkerque-Espéranto, Pascal Vilain, 72, rue Zamenhof, 59240 Dunkerque, tél : 03 28 20 70 56.

■ Lille-Villeneuve-Espéranto, M. Michel Déchy, 65, allée de la Crémaillère, 59650 Villeneuve-d'Ascq.

■ La verda amikeco (La Verte amitié), M.et Mme Duchâteau, 142, rue de l'Etang, 59850 Nieppe, tél : 03 20 48 51 57.

■ Echanges et dialogues, c/o Mme Ghislaine Bayod, 15, rue de l'Espérance, 59132 Trélon, tél : 03 27 59 71 10.

■ Valenciennes-Espéranto, M. Jean Dietrich, 104, rue Jean-Jaurès, 59192 Beuvrages, tél : 03 27 33 79 31.

Compagnie des mers du Nord

Créée en 1996 avec Brigitte Mounier pour maître d'équipage, la Compagnie des mers du Nord navigue dans un répertoire d'écriture délibérément contemporaine. Elle aime aussi s'inspirer d'une histoire locale riche et souvent oubliée et ses voyages immobiles la conduisent toujours sur des rivages où les hommes se heurtent à un environnement géographique ou politique contraignant. Dans la pièce "United problems of coût de la main d'œuvre", les acteurs ont pour objectif l'épuisement total de l'argumentaire en faveur de la mondialisation. "Road movie à bicyclette" raconte l'histoire d'une cycliste qui repousse à coup de pédale les limites de la marginalité : la bicyclette c'est la liberté, et la liberté c'est comme la prison, quand on y a goûté, on ne veut plus en sortir. La compagnie organise chaque année, les dix premiers jours de juillet, "le Manifeste", au palais du Littoral à Grande-Synthe, un rassemblement international pour un théâtre motivé.

Culture



■ Compagnie des mers du Nord, 77, rue de Soubise, 59140 Dunkerque, tél : 03 28 21 02 66.



Apsara

La compagnie Apsara a été créée dans le Nord pour développer une synergie entre la parole et l'art du geste, afin d'explorer les mythes et les contes millénaires et faire revivre l'imaginaire des peuples. La compagnie a choisi de travailler principalement avec Martine Salmon, conteuse, chorégraphe et metteur en scène, de retour dans sa région d'origine, ainsi qu'avec d'autres conteurs comme Pascal Fauliot, également écrivain.

■ Compagnie Apsara, appt. 15, 8, quai du Wault, 59800 Lille, tél : 03 20 46 67 36.

Tant qu'à faire

La compagnie s'est fixé comme but de promouvoir, dans l'expression scénique, la richesse du vécu quotidien avec et auprès des acteurs, le commun des vivants, en amenant tous les publics et notamment le passant, le voisin, l'organisateur et ses clients, le critique, l'épicière, le militaire et la bonne d'enfant et vous et nous, à percevoir avec plus d'acuité l'existence qui ne demande qu'à nous filer entre les doigts, inaperçue et sans saveur, pour cause de procuration, de projection, de démission.

■ Compagnie Tant qu'à faire, 66, rue Francisco-Ferrer, 59800 Lille, tél : 03 20 56 39 17.

Détournement

Depuis 1995, Détournement crée des spectacles s'appuyant sur les arts de la piste et de la rue, sur le rythme et sur le mouvement, et exploitant les diverses possibilités offertes par les matériaux de récupération, avec une sensibilité écologique. Ainsi, en 2003, ils montent "Karton parade", un spectacle qui utilise de nombreux cartons de récupération. En 2005, "Opéra de légumes" chante sous forme lyrique un hymne aux jardiniers.

■ Détournement, 188, rue Pierre-de-Roubaix, 59100 Roubaix, tél : 03 20 75 25 40.

Méli-mélo

La compagnie Méli-mélo, originaire de Lille, est dans la mouvance du cirque contemporain depuis 1997. La compagnie travaille sur la fluidité des mouvements, le détournement d'objets ainsi que le jeu d'acteur dans un univers poétique. Elle développe également des compétences techniques en acrobatie, jonglage et aérien.

■ Compagnie Méli-mélo, 68, rue Jordeans, 59000 Lille, tél : 03 20 52 21 49.



Méli-mélo

Les Tambours battants

Depuis 2004, la compagnie théâtrale *Les Tambours battants* travaille sur la mise en place d'un triptyque autour d'une même question : comment la société post-industrielle parvient-elle à faire de nous des êtres de plus en plus dénués de toute forme d'émotion. Les trois pièces abordent la question selon trois angles : le film d'horreur, le manga et la pornographie. La compagnie s'était illustrée auparavant par un spectacle de rue

Les Z'arts recycleurs

Les Z'arts recycleurs ont pour but de favoriser la création artistique dans le domaine des arts plastiques par la récupération et l'utilisation de matériaux et d'objets usagés, dans le respect de l'environnement. La matière première n'est pas achetée, mais récupérée. La remise en valeur par la récupération devrait amener le public à avoir un autre regard sur l'objet de tous les jours (le déchet n'existe pas).

Les Z'arts recycleurs proposent des ateliers (adultes ou enfants) en collaboration avec les structures éducatives et associatives (écoles, MJC, maisons de quartier). Le groupe est ouvert à l'arrivée de nouveaux artistes souhaitant travailler dans le même domaine, pour échanger des pratiques, des ressentis, des rêves, travailler ensemble et faire venir du public.

Emilie Degunst s'occupe de design et de détournement d'objets. Saïd Igoussimen et Xavier Durand sont designers zinc recycleurs. Sandrine Foucault fait de la mosaïque. Katia Messenger travaille avec du carton. Jeff Olsen fait déchets d'œuvres à partir de collages de débris. Parviz Lak fait de l'art brut et des collages poétiques. Claudine Latron et Madeleine Sergeant se mettent de la colle plein les doigts en collant des papiers.

■ Les Z'arts recycleurs, 154, rue de Lannoy, 59800 Lille, tél : 03 20 56 61 12.

"L'OMC est notre amie" et par une pièce "J'ai pas le temps, titre provisoire" sur les méfaits de la société qui s'accélère.

■ Compagnie Les Tambours battants, 11, rue du Pas-Roland, 59246 Monsen-Pevele, tél : 03 20 90 62 09.

59100 Roubaix, tél : 03 20 26 22 88. Lieu de résidence d'artistes.

■ La Condition publique, 14, place Faïdherbe, 59100 Roubaix, tél : 03 28 33 57 57. *Grosse structure artistique gérée par la mairie qui accueille de multiples manifestations.*

■ Compagnie de l'Oiseau-Mouche, 28,

Et également

■ Articho, 5, rue de Madagascar, 59000 Lille, tél : 03 20 04 10 10. Créée en 1991, la compagnie Articho s'est orientée dès le début vers un mode d'expression très visuel, élaborant des univers muets proches de la pantomime, privilégiant l'existence de personnages puissants au fort potentiel comique.



■ Ch'ti Teranga, 46, rue Jules-Guesde, 59000 Lille, tél : 03 20 53 86 41. *Cours de danse sénégalaise et de percussions Sabar.*

■ Compagnie Farid'O, 36, rue Louis-Bergot, 59000 Lille, tél : 03 20 92 04 95. *Entre théâtre et chorégraphie, Farid Ounchiouene explore les techniques de la scène mêlant contes kabyles, musique hip-hop, percussions...*

■ Théâtre de l'Anonyme, 11, rue de la Justice, 59000 Lille, tél : 03 20 90 92 81. *Spectacle de marionnettes à partir de squelettes d'animaux !*

■ Cultures proches, 15, rue du Trichon, 59100 Roubaix, tél : 03 20 36 27 93.

■ Chez Rita, 49, rue Daubenton,



La Pluie d'oiseaux

La Pluie d'oiseaux est une association basée sur la rencontre entre les disciplines artistiques et les cultures. Elle associe sur scène la peinture et le conte (Conturlures) ; le théâtre, la peinture et la musique (Inanna /la Descente de l'Amour aux Enfers) ; la poésie et la musique kurde (Aman Aman). Elle associe en exposition des dessins de Rebwar et des textes de centaines d'auteurs d'une quinzaine de langues (Colour&Word). Elle accueille des artistes chinois en résidence et envoie des artistes français à Pékin. Elle organise des ateliers de pratiques artistiques (écriture et arts plastiques) pour enfants ou pour adultes.

■ La Pluie d'oiseaux, 49, rue Daubenton, 59100 Roubaix, tél : 03 20 24 42 53.





Radio-Campus

Radio Campus Lille est la première radio libre de France. En 1969, Christian Verwaerde, étudiant en électronique, bricole un émetteur dans sa chambre universitaire... avec comme antenne l'armature de son lit ! Radio Campus est née. Elle survivra aux foudres de l'ORTF, de la Sacem, du CSA et même de la DST. Aujourd'hui comme hier, "pas de tubes, pas de pub". Au programme, de la musique, plein de musique avec des émissions cultes comme *Ecrasons la vermine* (punk), *Homo sapiens*, *Voix sans maître*, *Dev Dur* (magazine du développement durable), *Diplomatiquement votre...* Et de la poésie, de l'actu, des infos pratiques.

■ Radio-Campus, (106,6 MHz), à Lille tél : 03 20 91 28 75.

Et également

- Bouffée d'air, EDA, 23, rue Gosselet, 59000 Lille, tél : 03 20 52 12 02. *Petite revue sur le lien entre environnement et développement alternatif.*
- Lettre du jardin dans tous ses états, Chantier nature, 16, place Cormontaigne, 59000 Lille, tél : 03 20 17 11 77. *Petit bulletin national qui coordonne les activités des associations de jardins collectifs : jardins d'insertion, jardins partagés, jardins solidaires...*
- Courrier des Alternatifs, BP 284, 59019 Lille cedex.
- Radio Paco Lambersat (99 MHz), 86, avenue de la Liberté, 59130 Lambersat, tél : 03 20 55 58 52.
- Radio Club, 21, rue Benoît-Malon, 59135 Wallers-Arenberg, tél : 03 27 24 22 22.
- L'enfant et la vie, 164, rue de Lille, 59420 Mouvaux, tél : 03 20 43 10 76.
- Echo du Ch'nord, Yvette Vasseur, 9, rue de la Gaïeté, 59420 Mouvaux. *Revue de poésie.*
- Radio Canal Sambre, 10, rue Sadi-Carnot, 59620 Aulnoy Aymeries, tél : 03 27 67 21 11.
- L'Heurovélo, journal dérailleur, Adav, 23, rue Gosselet, 59800 Lille, tél : 03 20 86 17 25. *Pour tout savoir sur les dessous de la politique cycliste de la métropole lilloise.*
- Radio PFM, BP 524, 62 008 Arras cedex, tél : 03 21 50 99 99.
- La Mouette enragée, BP 403, 62206 Boulogne-sur-Mer. *Revue locale de l'organisation communiste libertaire publiée depuis 1992 d'abord sur Boulogne et maintenant jusqu'à Calais. Active sur différents dossiers et critique sur les démarches réformistes des altermondialistes.*
- Radio loisirs, 1, square Coluche, 62490 Vitry-en-Artois, tél : 03 21 16 19 36.
- et aussi <http://lille.indymedia.org>.

Les Blaireaux

En 1994, à moins de vingt ans, les Lillois Alexandre Lenoir, Julien Dubois, Stanislas et François Velliet commencent à faire de la musique. En 1998, premiers tremplins. En 2000, premier enregistrement *Pourquoi vous changez pas de nom ?* Printemps de Bourges 2002. En 2003, ils abandonnent leurs professions respectives (médecin, prof d'allemand, journaliste, éditeur) pour devenir intermittents du spectacle. Concert de soutien aux salariés de Métaleurop au stade couvert de Liévin (62). Sortir de l'album *Le Sens du poil* et de la barbarie nazie. Début 2004, Pierre Marescaux, tromboniste, entre dans le groupe.

■ Les Blaireaux, 2 bis, rue Jean-Jaurès, 59260 Lezennes, tél : 06 71 03 55 04.

Dumesnil, Le Moulin de Favril, 59550 Le Favril, tél : 03 27 77 09 26. *Lieu de résidence artistique.*

■ Pascal Theatre Company, 92, Le Vauban C, 59600 Maubeuge. *Association franco-britannique animée par Julia Pascal qui à travers son écriture théâtrale explore l'histoire de la dernière guerre et de ses conséquences sur les populations victimes de l'holocauste et de la barbarie nazie. Ses spectacles utilisent, outre des textes très diversifiés dans la forme, de la danse, de la musique et des chants de traditions diverses.*



Pascal Theatre Company

■ Comme un terrier dans l'igloo, Dan et Guy Ferdinande, 67, rue de l'Eglise, 59840 Lompret. *Petite revue littéraire, poétique et musicale.*

■ Part en thèse, Carl Sonnenfeld, 12, rue Crinchon, 62000 Arras. *Association littérature et poésie.*



Compagnie AZ-Art

■ Compagnie AZ-Art, 30, rue du Porkien, 62860 Ecourt-Saint-Quentin, tél : 06 76 04 53 72. *Association née en 1996, rebaptisé AZ-Art en 1999, la compagnie entend amener la danse contemporaine là où elle est peu représentée et montrer ainsi qu'elle est autre chose qu'une expression artistique élitiste. L'art de A à Z est le parti-pris de confronter la danse au théâtre, à la musique, au chant, aux arts plastiques, à la littérature, et à toute autre forme d'art.*



DR



DR



DR

avenue des Nations-Unies, 59100 Roubaix, tél : 03 20 65 96 50. *Troupe de personnes handicapées créée dans le cadre du CAT, Centre d'adaptation par le travail. Plus de vingt pièces montées pour un millier de représentations.*

■ Compagnie Myriam-Dooze, 49, rue François-de-Guillebon, 59110 La Madeleine, tél : 03 20 78 00 19. *Danse contemporaine, spectacles de scènes et spectacles de rue.*



DR

- Compagnie Nathalie Cornille, 5 bis, rue de la Clé-des-Champs, 59118 Wambrechies, tél : 03 20 78 83 25. *Danse contemporaine pour les enfants.*
- Théâtre Octobre, 60, rue Victor-Hugo, 59160 Lomme, tél : 03 20 22 05 05. *Théâtre contemporain et populaire. Lors de la pièce, les mots gourmands, les spectateurs devaient venir avec leur pique-nique pour manger à la fin de la pièce.*
- Histrion, 26, rue J.-B.-Lebas, 59172 Rœulx. *Diffuseur de publications punk.*
- La Virgule, 82, boulevard Gambetta, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 27 13 63. *Centre transfrontalier de création théâtrale franco-belge.*
- Estaminet chez Tartine, 11, place Charles-et-Albert-Roussel, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 36 27 26. *Estaminet associatif servant une ali-*

mentation provenant de l'agriculture biologique et du commerce équitable et organisant des débats citoyens, des expositions, des rencontres, des concerts en lien avec les associations locales.

■ Les Chantiers du futur, 45, rue de Lille, 59200 Tourcoing, tél : 03 20 68 45 50. *Association qui a pour but de développer des activités culturelles en intégrant les dimensions écologiques et sociales : alimentation saine, recyclage, habitat écologique, solidarité internationale.*

- Yvette Vasseur, 9, rue de la Gaïeté, 59420 Mouvaux. *Groupe de poésie.*
- Dirty punk records, BP 302, 59490 Villeneuve-d'Ascq cedex. *Distributeur de musiques punk et autres.*
- Compagnie Babylone VI tème, 29, rue de Wasquehal, 59491 Villeneuve-d'Ascq, tél : 03 20 80 61 70. *Compagnie de hip-hop, formation à ces techniques de manière sécurisée.*
- Christian Déquesmes, 595, rue de Lambres, 59500 Douai. *Anime un groupe de poésie.*
- La Chambre d'eau, Vincent



■ Association Miztral, 15, rue Général-Dames, 59320 Haubourdin. *Organise le festival international convivial de Cerfs-volants à Harelbot (Pas-de-Calais), au printemps de chaque année.*

DR

Les éditions Sansonnet

De la littérature par tous et pour tous est l'objectif de la maison d'édition lilloise, les éditions Sansonnet. Des petits livres, des moments de vie, pour écrire la vraie histoire.

En 2003, l'Apes, Association pour une économie solidaire (1) organise une journée sur les initiatives régionales à Calais. Vincent Valdelièvre y écoute l'histoire de dockers de Dunkerque. Avec la multiplication des machines et des grues, comme dans tous les ports de France, la profession est sinistrée. De 1100 dockers à Dunkerque avant 1992, il n'en reste plus aujourd'hui qu'une petite centaine. Des dockers syndicalistes ont alors pris l'initiative d'aider à la création d'entreprises. Une dizaine d'entre eux se sont regroupés pour créer la coopérative Bois-Environnement-Service (2).

Vincent Valdelièvre entame une discussion avec eux pendant le repas : pour quoi ne pas écrire un livre sur ce passage des dockers à l'industrie du bois ? Louis, l'un des dockers lui répond en plaisantant : "t'as qu'à nous envoyer Daeninckx", auteur célèbre pour ses écrits engagés souvent situés dans la région.

Plus tard, en février 2004, Vincent Valdelièvre retrouve Louis à l'occasion d'un salon à Calais. Il l'entraîne sur un stand et lui présente... Didier Daeninckx ! Celui-ci est informé du projet de livre.

Bois-Environnement-Service organise une semaine culturelle fin mai et invite Vincent et Didier Daeninckx. Ce dernier vient mais annonce qu'il n'a pas le temps de faire ce livre. Vincent qui avant d'être éditeur a été menuisier-charpentier propose alors un mode de rédaction : il vient aider dans l'entreprise pendant un certain temps, en échange, les coopérateurs lui consacrent le même temps pour échanger avec lui et progressivement mettre en forme le livre. Cette méthode doit permettre de passer outre la peur d'écrire (3).

C'est souvent ainsi que démarre une belle histoire. C'est de la même manière, avec des ateliers d'écriture au sein d'une maison de quartier qu'est né le livre *Robin des Bois-Blancs* (4).

Comment devient-on éditeur ?

Vincent Valdelièvre a eu son bac en 1969. Il fait alors un an en faculté de lettres. Alors en ménage, la naissance d'un enfant l'oblige à vite chercher du travail. Après de multiples petits boulots, il est embauché grâce à son beau-père, dans une fabrique de cercueils. Cela lui permet d'entamer une formation en menuiserie-charpente. Après un bref passage sous les drapeaux d'où il sort réformé, il travaille avec un artisan. Fin 1977, ils doivent quitter l'atelier qui est exproprié. Il est

recruté par un "club de prévention" qui veut s'occuper de formation professionnelle, donne des cours dans un centre de formation à Lille. C'est la porte d'entrée pour lui dans le monde de l'éducation populaire.

En 1983, il suit une formation pour devenir formateur. Se retrouvant au chômage, on le pousse à poursuivre dans la voie universitaire et en 1984, il obtient une licence de formateur adulte, en 1989 une maîtrise, en 1991, un DEA. Il travaille en parallèle comme formateur.

En 1993, la loi sur la formation continue est modifiée et provoque une hémorragie : 80 personnes dont lui sont licenciées dans la région. Les seules possibilités qui lui sont offertes est de se recaser comme éducateur pour jeunes en difficulté, un travail qui n'est plus de son âge.

Une sciatique le cloue au lit pendant trois mois, pendant lesquels il s'interroge sur le sens de sa vie. Il en conclut qu'il ne souhaite plus être salarié et cherche alors ce qu'il pourrait faire, quelque chose qui l'enthousiasme. Un procès en prud'homme pour son licenciement lui permet de toucher un peu plus de 10 000 euros.

Il prend la décision de se lancer dans l'édition, à côté de quelques vacations en milieu universitaire. Il pense dans un pre-

mier temps à créer une coopérative, mais dans ses relations l'édition n'attire pas grand monde. Il démarre donc seul, en 1995.

Au tournant d'une page

Il se renseigne auprès de la chambre des métiers où on lui dit que le métier d'éditeur n'existe pas ! Le plus proche est imprimeur-éditeur. Ce sera son métier officiel.

Il est alors en contact avec *La Vie ouvrière*, revue proche de la CGT. Il leur propose de travailler en co-édition sur une collection "Eglantine" qui donnera la parole à des acteurs populaires en lutte. *La Vie ouvrière* est d'accord pour en assurer la diffusion.

Les premiers titres paraissent, dans un petit format (quart de page), imprimé à la photocopie, en nombreux petits tirages (quelques centaines d'exemplaires), ce qui évite de bloquer trop d'argent dans les stocks. Il fait tout lui-même : saisie, maquette, impression, reliure, promotion, vente.

Malgré cette modestie des dépenses, l'argent initial fond et en 2001, les caisses sont vides et les éditions sont près de s'arrêter. Mais un bon génie passe par là : c'est le moment où sortent *Les Mains bleues* (5), un livre qui raconte la vie des femmes licenciées de l'usine de jeans Levi's. Un petit article flatteur dans *Femina* le supplément week-end des grands quotidiens provoque 3000 commandes de ce titre. Il continuera de bien se vendre ensuite pour arriver aujourd'hui à près de 5000 exemplaires. Cette bonne vente fait découvrir le catalogue de la maison d'édition et à partir de ce



(1) Apes, 81 bis, rue Gantois, 59000 Lille, tél : 03 20 30 98 25

(2) BES, Bois-Environnement-Service, rue Joseph-Flipo, 59210 Coudekerque-Branche, tél : 03 28 66 32 05. *Coopérative ouvrière de production.*

(3) Le projet s'intitule "Le travail ne fait pas le bonheur", le livre sera écrit en 2005.

(4) Voir la page Livres.

(5) Voir la page suivante.



moment-là, les ventes vont commencer à grimper pour qu'en 2004 enfin les comptes soient équilibrés.

L'épreuve

Pour animer cette collection qui donne la parole surtout à des collectifs, Vincent Valdelièvre rencontre à peu près toujours les mêmes difficultés : il y a d'abord la peur de l'écriture au sein de groupes de personnes qui ne sont pas des habituées de la littérature. Pour remédier à cela, il y a souvent la nécessité d'un intermédiaire qui aide les gens à parler, puis à écrire. Retrouver le sens d'une narration dans son histoire est souvent perçu comme une épreuve, le confronter à d'autres est une découverte.

Pour le lecteur, il faut que le livre soit un récit avec un point de vue principal et d'autres avis qui s'y confrontent. Il y a donc la nécessité à partir de récits multiples de trouver ce fil conducteur. Il y a là un travail de réécriture généralement fait par la personne extérieure qui agit comme médiatrice. Il faut donc assurer un certain nombre d'allers-retours entre le collectif qui émet les idées et le rédacteur principal qui tisse le récit et soumet une épreuve. La lecture à voix haute devant le collectif provoque des remarques et souvent de nouveaux développements. Comme le dit Vincent Valdelièvre "l'écriture collective est un terrain instable". Lorsque l'écriture prend sa forme définitive, un manuscrit est confié à un illustrateur qui réalise quatre ou cinq dessins pour aérer l'ouvrage et un petit dessin placé en couleur en angle de la couverture.

Lorsqu'enfin l'ouvrage est publié, les gens sont généralement agréablement surpris du résultat : ils y sont arrivés. Quelque part, ils ont franchi une barrière.

Critique sociale

Avant cette collection qui compte aujourd'hui une quinzaine de titres, une autre collection populaire, créée dès 1995, reprend des textes brefs, mais forts. Il s'agit là de la reprise d'une ancienne tradition du temps où les colporteurs proposaient au porte-à-porte des petits fascicules de quelques pages. Cette collection d'"expression populaire et critique sociale" comprend aujourd'hui plus de 70 brochures de 20 à 32 pages, vendues un euro, avec des reprises de la littérature ouvrière des années 1820 à 1950, de la littérature de colportage (années 1650 à 1820), de la littérature d'expression populaire contemporaine. Le choix se fait en fonction de

l'intérêt de ces textes dans le débat social d'aujourd'hui et d'un niveau de lecture qui doit être compréhensible par tous.

On y trouve aussi bien des traductions d'auteurs contemporains comme Lu Xun, écrivain chinois avant le régime de Mao, qu'Eyvind Johnson, prix Nobel de littérature en 1974 qui a beaucoup écrit sur le prolétariat suédois ou encore Stanislas Knopik, ancien ouvrier de Métaleurop (6).

Cette démarche se retrouve dans la politique éditoriale d'autres maisons d'édition comme Le Geai bleu, le Cerisier, Agone ou Plein chant (7). Ces éditeurs se situent autour de deux pôles : les anarchistes et la CGT. Ils se retrouvent dans des salons du livre engagé comme celui de Colères du présent un salon du livre mis en place à Arras le 1er mai 2002 au moment du choc de l'élection présidentielle. Depuis, chaque année, le défilé du 1er mai se termine devant l'entrée du salon (8). Le choix d'Arras a été fait pour se décentraliser vis-à-vis de Lille... et bien que la mairie soit de droite, elle soutient aujourd'hui une initiative qui lui assure une bonne promotion.

Le rôle de ces maisons d'éditions "sociales" est un sujet de débat dans les syndicats entre ceux qui pensent que la culture est fondamentale et ceux qui ignorent ce monde.

Les Editions Sansonnet participent également à un salon du livre à Nanterre et au salon Mémoires et cultures de la région minière à la maison syndicale de Lens (9).

Diffuser de petits livres à des prix aussi bas que possible n'est sans doute pas le meilleur moyen pour faire fortune ! Les libraires hésitent à diffuser ce qui n'est pas cher : ils touchent un pourcentage, ce qui ne fait pas grand chose quand le prix est bas. Les ventes se font donc surtout par correspondance, dans des lieux militants, des lieux sociaux, des lieux culturels.

De délicieux petits livres à découvrir et à dévorer pour s'ouvrir à une nouvelle forme de solidarité.

Michel Bernard ■

Editions Sansonnet, 73, rue de Rivoli, 59000 Lille,
tél : 03 20 04 14 71.

(6) Usine de recyclage des batteries qui a été arrêtée par les actionnaires alors qu'éclatait un scandale suite à une énorme pollution par les métaux lourds.

(7) Le Geai bleu, 48, rue du curoir, 59100 Roubaix. Le Cerisier à Cuesmes (Belgique), Agone à Marseille, Plein chant à Bassac (Charente).

(8) Colère du présent, 1, rue du Pont-Amoureux, 62000 Arras, tél : 06 89 19 23 88. Plus de 10 000 personnes, 30 éditeurs, 50 écrivains et 50 autres stands, ateliers, spectacles...

(9) Maison syndicale, 32, rue Casimir-Baugnet, 62300 Lens.

Les mains bleues

et Christophe Martin
Ed. Sansonnet (Lille)
2001 - 128 p. - 8 €

Le 29 septembre 1998, la direction américaine de Levi's annonce la fermeture de son site à La Bassée (Nord). 541 personnes sont licenciées, essentiellement des femmes. Vingt-cinq d'entre elles acceptent le défi de l'écriture suite à une proposition faite par le biais de l'ANPE. Découverte de l'usine, de ce qui y était agréable, de ce qui l'était moins ; l'annonce du licenciement, cette journée si particulière, les larmes ; les rapports avec les machines (qui laissent les mains bleues), avec les hommes ; la deuxième journée des femmes à la maison ; le racisme ; l'oisiveté provoquée par le chômage ... et une lettre à leur PDG, parce que cela fait du bien de se sortir les tripes. Enfin un bilan de ces ateliers d'écriture, l'envie de continuer qui feront qu'ensuite, elles monteront une pièce de théâtre et créeront l'association *Les mains bleues*.



En regard de Sangatte

Denis Lecat
Ed. Sansonnet (Lille)
2002 - 128 p. - 8 €

A côté de Calais, c'est sur la commune de Sangatte que se trouve l'entrée du tunnel sous la Manche. De l'autre côté du bras de mer, pour les réfugiés, c'est l'espoir d'avoir des papiers, de trouver un travail, d'être régulés pour ensuite demander un



visa pour les Etats-Unis. Alors ils arrivent, principalement d'Asie, Afghans, Kurdes, Irakiens... avec l'espoir de passer. Ils sont interpellés et "stockés" dans l'immense hangar qui est resté du chantier. Le centre de Sangatte a été ouvert en septembre 1999 pour être fermé quatre ans plus tard. Les réfugiés s'y entassent dans des logements préfabriqués. L'auteur, animateur dans le théâtre y va un jour par curiosité puis y retourne pour offrir des moments de détente aux enfants comme aux plus grands. Ce livre est son journal, avec ses rencontres, ses confidences et l'ambiance presque surréaliste : on peut savoir l'ambiance dans le camp rien qu'à la distance où stationnent les forces de police ! L'auteur en arrive à dénoncer l'hypocrisie du monde politique :



essayant chaque jour de s'enfuir, les réfugiés y arrivent dans plus de 80% des cas. Alors pourquoi ce jeu cruel sans cesse renouvelé des arrestations, des interrogatoires et des retours au camp ? Remarquable préface de Philippe Delepiere.

Sauf dimanches et jours de fêtes

Victoire Perdot
Ed. Sansonnet (Lille)
2001 - 91 p. - 7 €

Tous les voyageurs qui se croisent entre les gares de Lille-Europe et Lille-Flandres vont-ils tous dans la même direction ? Sont-ils tous condamnés à suivre les mêmes voies : le travail jusqu'à la retraite ? A la manière d'un patchwork, l'auteur suit quelques parcours d'aujourd'hui puis les ima-



gine dans une vingtaine d'années. Qui aura pris sa retraite ? Qui poursuivra son activité ? Et la retraite existera-t-elle encore ? En collaboration avec le comité d'établissement régional de la SNCF, un roman qui montre que si nous sommes tous embarqués dans le même train, de notre comportement, de nos luttes collectives, dépendra notre destination.

Robinson des Bois-Blancs

Vincent Valdelièvre
Ed. Sansonnet (Lille)
2005 - 96 p. - 7 €

A partir de l'itinéraire d'un habitant des Bois-Blancs, à Lille, un atelier d'écriture dans une maison de quartier débouche sur cette histoire. Toute ressemblance avec des personnages existants est là bien réelle. Bel exercice d'écriture.

La dame à sa fenêtre

Collectif
Ed. Sansonnet (Lille)
2004 - 64 p. - 6 €

Maisons insalubres. Paroles des habitants aux rêves modestes. A quoi pense la dame à sa fenêtre ? Mépris des administrations et cercle vicieux : si vous n'êtes pas capable d'habiter dans une belle maison, pourquoi vous reloger dans une nouvelle ? Propriétaires invisibles, juste là pour encaisser les loyers. Propos désabusés. Témoignages d'un quartier oublié.

L'impasse

Pierre Debuys
Ed. Sansonnet (Lille)
2004 - 96 p. - 7 €

Dans l'impasse une maison oubliée du temps, mais pas des promoteurs. Les habitants s'opposent au projet de réhabilitation et obtiennent du nouveau maire une réhabilitation. Dans un style très

poétique où les rats ont leur mot à dire, l'auteur nous conte avec talent les différences de points de vue entre les élus et les habitants. Une fable moderne illustrée par Jacques Tardi. F.V.

Calais Dal

Collectif
Ed. Sansonnet (Lille)
2004 - 78 p. - 8 €

Annette Fauchet et son compagnon, touchés par le chômage, sont menacés d'expulsion dans un quartier de Calais. Heureusement, Annette rencontre les militants du Dal, Droit au logement, qui vont lui redonner l'espoir. Roman écrit à partir d'ateliers d'écriture animés par Thierry Maricourt et Vincent Valdelièvre, une méthode agréable de découvrir la force que l'on obtient lorsque l'on se bagarre ensemble, mais aussi de rappeler que les pauvres ne demandent pas grand chose : rester dans leur quartier dans des maisons restaurées.

Ne crie pas

Ricardo Monserrat
Ed. Gallimard
2000 - 5,80 €

Ricardo Monserrat a réalisé ce livre avec l'aide de dix-sept chômeurs de Roubaix, lors d'ateliers d'écriture. Roman noir situé dans une courée de Roubaix où se croisent les destins de Ludmilla qui fuit le Kosovo, de Karima qui fuit les massacres d'Algérie, de Léo et ses enfants, la fatalité du chômage et de la délinquance, et Cécile, le souvenir de celui qui l'a violée et qui vient de sortir de prison...

Contes d'ici et de là-bas

Lakhdar Allache et Olivia Molon
Ed. Le Geai Bleu (Roubaix)
2004, 70 p. - 13 €

Pendant huit ans, de 1994 à 2002, Lakhdar Allache a écouté les histoires des femmes d'ici



et de là-bas au centre social de Fresnoy-Mackellerie à Roubaix lors d'un atelier "mémoire de femmes". Il en est sorti des contes illustrés par Olivier Molon.

Les figurants

Didier Daeninckx
Ed. J'ai lu
2002 - 91 p. - 2 €

Valère Notermans, cinéophile, découvre à la braderie de Lille, une étrange bobine oubliée. Images en noir et blanc, violentes, inquiétantes... Il cherche à identifier le réalisateur de ces images. Les indices ? Quelques lettres énigmatiques à la fin du générique et les visages de ces figurants surgis du passé. Ils contiennent pourtant la clef d'un drame. Une de ces pages noires de l'histoire du Nord...



La mort n'oublie personne

Didier Daeninckx
Ed. Gallimard
1999 - 189 p. - 4,60 €



Jean Ricouart vit à Cauchel, dans le Pas-de-Calais. Un jeune historien en retrace le parcours pas banal : arrêté et torturé en Allemagne pour être membre de la Résistance, il est condamné pour meurtre à son retour à la Libération... par un juge pétainiste. Didier Daeninckx pose là la question de la validité des témoignages dans cette période trouble et des règlements de comptes qui y ont eu lieu.

Le train des oubliés

Didier Daeninckx et Mako Ed. Emmanuel Proust
2003 - 60 p. - 12 €

A Aubercourt, dans le Nord, des adolescents font un feu dans la galerie d'une mine de charbon désaffectée. On les retrouve asphyxiés. L'enquête officielle s'orientera vite vers la thèse rassurante de l'accident. Mais le père d'une des jeunes victimes n'arrive pas à s'y résoudre. Trop de non-dits planent sur cette affaire. Il décide de mener sa propre enquête et risque sa vie, à son tour, pour percer des secrets inavouables.



Mon enfant d'Outreau

Thierry Maricourt Ed. Hors-Commerce
2005 - 222 p. - 16,90 €

Thierry Maricourt, romancier libertaire, auteur de livres pour la jeunesse, se penche dans ce récent ouvrage sur les dérapages de la justice et des médias dans le procès pour pédophilie d'Outreau (Pas-de-Calais). Comment un quartier peut ainsi se retrouver jeté sous les feux des médias, comment la vie des enfants a été détruite, mais celles des adultes aussi. Entre parents pervers et juges fous.



Galibot parle

Thierry Maricourt Ed. Encreage
2002 - 136 p. - 11 €

Une famille populaire du nord de la France lutte pour ne pas descendre. Comment faire lorsque la misère vous accompagne depuis toujours ? Cette famille rencontrera Named, l'épicière — sans papiers — autour de qui se nouera une action de solidarité. Ils rencontreront alors des travailleurs sociaux avec qui, dans cette petite ville aux confins du bassin minier où tout le monde se connaît ou apprend à se connaître, ils vont unir leurs efforts.

Lundi perdu

Michel Quint Ed. Joëlle Losfeld
2004 - 326 p. - 10 €

Il y avait en Flandre, autrefois, un lundi d'hiver où justice se faisait. Finis, les seigneurs et les manants, les privilèges et le pouvoir, finie, l'immunité, on sortait les cadavres des placards. Jusqu'au lendemain évidemment... La directrice de l'Office régional d'action humanitaire lillois, condamnée pour abus de biens sociaux, revient régler ses comptes.



Les fruits poussent dans les arbres

Dominique Sampiero Ed. Flammarion
2002 - 407 p. - 18 €

Son père, traminot dans le Nord, meurt d'une tuberculose mal soignée. Thérèse a quatre ans. Elle devient dans les années 1960 une des premières "sœurs ouvrières". Sa religion est faite de souffrance partagée et de joie. Famille, amis,



déshérités, elle leur donne tout, sans compter. Et s'engage dans un militantisme syndical de choc à tel

point que l'Eglise l'exclut brutalement de l'ordre.

Et également

■ **Les frères de la côte**, Sébastien Doubinsky, éd. Sansonnet (Lille), 2003, 60 p. 6 €. Un petit conte situé sur les pirates, qui se la coule douce jusqu'au jour où ils prennent un gros bateau. Enfin la richesse ? Pas si sûr ! La morale de cette histoire... à découvrir à la fin de l'ouvrage.

■ **Jour comme un autre**, Stanislas Knopik, éd. Sansonnet (Lille), 2004, 28 p. 1 €. Retour à son ancienne usine, Métaleurop, accusée de pollutions diverses, abandonnée par un puissant groupe d'affaires qui ne veut pas en assumer la responsabilité. L'auteur, nostalgique, se promène au milieu des ateliers, décrivant les activités qui s'y tenaient et montrant comment l'usine a sans cesse évolué pour recycler différents déchets, se modernisant sans cesse... pour finalement être condamnée.

■ **Arrêt dans les marécages**, Eyvind Johnson, éd. Sansonnet (Lille), 1997, 32 p. 1 €. Kvist en a marre d'être serre-frein sur un train au début du siècle et abandonne son poste par une belle journée d'été. Tout juste si on ne l'accuse pas d'avoir provoqué la première guerre mondiale !

■ **La lumière du deuil**, Dominique Sampiero, éd. Verdier, 1997, 59 p. 10 €. La lumière du deuil est le portrait d'une jeune femme seule, enceinte, qui chante la lumière, la nature, mais aussi la peur, le désespoir et la mort.

Librairies



■ Librairie Meura, 25, rue de Valmy, 59000 Lille. Organise le festival de films "La critique sociale du capitalisme" en avril depuis 2003.

■ Librairie Les Lisières, 32, Grand-Place, 59100 Roubaix, tél : 03 20 73 29 29.



Gros plan sur la librairie les Lisières.

■ Le Marais du livre, 15, rue de l'Eglise, 59190 Hazebrouck, tél : 03 28 41 08 20. 25 ans de fidélité avec ses lecteurs.

■ Librairie L'Age d'homme, 27, rue de la Monnaie, 59800 Lille, tél : 03 20 31 05 34.

■ Librairie Le Verseau, 90, rue Esquermoise, 59800 Lille, tél : 03 20 55 48 69. Esotérisme et développement personnel.

■ L'Olivier, 51, rue Basse, 59800 Lille, tél : 03 20 51 56 03. Spécialisée monde et civilisation arabo-musulmans.

■ Quilit-quilit, 69, place Jules-Semis, 62400 Béthune, tél : 03 21 68 30 80.





Bilan financier 2004 simplifié en milliers d'euros

Compte d'exploitation 2004

Charges	2003	2004	Produits	2003	2004
Achats librairie	10	7	Ventes librairie	16	15
Imprimerie	57	67	Revue vendues	166	195
Frais reproduction divers	2	1			
Pliage	0	4	Variations stocks	11	1
Achats & charges externes	49	41			
Salaires & charges sociales	74	81	Aide emploi jeune	16	16
Amortissements	4	9			
Stocks	23	23	Reprise stocks	17	23
Droits d'auteurs	1	1	Soutiens et dons	4	3
Charges financières	0	0	Produits financiers	0	0
Impôt sur les bénéfices	2	3			
Excédent	8	16			
Total charges	230	253	Total produits	230	253

Bilan au 31 décembre 2004

Actifs	2003	2004	Passif	2003	2004
Investissements	4	3	Fonds associatif	48	56
Stocks	31	31	Excédent	8	16
Titres participation	32	37	Total fonds propres	56	72
Clients	14	11			
Divers à recevoir	11	2	Fournisseurs	28	2 8
			Produits avancés	44	47
Trésorerie	59	81	Frais dus personnel	15	15
Charges avancées	1	0	Divers dettes	9	3
Total actif	152	165	Total passif	152	165

Comme chaque année, nous vous présentons nos comptes. Le premier tableau "Compte d'exploitation" indique les mouvements financiers pendant l'année 2004. Le deuxième tableau "bilan financier" donne la situation où nous étions au 31 décembre 2004.

Silence dégage après impôts sur les bénéfices un excédent de 16 775 €. Cette hausse de résultat par rapport aux années précédentes est essentiellement due à l'augmentation des ventes sur l'année : de 4000 à 4600 abonnés et des ventes au numéro : de 700 à 1000 exemplaires par mois. Du fait des abonnements, nous avons des "produits avancés" dans le deuxième tableau qui se montent à plus de 47 000 €. Cette somme ajoutée au total des fonds propres (72 000 €) nous permettrait de rembourser l'ensemble des abonnements en cas d'arrêt de la revue.

Globalement, l'année 2004 présente un taux de croissance de 10%. Encore raté pour la décroissance cette année !

La bonne santé de la revue nous permet de continuer aujourd'hui aux mêmes tarifs : la hausse des ventes compense les augmentations des frais.

Nous recherchons des bénévoles pour tenir un stand Silence :

- Drôme : "Naturellement", le 3 juillet à Nyons
- Vosges : "Journées des saveurs", les 9 et 10 juillet à la Planchotte
- Aude : "foire bio d'Azille", le 10 juillet
- Aude : "foire bio de Couiza", les 6 et 7 août
- Lozère : "foire aux produits biologiques", le 10 juillet à Mende
- Sarthe : "Festival agri-culturel", les 22-23-24 juillet au Grand-Lucé
- Doubs : "Week-end bio", les 6 et 7 août à La Chapelle-des-Bois
- Indre : "foire bio", les 27 et 28 août à Neuville-Saint-Sépulchre
- Isère : "L'avenir au naturel", les 3 et 4 septembre à L'Albenc
- Gard : "Terrabio", les 10 et 11 septembre à Collias
- Creuse : "Colchique", le 18 septembre à Guéret

et surtout :

- Rassemblement à Bure (Meuse), 29, 30 et 31 juillet : festival musical et manif-action.

Contactez Dorothée le vendredi à la revue : 04 78 39 55 33 ou du lundi au jeudi au 04 77 63 00 65.

N° 327 (septembre) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 25 juin à 14 h.

Clôture des brèves : mercredi 3 août à 12 h.

N° 328 (octobre) : clôture des articles et comité de lecture : samedi 27 août à 14 h.

Clôture des brèves : mercredi 31 août à 12 h.

Bulletin d'abonnement page 95

Index de la revue

L'index des articles et brèves parus en 2004 est disponible contre 2 euros. Les index des années précédentes sont également disponibles à ce prix (depuis 1994). Pour ceux qui le désirent, nous disposons d'une compilation portant sur la fusion des index de 1994 à 2002. Il peut vous être communiqué par courriel en le demandant à romain-desbois@caramail.com.

En chantier

Sous réserve, les prochains dossiers seront consacrés à *vivre avec nos incohérences* (septembre), *décroissance et progrès social* (octobre), *la désobéissance civique* (novembre)...

Reportages en régions

Nous réalisons les numéros régionaux au rythme de deux par an. Il nous faut donc plus de quinze ans pour faire le tour de la France. Ceci ne signifie pas pour autant que l'on ne passe pas des reportages sur les autres régions. N'hésitez pas à nous en proposer sur les initiatives que vous connaissez. Les articles passeront dans les numéros intermédiaires.

Incohérences, contradictions et compromis

L'habit ne fait pas le moine et aucune panoplie du petit écolo ne fait illico de chacun un parfait écologiste. La biodiversité nous autorise, au contraire, à l'être de mille façons... Nous envisageons de réaliser un numéro sur nos propres contradictions. Racontez-nous vos expériences, avec si possible beaucoup d'auto-dérision (c'est thérapeutique).

esperanto

■ **Espéranto-info.** La revue *Espéranto-Info* animée par l'association du même nom est l'une des revues espérantistes la plus ouverte à l'écologie. Elle tiendra son assemblée générale le 2 juillet à 15 h à son siège : *Espéranto-Info*, 48210 Mas-Saint-Chély, tél : 04 66 48 58 48.

■ Langue thérapeutique.

Pendant cinq ans, au centre de soins des Glacis, à Nancy (Meurthe-et-Moselle), l'apprentissage de l'espéranto a été utilisé comme moyen thérapeutique auprès de jeunes en difficulté psychique avec de bons résultats : apprendre une langue qui n'est pas la langue courante lève les questions de comparaisons avec l'autre, favorise le rêve et la revalorisation du patient, augmente les capacités de concentration, de motivation, d'attention, d'autonomie et d'organisation dans le travail. En comparant avec l'apprentissage d'une autre langue, il a été constaté une amélioration plus rapide avec l'espéranto. Ce travail a donné lieu à un mémoire dans le cadre d'un DESS de l'Institut régional du travail, Université Nancy 2. Pour en savoir plus : claudy.esperanto@wanadoo.fr.

■ Hérault : semaine internationale.

Du 20 au 27 août, rencontre internationale à Sète. Renseignements : Yvette Vierne, 5, rue Docteur-Roux, 34090 Montpellier, tél : 04 67 54 15 43.

■ Bretagne : neuvièmes rencontres de Plouézec.

Du 13 au 20 août, rencontres et vacances. Jean-Pierre Ducloyer, 8, rue de Montauban, 35750 Ifpendic, tél : 02 99 09 71 92.

La Nef

■ Mieux utiliser l'argent ?

Alors que les comptes 2004 sont une nouvelle fois bénéficiaires et que le total de l'argent disponible atteint 22,47 millions d'euros, la Nef, société financière alternative, n'a prêté que 7,95 millions d'euros soit 35% du total. Si l'on compare aux années précédentes, on observe que c'est une tendance générale : il y a plus de dépôts d'argent que de prêts de l'autre côté. Au mieux, c'est en 2000, que l'on a eu 40% de l'argent prêté. Le reste de l'argent est placé essentiellement sur un compte de la Nef auprès du Crédit coopératif qui le gère comme il l'entend. Même si le Crédit coopératif prête beaucoup à des associations et des coopératives, ce n'est guère satisfaisant. Est-ce que la Nef est trop sévère dans l'acceptation des dossiers ou s'agit-il d'un manque de dossiers présentés ?



Ecologie

Ecologie est un centre écologique installé dans un ancien camp de vacances. Il existe depuis 1990 et a été fondé par des Néerlandais. Aujourd'hui, quatorze adultes et sept enfants y vivent, avec toujours une forte présence néerlandaise. Un vaste jardin bio assure une partie de l'alimentation du lieu avec une trentaine de légumes et plus de 80 herbes. Le complément se trouve dans un magasin bio sur place. Différents ateliers permanents s'y tiennent tout au long de l'année : sculpture sur stéatite, peinture, dessin, création de mosaïques, découverte de la nature, sauna céltique, équitation. Il est possible d'y louer des chambres tout au long de l'année... et de camper à la belle saison, voire de rejoindre le collectif qui anime le lieu.

Ecologie, 1 Thietry, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 02 61.

Médias

■ **Altermondes**, Crid, passage Dubail, 75010 Paris, tél : 01 44 72 07 71. Plusieurs associations de solidarité internationale se sont unies pour lancer cette nouvelle revue qui prend le relais de *Peuples en marche* et des *Cahiers de la Solidarité*. Le Crid, Centre de recherche et d'information pour le développement, Frères des hommes, Peuples solidaires, Ritimo et Terre des hommes animent la rédaction. La parution est tout en couleurs, fort bien maquetée, avec de bons articles et s'inscrit dans la réflexion altermondialiste. Seul bémol pour ce nouveau trimestriel : son prix (7,5 € pour 42 pages).

■ **Echo nature**, 2, rue Houzeau, 77120 Coulommiers, tél : 01 64 03 55 76. Après six ans d'animation d'un site internet (univers-nature.com) voici une version papier pour ce nouveau bimestriel d'une quarantaine de pages. Belle maquette couleur, mais contenu un peu fourre-tout, et une interview complaisante de la présidente de Farre, ce groupe industriel qui espère faire de l'ombre à la bio avec l'agriculture raisonnée.

■ **Le Périgourdin**, Barneuil, 24310 Saint-Julien-de-Bourdeilles, tél : 05 53 06 31 67. Sous-titré "dans périgourdin, il y a gourdin", cette revue se veut une approche critique du monde de la finance tant au niveau local que plus global. On y trouve des débats sur la décroissance, le moteur à eau, sur les entrepreneurs locaux... assez hétéroclite.



Habitat sain



■ **Toilettes sèches : enquête.** En Belgique, Joseph Orszagh a pu recenser plus de 600 foyers utilisant des toilettes sèches. Les associations Héol, Empreinte et Eau vivante lance une enquête côté français pour rendre crédible la démarche et pouvoir montrer des photos de toutes sortes de toilettes sèches existantes. Si vous en utilisez, prendre contact avec *Mima Galès, Clédy, 35480 Messac.*

■ **Pays-Bas : exposition permanente.** Les Néerlandais disposent d'une exposition permanente sur l'habitat écologique sur 2500 m² à Hertogenbosch, au sud de Utrecht : matériaux de construction, économies d'eau, énergie, architectes et associations du pays. Cette exposition est le résultat d'un travail engagé depuis 1976 par l'association VIBA, *Bedrijventrum Brabant, building B, postbus 772, NL 5201 AT Den Bosch, tél : 073 621 69 43.*

■ **Ecologie du berceau à la tombe.** La maison écologique n'existe pas car toute activité humaine engendre un "coût" écologique. Mais on peut essayer de faire le plus écologique possible. En Autriche, l'Energie institut du Voralberg a ainsi mis au point un catalogue de cinquante mesures à respecter. Première observation : la construction du bâtiment ne représente que 20% du bilan final, ce qui en simplifiant signifie qu'aujourd'hui la plupart des architectes qui ne voient pas plus loin que la construction oublient 80% des coûts ! Ces mesures sont reprises dans un catalogue distribué en Autriche : une maison totalement respectueuse de l'environnement totaliserait 300 points. Un bâtiment qui arrive déjà à 150 points est classé "basse énergie", s'il atteint 200 points, il est considéré comme "maison écologique passive". L'institut donne des conseils pour dépasser ce seuil de 200 points. *Das Energieinstitut Voralberg, Stadtstrasse 33 / CCD 6850 Dornbirn, Autriche, tél : 0043 (0)5572 31 202.*

Pentecôte de solidarité Ambiance Bois était fermée

Pour le lundi de Pentecôte, l'entreprise autogérée Ambiance Bois a décidé d'être fermée... sauf à l'heure du repas, à midi, pour y inviter tous ceux qui le voulaient à participer à un immense pique-nique. L'hypocrisie est nette quand on regarde à qui profite le travail gratuit de cette journée. Pour un salarié à temps plein, l'augmentation de travail correspond à sept heures soit 0,44% de son temps annuel. Sur un salaire brut annuel de 16 541€ annuel (salaire pratiqué à Ambiance Bois), la cotisation prélevée par l'Etat à l'entreprise sera de 0,3% de ce salaire soit 49,62€. C'est bien en gros ce qu'aurait touché net le salarié, mais pour l'entreprise, il en va tout autrement. Pour payer ce salaire de 49,62€, compte tenu des charges ce travail lui aurait coûté 80,49€. L'entreprise empêche donc la différence. L'entreprise empêche également la valeur créée par le travail. Dans le cas d'Ambiance Bois (15 temps plein), la journée de solidarité coûte 744,30€ versés à la caisse de solidarité, mais aurait créé 1040,55€ de bénéfice pour l'entreprise. Soit une marge de 58%. Merci Raffarin !

Au delà des intérêts du patronat, reste la vraie question : cela va-t-il vraiment aider les personnes âgées ? On peut en douter quand on se souvient de la vignette automobile par Ramadier dans les années 50 mise en place par Giscard dans les années 70, déjà à l'époque soi-disant pour aider les vieux. A cette époque, François Partant s'étonnait déjà "Après deux siècles d'enrichissement paraît-il remarquables, on en est encore à essayer de trouver des ressources pour résoudre des problèmes que la société la plus 'primitive' avait parfaitement résolu : prise en charge par la col-

lectivité de l'enfant, du malade, du vieillard (...). La retraite n'est un 'progrès' que parce que le travail est devenu imbécile. Pour que le problème des personnes âgées ne se pose plus, il faudrait que la cité redevenue un ensemble cohérent au sein de laquelle ni les gens ni les classes d'âges ne se cloisonnent". Le pique-nique d'Ambiance Bois a permis d'accueillir enfants comme vieillards, ce qui est sans doute plus utile que vouloir travailler plus. *Ambiance Bois, 23340 Faux-la-Montagne, tél : 05 55 67 94 06.*



Ni l'un ni l'autre répond La Nef, il s'agit d'un manque de personnes — bénévoles et sala-

riées — pour étudier la multitude des dossiers qui sont présentés. En 2004, le nombre de salariés est passé de 5 à 7 (pour 19,5 emplois équivalents plein-temps au total), aidés par 3 à 4 stagiaires. Les correspondants locaux bénévoles sont passés de 35 à 45. Cela ne suffit pas. La Nef a bien passé de multiples conventions avec des organismes spécialisés (agriculture biologique, énergies renouvelables, habitat écologique) pour des conseils sur la faisabilité des projets, mais les dossiers prennent du retard, conséquence d'une forte croissance (200 sociétaires de plus par mois en 2004). Pour résoudre la question, la Nef envisage de démultiplier ses agences locales. Pour le moment, elle n'a des bureaux qu'à Lyon (environ 2300 sociétaires en Rhône-Alpes) et Paris (environ 2000 sociétaires en Ile-de-France). Sont en projet une agence en Midi-Pyrénées (près de

1000 sociétaires) et une en Bretagne (près de 700 sociétaires). *La Nef, 114, boulevard du 11-Novembre, 69626 Villeurbanne cedex, tél : 04 72 69 08 79.*

■ **Autonomie électrique.** Le 10 décembre 2003, la Nef a inauguré son installation photo-électrique. En 2004, celle-ci a produit 12 600 kWh (soit 200 de moins que prévu sur plan), ce qui a représenté 72 % des besoins en électricité des bureaux de la Nef.

EDUCATION Cohérences de la pédagogie Freinet

L'Icem, Institut coopératif de l'école moderne, organise son 47e congrès international du 19 au 22 août à Sophia-Antipolis (Alpes-Maritimes) sur le thème "Appréhender la complexité du monde, cohérences de la pédagogie Freinet". Renseignements : *Icem, 18, rue Sarrazin, 44000 Nantes, tél : 02 40 89 47 50.*



MAINE-
ET-LOIRE

Réseaux Espérance

Les Réseaux Espérance se sont constitués il y a une trentaine d'années autour des idées de vivre ensemble, de coresponsabilité, de non-violence, de lien avec la nature et l'environnement, de reconnaître le rôle du plus démuné. Ils tiennent leurs rencontres d'été du 25 au 31 juillet à La Blotière, à La Pommeraye sur le thème "être avec d'autres dans le partage de l'intuition réseaux : qu'est-ce que cela change pour moi, quelle

action cela m'appelle ?".
Réseaux Espérance, 14, avenue du 11-Novembre, 69160 Tassin, tél : 04 78 34 78 98.

CREUSE

La Spouze

L'association *La Spouze* organise chaque lundi du 11 juillet au 30 août, à 21 h, des lundis littéraires dans l'atelier du peintre Pierre Gaverni : rencontres littéraires et musicales en compagnie d'auteurs, d'acteurs et de musiciens.
La Spouze, 23230 La Celle-sous-Gouzon, tél : 05 55 62 20 61.

SARTHE

Bercé concert nature

Pour la deuxième année, le festival agricole *Bercé concert nature* se tiendra du 22 au 24 juillet à la lisière de la forêt de Bercé, à Le Grand-Lucé. Musiques venant d'Europe, du Brésil et d'Afrique. Dimanche, conférence de Jean-Marie Pelt sur la solidarité, table ronde sur le thème "consommer autrement" avec une Amap de la Sarthe et un jardin du réseau Cocagne, forum associatif, marché paysan. Toilettes sèches pendant le festival. Buvette et restauration avec produits bio et du commerce équitable.
Association Zicos production, place Christian-Pineau, 72150 Le Grand-Lucé, tél : 02 43 40 93 16.

BOUCHES-
DU-RHÔNE

Manger autrement, un défi

Maud, Manger autrement un défi, est une association qui a vu le jour pour aider Maude Bury à concrétiser son envie d'ouvrir un lieu de restauration traditionnel, avec nourriture familiale, le plus souvent bio, variée, réalisée avec des produits locaux. Le restaurant vend en plus à prix coûtant des légumes provenant de ses fournisseurs. *Maude Bury, Maud, 21, rue des Carmes, 13200 Arles, tél : 06 64 44 89 90.*

ARIÈGE

Résistance

Le 9^e festival *Résistance* 2005 se tiendra dans l'Ariège, à Foix, Pamiers, Lavalenet, Ax-les-Thermes et Mirepoix, du 8 au 17 juillet avec plus d'une centaine de films présentés et quatre thèmes principaux : la dette coloniale (9 et 10 juillet), la santé empoisonnée (11 et 12), la politique autrement (13 et 14), le sport opium du peuple (15 et 16). Invitée d'honneur : Chantal Akerman. Des rencontres se tiennent en parallèle : le jeune cinéma algérien, le pays des bolcheviks, les femmes en politique, un forum sur l'utilité ou le danger d'internet, un programme jeune... A découvrir des documentaires comme *Bhopal, le procès qui n'a pas eu lieu, Dioxines sur la ville, Téléphonie mobile, sommes-nous cobayes, la mort lente de l'amiante, le sport ou la vie...*
Festival international de films Résistances, 24, avenue Général-de-Gaulle, BP 162, 09004 Foix cédex, tél : 05 61 05 13 30.



DR

LANDES

Rencontre à tout faire

Du 17 au 25 septembre, une rencontre pour découvrir, partager, expérimenter le "faire soi-même" est organisée à la Ferme à Pons, à Cagnotte. Les ateliers se mettent en place selon les apports de chacun. Déjà prévu : petit phar-

macie naturelle, lessive savon et dentifrice, tissage sans métier, réparation et entretien vélo, pain au levain, lactofermentation, marmite norvégienne, mobilier en carton, jeux de bric et de broc... proposez-en d'autres ! En parallèle : chantier permanent d'aménagement d'un bois nourricier, logement sous tente, repas collectifs, participation libre aux frais.
Ferme à Pons, 1668, route de Bélus, 40300 Cagnotte, tél : 05 58 73 71 66.

LOIRE-
ATLANTIQUE

Ecofestival

L'Ecofestival retourne cette année à Moisdon-la-Rivière, les 23 et 24 juillet sur le thème "vivre bien... simplement" avec une centaine de stands. Il sera suivi d'une université d'été du 25 au 27 juillet avec notamment Sophie Rabhi, initiatrice de la Ferme des enfants, Claude Michmacher, architecte de l'Ecocentre du Périgord, Thierry Jacquaud de la revue *L'Ecologiste*, Patrick Viveret, auteur de *Reconsidérer les richesses et des représentants des associations Kokopelli, Bolivia inti, Aspaari... Héol, maison autonome, route de Louisfert, 44520 Moisdon-la-Rivière, tél : 02 40 07 63 68.*



BOUCHES-
DU-RHÔNE

Les Envies rhônements

L'artistic se tiendra du 12 au 30 juillet sur le thème "des-équilibres" dans le delta du Rhône. Installation permanente dans le parc naturel régional de Camargue (mas du pont de Rousty) ; installation d'une journée le 22 juillet au domaine de la Palissade (Salin-de-Giraud, Arles), le 26 juillet aux Marais du Vigueirat (Mas-Thibert, Arles), le 30 juillet au domaine du Château d'Avignon (Saintes-Maries-de-la-Mer). Compagnies de danse, de cirque, groupes de musique, collectif sonore, cabaret ciné, arts plastiques... Ilotopie qui coordonne cette opération essaie de mêler et confronter différentes approches artistiques.
Ilotopie, 30, avenue Marx-Dormoy, 13230 Port-Saint-Louis, tél : 04 42 48 40 04.

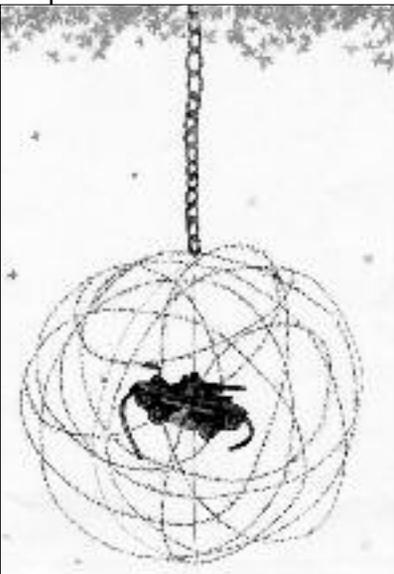


DR



TARN

Recyclart



"Halte ! Jardin d'enfants" de Francesca Rèines.

Pour la huitième année, la commune de Guitalens, au bord de l'Agout accueille une vingtaine de plasticiens "recycleurs" pour une exposition qui dure de juillet à septembre. Les œuvres, conçues à partir de déchets, aborderont cette année le thème du "jardin imaginaire". Francesca Rèines, une fidèle lectrice, y présentera deux installations : "Jardins suspendus aux cris de la Bourse" qui s'appuie sur la déclaration d'Auguste Detœuf : "Le capital est du travail accumulé. Seulement, comme on ne peut pas tout faire, ce sont les uns qui travaillent et les autres qui accumulent". Le deuxième "Halte, jardin d'enfants"

proposera une œuvre pacifiste à partir d'une phrase de Coluche : "Un pays neutre est un pays qui ne vend pas d'armes à un pays en guerre. Sauf s'il paie comptant". Recyclart, Mairie, 81220 Guitalens.



Damier de Charles Cambe.

SAVOIE

L'art de Marcher

Depuis 1990, Daniel Zanin, accompagnateur en montagne, partage la pratique de la marche consciente et de la marche afghane dont les bienfaits sont multiples. Savourer simplement l'instant présent, être attentif à ce qui est là, les pas, la respiration, la nature, les autres... C'est probablement la démarche la plus régénératrice et la plus aboutie qui soit : un chemin de quiétude en ce monde agité. *Art de marcher* propose journées, séjours, stages de préparation à la randonnée et au trekking. *L'art de Marcher*, 59, rue Georges-Guynemer, 73000 Chambéry, tél : 04 79 60 67 28.

ISÈRE

Festiforum

Afin de promouvoir et mettre en lien toute initiative économique, sociale et culturelle favorisant un mode de vie écologique, un fonctionnement solidaire et l'éveil des consciences, l'association Clés, Créations et liens pour l'écologie et la solidarité, a vu le jour. Elle se propose d'organiser du 30 septembre au 5 octobre à Saint-Antoine-l'Abbaye, Festiforum,

un lieu de rencontre et de débats et d'ateliers autour des domaines de l'habitat, les sciences et technologies, l'agriculture, l'éducation, l'alimentation, la santé, l'économie locale, les relations sociales... Pour proposer vos idées : Clés, Ecosite de la Clairière, Hameau du Furan, 38160 Dionay, tél : 06 64 65 98 98.

LYON

Restaurant Soline

Sophie et Matthieu, après deux ans de préparation, ont ouvert en juin un restaurant biologique (et végétarien) avec services multiples s'appuyant sur une alimentation fraîche et variée : service rapide sur place ou à emporter, espace de détente et de découverte, salon de thé l'après-midi, épicerie sèche et vente de pains bio, atelier de cuisine internationale en soirée et le week-end pour tout public, formation de cuisiniers. *Soline*, 89, rue Paul-Bert, 69003 Lyon, tél : 04 78 60 40 43.



Fêtes, foires, salons (le signe * indique que Silence est présent)

■ **Creuse : Jardins-jeudis de La Spouze.** Du 26 juin au 30 août, expositions, chansons, poésie, littérature, les jeudis à partir de 18 h. Renseignements : Centre de créations culturelles de la Spouze, 23230 La Celle-sous-Couzon, tél : 05 55 62 20 61.

* **Drôme : 14^e Naturellement.** 3 juillet à Nyons, 120 exposants en bio, énergies renouvelables, habitat écologique, etc. Thème de l'année : se nourrir, se loger, se déplacer, se rencontrer". Le salon a pris la décision d'interdire l'exposition et la vente de produits exotiques car trop coûteux en énergie pour leur transport. *Ceder*, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53.

■ **Tarn-et-Garonne : 11^e foire bio de Moissac.** 3 juillet sur la promenade du Moulin, entrée gratuite. *Le Trèfle vert*, impasse des Acacias, 82100 Castelsarrasin, tél : 05 63 04 91 90.

* **Vosges : journées des saveurs pour notre santé.** 9 et 10 juillet, à La Planchette, marché bio, art et artisanat, habitat sain, associations, thème de l'année : les quatre éléments. Débat sur les OGM. *Les Saveurs santé*, 4, la Planchette, 88260 Hennezel, tél : 03 29 07 81 06.

■ **Gironde : 4^e marché paysan.** 9 et 10 juillet, au château Fourton-La Garenne, à Nérigean, domaine en bio depuis 1974. Une quarantaine de stands (bio et artisans), débats, dégustations, balades, découvertes, animations pour petits et grands. *Aude Richard*, 5, Hourton, 33750 Nérigean, tél : 06 76 98 39 78.

* **Aude : foire bio d'Azille.** 10 juillet. 50 exposants, conférence à 15h30 : "notre lien avec le monde animal", musique, animations libres et gratuites. *Nature-et-Progrès*, Marie Gravelines, Mairie, BP 46, 11190 Couiza, tél : 04 68 20 94 75.

* **Lozère : La Cardabelle.** 10 juillet, place Urbain-V et place Chaptal à Mende. Plus de 50 exposants. Thème de l'année : l'avenir de la bio. *Eau de roche*, 4, résidence La Cantarelle, 1, rue Alexandre-Bécamel, 48000 Mende, tél : 04 66 65 98 57.

■ **Gard : pique-nique paysan**, 13 juillet à partir de 18h, sur les berges du

Gardon, à Saint-Jean-du-Gard, promotion des circuits courts de distribution. *Dimanches Verts*, 4, avenue de la Résistance, 30270 Saint-Jean-du-Gard, tél : 04 66 85 19 66.

■ **Ardèche : festival del sueño.** 14 au 16 juillet, à Saint-Remèze. Trois jours de fêtes avec théâtre de rue, ateliers divers, spectacle et concert chaque soir (rock, punk, chanson, reggae...), trois jours de réflexion avec forum associatif et débat sur nos modes de consommation. *Association Senois*, route des Gorges, 07700 Saint-Remèze, tél : 06 23 97 16 59.

* **Aude : foire bio de Couiza.** 6 et 7 août. 90 exposants, thème de l'année : l'éco-auto-construction. Dimanche à 16 h : conférence "pourquoi les pratiques alternatives font peur ?". *Nature et progrès*, Marie Gravelines, mairie, BP 46, 11190 Couiza, tél : 04 68 20 94 75.

* **Doubs : 4^e week-end bio.** 6 et 7 août à La Chapelle-des-Bois, à la ferme d'alpage "le gros Nondance", en pleine forêt. 30 exposants. *Association Tourisme Vert et blanc*, mairie, 25240 La Chapelle-des-Bois, tél : 03 81 69 14 93.

■ **Hérault : estivale de la bio.** 14 août à Olargues. Une centaine d'exposants. 15 h : conférence sur la traçabilité de la bio. *Civam bio*, maison des agriculteurs B, mas de Saporta, CS 50023, 34875 Lattes cedex, tél : 04 67 92 25 21.

■ **Yonne : rendez-vous de la protection animale.** 19 au 21 août à Vézelay, maison Jules-Roy, avec de nombreuses conférences : Help Congo (Alette Jamart, vendredi, 20h30), Protection au Venezuela (Bruno Pampour, samedi, 14 h), l'animal objet, négation de l'être vivant (Franck Schrafstetter, samedi 16h), les fermes à ours en Asie (Jill Robinson, samedi 20h30), la chasse baleinière (Sylvain Mahuzier, dimanche 16h). *Faune Explo*, BP 3, 60350 Cuisse-la-Motte, tél : 06 08 98 42 41.

* **Indre : 31^e foire bio de Neuvy-Saint-Sepulchre.** 27 et 28 août. *Le Gargaillou*, Mairie, 36230 Neuvy-Saint-Sepulchre, tél : 02 54 30 69 41.

Construire des alternatives au commerce équitable

Le commerce équitable est aujourd'hui tellement en vogue qu'on peut être amené à douter de sa réelle capacité à subvertir une économie profondément inéquitable.

La coopérative *Andines* propose une alternative à la vision dominante du commerce dit "équitable".

“On n'est pas là pour aider les pauvres !”. Michel Besson, un des fondateurs de la coopérative commerciale *Andines*, ne souhaite pas que celle-ci soit assimilée au "marketing d'un certain commerce équitable aujourd'hui en vogue". *Andines* considère que dans une société mondiale de plus en plus inéquitable, le commerce équitable n'existe pas, mais qu'il est une démarche, un objectif vers lequel tendre au maximum. Elle veut éviter d'entrer dans une logique de "charité paternaliste", d'assistanat, car "en se focalisant sur le producteur, on s'interdit de construire un modèle économique différent". Pour toutes ces raisons, *Andines* a fondé avec d'autres l'association *Minga*, afin de "promouvoir une autre vision du commerce équitable".

Une pionnière du commerce équitable

La coopérative *Andines* est le fruit d'une aventure qui commence en Colombie au début des années 80. Un groupe de Français vivant dans une communauté reculée où ils s'étaient impliqués dans l'éducation, sont chassés par la guerre civile, comme leurs camarades colombiens, vers les bidonvilles de Bogota. Ils y gardent leurs anciennes activités liées à l'éducation, notamment en animant des crèches. Depuis Bogota, les communautés d'exilés gardent des relations avec leur région d'origine. Ces relations se concrétisent

notamment par des échanges commerciaux informels, qui se réalisent dans un esprit de solidarité et d'équité.

L'idée leur vient alors d'étendre ces échanges, en conservant le même esprit, à des communautés françaises. La communauté colombienne crée la société commerciale *Interexpress* tandis que Michel Besson et ses amis expatriés contactent d'anciens copains d'usine en France, grâce auxquels ils constituent un capital de départ et montent la coopérative *Andines* en deux mois.

Forte de la souscription citoyenne réalisée en France, *Andines* crée sept emplois pour sept chômeurs et prépaye les commandes qu'elle passe à *Interexpress*. Aujourd'hui encore, elle joue le rôle de financier des échanges commerciaux. Son développement ainsi que celui des coopératives étrangères est réalisé sans prêt bancaire, mis à part un prêt obtenu auprès de la *Nef* (1). L'essentiel vient de prêts personnels. Le capital d'*Andines* est ainsi détenu par 109 actionnaires, dont 23 collectifs, parmi lesquels il y a 13 *Cigales* (2). Aujourd'hui, ses actionnaires, individus ou collectifs, représentent 350 personnes pour un capital de 200 000 €.

Dès le départ, *Interexpress* et *Andines* se dotent d'une charte formalisant les principes fondateurs de leurs échanges : autonomie, équité, respect mutuel, solidarité et transparence dans le partenariat entre communautés. Cette charte, ensuite corrigée et amendée avec l'arrivée de producteurs sud-américains, africains,

Repas

En septembre 2004 (n°314), nous avons publié un premier dossier sur le réseau Repas, Réseau d'échanges et de pratiques alternatives et solidaires. Nous reprenons ici une série qui dans les mois qui viennent va vous présenter les différents membres de ce réseau.

indiens et français a été déposée avec l'expression "commerce équitable", dont *Andines* est la propriétaire.

Transparence sur toute la filière

Andines a donc pour objectif "d'imposer une autre vision du commerce équitable" en remettant en cause la division internationale du travail. Pour ce faire, elle a choisi de travailler en filières, partant du principe que l'équité et la transparence sont plus faciles à organiser en circuits courts. Elle essaye donc de mettre en

Pour pouvoir respecter ses principes fondateurs, *Andines* refuse de coopérer avec la grande distribution.

place, grâce à cette exigence de transparence, une analyse des marges sur toute la filière. Tous les maillons de celle-ci, notamment le transport international et la finance, n'acceptent pas de se plier à ces règles du jeu. Mais comme le dit Michel Besson, "cette démarche est un cheminement" et heureusement, "nous sommes des milliers à vouloir aller vers une société plus juste". Ainsi, *Andines* constate que les coopératives de producteurs, les transporteurs locaux et les petits commerçants européens sont la plupart du temps d'accord pour appliquer ce principe de transparence. Afin qu'ils soient vraiment équitables, *Andines* souhaiterait vendre plus chers des produits tels que le café. "Il faudrait acheter le café encore deux ou trois fois plus cher pour que les producteurs puissent s'acheter un vélo !" Mais cet objectif est

fortement limité par le jeu du marché et par la nécessité de rester compétitif.

(1) Nouvelle économie fraternelle, société coopérative de finances solidaires, 114, boulevard du 11-Novembre-1918, 69626 Villeurbanne Cedex, tél : 0 811 90 11 90, <http://www.lanef.com>.

(2) Fédération des Cigales, Clubs d'investisseurs pour une gestion alternatives et locale de l'épargne solidaire, 1, rue Victor-Hugo, 93500 Pantin, tél : 01 49 91 90 91.



Alban Labouret

Le réseau de distribution d'*Andines* en France est constitué de 600 clients : essentiellement des petits magasins (*Artisans du monde*, boutiques de cadeaux et de décoration, *Biocoop*, *Nouveaux Robinson*, etc.), ainsi que quelques catalogues (*Artisanat-Sel*, *WWF*, *Camif*, *Handicap International*, etc.), collectivités et coopératives de consommateurs. En revanche, pour pouvoir respecter ses principes fondateurs, *Andines* refuse de coopérer avec la grande distribution.

Autonomie et solidarité réciproque

Andines s'appuie aussi sur un réseau de 200 groupes de producteurs et de partenaires répartis dans 19 pays. Remettre en cause la division internationale du travail et construire un modèle économique différent, c'est aussi veiller au principe d'autonomie de chaque groupe. Pour les produits agricoles par exemple, *Andines* se base sur le respect du droit des peuples à la souveraineté alimentaire. Les coopératives agricoles de production ont donc pour priorité de subvenir aux besoins des communautés dans lesquelles elles se trouvent, en axant leurs activités sur une production vivrière. Les cultures d'exportation telles que le café constituent un revenu d'appoint ne dépassant que rarement 10% de

l'ensemble de la production. Un autre moyen de parvenir à cet objectif d'autonomie est l'agriculture biologique, qui évite l'utilisation d'intrants et donc la dépendance à des acteurs extérieurs, tels que les multinationales qui vendent semences, engrais et produits phytosanitaires. Michel Besson constate en outre que les rendements qu'atteignent ces coopératives sont souvent bien meilleurs qu'en France. Même si, pour des raisons financières, tous les produits issus de l'agriculture que vend *Andines* ne sont pas certifiés bio, la totalité des coopératives agricoles pratique ce type d'agriculture.

Contrairement à la vision proposée par *Max Havelaar*, pour qui le commerce équitable ne s'applique qu'aux échanges Nord/Sud, *Andines* distribue aussi des produits issus, par exemple, de l'agriculture française. Mieux, elle refuse d'importer des produits qui peuvent être fabriqués en France. Là encore, *Andines* est cohérente avec sa volonté de sortir de la logique d'assistanat, de "charité paternaliste" sous-tendue par la vision dominante du commerce équitable et propose, a contrario, une logique d'autonomie et de solidarité réciproque entre acteurs du commerce, qu'ils soient du Nord ou du Sud.

La recherche de cohérence d'*Andines* par rapport à ses valeurs fondatrices se retrouve également dans la gestion interne : gestion démocratique, transpa-

rence, définition collective des salaires par les "coopérateurs-salariés". Ainsi, les membres de son personnel acceptent de limiter leurs salaires : le plus élevé est de 1700 € bruts par mois et il n'est que 1,2 fois plus élevé que le plus faible salaire. De même, *Andines* a choisi de ne pas entrer dans une logique de croissance : au nombre de sept aujourd'hui, les salariés ont décidé qu'ils limiteraient leur croissance à 10 salariés. Ils ont d'ailleurs déjà lancé une stratégie d'essaimage.

Une plate-forme alternative ?

Initialement créée pour supporter *Andines*, en prenant en charge les activités d'information et l'animation d'un débat sur le commerce équitable, l'association *Minga*, aujourd'hui forte de 70 structures, constitue une véritable alternative à la vision portée par la plate-forme française du commerce équitable. *Minga* est ainsi à l'initiative, avec la communauté d'agglomération de Plaine Commune, d'un "Salon international pour un commerce équitable", ouvert aux professionnels et au grand public et qui se tiendra du 1^{er} au 4 octobre 2005 à la Nef de l'Île-Saint-Denis. Bien qu'il soit ouvert à tous, y compris aux membres de la plate-forme française du commerce équitable, ce salon, en se distinguant d'événements tels que la quinzaine du commerce équitable, a indéniablement pour vocation de faire émerger une vision différente du commerce équitable. Son intitulé affirme d'ailleurs bien cette volonté de différenciation : en s'intitulant "salon international pour un commerce équitable" et non pas "du commerce équitable", *Minga* souligne que "l'équité dans les échanges commerciaux n'est qu'en devenir". Un contraste saisissant avec le discours marketing selon lequel il suffirait d'acheter des produits *Max Havelaar* dans son hypermarché habituel, ou même au *Mac Donald* comme en Suisse, pour que le commerce mondial devienne équitable.

Abus de position dominante ?

Construire et proposer une alternative à la vision dominante du commerce équitable n'est cependant pas chose aisée. D'une part, parce que les moyens que drainent les poids lourds tels que *Max Havelaar*, en ayant choisi de s'associer aux multinationales de la transformation

et de la distribution, offrent une visibilité publicitaire, commerciale et médiatique qui tend à imposer une conception unique du commerce équitable. D'autre part, parce que ces mêmes poids lourds ont la ferme intention de conserver leur position dominante et la ridicule prétention de garder l'exclusivité de l'équité dans les échanges commerciaux.

L'actualité, avec le litige qui entoure la publication d'un livret d'information sur le commerce équitable publié par l'Association française de normalisation, Afnor (3), illustre bien "l'abus de position dominante" auquel se livre Max Havelaar. Fruit d'un travail de trois ans et de l'engagement de nombreux acteurs du commerce équitable, cette brochure "consensuelle" montre qu'il n'a pas été possible d'arriver à produire une norme, mais avait le mérite d'exister et de constituer, comme l'écrit l'Afnor, "une tentative de concertation". C'est un "texte dangereux" qui offre une vision du commerce équitable "au rabais", selon la plate-forme du commerce équitable, la fédération Artisans du monde et Max Havelaar France, qui ont donc décidé d'appliquer la politique de la chaise vide, afin de faire pression sur le gouvernement pour que cette brochure ne soit pas publiée. Pression efficace, puisque le ministère des affaires étrangères s'oppose lui aussi à la publication de la brochure, poussant le directeur de l'Afnor à mettre sa démission en jeu. Les principaux arguments avancés par les trois associations montrent bien leur volonté d'imposer leur propre vision du commerce équitable. Tout d'abord, elles estiment que le commerce équitable doit passer par une organisation "dont la mission première est le commerce équitable", souhaitant ainsi conforter leur rôle d'acteur incontournable et imposant de fait une sorte de corporatisme en interdisant aux acteurs classiques du commerce, ou à des nouveaux venus, de se revendiquer du commerce équitable sans passer par eux.

Deuxièmement, ces poids-lourds français tentent d'imposer la nécessité de construire un partenariat avec les producteurs "du Sud" pour permettre à ceux-ci d'atteindre une certaine autonomie. Mais quelle autonomie ? Faut-il laisser le soin à Max Havelaar et aux multinationales qui achètent les productions des coopératives des pays "du Sud" de définir de quelle autonomie ces dernières ont besoin ? Voilà une belle illustration de la "charité paternaliste" présente dans la vision dominante du commerce équitable. Pas étonnant que cette initiative soit soutenue par le Quai d'Orsay qui, depuis l'Empire,



Le magasin d'Andines.

n'est pas sorti de la prétention à imposer sa vision paternaliste aux pays "en développement".

Le troisième argument contre la brochure Afnor est la volonté de ces organisations de se poser en défenseur des producteurs face aux acheteurs. S'agit-il de naturaliser un commerce international destructeur et générateur d'inégalités en déléguant la responsabilité de l'équité à des organisations telles que Max Havelaar ?

Du coton transgénique équitable ?

Nous constatons donc que la vision du commerce équitable que Max Havelaar tente d'imposer est très loin de l'alternative que propose Minga : elle ne remet en cause ni les modèles économiques dominants, ni la vision paternaliste du "développement". C'est certainement pourquoi elle a tant de succès auprès des grands du commerce international. On comprend aussi pourquoi elle est soutenue politiquement et financièrement par le ministère des affaires étrangères : faire de la France un "pionnier du commerce équitable" et défendre les intérêts français à l'étranger ne sont pas deux objectifs incompatibles, bien au contraire. Le développement d'une filière "coton équitable" en Afrique de l'Ouest illustre bien à quel point les intérêts de Max Havelaar, des entreprises françaises et du Quai d'Orsay sont intimement liés. Premier produit non alimentaire labélisé par Max Havelaar, le "coton équitable" d'Afrique de l'Ouest est produit, transformé et exporté par Dagrif (développement des agro-industries du Sud), société française implantée en Afrique depuis 1949. Ce projet, financé par l'Etat français, a déjà trouvé de nombreux débouchés parmi les

grandes entreprises françaises de la distribution. La vocation de Dagrif, entreprise publique en cours de privatisation, est de participer au "développement des pays du Sud". Dagrif prétend, avec son industrie cotonnière participer à la lutte contre la misère : elle axe ses efforts notamment sur la diffusion de coton génétiquement modifié et joue la confusion avec une démarche de commerce équitable ! (4) Y aurait-il un lien avec la farouche volonté de Max Havelaar, soutenue par le ministère des affaires étrangères, de ne pas se laisser imposer une définition extérieure du commerce équitable ?

Espérons que l'initiative qu'a pris Minga d'organiser le premier "Salon international pour un commerce équitable" permettra de faire émerger une vision alternative de ce qu'est l'équité dans les échanges commerciaux. Ce salon aura notamment pour vocation de sensibiliser le public et particulièrement les jeunes, par l'organisation, en partenariat avec la structure Via le monde du conseil général de Seine-Saint-Denis (5), de visites guidées à destination des classes de collèges. Il s'agira, afin d'éviter les travers du tiers-mondisme, de promouvoir une pédagogie du commerce qui ne soit pas uniquement axée sur le commerce équitable entre le Nord et le Sud : quels sont les grands principes du commerce ? Qu'est-ce qu'une marge ? Comment on y intègre le travail ? Comment sont réparties les marges le long d'une filière ? etc. Une façon d'amener le public à comprendre que l'équité dans les échanges commerciaux n'est pas un acquis, car elle est une démarche qui ne se résume pas à acheter du café "équitable" pour bien dormir.

Alban Labouret et Aymeric Mercier ■

Andines Scop, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 L'Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 20 48 60, <http://www.andines.com>.

Association Minga, 6, rue Arnold-Géraux, 93450 L'Ile-Saint-Denis, tél : 01 48 09 92 53, <http://www.minga.net>

(3) L'Association française de normalisation "élabore les référentiels demandés par les acteurs économiques pour faciliter leur développement stratégique et commercial". Afnor, 1, avenue Francis-de-Pressensé, 93571 Saint-Denis-La Plaine Cedex, tél : 01 41 62 80 00, <http://www.afnor.fr>.

(4) Le coton représente près de 80% du chiffre d'affaires 2004 du groupe Dagrif, en progression de 30% à 422 millions d'euros (source : communiqué du service communication et relations publiques de la présidence de Dagrif, le 31 mars 2005, sur <http://www.dagrif.fr>). Voir ses déclarations dans une tribune du Monde le 3 février 2005 et voir également Max Havelaar, dérive totale dans Silence n°323, page 29.

(5) Via le monde, conseil général de Seine-Saint-Denis, 1, avenue Youri-Gagarine, 9^e étage, 93000 Bobigny, tél : 01 41 60 89 17, courriel : vialemonde@cg93.fr

Dette et aides

Lorsqu'une banque vous prête de l'argent, il faut lui en rendre plus... C'est ce même principe qui fait qu'après avoir emprunté dans les années 50 et 60, les pays du Sud remboursent plus que ce que leur fournissent les nouveaux prêts. Les chiffres officiels sont significatifs :

en 1997, les transferts des pays du Sud vers le Nord ont atteint 4,5 milliards de dollars ; en 1998, 10,2 milliards ; en 1999, 8,2 milliards ; en 2000, 9,6 milliards ; en 2001 7,3 milliards ; en 2002, 5,7 milliards. Soit pour cette période un solde en faveur du Nord de 45,5 milliards dont 34,8 pour la seule Afrique.

Du côté des "aides", ce n'est pas mieux ! L'aide n'est actuellement que de 0,27 % du PIB des Etats du Nord alors que l'engagement pris devant l'ONU est de 0,7 %. Cette aide est le plus souvent liée à une obligation d'acheter des produits dans les pays qui aident : on estime à près d'un tiers l'argent qui revient immédiatement dans le pays d'origine... un moyen de favoriser l'exportation dans les Etats riches.

Tout ceci s'appelle "l'aide au développement" : les riches sont plus riches et les plus pauvres toujours plus pauvres.



PALUDISME

L'OMS ne trouve pas d'argent

En 1998, l'OMS avait annoncé son intention de réduire de moitié la mortalité provoquée par le paludisme (ou malaria) d'ici 2010. Elle a reconnu début mai, que cela ne serait pas fait... par manque d'argent. Elle chiffre ce manque à environ 3 milliards d'euros. C'est le prix de l'EPR par exemple.

Colonialisme positif

L'assemblée nationale a voté discrètement le 23 février dernier une loi pour la reconnaissance du mérite des anciens combattants en Afrique du Nord. L'article 4 prétend que "Les programmes de recherche universitaire accordent à l'histoire de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, la place qu'elle mérite. Les programmes scolaires reconnaissent en particulier le rôle positif de la présence française outre-mer, notamment en Afrique du Nord, et accordent à l'histoire et aux sacrifices des combattants de l'armée française issus de ces territoires la place éminente à laquelle ils ont droit". Un collectif d'historiens s'est mis

en place pour protester contre cette présentation "obligatoire" de l'histoire de la France et dénonce "le rôle positif" de la colonisation qui impose un mensonge officiel sur des crimes, sur des massacres allant parfois jusqu'au génocide, sur l'esclavage, sur le racisme hérité de ce passé".

Commerce équitable



■ **Indépendance publicitaire.** Cette année, la quinzaine du commerce équitable, début mai, a de nouveau été mar-

quée par une vaste campagne publicitaire au profit de Max Havelaar (spots télé, radio, affichages...). Selon Max Havelaar, tout ceci est pris en charge par les partenaires financiers (Macif, chèques-déjeuners, Crédit coopératif) et par le ministère des affaires étrangères. Les afficheurs feraient tout cela gratuitement. Les médias offrirait l'espace gratuitement. Dans un monde où tout se vend, voici qu'on se trouve dans un espace de gratuité incroyable ! On a du mal à y croire. Voir des marchands d'armes (Club-internet par exemple, groupe Lagardère), des pileurs du monde (les publicistes), se donner ainsi bonne conscience évite sans doute

Nord/Sud



de poser les bonnes questions : pourquoi les producteurs du Sud vivent-ils si mal ? En quoi Max Havelaar est-il autre chose qu'un pansement sur un système d'exploitation insoutenable ? Les cultures d'exportation ne devraient-elles pas laisser place à des cultures vivrières ?

■ Tourisme équitable ?

Les associations qui proposent du tourisme équitable, solidaire, écolo... dans les pays du Sud commencent à prendre conscience que prévoir un voyage avec utilisation de l'avion est une catastrophe en soi. Mais de là à proposer d'autres modes de déplacement, forcément plus lents, il y a un pas qui n'est pas encore franchi. Le WWF a calculé que prendre quinze jours de vacances au Maroc en restant au même endroit, avec un aller-retour en avion consomme déjà plus de 1000 kg d'équivalent carbone alors qu'une randonnée en vélo, avec départ et retour en train et logement en gîtes n'en consomme pendant le même temps que 46 kg... soit vingt fois moins. Une réunion de ces associations,



qui s'est tenue lors du salon Primevère à Lyon, fin février, a proposé de refuser les voyages proposant un aller-retour en avion sur une seule semaine... C'est insuffisant ! Peut-on supprimer l'avion ? Aller en Inde en bateau, c'est possible, mais cela demande une grosse semaine et un bon budget ! La solution : partir lentement ? partir moins loin ? prendre son temps ? Relire le numéro 324 de Silence !

INDE

Marche pour l'accès à la terre

Le mouvement Ekta Parishad, mouvement non-violent qui a repris les méthodes de Gandhi, organise pour 2007 une vaste marche de protestation de 300 km qui se terminera à Dehli, devant le parlement. Le mouvement multiplie les actions en réseau pour préparer cette marche et espère mobiliser 100 000 personnes pour un sit-in illimité jusqu'à ce que le parlement fasse appliquer les lois qui garantissent l'accès à la terre pour tous. Un appel à soutien international a été lancé.

■ En Inde :

www.ektaparishad.org

■ Pour en savoir plus :

Solidarité, BP 52,

7 bis, avenue Foch, 81602

Gaillac, tél : 05 63 41 01 14.

EGYPTE

L'amiante tue

L'usine *Ura-Misr*, au Caire, fabriquait des canalisations en amianteciment (10% d'amiante). Les sacs d'amiante arrivaient avec des avertissements en anglais et en français, lesquels n'étaient pas traduits. Chaque jour 36 tonnes d'amiante passaient dans l'usine. Le système d'aération était souvent en panne et les fibres d'amiante voltigeaient dans les ateliers. Les filtres jetables étaient nettoyés à la brosse métallique par économie et réutilisés. Les réparations dans les machines se faisaient sans protection. A partir de 1993, les ouvriers commencent à mourir. En 1998, la mort d'un des directeurs de l'usine fait enfin comprendre à tous ce qui les rend malades. Des plaintes sont déposées. En mars 2003, des syndicalistes suivent des camions qui quittent l'usine de nuit et découvrent que des déchets sont emmenés pour être déversés dans le voisinage. Plainte est déposée : la police ne demande que le recouvrement des déchets par du sable. En septembre 2004, l'usine ferme définitivement et licencie 79 ouvriers. Commence une occupation d'usine pour demander une prise en charge sanitaire et le paiement des derniers salaires. Lors des premiers procès début 2005, le gouvernement soutient l'ancienne direction, nie la relation entre les maladies et l'exposition à l'amiante, refuse les compensations financières. Réseau-Solidarité a lancé une campagne de lettres aux autorités égyptiennes pour demander la reconnaissance de la maladie professionnelle. Réseau-Solidarité, 10, quai de Richemont, 35000 Rennes, tél : 02 99 30 60 53.

Solaire

■ Californie : solaire obligatoire.

La Californie a adopté une réglementation qui oblige, sauf impossibilité, à équiper tout logement neuf ou réhabilité en chauffage-eau solaire. Des aides sont mises en place et devraient concerner un million de maisons individuelles en dix ans.

■ Maroc : maisons solaires.

De très nombreux villages au Maroc ne sont pas reliés au réseau électrique. Temasol, filiale de Total, a annoncé fin 2004 avoir franchi le cap des 10 000 maisons électrifiées solairement et annonce l'électrification de 37 000 maisons supplémentaires d'ici 2007. Temasol emploie 80 personnes.

■ Allemagne : lotissement solaire.

A Hanovre, dans le quartier de Kronsberg, un lotissement de 106 logements a été conçu avec un captage solaire collectif : 1473 m² de capteurs sur les toits des maisons reliés à une cuve de stockage de 2750 m³. En été, l'énergie solaire excédentaire permet de monter en température l'immense stock d'eau le quel baisse ensuite lentement pendant tout l'hiver. Ceci économise environ 50% des besoins en eau chaude.

■ Le CEA contrôle le photovoltaïque.

Le 21 avril, le Syndicat des énergies renouvelables a dénoncé le projet de nouvelle Agence nationale de la recherche : au sein de cette agence, le CEA, Commissariat à l'énergie atomique, structure qui gère les liens entre le nucléaire civil et militaire, pourrait se voir confier la recherche dans le domaine du photovoltaïque au détriment de l'Ademe, Agence de l'environnement et de maîtrise de l'énergie, qui dépend du ministère de l'écologie. Si le CEA fait déjà de la recherche dans le domaine, cela correspondrait à un contrôle de la filière... par le ministère de la défense ! L'intérêt pour ce dernier est le contrôle des brevets. Alors que le pétrole est depuis longtemps un intérêt militaire, voici que le solaire le devient aussi.

GRANDE-
BRETAGNE

Renforcement éolien

Il existe déjà 1200 éoliennes en fonctionnement en Grande-Bretagne assurant l'énergie nécessaire à 540 000 foyers (soit 3% de l'électricité nationale). Le secrétaire d'Etat britannique à l'Énergie a indiqué le 25 mai à la BBC, le soutien à la construction de 2000 éoliennes supplémentaires d'ici 2010 pour atteindre l'objectif européen de 10% d'électricité provenant d'énergies renouvelables. 700 éoliennes seront installées en mer.

SUISSE

100% renouvelables, c'est possible

Les Verts-Suisse ont publié un rapport fin mai montrant que le potentiel d'économie d'énergie dans la Confédération est suffisant pour ne pas avoir recours à de nouvelles centrales nucléaires ou au gaz. Les Verts-Suisse proposent un plan énergétique qui prévoit d'atteindre le 100% énergies renouvelables en 2050, avec comme première étape la fermeture des trois centrales nucléaires suisses (Mühleberg, Beznau I et II)

Energie contre environnement

La lutte pour disposer du pétrole est déjà à l'origine de nombreux conflits dans le monde, le plus visible étant l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis. Mais le risque de pénurie a aussi un effet de plus en plus néfaste sur l'environnement. Après les territoires vierges de l'Alaska menacés par de nouvelles prospections pétrolières, plusieurs zones protégées d'Amazonie sont dans le collimateur des compagnies pétrolières : les indiens d'Equateur dénoncent ainsi les projets de forage dans le parc national Yasuni.

La recherche d'uranium n'est pas en reste. Alors qu'au Niger, les conditions d'exploitations autour d'Arlit commencent à être médiatisées, les compagnies essaient de briser les accords qui protègent des zones détenuées par les aborigènes en Australie.

Plutôt que de s'engager dans des politiques économes en énergie, les multinationales du domaine sont prêtes à tout pour finir de détruire la planète.



L'armée suisse en pleine manœuvre.

d'ici 2010. Le développement des énergies renouvelables passe par une décentralisation des lieux de production, ce qui se heurte à la volonté des dirigeants actuels.

CHARENTES Caravane du Soleil

Multi-énergies renouvelables a inauguré en avril dernier sa caravane du Soleil, une remorque de 3,70 m de long sur 1,80 m de large sur laquelle sont présentées en démonstration un chauffe-eau solaire de 1,1 m² pour 40 litres, deux panneaux solaires photovoltaïques (1 m² soit 110 Wc), une éolienne de 50 W, une batterie 12 volts pour le stockage de l'électricité produite par le soleil et le vent, un petit poêle à bois, un bloc cuisine complet et une douchette extérieure d'eau chaude solaire, un onduleur pour alimenter différents appareils en 220 V, des instruments de sécurité et de mesure de l'énergie produite et consommée, différents types d'éclairage et d'appareils basse tension et basse consommation. La Caravane du Soleil a été dénommée ainsi car toutes les

énergies renouvelables (vent, bois, biomasse...) sont toutes des formes dérivées de l'énergie solaire. La plate-forme peut être branchée sur le réseau EDF... pour y renvoyer son trop-plein d'électricité. Pour utiliser cette remorque, prendre contact avec Jean-Paul Blugeon, MER 17, 12, rue de la Mauratière, 17300 Rochefort, tél : 05 46 99 18 38.

JURA

Visites d'installation

Rien ne vaut une visite sur le terrain pour se convaincre que les énergies renouvelables, cela marche ! L'Ajena, Association jurassienne énergie et environnement, organise des visites régulièrement : chauffe-eau solaire à Belfort (28 août), production d'électricité solaire à Orgelet (3 septembre), chauffage solaire et appoint granulé bois (10 septembre), visites de micro-centrales hydrauliques en Bourgogne (17 septembre)... Pour s'inscrire : Ajena, Maison des énergies renouvelables, 28, boulevard Gambetta, BP 149, 39004 Lons-le-Saunier cedex, tél : 03 84 47 81 10.



Quartier de Kronsberg à Hanovre.

Eolien

91% des Français sont pour ! Alors que le gouvernement vient d'assassiner le secteur éolien avec une nouvelle loi obligeant à construire des centrales éoliennes de fortes puissances (plus de 20 MW), l'agence Rhône-Alpes énergie environnement a demandé un sondage à l'agence Louis-Harris. Celui-ci réalisé les 15 et 16 avril dernier, indique que 91% des sondés sont favorables au développement de cette forme d'énergie. 61% jugent que cela ne nuit pas au paysage, 18% sont favorables à une concentration en grands parcs alors que 40% préfèrent de petites unités, 29% approuvant les deux.

Bure

■ **25 juin : Nuit contre les déchets nucléaires.** Des actions sont organisées le soir du 25 juin dans plusieurs villes et sites de France pour protester contre la volonté de transformer le site de Bure en site d'enfouissement sans aucune réflexion sur le devenir de ces déchets.

■ **29, 30 et 31 juillet : festival musical.** Dès le vendredi 29 après-midi, action d'installation "Faisons bloc" pour isoler le site du futur laboratoire pendant la durée du festival. Pendant tout le week-end scène musicale avec Stop Bure Brothers and sista', Capra, Rosette, Roger Serge, Mell, Jean-Yves Chetail, Edenes, Carpe Diem, David Vincent et ses mutants, Pas trop tôt le matin, Les Camionnettes, Human Tanga, Duo Mael, Foligato, La Casa Bancale, Les Enfants de la Batterie, Kommando Pernod, Richard Durne... Samedi 30 à 11 h, inauguration de la maison "Bure zone libre". Stands associatifs toute la journée, spectacles et de nouveau concert en soirée. Dimanche à 11 h : manif-action devant le site. *Coordination nationale des collectifs contre l'enfouissement, 1, sentier de Guédonval, 55000 Bar-le-Duc, tél : 03 29 45 41 77.*

■ **14 septembre, une manifestation s'organise à Bar-le-duc :** présentation lors du rassemblement de juillet.

Tchernobyl

■ **Bandazhevski rejoint la Crii-Rad.** Le professeur Youri Bandazhevski a envoyé, le 28 janvier dernier, une lettre à la Crii-Rad française, Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité, pour demander à travailler en collaboration. Le laboratoire indépendant a décidé de lancer une souscription pour ouvrir un laboratoire indépendant en Biélorussie. *Crii-Rad, 471, avenue Victor-Hugo, 26000 Valence, tél : 04 75 98 58 01.*

■ **Corse : malades de la thyroïde.** Le nuage radioactif avait été particulièrement important sur l'île, à partir du 3 mai 1986, après l'accident de Tchernobyl. Alors que l'Italie et Monaco bloquaient la consommation de légumes frais, rien n'était décidé par l'Etat français. L'enquête récente sur les mensonges de l'époque a permis de retrouver des analyses de lait en Corse montrant des taux de contamination de 4500 à 5000 béquerels par litre, soit dix fois la limite autorisée. Officiellement, ces maladies de la thyroïde n'ont

Nucléaire



rien à voir avec le nuage... mais avec une amélioration de la détection. Les endocrinologues dénoncent cette idée : l'augmentation des maladies n'est pas la même sur tout le territoire et la Corse, département le plus touché, présente le plus de cas de maladies ! Laurence Gabrielli, endocrinologue révèle que sept patients sur dix la consultent pour des maladies de la thyroïde. On compte selon les endroits en Corse entre 13,8 à 23 cas pour 100 000 habitants contre 4,5 en moyenne en métropole. L'étude épidémiologique prévue depuis 1986 n'a toujours pas vu le jour. Le 12 mai, après avoir écouté un exposé de Roland Desbordes de la CRII-Rad et avoir pris connaissance des éléments rendus publics par l'enquête sur les dissimulations concernant le nuage radioactif, le conseil régional a demandé un suivi médical des populations exposées, la mise en place d'un registre des cancers, notamment de ceux de la thyroïde. Le conseil général de Haute-Corse a également indiqué "explorer les possibilités de conduire une action en justice".

NIGER

L'IRSN couvre la Cogéma

Gravement mis en cause par plusieurs enquêtes (*Libération, Le Monde, Canal +*, voir numéros de *Silence* précédents), la Cogéma a souhaité "rétablir les faits" et a pour cela sollicité l'IRSN, Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire, pour réaliser une étude "indépendante" sur ses mines d'uranium. Résultat : tout va bien.

Des journalistes du Niger ont interrogé Didier Gray, un des auteurs du rapport. Celui-ci n'a pas fait mystère d'une "mission légère" de quatre jours "réalisée à titre commercial" où "la question sanitaire des travailleurs n'a pas du tout été abordée". L'étude de l'IRSN a été entièrement financée par la Cogéma et l'IRSN s'est appuyée uniquement sur les documents fournis par la Cogéma. Plus impartial ce sera dur.

ALLEMAGNE

Pour la sortie du nucléaire

Le 26 avril dernier, l'Allemagne a fermé la centrale nucléaire d'Obrigheim, la plus vieille en activité dans le pays (39 ans). Après Mülheim-Kärlich en 2000 et Stade en 2003, Obrigheim sera le troisième site à fermer ses portes et à engager un peu plus l'Allemagne vers la sortie du nucléaire. En 2001, le gouvernement a adopté un scénario prévoyant la fermeture de toutes les centrales au plus tard en 2021. Il reste dix-sept centrales outre-Rhin.

Alors que le gouvernement Socialistes-Verts est en difficulté, la droite a essayé de miser sur une relance du nucléaire. Un sondage réalisé fin mai vient toutefois conforter le gouvernement actuel : 10% des Allemands sont pour un arrêt immédiat des réacteurs restants, 34% sont pour la sortie du nucléaire étalée jusqu'en 2021, 23% ne veulent plus de nouveaux réacteurs, mais ne souhaitent pas s'obliger à respecter la date butoir de 2021, enfin seulement 18% seraient favorables à la construction de nouveaux réacteurs.

■ **Iter** **Projet militaire.** L'usage de tritium dans ITER a un énorme inconvénient : il peut être aussi utilisé pour des bombes nucléaires, ce qui en fait un facteur de prolifération.

Ce n'est pas pour rien que la France propose un site militaire pour le construire (Cadarache dans les Bouches-du-Rhône).

■ **Un Nobel conteste son bien-fondé.** Prix Nobel de physique 2002, le professeur japonais Masatoshi Koshiba a publiquement, le 7 mai dernier, remis en cause le bien-fondé du projet de réacteur expérimental international de fusion nucléaire Iter, enjeu d'une vive compétition entre le Japon et l'Union européenne.

Pour lui, l'Iter ne sera pas une centrale propre. La production de neutrons de grande énergie (au moins sept fois plus que dans un réacteur nucléaire classique) va poser des problèmes énormes de contrôle et va nécessiter le remplacement rapide des absorbeurs prévus pour les ralentir. Ceci aura deux conséquences : un prix élevé et la production de déchets radioactifs en quantité importante. Pour le professeur Koshiba, l'Iter est devenu un enjeu politique (le mythe de l'énergie à volonté) et est sorti du domaine scientifique.



Politique

OMC socialiste !



Pascal Lamy.

Le 26 mai, les 148 pays membres de l'OMC, Organisation mondiale du commerce, ont élu à sa tête le socialiste français Pascal Lamy. Nul doute qu'avec le socialisme à la française, on en finisse avec les dérives libérales ! Pascal

Lamy était auparavant commissaire européen au commerce et était sans doute l'un de ceux qui avait réussi à glisser parcimonieusement le mot "social" dans le texte de la constitution européenne ! Jaurès doit s'en retourner dans sa tombe.

Constitution

■ **Evolution de l'opinion.** Quand en septembre 2004 le gouvernement fixe la date du référendum, il semble que l'affaire soit jouée d'avance : les premiers sondages donnent 69% pour le oui (avec 60% d'indécis). Ce taux se maintient jusqu'à début décembre, puis le non commence à monter.

Bizarrement, c'est après le vote enthousiaste des Espagnols en février 2005 que pour la première fois le non est donné gagnant en France. Le oui repasse légèrement en tête début mai puis le non remonte, alors que le taux d'indécis est tombé à 35%. Résultat : après une longue campagne où les "ouiouistes" se contentent d'aligner les envies d'Europe et les opposants de donner les termes exacts du traité, 55 % votent non, 45 % votent oui, avec 30 % d'abstention.

■ **Protestation des journalistes.** Plusieurs centaines de journalistes des rédactions des principales télévisions ont lancé un appel début mai pour protester contre la campagne menée à outrance pour le oui par l'ensemble des médias nationaux. Un comptage précis fait par le CSA, Conseil supérieur de l'audiovisuel, dans les émissions a montré que le "non" a eu, entre le 4 et le 29 avril, 29% des temps d'antenne alors qu'il était donné à plus de 50% dans les sondages. Une révolte rare dans ce milieu.

■ **Autres référendums.** D'autres référendums vont suivre dans d'autres pays européens. Après le non aux Pays-Bas, il est attendu aussi au Danemark, en Suède, en Pologne et en Grande-Bretagne. La Pologne est à part : l'Eglise

DÉCROISSANCE

Verts Suisse : polémique.

Pierre Gautier, Vert genevois, a lancé des "chroniques décroissantes" sur le site internet des Verts Vaudois (www.verts-vd.ch). Cela a provoqué de vifs débats au sein des Verts. Ainsi les Jeunes Verts ont demandé au parti de réaffirmer son attachement au concept de développement durable. Dans une tribune publiée dans "Le bulletin Vert", journal des Verts romands, David Hiler, député et secrétaire des Verts Genevois renchérit dans ce sens : pour lui, les Verts ne veulent qu'une diminution des biens de consommation non-renouvelables, une société plus équitable et le partage du temps de travail. Ainsi, "les mesures que nous proposons dans nos programmes sont donc souvent génératrices d'augmentation de la consommation". Il s'agit pour lui de développer les services (biens renouvelables), ce qui peut se traduire par une croissance des indicateurs économiques... et donc par un développement durable. Pierre Gautier lui répond en s'appuyant sur les écrits d'Illich qui montre bien comment des services d'entraide qui passent par le biais de l'économie créent inévitablement des inégalités... ce que les Verts annoncent vouloir combattre.

Il y fait campagne pour le non, estimant qu'elle n'aurait plus assez de pouvoir. Mais pour tous les autres, cela traduit clairement la peur d'une régression sociale de grande ampleur, ces pays étant, avec la France, ceux où le social est le mieux pris en compte.

d'Edimbourg. Une convergence cycliste partira de Londres, renseignements sur internet : www.g8cyclectaravan.org.

VERTS

Journées d'été

Les Verts organisent leurs traditionnelles journées d'été du 25 au 28 août, sur le campus universitaire de Saint-Martin-d'Hères (Grenoble).

■ **Les Verts-Isère, 10, rue Max-Dormoy, 38000 Grenoble, tél : 04 76 70 08 84.**

■ **Les Verts, 247, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010 Paris, tél : 01 53 19 53 19.**

ECOSSE

Mobilisation contre le G8

Le trentième sommet du G8 se tiendra en Ecosse, à Gleneagles, du 6 au 8 juillet. De nombreuses contre-manifestations sont organisées notamment à partir

Victoire du non contre le traité constitutionnel

La victoire sans ambiguïté du "non" (54,9%) au projet de traité constitutionnel est une victoire du peuple contre les élites dominantes. C'est une victoire de la démocratie (avec 70% de participation) contre les magouilles des technocrates et des politiciens professionnels (y compris les eurodéputés Verts). Ce n'est sans doute pas un refus de progresser au niveau européen car là n'était pas la question. C'est une victoire pour la mouvance altermondialiste qui bien que totalement privée d'accès aux médias nationaux (qui eux ont agité sans cesse le non d'extrême-droite) a su par ses réseaux militants faire passer le message et développer un "non" à ce texte économique-libéral et proposer une réforme s'appuyant sur plus de respect des textes sur les droits humains, le respect des "biens communs" et des services publics. C'est un échec non seulement pour nos dirigeants politiques très favorables au oui, mais également pour les médias (dont *Charlie-Hebdo* !) et pour les structures syndicales (toutes pour le oui à l'exception de la CGT).

C'est un nouvel échec pour les socialistes qui après avoir méprisé ceux qui se sont dispersés sur les petites listes en avril 2002, ne veulent pas comprendre que "la gauche d'en bas" ne veut plus de leur dérive libérale. C'est un échec pour les Verts puisque, selon les estimations, entre 60 et 75% de son électorat a voté non (merci aux élus Verts qui ont su désobéir à leur structure !)

C'est inquiétant pour notre fonctionnement de l'information : dès le 29 au soir, les débats politiques ont porté sur "le désastre", "le coup de frein à l'Europe" et sur le manque de compréhension du peuple... débats évidemment animés par les mêmes qui nous suppliaient



Maehlen

de voter oui avant. Les médias appartiennent toujours à l'appareil militaro-industriel et il ne faut pas s'attendre à une baisse du matraquage idéologique dans les mois qui viennent.

Il ne faut pas non plus rêver sur ce que cela peut bloquer au sein de l'Europe : la Commission européenne avait déjà prévu la possibilité d'un refus par des Etats-Membres. Le projet de traité constitutionnel prévoit que la Commission européenne peut prendre toute initiative pour faire avancer le projet, même sans l'aval des Etats ! La démocratie n'a qu'à bien se tenir.

La victoire du non pourrait initier une refonte de notre organisation politique. Mais ne rêvons pas : d'une part, les écarts restent énormes au sein de la mouvance altermondialiste entre les nationalistes chevènementistes et les internationalistes, entre les partisans du développement et ceux de la décroissance, entre les réformistes d'Attac et les jeunes plus radicaux, entre les étatistes et les anarchistes... D'autre part, les médias étant là pour faire le jeu du système, cela ne provoquera sans doute que le retour de quelques anciens qui ont su se positionner au bon moment pour le non comme Fabius ou De Villiers. MB.



Qui sont nos lecteurs ?

Après vous avoir présenté les réponses sur la nature politique de l'écologie (n°310), écologie et cultures alternatives (n°320) et l'écologie au quotidien (n°323), nous en avons presque fini avec le questionnaire paru en 2003 dans *Silence* (ouf !). Il ne reste plus qu'à vous donner quelques indications sur les questions diverses que nous vous posions en introduction.

Comme dans le questionnaire précédent, on compte un tiers de réponses féminines pour deux tiers de réponses masculines... alors que nous comptons selon notre fichier d'abonnements à peine moins de femmes que d'hommes. Ce qui semble indiquer que répondre à un questionnaire est une activité plutôt masculine... ou que les femmes n'ont pas le temps de répondre à ces questionnaires.

Notre lectorat dispose d'un niveau d'études largement supérieur à la moyenne, seuls 10% des réponses étant faites par des non bacheliers. A moins que là aussi, ce soient les plus diplômés qui aient la plume la plus facile... Mais les diplômés ne font pas tout puisque 10% sont agriculteurs, 15% ouvriers, 20% employés. Ces trois catégories représentant plus de la moitié de la population française, nous ne sommes pas loin de la normale.

Alors que 60% indiquent être nés dans une grande ville, seuls 47% y vivent. Une partie de notre lectorat a donc fait le retour à la campagne.

L'âge moyen de ceux qui ont répondu est de 44 ans (19% ont moins de 30 ans, 12% ont plus de 60 ans)... cela ne montre pas grand chose si ce n'est que nous sommes lus par toutes les générations.

Pour le sous-titre de la revue, le mot "alternatives" vous semble le plus juste (121) devant "écologie" (54), et très loin devant "non-violence" (3). Trente personnes estiment que les trois ensemble vont bien, quatre suggère de rajouter "libertaire".

Sur ce qui est le plus ou le moins intéressant... les résultats sont souvent contradictoires. Sont particulièrement

appréciés les expériences communautaires (157), la décroissance (115), la critique du commerce équitable (33), les écovillages (30), les énergies renouvelables (20), les infos sur les vaccins (19), les numéros régionaux (18), la simplicité volontaire (10)... Mais ce sont aussi les expériences communautaires qui arrivent en tête pour ce qui est le moins apprécié, avec le dossier sur le land-art et également la critique du commerce équitable.

En moyenne, pour les 223 personnes ayant répondu à cette question, un numéro de *Silence* est lu par 3,38 personnes. Avec plus de 7000 numéros diffusés chaque mois, nous en serions donc entre 20 et 25 000 lecteurs.

Les deux tiers connaissent les Ami-e-s de *Silence* et presque autant le réseau Polochon. Une vingtaine de personnes suggèrent de mettre également en place un réseau de troc... si des personnes ont des idées pour lancer cette initiative, nous sommes prêts à la relayer. Il y a également de la demande pour des réseaux autour des questions de décroissance, de chantiers collectifs, d'écovillages, de recherche spirituelle, de développement des énergies renouvelables, etc.

Les autres revues les plus lues sont *Le Monde diplomatique* (67), *LEcologiste* (54), *Les Quatre saisons du jardinage* (46), *Greenpeace* (22), *Sortir du nucléaire* (20) [1]...

Nos lecteurs sont membres d'Attac (49), *Sortir du nucléaire* (35), *Greenpeace* (34), *CriiRad* (22), les Verts (20), *Agir Ici* (18), *Amnesty international* (15), *Cniid*

(13), *Amis de la Terre* (12), *Systèmes d'échanges locaux* (11), *Confédération paysanne* (10)...

Pour eux, ceux qui représentent le mieux l'écologie politique sont les Verts (60), *Silence* (50), *Greenpeace* (49), la *Confédération paysanne* (32), le mouvement autour de Pierre Rabhi (25), aucun (24), *Sortir du nucléaire* (22), les *Amis de la Terre* (12)...

Les films préférés sont ceux de Michael Moore (32), de Pierre Carles (19), "La Belle Verte" de Coline Serreau (13), ceux de Ken Loach (12), "Le bien commun" (9)...

Les livres préférés sont ceux de Pierre Rabhi (14), Serge Mongeau (11), Ivan Illich (8), José Bové (7), Noam Chomsky (6)...

Au premier tour de l'élection présidentielle de 2002, sur 228 lecteurs votant, Mamère recueille 103 voix, Besancenot 40, Jospin 9, Lepage 5... et Rabhi qui n'était pas candidat 4 ! Au deuxième tour 145 ont voté Chirac, 23 blancs... les autres se sont abstenus, Le Pen ne faisant aucune voix.

Et enfin pour terminer, quelles sont les personnes qui ont le mieux exprimé vos idées ces cinq dernières années ? Pierre Rabhi (91), José Bové (75), Albert Jacquard (29), Olivier Besancenot (20), Noël Mamère (19), Daniel Mermet (14), Jean-Marie Pelt (12), Dominique Voynet (12), Serge Latouche (11)... ou aucune (25).

Vincent Peyret et Michel Bernard ■

[1] A noter que *La Maison écologique* venait tout juste de sortir son premier numéro et que *La Décroissance* n'existait pas encore.

Indicateur de la participation des femmes

Le Programme des Nations-Unies pour le développement a mis en place tout un ensemble d'indicateurs pour mesurer le "développement humain". Parmi ceux-ci, l'indicateur de la participation des femmes mesure le pourcentage de femmes dans les instances de pouvoir : pourcentage d'éluës, pourcentages d'administratrices dans l'économie...

En 2000, un rapport classe ainsi la Norvège comme le pays où l'indicateur est le meilleur, devant l'Islande, la Suède, le Danemark, la Finlande, les Pays-Bas. La Belgique est 10^e, Les Etats-Unis 13^e, la Suisse 14^e... la France est au-delà de la 30^e place, derrière des pays comme le Portugal, la Barbade, Cuba ou le Costa-Rica.

Femmes et mobilité

Même si les comportements de mobilité des femmes se rapprochent de ceux des hommes, il reste encore des différences notables. Ainsi, en 1999, 78% des femmes détenaient le permis de conduire contre 92% des hommes. Si 80% des femmes travaillent à l'extérieur, des différences persistent dans leur mobilité quotidienne du fait de leur

plus prise en charge des tâches quotidiennes. Si 54% des femmes actives ont une voiture, elles utilisent plus les transports en commun que les hommes (10% contre 4%), plus la marche à pied (24% contre 17%), mais moins le vélo (1% contre 5%). (Source : étude du Grand Lyon/CERTU, mai 2005)

Europe encore trop familiale

Le 5 octobre 2004, l'assemblée parlementaire du conseil de l'Europe a adopté un vœu demandant aux 46 Etats membres d'interdire le "vote familial" qui consiste à laisser voter le père pour toutes les personnes de la famille... et donc pour les femmes. Le conseil de l'Europe demande que la loi prévoit une forte restriction des possibilités de vote par dérogation, autre manière d'empêcher les femmes de se rendre aux urnes.

USA

Délinquance féminine

Alors que jusqu'à présent la délinquance provenant des femmes était largement minoritaire, pour la première fois, entre 1993 et 2002, le nombre de femmes incarcérées aux USA a dépassé celui des hommes

MARSEILLE

Marche mondiale des femmes

Pour son escale en France, la deuxième marche mondiale des femmes, forte de délégations des 25 pays européens et du Maghreb, a rassemblé samedi 28 mai 5000 personnes à Marseille.

La marche a descendu la Canebière avec en tête un immense patchwork formé de carrés de tissus symbolisant les villes étapes.

Immédiatement derrière, un groupe de femmes déployait sur toute la largeur de la rue, le texte de la charte écrit en espagnol, français et anglais, imprimé sur une banderole affichée pour la première fois à Sao Paulo (Brésil), là où la deuxième marche a entamé son périple mondial le 8 mars.

Cette Charte "mondiale des femmes pour l'humanité", adoptée le 10 décembre 2004 à Kigali (Rwanda), représente l'aboutissement d'une démarche collective des mouvements de femmes à travers 163 pays. Elle s'articule autour de cinq valeurs fondamentales : égalité, liberté, solidarité, justice et paix. Elle comporte 31 principes essentiels pour construire un monde où "l'exploitation, l'oppression, l'intolérance et les exclusions n'existent plus" et "où l'intégrité, la diversité, les droits et libertés de toutes et de tous sont respectés". La marche doit se terminer le 17 octobre au Burkina Faso.



La marche à Lisbonne.



La marche au Pérou.

prisonniers. Les femmes sont surtout arrêtées pour des vols et pour la possession de stupéfiants, les hommes pour crimes violents. Hommes et femmes proviennent pour l'essentiel des milieux défavorisés.



DR

ANDORRE

Avortement interdit

La principauté d'Andorre entre la France et l'Espagne, est gérée par deux co-princes : l'évêque d'Urgel (région d'Espagne au sud d'Andorre) et le président de la République française. Fin février,

sur proposition de l'évêque, la droite au pouvoir a voté un nouveau code pénal interdisant l'avortement. La France n'a pas bronché.

BRUXELLES

La maison Amazone

La maison Amazone vient de fêter ses dix ans. Maison pour l'égalité, créée par les institutions au départ, fonctionnement sous forme associative, elle abrite plus d'une vingtaine d'associations féminines : cela va de la coordination des groupes contre les violences faites aux femmes à l'association des femmes policières de Belgique ! On y trouve Femmes pour la paix, la Marche mondiale des femmes, le Centre féminin d'éducation permanente... Amazone asbl, 10, rue du Méridien, 1210 Bruxelles, tél : 02 229 38 00.

NORVÈGE

Entreprises fermées ?



DR

C'est dans les pays scandinaves que l'on compte le plus de femmes dans les conseils d'administration des grandes entreprises : 27% en Norvège, 21% en Suède, 16% en Finlande. Suivent les Etats-Unis (12%), le Danemark (11%), le Canada (11%), l'Allemagne (8%). En France, on en est péniblement à 6%. Dans les pays industrialisés, le Japon ferme la marche avec moins de 1%.

La Norvège veut aller vers la parité. Les 550 plus grosses entreprises de Norvège ont jusqu'au 1er juillet 2005 pour avoir 40% de femmes au minimum dans leurs conseils d'administration. Actuellement, elles ne sont que 22,5% dans le privé contre 45% dans le public. Le gouvernement entamera une procédure judiciaire à cette date contre les entreprises qui n'auront pas respecté ce quota, procédure qui peut conduire au démantèlement de l'entreprise.

Prolifération nucléaire

■ **Traité de non prolifération : aucun accord.** La conférence sur le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP) a pris fin vendredi 27 mai, après un mois de débats, sans accord sur les moyens d'empêcher la dissémination d'armes atomiques. Le directeur de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Mohamed El Baradei, a qualifié de "désolant" l'échec de cette conférence. Aucun progrès n'a été fait, les 150 Etats représentés restant sur leurs positions — illégales pour ceux qui ont la bombe.

■ **MOX : une voie royale pour la prolifération.** AREVA a réussi à convaincre les Etats-Unis qu'il pouvait "neutraliser" son plutonium militaire en le "diluant" dans du combustible MOX (mélange oxyde uranium plutonium) et l'utiliser ensuite dans des réacteurs nucléaires. Au nom de cela, le récent convoi de plutonium à travers la France a été présenté par la multinationale du nucléaire comme une "opération de paix". Dominique Lalanne, président de Stop-Essais, physicien nucléaire, membre du Groupement des scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire, conteste cette version des faits. Il rappelle qu'avec du plutonium pur (isotope 239), il ne faut que 5 kilos de plutonium, et qu'en mélange de plusieurs isotopes, il en faut environ 10 kg. Lorsque celui-ci est dilué dans d'autres matières fissiles comme dans le cas du MOX, il estime que n'importe quel Etat peut y récupérer le plutonium qui s'y trouve : en achetant seulement 70 kilos de MOX à la France, il est alors possible de fabriquer une bombe atomique. La solution préconisée par AREVA est donc hautement proliférante. Il vaudrait mieux au contraire le mélanger à des déchets nucléaires, en le diluant, c'est-à-dire exactement le contraire que ce que fait AREVA en retraitant les déchets à son usine de La Hague (*Stop Essais*, décembre 2004)



Petite phrase

"Je trouve la guerre haïssable, mais bien plus ceux qui la chantent sans la faire"
Romain Rolland.

Bush dégoût

■ **Pétrole.** Avec 27 000 véhicules en Irak, l'armée US y consomme 6,5 millions de litres de pétrole par jour. Quand il n'y en aura presque plus, l'armée en gaspillera encore.

■ **Révoltes afghanes.** Pour protester contre la rumeur de destruction de livres du Coran à la prison de Guantanamo, des manifestations ont eu lieu devant l'ambassade américaine à Kaboul et dans d'autres villes à partir du 11 avril. L'armée américaine n'a pas fait de détail en ouvrant le feu sur la foule. Bilan : au moins sept morts.

RUSSIE Objection de conscience

Après des années de tergiversations — guerre en Tchétchénie oblige —, la loi sur l'objection de conscience est entrée en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2005. Le service civil y est le plus long au monde : 42 mois, avec en plus l'obligation d'être affecté loin de chez soi, souvent sans autre hébergement que d'aller... dans une caserne. En 2004, plus de

3000 jeunes ont demandé le statut d'objecteurs de conscience et les tribunaux avaient remis leur décision à plus tard. Des objecteurs ont attaqué la Russie devant la cour constitutionnelle pour protester contre la longueur abusive du service civil. (*Union pacifiste*, février 2005)

GIRONDE

Premier essai du laser Mégajoule

Le 4 mars, un premier essai a eu lieu au Laser Mégajoule dont la construction s'achève au Barp, à 25 km de Bordeaux. Ce laser a pour but de mettre au point de nouvelles techniques utilisables dans les bombes nucléaires, ce qui est en contradiction avec le traité de non-prolifération signé par la France en 1992 qui prévoit au contraire que chaque Etat doit aller vers la dénucléarisation. Le chantier a déjà englouti des sommes folles qui auraient pu être utilement investies dans d'autres domaines pour créer des emplois. Pour protester contre l'illégalité de ces recherches militaires, une manifestation est organisée par le collectif Tchernoblaye le 6 août prochain, à l'occasion du 60^e anniversaire du bombardement d'Hiroshima. www.tchernoblaye.org, tél : 06 64 10 03 33.

Essais nucléaires Pire que Tchernobyl ?

Mi-mai, le mouvement *Moruroa e Tatau* (5000 adhérents, tous anciens ouvriers sur le site de l'armée) a présenté à la presse et aux habitants des documents militaires concernant les retombées radioactives très fortes sur les Gambier (sud-est de la Polynésie française) en 1966. Selon eux, "les retombées du premier essai nucléaire français dans le Pacifique, le 2 juillet 1966, ont été 140 fois plus fortes que dans la zone interdite de Tchernobyl". On peut y lire que le navire militaire "La Coquille", du Service mixte de contrôle biologique, a été dépêché aux Gambier du 2 au 8 juillet "pour étudier la situation". Le docteur Philippe Million, dans ce rapport en date du 10 juillet 1966, fait alors état de mesures de radioactivité le 6 juillet, 666 fois supérieure à la normale sur de la salade non lavée et restant 185 fois supérieure à la normale après lavage. Deux jours plus tard, le 8 juillet, "après des pluies abondantes de plus de 12 heures", des échantillons prélevés dans les sols révélèrent une radioactivité "plus de 50 fois supérieure à l'activité naturelle d'un sol sédimentaire". Il révèle aussi que malgré ces résultats "aucune mesure d'interdiction n'est envisagée", et il note que "la population tahitienne est parfaitement inconsciente, insouciant et ne manifeste aucune curiosité". Selon le médecin, le seul à avoir pris conscience de la situation véritable est le capitaine du navire : "par honnêteté, il s'inquiète pour les gosses du village qui marchent pieds nus et jouent par terre".



Conclusion du docteur Million : "Il sera peut-être nécessaire de minimiser les chiffres réels de façon à ne pas perdre la confiance de la population qui se rendrait compte que quelque chose lui a été caché dès le premier tir". Il y a eu 193 essais à Moruroa dont 41 en plein air.

Selon Roland Oldham, président de *Moruroa e Tatau*, les habitants des Gambier s'expliquent mieux aujourd'hui le "fort taux de mortalité infantile, les nombreux cas de fausses couches et les décès de nouveau-nés" qui se sont produits aux Gambier dans les années qui ont suivi les essais aériens.

Le 19 mai, la maire des Gambier, Monique Richeton, a demandé au gouvernement français de lever le secret militaire sur les retombées des essais nucléaires.

Le ministère de la Défense a, le même jour, répondu que ces informations étaient "sans fondement".

Les fac-similés des documents ont été publiés dans *Damoclès*, revue de l'Observatoire des armes nucléaires, CDRPC, 187, montée de Choulans, 69005 Lyon, tél : 04 78 36 93 03.



Effet de serre

■ **Trop tard ?** On le voit avec la couche d'ozone : malgré l'arrêt des émissions de gaz destructeur (en principe), il faudra plusieurs dizaines d'années pour que la couche d'ozone reprenne son épaisseur normale. Alors qu'en est-il du climat ? Même si par un miracle, nous arrêtons de produire des gaz à effet de serre, maintenant, selon les spécialistes, le réchauffement pourrait se poursuivre entre cent et cent cinquante ans !

■ **Moscou maître du temps ?** Pour le 60e anniversaire de la fin de la guerre, le 9 mai dernier, les autorités russes ont indiqué avoir utilisé un produit chimique dispersé dans les nuages par onze avions militaires pour stopper la pluie pendant une demi-heure au moment des cérémonies et de l'arrivée de George Bush. Ils ont indiqué que ce produit avait déjà été testé avec succès en 1980 pendant les cérémonies d'ouverture des jeux Olympiques. Selon eux, le produit est inoffensif pour l'environnement.

■ **République Tchèque : gros efforts.** Depuis 1990, et la fin du régime communiste, la république tchèque a fait des efforts pour diminuer ses émissions de gaz à effet de serre : au sein de l'Union européenne, c'est le pays qui a le plus baissé : 19,6 %. Malgré cela, les installations sont telle-

ment peu efficaces dans le pays, que la République Tchèque reste encore le pays qui émet le plus d'effet de serre de l'Union européenne avec 11,3 tonnes de CO² par habitant (contre 8,4 pour la moyenne européenne, 6,2 pour la France). La République tchèque arrive en cinquième position mondiale après les Etats-Unis (19,7 tonnes par habitant, près du quart des émissions mondiales !), l'Australie, le Canada et l'Arabie Saoudite.

La terre disparaît

Les terres agricoles disparaissent selon un calcul réalisé à Ottawa, au Canada, au rythme de huit hectares chaque minute. Ces surfaces disparaissent d'une part parce que l'environnement se dégrade (désertification) et d'autre part parce que les



DR

Les mots de la propagande

Après avoir rebaptisé le ministère de l'environnement, le ministère de l'écologie, avec ainsi l'idée de faire passer les écologistes pour de simples amoureux des petits oiseaux, écartant toute vision politique, le gouvernement a annoncé début mai que la "journée sans voitures" du 22 septembre serait maintenant appelée "bougez autrement". Ceci pour favoriser, selon le ministère, "un meilleur équilibre entre les modes de transports urbains, un équilibre qui inclut la voiture, car elle représente une forme de liberté individuelle, à condition d'être propre".

Voici un bon exemple de propagande en peu de mots. Le titre indique qu'il est important de bouger, l'immobilité serait en effet mauvaise pour assurer la croissance de nos besoins. La voiture serait une forme de liberté individuelle.

Les écologistes disposent de nombreuses analyses qui montrent combien cette liberté est fictive, que l'on reprenne le calcul d'Ivan Illich sur la vitesse réelle de déplacement (en ajoutant le temps de travail pour payer le véhicule, on se déplace à la vitesse d'un vélo) ou que l'on reprenne les coûts pour la société comme l'analyse Colin Ward dans *La liberté de circuler* (édition ACL/S/Ince).

Enfin, qu'est-ce qu'une voiture propre ? Un véhicule qui ne polluerait pas, ni par ses émissions de gaz, ni par ses composants, qui ne tuerait pas, qui n'occuperait pas trop de place au sol... seul le vélo, le roller et les chaussures s'approchent de ces critères : les véhicules que l'on mettrait justement en avant lors de la "journée sans voiture". MB.



Vivisection

Objection de conscience

En Italie, une loi votée en 1993 permet aux personnes, étudiants, enseignants ou professionnels des laboratoires, de refuser de participer à des actes de vivisection. Une directive européenne de 1986 définit l'expérimentation animale comme licite dans

activités humaines se développent (routes, urbanisation...).

La Chine perd actuellement 200 000 hectares par an, la France 60 000. En France, c'est presque uniquement l'urbanisation qui en est la cause : extension des réseaux routiers, des zones industrielles, des lotissements... S'il existe de multiples démarches dans le monde pour limiter la destruction des forêts, il n'existe pratiquement rien pour limiter la perte des terres agricoles. (*Symbiose, avril 2005*)

Transports

■ **Italie : Cittaslow.** Le mouvement Slowfood a été lancé en Italie il y a une dizaine d'années pour protester contre la restauration rapide et pour faire la promotion du bien-manger et de la convivialité de la table. Le mouvement a fait depuis tache d'huile dans toute l'Europe. Il a lancé en 1999 un nouveau mouvement *Cittaslow* pour faire l'éloge de la lenteur dans les déplacements et proposer de penser les villes autrement qu'à coups de pénétrantes routières et autres boulevards périphériques. Ce réseau, dirigé par le maire de Greve à Chianti, Paolo Saturnini, fédère des communes qui cherchent à ralentir. www.cittaslow.net.

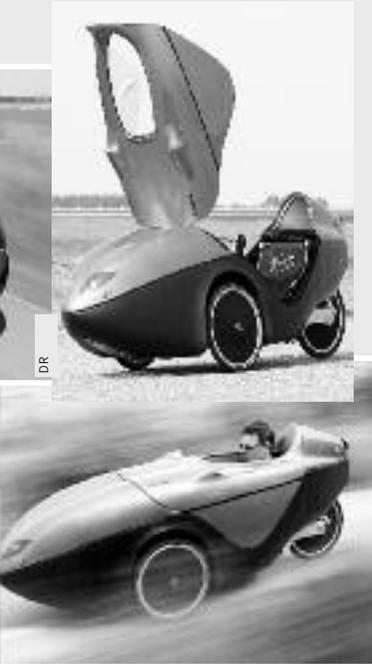


■ **Pyrénées : projet fou !** Officiellement pour favoriser le transfert du transport routier sur le rail, des élus des Hautes-Pyrénées ont mis sur pied en 2003 un projet de liaison ferroviaire qui passerait au centre des Pyrénées permettant une liaison rapide pour les marchandises entre le Maroc, le sud de l'Espagne, Madrid, Toulouse et Paris. Seul problème : cela nécessiterait le creusement d'un tunnel de 42 km sous le Vignemale, le plus haut sommet pyrénéen... Ceci alors que la SNCF refuse de remettre en service le tunnel du Somport existant en vallée d'Aspe, légèrement plus à l'ouest. Les investissements nécessaires pour remettre la ligne en fonctionnement (avec deux ouvrages à reconstruire dans la vallée) sont chiffrés par la SNCF à 300 millions d'euros, mais

elle estime que la sinuosité du fond de la vallée empêche d'aller vite et donc de rentabiliser la ligne. Les lignes existantes qui passent de chaque côté des Pyrénées devraient disposer de plus de capacité puisque des projets de nouvelle voie TGV sont déjà en route du côté Perpignan-Barcelone. Pour protéger les vallées d'Ailleurs et du Lavedan, une association lutte contre le projet : *Actival, Association contre le tunnel inutile dans les vallées d'ailleurs et du Lavedan, 1, place de la Maison-Comuna, 65400 Prézac, tél : 06 26 67 79 90.*

■ **Merroulage.** Plutôt que de construire de coûteuses voies de communication par-dessus les Alpes (autoroutes) ou par dessous (future liaison en ferroutage Lyon-Turin), la compagnie maritime Grimaldi-Louis Dreyfus propose de contourner les Alpes par la mer et a ouvert depuis le début de l'année une liaison maritime entre Toulon et Rome. La navire qui assure la liaison peut embarquer 150 camions à la fois, départ à 21 h de Toulon, arrivée à 11h30 à Rome. Soit un trajet qui dure 14h30 au lieu de 22 h par la route pour un prix de 450 € par camion, chauffeur embarqué, contre 835 € par la route. Si l'expérience est concluante, une liaison Marseille-Barcelone devrait bientôt voir le jour sur le même principe pour contourner les Pyrénées. (*Environnement magazine, mai 2005*)

■ **Ile-de-France : protection de l'atmosphère.** Le plan de protection de l'atmosphère en Ile-de-France est en préparation pour se mettre en conformité avec les directives européennes. Ce plan prévoit notamment une baisse de 40% des oxydes d'azote d'ici 2010. Côté voitures, cela semble réaliste avec le renouvellement du parc automobile : les voitures neuves émettant deux fois moins que celles qui roulent actuellement. Mais du côté aviation, il y a un problème : les émissions ne sont prises en compte que lorsque l'avion vole en-dessous de 900 m d'altitude



Vélo caréné pouvant atteindre 50 km/h.

l'enseignement supérieur mais le décret 87-848 du 19 octobre 1987 précise que ces expériences ne sont licites que si elles sont nécessaires et que ne peuvent y être substituées d'autres méthodes expérimentales. Depuis, les associations qui luttent contre ces procédés ont publié un guide présentant 400 méthodes alternatives utilisables selon les cas. L'association *One Voice* a lancé ce printemps une campagne pour demander à la France de reconnaître le droit à l'objection de conscience pour les

étudiants et les enseignants en s'inspirant de la loi italienne. *One Voice*, 23, rue Chanoine-Poupard, BP 91 923, 44319 Nantes cedex 3.

Imprim'vert Pour des imprimeries plus propres

Un label a été mis en place début 2005 par la région Rhône-Alpes, en collaboration avec l'Ademe, le syndicat patronal de l'imprimerie et la fédération de l'imprimerie et de la communication graphique. Ce label Imprim'vert est décerné aux imprimeurs qui respectent un cahier des charges dans le traitement des déchets. L'imprimeur doit fournir les factures pour justifier de son engagement. Ainsi, l'Atelier 26, imprimeur de *Silence* et d'autres revues associatives, a reçu le label : révélateurs, chiffons souillés, solvants, boîtes d'encre usagées, sont récupérés. Atelier 26 utilise des encres à base d'huiles végétales (sans diluants pétroliers) et du papier 100% recyclé et blanchi sans chlore.



Christian Coulombe

Décharge d'Entressen près de Marseille.

PARIS Biodiversité

Paris a beau être une ville très minérale, un inventaire mené par la direction des parcs et espaces verts de Paris a permis de déterminer que la capitale compte quand même, sur ces 8400 hectares, plus de 1600 espèces végétales dont certaines protégées comme la renoncule à petites fleurs ; elle compte aussi 2500 espèces animales depuis les protozoaires jusqu'aux vertébrés. (*Ile-de-France environnement, février 2005*)

PYRÉNÉES-ORIENTALES Haute tension

Le 22 mai, plus de cinq mille personnes ont manifesté au Perthus, à la frontière entre la France et l'Espagne contre un projet de nouvelle ligne à très haute tension entre les deux pays, refusant de voir dénaturer le paysage. L'Espagne prend prétexte de la construction du TGV entre Perpignan et Barcelone pour réclamer cette ligne...

BOUCHES-DU-RHÔNE

Au ras des pâquerettes

La Maison de la nature et de l'environnement des Bouches-du-Rhône organise un concours photo sur le thème "La nature méditerranéenne au ras des pâquerettes" pour photographes amateurs. Envoi des photos avant le 15 octobre. *MNE, place Jeanne-d'Arc, 13100 Aix-en-Provence, tél 04 42 93 15 80.*



Sacs jetables

■ **Pour arrêter.** Chaque année, en France, ce sont plus de 15 milliards de sacs plastiques qui sont distribués. Un sondage CSA commandé par le WWF, Fonds mondial pour la nature, indique que 97% des Français sont prêts à arrêter l'usage des sacs jetables. 83% jugent positif le fait que des grands magasins ne donnent plus de sacs jetables, 79% des Français indiquent utiliser déjà une alternative aux sacs jetables.

■ **Baisse du nombre.**

En novembre 2004, la fédération des entreprises de commerce et de la distribution annonçait son intention de diminuer le nombre de sacs de 5% en trois ans. Moins d'un an après, ce résultat est déjà dépassé avec une baisse moyenne dans les grandes surfaces de 15%.

■ **Faux sacs biodégradables.**

Des magasins adoptent des sacs "écologiques" parce que présentés comme "biodégradables". Mais ils ne le sont pas ! Les derniers nés, Néosac et EPI sont composés majoritairement de polyéthylène. Le liant utilisé permet effectivement le fractionnement du sac en particules quasi-invisibles à l'œil nu, mais les molécules de plastique sont toujours là et se dispersent en polluant l'environnement. Des études ont montré que l'on retrouve après dispersion des particules dans le sol, une pollution notamment aux métaux lourds. Dans une récente note de synthèse du 11 février 2005, l'Ademe confirme que les alternatives dégradables ou fragmentables apparaissent inappropriées et que les efforts doivent avant tout se concentrer sur les solutions réutilisables.

■ **Alternatives.** Elles sont nombreuses, faciles à utiliser et peu coûteuses : le panier, le sac en coton lavable qui tient dans la poche, le caddie...

soit pendant sa phase d'approche pour l'atterrissage. Même avec l'arrivée de nouveaux avions plus économiques, le renouvellement ne permettra de diminuer rapidement les émissions de gaz à effet de serre, surtout si le trafic continue d'augmenter. Des associations demandent une prise en compte de l'ensemble des émissions des avions et de limiter le nombre de vols en conséquence. *Association de défense contre les nuisances aériennes, BP 90054, 95211 Saint-Gratien cédex, tél : 01 39 89 91 99.*

■ **Autriche : prix écologique.** Le premier prix du transport écologique a été remis en début d'année à Pascal Kellermayr, laveur de vitres, qui, à Vienne, a adopté pour lui et ses deux ouvriers un mode de transport à l'abri de la crise pétrolière. Tout son matériel de travail tient en effet sur une carriole tirée par un vélo. (*Perspectives non-violente, juin 2005*)





■ **Pas assurables.**

Consultés lors d'une mission parlementaire en début d'année, les sociétés d'assurances ont répondu que les OGM — comme le nucléaire — ne sont pas assurables : "les OGM sont un domaine où l'incertitude technique est énorme, où les conséquences ne sont pas mesurables et où l'environnement juridique n'est pas adapté". Selon les assureurs français consultés, il n'existe aucun système d'assurance dans un autre pays du monde. (Campagnes solidaires, mars 2005)



Faucheurs volontaires août 2004.

■ **Pays sans OGM.** La coupure est de plus en plus nette au niveau mondial : si les surfaces cultivant des OGM augmentent, cela ne se fait que dans 17 pays. La moitié des OGM sont cultivés aux Etats-Unis. En Europe seules la Roumanie (100 000 hectares de soja) et l'Espagne (60 000 hectares de maïs) dépassent le stade des essais. En Autriche, huit régions sur neuf ont légiféré

contre les OGM. En Grèce, le pays "souhaite" rester sans OGM. En Italie, du fait des résolutions des communes, 80% des surfaces agricoles sont déjà interdites d'OGM. En Allemagne, seuls des essais sont en cours... et la législation prévoit qu'en cas de pollution, le cultivateur sera responsable.

■ **Semeurs volontaires.** Sous le regard des gendarmes qui cette fois ne sont pas intervenus, plus d'une centaine de faucheurs volontaires se sont retrouvés le 14 mai à Valdivienne (Vienne) sur une parcelle qu'ils avaient essayé de faucher le 25 septembre dernier. Ils y ont symboliquement semé du maïs biologique pour rappeler qu'il existe une alternative simple pour bien se nourrir. Le lendemain, les ministres de l'écologie et de la recherche ont demandé aux autorités de poursuivre les faucheurs-semeurs pour destruction d'essais : les semences bio auraient rendu "impropres" les essais. Quelle belle inversion de sens !

Acupuncture Début d'explication

Si l'acupuncture est pratiquée depuis des milliers d'années, jusqu'à maintenant les scientifiques n'ont jamais compris comment cela pouvait agir. Une équipe de scientifiques de l'Inserm de Toulouse, en utilisant une caméra scanner, a montré que l'application des aiguilles sur les points d'acupuncture avait un effet immédiatement visible sur certaines parties du cerveau.

Contamination aérienne

Du fait de la climatisation dans les avions, les contaminations entre passagers sont possibles. Ainsi, lors de l'épidémie de Sras en Asie l'année dernière, une personne contaminée en a contaminé vingt-deux autres lors d'un voyage de huit heures. Le renouvellement plus rapide de l'air peut diminuer les risques de transmission, mais pas les supprimer. Une raison de plus de ne pas prendre l'avion.



PICARDIE

Pesticides et maladies professionnelles

Sylvain Médard a travaillé pendant treize ans pour le compte d'une Coopérative agricole installée en Picardie. Celui-ci s'est vu diagnostiquer une myopathie d'origine toxique en relation avec son exposition professionnelle aux produits phytosanitaires en 1997. Il était chargé de l'expérimentation de produits tels que des herbicides, des pesticides et des fongicides. Il réalisait lui-même ses essais, préparant les mélanges et les pulvérisant, sans aucun moyen de protection adapté. Le 23 mai, pour la première fois en France, un tribunal a reconnu la faute inexcusable de la coopérative agricole comme étant à l'origine de la maladie d'un salarié. *MDRGF, Mouvement pour les droits et le respect des générations futures, 7, rue principale, 60380 Saint-Deniscount, tél : 03 44 82 70 37.*



BARCELONE

Nicotina Beach

A la fin de l'été 2004, la ville de Barcelone a nettoyé ses plages. Elle a ainsi collecté 10,5 millions de mégots de cigarettes ! Elle a embauché cette année quarante "défenseurs de l'environnement" pour demander aux fumeurs de ne plus jeter leurs mégots dans le sable.

SAÔNE-ET-LOIRE

Santé globale, médecine plurielle

L'association L'Europe des consciences organise des rencontres sur ce thème du 21 au 27 août au Domaine de Chardenoux, locaux de l'association Terre du Ciel. Conférences et tables-rondes avec divers praticiens : Marguerite Kardos (naturopathe et acupunctrice), Eric Ancelet (biodanza), Marc Sokol (énergétique chinoise), Bernadette Poisson (auteure de livres sur les guérisseurs du tiers-monde), Jaya Sekhar (ayurveda), Pierre Dhombre (revue *Alternative santé*), Anne de Grossouvre (yoga, *Terre du Ciel*),

Alain Chevillat (*Terre du Ciel*)... Renseignements : *Terre du Ciel, domaine de Chardenoux, 71500 Bruailles, tél : 03 85 60 40 33.*

CHARENTE-MARITIME

Université d'été des médecines d'avenir

Du 2 au 8 juillet, à l'Abbaye-aux-Dames de Saintes, l'association *Les chantiers du futur* organise la 7^e université d'été des médecines d'avenir. Stands sur les écotechnologies de l'environnement et de la santé. Extrait du programme des conférences : l'avenir de l'homme (Pierre Rabhi, samedi 2 à 14h30), refus des OGM (Kokopelli, dimanche 3 à 11h), la diète et le jeûne (dimanche 3 à 14h), l'homéopathie (le 3 à 17h), décodage biologique (lundi 4 à 21h), la sortie du patriarcat (mercredi 6 à 9h), ethnomédecine (Bernadette Poisson, le 6 à 17h), aromathérapie (jeudi 7 à 9h), prévention contre les maladies dégénératives (le 7 à 11 h), méthode Naet et allergies (vendredi 8 à 9h). Programme complet : *Les chantiers du futur, maison des associations, 31, rue de Cormier, 17100 Saintes, tél : 05 46 90 52 77.*



Entraide

■ L'association Ecologie pratique accueille gratuitement en camping, au cœur de la forêt de Brocéliande (Bretagne), sur un terrain de deux hectares, avec eau et toilettes sèches, les personnes ou groupes peu fortunés mais engagés dans l'écologie, le végétarisme, la simplicité volontaire, le partage. Renseignements : *Bluenn et Alexis*, tél : 02 97 93 42 92.

■ Je cherche un covoiturage (ou un compagnon de train) qui irait à l'éco-festival de la maison autonome en Loire-Atlantique, puis à la rencontre des Ami-e-s de *S!lence* dans le Périgord. *Katell*, Brest, tél : 02 98 33 38 20, *katellig@wanadoo.fr*.

■ Ça y est ! J'arrête mon frigo-congelo. Or je congèle habituellement une vingtaine de kilos de viande que je produis pour l'année. Un lecteur aurait-il la pratique de la stérilisation de la viande de veau et de mouton : sélection, préparation, choix, recettes ? Stérilisation en autoclave professionnel ? Merci de donner vos coordonnées par courrier ou téléphone et je vous rappelle. *Ghislaine Guignier*, 48220 Saint-Maurice-de-Ventalou, tél : 04 66 45 83 32.

■ Homme divorcé, petit budget, pour découvrir et faire découvrir à mes deux enfants les merveilles naturelles des Corbières (environs de Limoux) et de la Montagne noire (environs de Caune Minervoises), cherche terrain avec eau courante pour camper ou éventuellement logement contre échanges (ex : entretien jardin...) ou don. Début août. Tél : 03 80 49 91 82.

■ Nous cherchons personnes désireuses de passer un séjour en Poitou-Charentes, à côté du marais Poitevin, 18 km sud de Niort, et qui viendraient habiter à notre place du 25 juillet au 5 août (environ). Nous espérons qu'elles auraient à cœur de bien s'occuper de la chienne, des quatre poules et du coq, des trois brebis et des agneaux, de la lapine et ses petits, et d'abreuver les légumes. Renseignements : 05 46 93 10 28.

■ Notre idéal serait d'échanger nos forces de travail contre la possibilité d'habiter dans une maison ou partie de maison, en priorité dans le Sud-Est de la France. Nous sommes une famille de quatre personnes en quête d'un habitat entouré d'un minimum de nature pour accueillir nos animaux. Nous aimerions cultiver la terre avec notre cheval de trait, continuer à partager notre espace avec notre chèvre en échange de son lait ainsi que si possible avec d'autres espèces qui nous permettraient de développer une agriculture vivrière pour nous et les autres et pour tout simplement être un vecteur de la biodiversité. Pour renouer avec la terre, nous sommes prêts à payer un loyer qui ne dépasse pas 250 €. *Marina et Franck*, La Fontagnal, 6, route de Blaçon, 26400 Aouste-sur-Sye, tél : 06 60 41 38 14.

■ L'association Germe mène activement un projet de création d'une école Montessori dans la région de Lannion en Bretagne (Côtes-d'Armor). Nous avons la vision d'une école accessible à toutes les familles intéressées et recherchons dons et mécénats pour

concrétiser ce projet. Toutes pistes bienvenues. *Association Germe*, tél : 02 96 45 70 28, *assgerme@yahoo.fr*.

■ Passionnées de nature et d'équitation, Camille et Hélène vivent depuis trois ans sous des tipis implantés dans un centre équestre d'Ardèche.

Le 27 avril, elles sont parties pour un périple de dix-huit mois en direction des Pyrénées et de l'Espagne avec quatre chevaux (deux pour le bât). Les étapes font de 15 à 30 km par jour avec bivouac et arrêt dans fermes et éco-villages. Si vous désirez les accueillir à l'aller comme au retour, vous pouvez en savoir plus sur www.periple-iberique.com.

■ **Drôme.** Chantier nature d'aménagement de site naturel en zone humide en cours de réhabilitation cherche des bénévoles en septembre pour des opérations de gestion : fauche et arrachage des saules, suivi avifaune, étude de la ripisylve et mise en place d'une plate-forme d'observation de l'avifaune. Descriptif de la mission sur www.apasdeloup.org ou en téléphonant au 04 75 46 80 18.

■ **Charente-Maritime.** Chantier nature pour l'entretien d'une pelouse calcaire sèche cherche bénévoles du 8 au 15 octobre, nourris, logés par NE17. Infos sur www.apasdeloup.org.

Vivre ensemble

■ **Réf. 325.01. Isère.** A partager avec amoureux de la nature, pour week-end ou courts séjours, petit coin de paradis, calme, pas isolé, bien arboré, sur 1200 m², style camping + bungalow. Echanges de savoirs, détente, connaissance des plantes... Situé à Saint-André-le-Gaz, à 2 km du village, 1,5 km de la gare SNCF. Tél : 04 74 88 71 60 ou écrire à la revue qui transmettra.

■ Retraité seul, valide, cherche logement indépendant en campagne. Peut bricoler et jardiner. Tél le soir au 04 93 68 42 94.

■ Femme seule, cinquante ans, cherche à se joindre à éco-village ou écotité ou département très néo-rural, esprit Sel/décroissance, reconnaissance discrète et tolérante de la dimension spirituelle bienvenue. S'abstenir groupements axés sur le militantisme religieux ou anti-religieux, le puritanisme, le spiritisme. Etudie toute proposition sauf structure communautaire.

Elisabeth Monneroi-Dumaine, 3, rue Père-Pardies, 64000 Pau, tél : 05 59 62 77 84.

■ Sur les 9 ha de bois, prairie, j'ai auto-construit un petit chalet à flanc de coteau face aux Pyrénées où nous allons nicher bientôt ; ainsi se libère une maison béarnaise de 90 m² qui est à louer 700 € le mois, mais qui peut être aussi à vendre par la suite.

Il y a toute la place pour créer un potager, se faire du bois ou inventer une petite ferme. Nous nous sentons des gardiens de cette terre et de notre côté nous envisageons de créer une activité d'accueil thérapeutique (gestalt-thérapie et ressourcement nature). Ce voisinage peut être une source de projets, de partage simple. Bienvenue aux éco-aventuriers. *Jean-Côme et Jocelyne Dubly*, La Petite Vallée, 64290 Lasseube, tél : 05 59 04 20 22, *jean-come.dubly@laposte.net*.

■ A 50 ans, après 25 ans en hôtellerie restauration (gestion d'établissements) puis six ans comme formateur informatique et une mise au chômage (bien vécue), j'ai découvert le jardinage bio. Après une récolte et une à venir, je confirme cette passion naissante, par contre, il me reste beaucoup à apprendre ! Dans un lieu esprit éco-village, j'aimerais progresser dans la pratique du jardinage bio, je suis également intéressé par tout ce qui touche au compost (précisément compost Jean Pain). Je suis également porteur d'un projet d'accueil de classes découvertes sur le thème du développement durable (selon le vocabulaire employé, voire développement soutenable, voire décroissance). Il y a environ deux mois, j'ai soumis ce projet à une commune de l'Allier qui cherchait un gérant pour son gîte d'accueil de groupe, sans parvenir à les intéresser. L'idéal serait pour moi de rejoindre une structure accueillant des pensionnaires et de faire le jardin avec un statut de collaborateur, voire de fournisseur privilégié. Toutes propositions restent à étudier. Depuis mon divorce en 2001, je m'occupe de mes trois enfants, Benoît 22 ans, Thomas 18 ans et Antoine 14 ans. Dans un avenir proche Thomas prendra son indépendance. Pour Benoît, Antoine et moi, nous pouvons partager une location proche du lieu de travail. Vous avez une idée de ce que je sais faire et de ce que j'ai envie de faire, si vous pensez que nous pouvons réfléchir ensemble à une collaboration future, j'en serais heureux. *Patrick Courcier*, 63, rue Thénon-Périé, 81100 Castres, tél : 05 63 59 86 92.

■ Morèna, 4 ans et son papa cherchent à rassembler d'autres familles pour école autogérée (actuellement cours par correspondance de la Cned) et pour ceux qui le veulent, vie communautaire. Le groupe fera de nombreux séjours dans les autres lieux alternatifs pour découvertes et entraide. Nous aimerions aussi avoir des contacts avec des familles isolées qui font l'école à la maison. Nous pouvons accueillir des gens de passage dans la yourte collective.

La Tribu vivace, *Alain Auguste*, Les Drouilhédés, 30160 Peyremale, tél : 06 19 42 18 69.

■ **Provence.** Collectif en SCI pour un habitat convivial autogéré cherche terrain pouvant nous recevoir, en Provence. Tél : 04 32 81 03 85 *Christian* ou 04 76 54 21 91 *Iris*.

Rencontres

■ **Réf. 325.02.** Je m'appelle Sabine, j'habite dans le Nord, j'aime la nature, les randonnées pédestres, le ciné, la lecture. Je suis une solitaire, voire un peu "sauvage", de 37 ans et souhaite rencontrer un homme de ma région 30-45 ans, non-fumeur, sans charges, autonome, calme, tendre, plein d'humour, ouvert et équilibré... bref, idéal ! pour partager l'esprit *S!lence* et bâtir un projet de vie basé sur une vie simple mais confortable, tournée vers l'écologie, le quête de sens, moins matérialiste, plus saine et plus sereine. Lettre détaillée souhaitée. *Ecrire à la revue qui transmettra*.

■ Mâle végétalien, grand singe de terre bretonne, espérantophone, véloroutinnaire, né en année de crise pétrolière, recherche femelle végétarienne, athée, instruite, pour l'adopter, la câliner. Contacter Ugwenn par courriel à l'adresse : *ugwenn@voila.fr*.

■ **Aisne.** Sauvageonne, qui en a assez de l'être, attends homme taille moyenne, entre 40 et 50, jeune intérieurement et physiquement, aimant la nature, la vie, la poésie, style beau brun pas trop ténébreux, conscience écologique, ayant vie et épaule confortables à offrir, ainsi que beaucoup d'amour, ce serait bête d'oublier ce détail. Tél : 06 11 95 11 55.

■ Je m'appelle Hervé et vis pour l'instant en Bretagne, JH de 58 ans, pré-retraité donc très dispo, lassé de la solitude, très bonne forme physique, esprit 99,9% *S!lence*, je souhaite rencontrer jeune femme, petite cinquantaine ou moins, physique agréable, pour vacances en Aubrac et chez Lubat à Uzeste en août... et puis si l'on sait écouter ensemble la profondeur du ciel, voir le sourire espiègle du vent, sentir la caresse du temps qui passe, alors... alors sûrement à très bientôt. Tél : 02 98 74 10 24 (*répondeur*).

■ **Lot.** Homme quarantaine, divorcé, non fumeur, vivant seul sur ferme de 40 ha, avec source, bois, prés, cherche une campagne ou personne pouvant l'aider pour projet d'écoconstruction, maraîchage bio et autres, dans le respect de la nature, des animaux et des hommes. Tél : 05 65 31 33 05, *laisser message*.

■ **Oise.** Michèle, 51 ans, douce, dynamique, créative, bricoleuse, "jardinière", randonneuse, sens de l'humour, naturelle et spontanée, voudrait bien construire projet "esprit *S!lence*" avec H. (45-58 ans), joyeux, relax, ayant déjà bien vécu, un peu blessé comme moi, mais qui croit encore à la complicité de l'âme et du corps. Tél : 06 22 29 53 35.

■ JH 42 ans, généreux, simple, sincère, aimable, qualités de cœur, célibataire sans enfant, aimerais rencontrer JF 25-38 ans, sensible, douce, pour construire union durable, famille heureuse. J'aime les enfants, la nature, les choses simples et authentiques. Non fumeur, vie saine, cheveux châtain, yeux bleu, 1,60 m, 55 kg, souriant, aimant la vie. Tél : 06 65 35 39 81.

Recherches

■ Achète en Poitou-Charentes, Vendée, Bretagne, maison HQE équipée ou équipable en EnR, ou bâtiment ancien matériaux sans pour aménagement maison écologique + éventuellement gîte, avec jardin ou verger. Etudierais toute formule de mutualisation ou éco-village. Budget : 280 000 €. Tél : 03 81 50 93 55, *jp.cattelain@wanadoo.fr*.

■ **Paris.** SOS Polochon ! J'ai besoin de faire de brefs séjours à Paris (5 nuits environ), mais aucun Parisien n'est polochonard. Quel dommage ! J'offre moi-même un hébergement bref et sommaire à Pau, mais ça dépanne, ça évite le gouffre financier des hôtels et les contacts Parisiens-provinciaux peuvent être tellement intéressants. Alors Parisiens écolos



Annonces

et solidaires, inscrivez-vous auprès d'Aylise, 4, rue des Vignerons, Allonal, 39160 Saint-Amour, tél : 03 84 48 84 56.

■ **Bretagne.** Cherchons témoignages de personnes ayant acheté un terrain agricole ou d'agrément/loisirs pour y construire leur maison. Nous avons un projet d'autoconstruction écologique dans un environnement calme. Nous souhaitons y faire brouter nos animaux, pousser nos légumes, glousser nos poules, cuire notre pain, bref, y vivre en harmonie avec la nature. Pour limiter notre impact sur l'environnement, décroissance avant tout, mais aussi toilettes sèches, phytoépuration, autonomie énergétique... nous avons plein de projets et d'idées, mais nous ne savons pas comment nous y prendre pour trouver le terrain de nos rêves. Marc et Sandrine, Le Fougeray-de-Haut, 35330 La Chapelle-Bouexic, tél : 02 99 34 16 39.

■ **Corse du sud,** future maman pour octobre 2005, je recherche plusieurs choses : j'aimerais mettre au monde mon enfant à la maison, mais a priori il n'y a personne qui puisse m'assister dans la région à moins que cette annonce ne me révèle le contraire. Je cherche un lot de 20 à 30 couchages lavables en coton bio en bon état, ainsi que des vêtements de 0 à 3 ans en coton bio ou matières saines. Je souhaite acheter d'occasion tout le matériel de puériculture toujours dans un esprit écolo et bio... Et alors à tout hasard, nous cherchons à nous loger "plus grand" puisque la famille s'agrandit et attendons vos propositions sur la Corse. Acceptons même proposition d'achat de terrain ou de maison, voire même de terrain agricole puisque nous travaillons dans les plantes médicinales. Tél : 04 95 71 59 90 ou buiuret@aol.com.

■ **Four solaire.** Dans le numéro 323, p.10, on voit en photo un cuiseur solaire réalisé avec des CD. François Schneider qui s'est arrêté quelques jours chez nous avec Jujube en novembre, m'a fait un croquis de four solaire, mais je pense que sa réalisation est beaucoup plus compliquée que la photo. Comme je ne suis pas bricoleuse mais très recycleuse, le ré-emploi de CD (publicitaires pour la plupart) me semble tout à fait à ma portée pour confire les tomates du jardin. Avec une cinquantaine de pieds, nous couvrons nos besoins pour l'année ainsi. Je cherche un mode d'emploi pour réaliser ce four solaire. Quelqu'un peut-il me l'envoyer ? J'enverrai un pot de tomates confites en remerciement ! Solange Degruson, Auzac, 33690 Grignols.

■ Je recherche pour mes trois correspondantes étrangères, petits savons donnés dans les hôtels ; cartes postales sur recettes de cuisine françaises et costumes folkloriques ; mignonnettes de parfum ou d'alcool français même vides. Merci pour elles. Cécile Haupas, 1, square Edouard-Herriot, 35200 Rennes.

Emploi

■ Nous recrutons une actrice pour un travail intensif au sein d'un groupe de recherche autour du training, l'animation d'ateliers et la diffusion de spectacles. Nourrie, logée sur place, cachet

en fonction des représentations. Etre entièrement disponible. CV + lettre de motivations à : Le théâtre en l'air, 9 bis, rue de la Place, 60480 Abbeville-Saint-Lucien, tél : 03 44 79 17 12.

Logement

■ **Hautes-Alpes.** Victor, 6 mois, cherche pour son papa prof et sa maman sympa un logement aux environs de Gap avec possibilité de jardin potager. Merci pour votre aide amis lecteurs ! Tél : 06 89 41 06 54.

■ Femme désirerait petite maison à la campagne, loin de la pollution, soit en échanges de service ou gardiennage, ou faible loyer, dans région arborée et environnement convivial. Tél : 06 11 95 11 55.

■ Au pied du Vercors (Drôme, 400 m d'altitude), dans un verger de 1200 m² classé en agriculture biologique, vend maison en pierre, ancien corps de magnanerie année 1900. Sur trois niveaux, 120 m² habitables, 4 chambres, deux salles de bain, 2 WC, cuisine équipée, véranda avec vue sur le Vercors, deux dépendances dont une de 100 m² (atelier, garage). Source potable avec bassin. A 2 mn du village. Tous commerces et écoles. Lieu calme. 168 000 €. M. et Mme Vérenne-Fleury, route de la forêt de Lente, 26190 Saint-Jean-en-Royans, tél-fax : 04 75 47 59 73.

■ **Haute-Savoie.** Je m'appelle Eldan, j'ai 21 ans. Je me suis inscrit aux compagnons-charpentiers de Meythet (Haute-Savoie) pour la rentrée de septembre. Je n'ai pas de voiture (et n'en veux pas). Je cherche une chambre ou un endroit pour dormir et éventuellement faire ma popote durant le temps que je passe au centre, 17 semaines réparties dans l'année. Je ne suis vraiment pas exigeant côté confort et jusqu'à 5 km du pont de Tassey, ce serait super ! Si vous avez ça, pouvez-vous me contacter au 06 83 58 29 27.

■ Un ferronnier et une potière envisagent la création d'ouvrages personnels et communs, mêlant céramique et fer. Travail en étroite collaboration dans un esprit coopératif. Nous cherchons un lieu pouvant accueillir nos ateliers dans départements 66, 11, 09, 65, zone moyenne ou haute montagne. Etudions toutes propositions (location, location-vente, vente, etc.). Tél : 06 86 80 78 35.

■ Cherche région Rhône-Alpes, proximité GR (sentier de grandes randonnées), maison et terrain, à restaurer en éco-construction pour chambres et table d'hôtes, projet de tourisme équitable ou terrain constructible pour maison et terrain plat. Tél : 04 75 06 46 66.

■ **Bretagne Sud.** Recherche maison en ruine, terrain totalement isolé, région Morbihan/Finistère sud, sans voisinage, 50 km maxi de Lorient ou terrain constructible pour projet d'habitat sain et autonome donc avec eau, sans électricité ni tout à l'égout (solaire, éolien, eau de pluie, lagunage...). Marc Girone, tél : 02 97 76 22 80 ou 06 07 63 60 79, maisonautonome@ifrance.com.

■ Bonjour, en vue de m'installer dans le sud de la Creuse, je cherche un terrain, calme, viabilisé ou non, prix raisonnable, surface non définie. Vous pouvez me contacter au 06 14 51 09 54.

■ **Lot-et-Garonne.** Libre cette année, ferme 18^e siècle rénovée, saine, confortable, pierre et colombages, 160 m² habitables en majeure partie de plain-pied. Dépendances attenantes en partie de 170 m². Terrain 6400 m², arbres fruitiers et vigne à raisin de table, sous mention bio. Possibilité d'acquisition ou location terrain contigu. Calme. Prix en direct : 234 000 €.

Tél : 05 53 01 25 67. Matériel nécessaire adapté à la culture bio cédé sans majoration de prix.

■ Je cherche un terrain, 1 ha mini, arboré, situation ensoleillée, avec source, bâtis ou non, constructible, peu pentu, région montagnarde du sud. Tél : 04 67 82 48 52.

■ **Clermont-Ferrand.** Pour rentrée de septembre, JH 28 ans reprenant des études à la faculté, cherche possibilité de logement sur Clermont-Ferrand ou alentours. Peut offrir son aide pour services et travaux divers (expériences professionnelles en élagage, jardinerie, travaux paysagers + bricolage maison, etc.) Ceci en plus d'un loyer, pas trop bruyant si possible : on n'aime pas S/llence pour rien ! Etudie toutes propositions. Je serais également heureux de rencontrer JH et JF pour échanges, sorties, sport... sur la région. Suis grand, blond, yeux bleus. Amitiés à tous (et surtout à toutes bien sûr). Matthieu Cabot, lot n°2, La Courmassat, 03110 Escurrolles, tél : 06 24 75 11 56.

■ **Normandie.** A 100 km de Paris, à louer atelier d'artiste troglodyte, 150 m² avec verrière + 70 m² de logement, couchage 5 personnes. Confort. F. Ferré, tél : 02 33 34 05 49 ou 06 09 51 59 50.

Vacances

■ Loue ou échange appart. 2 pièces + cuisine, 35 m² environ, équipé pour 2/3 ou 4 personnes. A Fontainebleau, à la semaine ou à la quinzaine, uniquement en juillet/août. Fontainebleau est une agréable petite ville touristique à 60 km au sud de Paris (35 mn en train). Si location : 180 € la semaine, 300 € les deux semaines. Si échange (pas forcément aux mêmes dates), nous cherchons les régions suivantes : Lorraine (proche Forbach, 57), Gers (proche Auch ou Bellegarde), Allemagne (proche Cologne ou Euskirchen) durant l'été pour 3 ou 4 jours, une semaine maxi. Nous étudions toute autre proposition (mer, montagne, Lyon, Marseille, Nord...). Nous contacter de préférence par internet à xavi77mail-xa@yahoo.fr sinon par tél de 9 h à 21 h au 01 64 22 98 98 (rép. en insistant).

■ Maison trois chambres, salon véranda, cuisine équipée, salle d'eau, terrasse, jardin, parking privatif, climatisation. Couchage possible : 2 lits doubles, un canapé-lit, 2 à 4 lits simples. Cadre exceptionnel : pinède, oliveraie, entre Pic-Saint-Loup et Hortus, vue dégagée, calme. 35 à 40 km de la mer, 23 km de la rivière, 8 km d'un lac, 5 km base de planeurs, 26 km de Montpellier, 5 km de Saint-Mathieu-de-Trévières, proche d'un centre équestre. Loyer semaine : 380€ moyenne saison, 450€ haute saison, 500€ très haute saison. Tél : 04 67 66 43 11 ou 06 11 12 23 73 entre 8 h et 21h30.

■ A louer juillet-août petite maison en Calabre sud (Italie), dans village semi-abandonné surplombant mer ionienne (8km). Séjour/cuisine + 2 ch + sdb + terrasse + vue + jardin, cadre magnifique. 400€ par mois ou 150€ par semaine. Ecrire à chdegouttiere@hotmail.com.

■ Loue chalet entre lac et montagne, dans hameau à 5 mn à pied d'une petite station familiale, Saint-Jean-Montclar (Alpes-de-Haute-Provence). Location en toute saison à partir de 230€ par semaine, charge en sus. 6 couchages, 2 chambres, pièce à vivre, coin cuisine, sanitaires. Renseignements : 04 92 34 45 44.

■ **Toscane,** en bas d'un chemin de 3,5 km dans le maquis, louons gîte rural 2+2 places, coin cuisine, salle de bains extérieure, sur notre ferme (oliviers, chènes liège, chèvres) près de Massa Marittima, 30 km de la mer. 280€ la semaine. Marco et Patricia, tél : 0039 05 66 91 29 62 ou 0039 33 88 07 24 30.

■ **Sud-Manche,** loue maison de caractère avec grand terrain de 2500 m² pour 6/7 personnes, près du Mont-Saint-Michel, entre Bretagne et Normandie. Nature, mer, campagne. Tout confort (lave-linge, TV, barbecue, salon de jardin), 350€ la semaine de juin à septembre. Tél : 02 33 70 98 05 Mme Girard ou lachainerie@free.fr.

A vendre

■ Vends fonds de commerce pour un gîte d'étapes et de séjour (24 places) dans le haut Jura. Situé dans le parc naturel du haut Jura, nous recevons principalement en demi-pension une clientèle "nature et sportive" (ski de fond, raquettes, VTT, marche, chiens de traîneau...). Le gîte est aux normes, fonctionnel, chaleureux, agrément Jeunesse et Sport, loyer : 380€/ mensuel, CA 45 000 € HT à développer, possibilité rando-plume. Prix demandé : 55 000 € négociable si transaction rapide. Si vous n'avez pas peur de manier la pelle à neige : Magalie et Benoit, tél : 03 84 42 73 27, tavailleurs@tiscali.fr, massifdujura.com/lestavailleurs.

11^{ème} foire bio et des médecines naturelles

dimanche 3 juillet 2005

promenade du Moulin

Moissac
(Tarn et Garonne)

santé naturelle agriculture biologique artisanat

entrée gratuite

contact : association le Trèfle Vert
05 63 04 91 90

Conceptualiser pour avancer sur un terrain solide

“L’homme est devenu trop puissant pour se permettre de jouer avec le mal. L’excès de sa force le condamne à la vertu.”

Jean Rostand

La décroissance est une idée en voie de développement... et de récupération. L’intérêt est grandissant pour les thèses de la “décroissance”, autant par attrait que par rejet, selon si on est préoccupé par les conséquences de la croissance économique (1), ou si l’on est productiviste. Parallèlement, des détournements du terme de “décroissance” se font jour, par exemple comme dans la fin de l’ouvrage de Eric Le Lann, *Progrès et décroissance*, ou dans la presse, à la manière d’*Alternatives économiques* (2).

L’idée de décroissance doit se prolonger par un concept précis afin d’éviter une récupération sous couvert d’un écho “favorable” sur l’échiquier politique. Comme le disait très justement Madeleine Nutchey à Thiviers en septembre 2004 lors de l’université d’été du Rocade : “Il faut nous mettre d’accord sur une base de vocabulaire limpide, sans compromis ni approximation ni dérive, pour avancer sur un terrain solide. Alors on pourra avoir recours à l’imaginaire, sans ambiguïté, pour sortir du piège inextricable où nous a englué un système économique sans imagination” (3).

Prétendre proposer des pistes conceptuelles permettant d’avancer sur un terrain solide peut paraître présomptueux, mais néanmoins c’est notre devoir que d’essayer.

Pourquoi conceptualiser ?

Au-delà de la récupération, il y a le besoin de concevoir des outils robustes qui nous permettraient de défendre nos positions et nos choix avec le plus de clarté possible, des outils utiles pour construire un monde humainement vivable et non productiviste.

Le terme de “décroissance” semble avoir été utilisé et explicité pour la première fois par Nicholas Georgescu-Roegen (4). Serge Latouche l’a utilisé avec vigueur afin

de transmettre des idées contraires au modèle dominant, heurter l’acceptation servile du dogme de la croissance, provoquer une prise de conscience critique des effets du développementisme. Mais, comme il le rappelle, le terme décroissance n’est en aucun cas un concept, tout au plus est-il un mot qui recouvre des pratiques nombreuses et variées, voulues comme alternatives au productivisme et à l’économisme dominant.

Il est donc temps de conceptualiser autour de l’idée de “décroissance”, afin de se garantir de toute récupération et d’approfondir l’analyse des alternatives au productivisme. Cette conceptualisation doit permettre une communication claire et accessible à tous concernant les démarches alternatives. Ceci doit se faire sans générer de nouvelles frontières sociales entre ceux qui tentent de vivre, ou vivent une alternative, et “les autres”. Car “les autres” ce sont eux, ou nous, avant ou pendant le cheminement de chacun vers une alternative. Pas de ligne de démarcation, mais de la clarté (5).

Les six axes de la dissidence

Le mot d’ordre du Réseau des objecteurs de croissance pour l’après-développement (Rocade), est “Résistance et dissidence, avec la tête mais aussi avec les pieds”. Observons-en les six axes (6) :

- Réviser et changer les valeurs productivistes incorporées dans nos vies,

- Restaurer un accès équitable aux richesses et au patrimoine naturels,
- Restructurer l’appareil productif en fonction des nouvelles valeurs,
- Réduire l’impact sur la biosphère,
- Réutiliser les objets lorsque cela est possible en respectant les trois premiers points,
- Recycler les objets sur les mêmes bases.

Les trois premiers axes sont d’ordre politique (au sens de la gestion de la cité) et sont dépendants du premier en terme de réalisation. Ils ne sont pas “récupérables” par le système dominant. Les trois derniers axes sont d’ordre technique, dépendants des trois premiers, et plus facilement récupérables.

Partir du concret pour définir un concept

On considère souvent que l’objet politique est supérieur à l’objet technique. Nous prendrons le contre-pied de cette idée, considérant la fragilité des trois axes techniques.



La marche contre la voiture.

(1) Empreinte écologique croissante, délitement des sociétés, conflits armés, changement climatique, pollutions innombrables, perturbation des écosystèmes, disparitions d’espèces, épuisement à terme de certaines ressources... éléments parmi d’autres qui fondent l’idée d’une nécessaire décroissance.

(2) Dont l’auteur se noie en contradictions patentes dans sa propre argumentation. *Alternatives économiques*, numéro hors série sur le développement durable.

(3) In “Décroître pour embellir : la décroissance en question”, CD audio 52 minutes, enregistré et mixé par Hervé Brindel, rassemblant des extraits d’interventions de l’université d’été 2004 du Rocade à Thiviers.

(4) Nicholas Georgescu Roegen, *La décroissance, Entropie, Ecologie, Economie*, traduction de Jacques Grinevald et Ivo Rens, Ed. Sang de la terre, 1995.

(5) Sur la question de ligne de démarcation, voir l’article précédent du même auteur “Alternatives, de quoi parle-t-on ?”, *Silence*, n°322, avril 2005.

(6) Manifeste du Rocade, page 3

Constatons que des techniques sont incorporées aux idées en tant qu'elles influencent nos pensées elles-mêmes. Par exemple la capacité, perdue ou gagnée de penser puis de rédiger un article au stylo, ou à l'ordinateur ; ou encore la manière machinique que nous avons de traiter le corps humain.

De même, les idées (dont les idées politiques) sont elles-mêmes incorporées dans les outils techniques que l'on se propose de défendre ou de rejeter. Par exemple les centrales nucléaires concrétisent le jacobinisme et l'idée de puissance centrale rayonnant sur tout un territoire. Ou encore la volonté de créer des institutions centrales ramifiées jusqu'au plus petit échelon territorial possible.



DR
Le rêve contre le voyage.

Les objets techniques sont donc très intimement liés aux idées qui les ont engendrés, et vice versa. On attribue à Albert Einstein la phrase : "On ne résout pas un problème avec les modes de pensée qui l'ont engendré". Ce n'est donc pas par la pensée technicienne que nous améliorerons la technique. Tout au plus nous la complexifierions. D'autre part, autant que l'on peut chercher, on retrouve toujours la même relation entre l'incorporation d'un degré technologique donné dans un procédé, et son impact environnemental et social.

Le constat est simple : plus un procédé incorpore de la technologie, plus son impact écologique et social est néfaste. Le summum étant atteint par la haute technologie. Nous pourrions nous baser sur ce principe dont les pôles extrêmes seraient : à haute technologie, hauts dégâts environnementaux et sociaux, à faible technologie, faibles dégâts environnementaux et sociaux.

En terme plus nuancés : la technologie, à partir d'un certain niveau, fragilise, dégrade et finit par détruire à la fois la

richesse et la paix des sociétés humaines dans leurs relations, leur environnement et leurs conditions d'existence à venir. Cette réalité étant d'autant plus délétère que la technologie est de haut niveau (high-tech).

Les mains sales

L'idée de décroissance doit se démarquer formellement du high-tech.

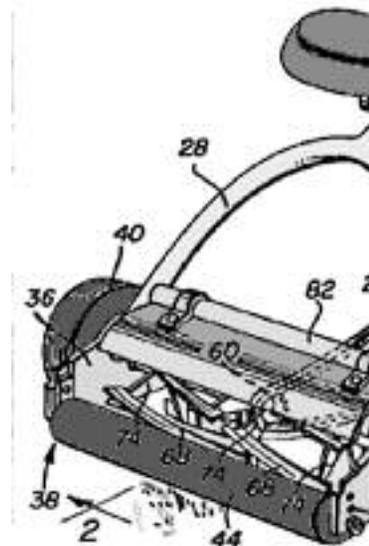
La high-tech a les mains sales. Exploitation des mines de Coltan (7) responsable de conflits meurtriers en République démocratique du Congo ; dégradation sociales et écologiques liées à l'extraction et la gabegie pétrolière ; liens entre commerce international, "valorisation" des ressources naturelles, mafias et groupes paramilitaires (8)... sont aujourd'hui flagrants, sortes de figures de l'évidence, au-delà des paravents des marchands et experts officiels en tous genres.

Tout aussi concrètement, chez nous, le high-tech réduit l'autonomie d'action. Comme Fabrice Flipo l'explique bien, une fois l'adoption d'un outil high-tech, il est d'une part quasi impossible de pouvoir réparer ou modifier l'outil sans être un spécialiste, et d'autre part difficile de faire marche arrière par la perte des anciens savoir-faire.

C'est notre vie quotidienne qui se retrouve prise en charge, régulée, par des réseaux étendus, complexes et standardisés (SNCF, achats par internet, banques, services sociaux, impôts, téléphonie mobile (9)...). Tous sont peu ou prou les mailles du filet, le "net" (10).

Or, ces réseaux sont dépendants de la mondialisation, ont un fonctionnement opaque, inaccessible à tout un chacun (11). Leur fiabilité dépend de la stabilité de l'approvisionnement énergétique, du bon fonctionnement d'autres réseaux, de la satisfaction des intermédiaires, de la bonne marche des marchés spéculatifs et donc de la domination financière.

Par ces réseaux, le productivisme et capitalisme réussissent à mettre les hommes en concurrence entre eux. Les pouvoirs exploitent ces réseaux et les informations qui y circulent à des fins de contrôle social. La rupture prévisible de ces réseaux, aura des conséquences hasardeuses sur la vie de millions de personnes, en des territoires éloignés les uns des autres (12).



Il est donc utile d'assortir l'idée de décroissance, potentiellement récupérable, d'un concept central visant à contrer clairement cette évolution funeste des sociétés industrielles (13).

Les systèmes à faible technologie incorporée

La corrélation entre niveau technologique et niveau de nuisance sociale et écologique est patente. Nous proposons pour le niveau politique des "choix de société à faible niveau technologique" ; et pour le niveau technique de "système à faible technologie incorporée" (SAFTI).

L'idée serait d'avoir pour objectif de ne produire et de n'utiliser en priorité que

(7) Minerai très recherché dont on extrait le tantale, indispensable pour constituer certains composants électroniques entrant dans la fabrication d'ordinateurs, téléphones portables, jeux électroniques... Molly O'Meara Sheeshan in *State of the World 2004*.

(8) Voir l'excellent documentaire sur les atours du commerce de la perche du Nil, de Hubert Sauper, *Le cauchemar de Darwin*, 1h47mn, France Autriche, Belgique, 2004.

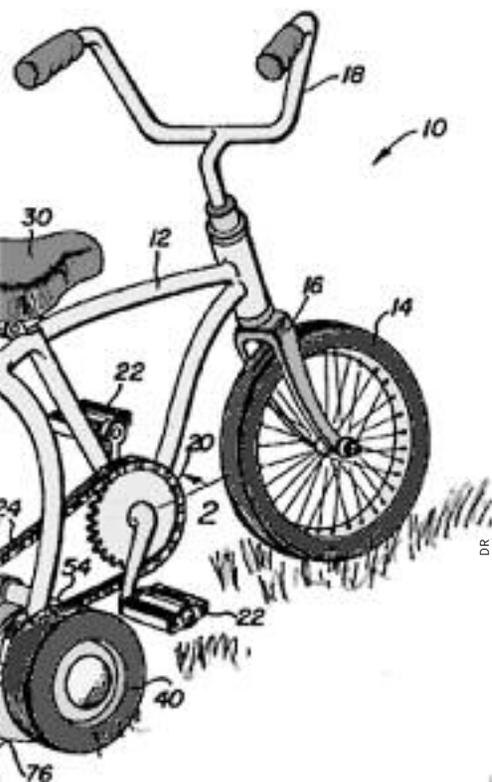
(9) Certains parlent de "laisse technologique" pour "téléphone portable".

(10) En anglais, net signifie filet (de pêche ou de chasse)...

(11) Les experts parlent dans ce cas de "transparence à l'utilisateur" (sic).

(12) Par exemple les récentes pannes d'électricité en cascade aux Etats-Unis et au Canada, la panne informatique de l'agence parisienne d'une grande entreprise algérienne causée par une panne de courant en Italie...

(13) En prétendant que nous ne sommes plus dans une société industrielle mais dans une société de services, les économistes formalisent leur aveuglement idéologique. En effet, à l'échelle planétaire, force est de constater que le développement de l'industrie est impressionnant, les cours des ressources industrielles (fer, cuivre, pétrole...) en témoignant.



Une tondeuse à gazon !

des “systèmes à faible technologie incorporée”, systèmes qui permettraient une vie sociale et personnelle harmonieuse et heureuse, sans dangers pour l’environnement.

On peut alors définir les principes qui régiraient les SAFTI :

- Un faible niveau de technologie incorporée, caractérise un objet, un procédé duquel sont exclues les hautes technologies, à la fois dans leurs usages et modes de conception.
- Un faible niveau technologique exclut des besoins énergétiques dépassant les ressources énergétiques disponibles localement.
- Un SAFTI est utilisable, modifiable et réparable par l’usager ou ses pairs, localement, par des personnes ayant un niveau de connaissance commun et transmissible.
- Un SAFTI ne peut pas être imposé implicitement ou explicitement dans son usage.
- Les SAFTI sont à identifier clairement, à promouvoir, il faut se les réapproprier, en

retrouver les anciens usages le cas échéant.

• Il n’est pas question de culpabiliser celui qui n’utilise pas un SAFTI, mais on peut l’informer de l’existence d’un SAFTI qui se trouverait être une alternative intéressante au procédé qu’il utilise.

Les postulats de ce concept

Le faible niveau technologique garantit-il systématiquement un faible impact environnemental ? On peut penser que c’est aujourd’hui exact dans la quasi totalité des cas. Ceci est vérifié et formulé par de nombreuses organisations écologistes ou non, dans des secteurs et zones géographiques très différents.

Les sociétés occidentales ou occidentalisées sont engagées dans une transformation progressive, mais radicale qui les mène vers des horizons humainement insoutenables.

Karl Polanyi écrivait durant la seconde guerre mondiale : “Si l’on ne veut pas laisser l’industrialisme éteindre l’espèce humaine, il faut le subordonner aux exigences de la nature et de l’homme” (14). Changer de voie consiste donc bien à changer de système de valeurs et de mode de vie, dans le cadre d’une convivialité heureuse et d’une simplicité volontaire.

Faute d’une telle démarche, les êtres humains progresseront vers une promiscuité subie dans des tours ou des bidonvilles, et un dénuement servile par des revenus minima sociaux et des programmes d’aide au “développement”.

Propriétés du concept

La face cachée du “progrès” et ses conséquences commencent à être bien visibles. C’est donc le moment de prendre en main nos besoins et concrétiser nos projets de vie. Se réclamer d’une “société à faible niveau technologique”, préférer les “systèmes à faible technologie incorporée”, annonce concrètement et clairement ce que l’on défend.

Le “faible niveau technologique” englobe aussi la consommation énergétique incorporée dans les produits, mais aussi les pollutions mentales des agressions publicitaires et politiciennes. Ce concept prend donc aussi en compte le souci des ressources énergétiques et des pollutions immatérielles (15), et pas seulement des pollutions et ressources matérielles.

Le concept de “système à faible technologie incorporée” peut donc être basé sur les six axes de la dissidence au productivisme et les six principes des SAFTI identifiés plus haut.

Il est alors facile de considérer un système de fabrication ou un procédé de transformation donné, et de mesurer avec clarté son degré de cohérence aux principes qui fondent les SAFTI et motivent les tenants de la décroissance. Enfin, de la sorte, les possibilités de récupération sont bloquées.

SAFTI : un point d’ancrage possible

Grâce aux SAFTI, on peut illustrer concrètement et précisément l’idée de décroissance. On peut imaginer des messages comme : “Les moyens de la décroissance résident dans des choix de société à faible niveau technologique”, ou “le faible niveau technologique de nos choix de production et de consommation est le seul avenir paisible de l’homme”, ou encore “Pour préserver la Terre et les humains, choisissons des systèmes de production à faible technologie incorporée”.

Le concept de “systèmes à faible technologie incorporée” peut donc être un point d’ancrage fiable, auquel des personnes, des groupes, des organisations, peuvent se fier et se coordonner dans une certaine clarté lorsqu’elles défendent un procédé “décroissant”. Elles pourraient avoir librement recours à cet imaginaire cher à Madeleine Nutchey, tout en évitant ambiguïtés et récupération.

Il ne faut cependant pas s’attendre à ce que les entreprises, les lobbies industriels et les pouvoirs centraux acceptent la critique et appliquent les principes des SAFTI. La démagogie, ou plus, sera au rendez-vous. Mais si nos concepts et nos idées sont clairs, en opposant les SAFTI à la high-tech, en témoignant de leur intérêt humain, écologique et social, les rideaux de fumée se dissiperont par la force des choses et du temps.

Daniel Julien ■



Presse-purée contre “mixer”.

(14) Page 320 de Karl Polanyi, *La grande transformation — Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Ed. Gallimard, première édition 1944. édition courante : 1983, ISBN 2-07-021332-3.

(15) Beaucoup de pollutions immatérielles annihilent l’énergie humaine, cette énergie qui nous permet de “bouger des montagnes” pour arriver à une démarche de vie harmonieuse. Les publicités, le discours dominant, tuent dans le cerveau des hommes les ressources énergétiques de l’innovation humaine et sociale qui iraient dans le sens de cette recherche d’harmonie, sous prétexte d’utopie, d’impossibilité technique, de non rentabilité économique...



Défendre les 35 h

Les médias (de la droite patronale) n'arrêtent pas de nous dire que les 35 h ont été une catastrophe pour la France. Pourtant les statistiques officielles indiquent une création nette de plus de 1,4 million emplois. Les sondages indiquent que 72% de la population est satisfaite des 35 h, taux qui passe à 84% pour ceux qui en bénéficient. Le 10 mars, plus de 150 manifestations en France ont réuni plus d'un million de personnes — 100 000 à Paris, 50 000 à Marseille... — pour demander l'arrêt des mesures de démantèlement social. Il n'est malheureusement pas sûr que cela suffise à bloquer les procès en cours... d'autant plus que la Constitution européenne, si elle passe, ne pourra que faciliter la suite de cette régression historique.



Morts de pauvreté

En cinq ans, de 1999 à 2004, 485 personnes sont mortes dans les rues en France, la très grande majorité en région parisienne. L'âge moyen des morts est de 45 ans. (Viva, mars 2005)

USA

Farley Matchett condamné à mort

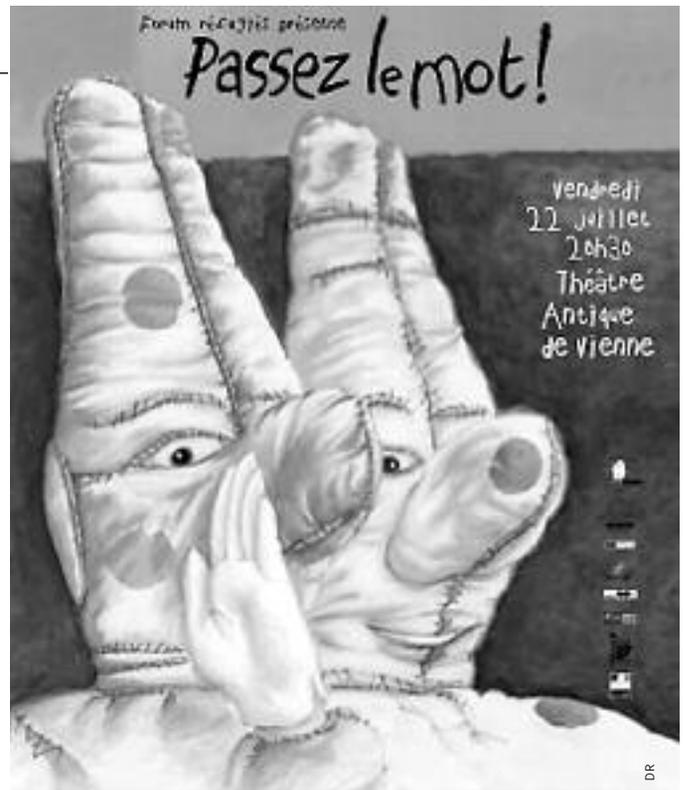


Farley Matchett

En 1991, au Texas, Farley Matchett a été condamné à mort pour un meurtre en légitime défense. Il a le malheur d'être noir et pauvre, ce qui fait que le procès a été bâclé. Depuis cette date, des comités de soutien se battent aux Etats-Unis et en Europe pour demander qu'il soit jugé lors d'un procès équitable. D'appel en appel, l'affaire est remontée jusqu'à la Cour suprême des USA qui le 24 janvier dernier a refusé de demander un nouveau procès. Il reste encore quelques recours juridiques possibles, mais ils sont maintenant peu nombreux. Pour financer les avocats qui le défendent, un comité de soutien collecte de l'argent en France. On peut aussi lui écrire en anglais.

■ Soutien à Farley Matchett, c/o François Geoffroy, 81, avenue de l'Hôtel-de-Ville, 77340 Pontault-Combault.

■ Farley Matchett, n°999060, Polunsky Unit, 3872 FM, 350 South, 77351 Livingstone, Texas, USA.



Passez le mot !

Forum réfugiés organise, le vendredi 22 juillet 2005, 30, au théâtre Antique de Vienne (Isère), *Passez le mot !* la deuxième nuit de musiques et d'alerte en faveur des réfugiés. La première édition avait eu lieu en 2001. Il y aura une alternance de prises de parole de grands acteurs de la défense des réfugiés et des prestations artistiques. Se mêleront les musiques et les mots de Julos Beaucarne, Femmouzes T, Armand Gatti, Yannick Jaulin, Didier Kowarsky, Loïc Lantoine, André Minvielle, Yolande Mukagasana, Néry, Marc Perrone, Thierry Renard, François Saint Pierre, Section Lyonnaise des Amateurs de Mots (SLAM)... Un concert intégral de Goran Bregovic et l'Orchestre des mariages et des enterrements conclura la soirée. *Forum réfugiés, BP 1054, 69612 Villeurbanne cedex, tél : 04 78 03 74 45.*

PARIS

Placards à louer

Le gouvernement a annoncé son intention de réformer la loi qui actuellement interdit de louer

des studios de moins de 9m². Le minimum pourrait passer à 7 m². Que les Parisiens se rassurent, à Londres, c'est encore pire, fin mai, une annonce proposait une pièce équipée d'une kitchenette et d'une douche-WC de 5m² pour 820 € par mois. Une information qui doit faire rire dans les chaumières !

Société policière, société nucléaire...

En octobre 2004, un rapport a été remis au gouvernement sur le thème de la "prévention de la délinquance". Ce rapport dénommé rapport Bénisti du nom de l'élui qui l'a coordonné a été signé par des élus UMP, UDF et PS. Selon ce rapport, la délinquance apparaîtrait surtout dans les foyers pauvres où l'on parle "le patois du pays d'origine", suivez mon regard. Cette délinquance peut commencer très tôt... dès les premiers retards scolaires à la maternelle ! Dans ces conclusions, ce beau rapport s'appuie sur les conseils de société PJC Conseil... qui a l'habitude de travailler sur les conditions de sécurité dans le domaine du nucléaire pour la société Axilya, une filiale d'Areva. Cette société propose "l'adaptation de la méthodologie définie pour le nucléaire [...] au domaine civil". Vous voyez le genre : beaucoup de barbelés

et de flicage pour se protéger des délinquants comme des antinucléaires ! Le rapport propose ainsi "la réduction du sentiment d'insécurité par l'urbanisme et la conception des bâtiments [...] Une conception claire et dépouillée portant conjointement sur l'extérieur et l'intérieur du bâtiment peut aider à la surveillance des lieux surtout lorsqu'elle est associée à un bon éclairage naturel et artificiel". Il faut ainsi pouvoir "défendre [son] territoire contre les délinquants, qu'ils viennent de l'intérieur ou de l'extérieur [en usant des] avantages liés à la proximité des lieux où la présence humaine est permanente — commissariats de police, casernes de pompiers — ou l'existence de périmètres de sécurité bien entretenus entourés de murs et de clôtures élevées". Il faut se méfier de "la proximité des lieux de rassemblement public par exemple terrain de football et d'autres sports, des débits de boissons ou terrains de jeux". De prévention de la délinquance, il semble bien que l'on ait glissé à prévention contre les délinquants. Lutter contre les inégalités sociales ? Utopistes, va ! (CQFD, 15 février 2005)



Commerce équitable

Dans le numéro 323 de mai 2005 est cité l'un de mes articles sur le commerce équitable paru dans *Rouge et Vert* du 25 février 2005. Je suis fort satisfaite de l'intérêt que *Silence* porte à ce type d'échange marchand. Le commerce équitable suscite de nombreux questionnements qu'il convient de mettre en lumière. Néanmoins cette brève sur mon écrit donne le sentiment que le commerce équitable est, en fin de compte, néfaste pour les producteurs du Sud. La conclusion est particulièrement péremptoire : "Bref, l'équitable, forcément très partiel, est un facteur d'inégalité au Sud". Il me semble important de revenir sur ces propos. Si mon article a pu donner lieu à une telle lecture, c'est qu'il n'était sans doute pas assez explicite et univoque, et je m'en excuse auprès des lecteurs. Le problème est que la réalité est complexe, et les effets du commerce équitable sur le "terrain" sont à nuancer. Les résumer sous la forme d'un court article (*Rouge et Vert*) est un exercice difficile. Les concentrer en quelques lignes (*Silence*) accentue nécessairement certains traits au détriment d'autres, ce qui n'est pas favorable à une réflexion lucide et dépassionnée sur le sujet. En ce qui concerne les "énormes écarts entre les dirigeants lettrés et une majorité de producteurs illettrés", il convient de souligner que — fort heureusement — la plupart des dirigeants sont honnêtes. Ils sont élus par la "base" de leur organisation, qui peut les démettre de leurs fonctions en cas de problème avéré. En outre, le bénéfice équitable peut précisément servir à assurer une formation scolaire pour les producteurs illettrés, ce qui, à terme, règle le problème.

Le second point concernant la création de situations d'inégalités entre les bénéficiaires du commerce équitable et les autres est vérifié. Néanmoins, si le commerce équitable offre un meilleur prix que le prix conventionnel, il ne permet pas aux producteurs bénéficiaires de s'enrichir outre mesure. De plus, on observe dans plusieurs cas un phénomène de "dilution des effets", le commerce équitable permettant la construction de biens profitables à l'ensemble de la communauté (routes, postes de santé, écoles...). Enfin, concernant le prélèvement abusif de certains importateurs sur les ventes équitables, il convient de préciser que ces importateurs appartiennent à la sphère conventionnelle, c'est-à-dire ne sont pas entièrement spécialisés dans le commerce équitable (ce qui ne justifie en rien leur pratique !). En conclusion, oui, l'équitable est forcément "très partiel", mais aussi très partiel, car il renvoie à des principes de justice particuliers. C'est tout le sujet de ma recherche universitaire. Cependant, on ne peut reprocher au commerce équitable de ne pouvoir, à lui seul, résoudre l'ensemble des inégalités de développement entre les pays du Nord et ceux du Sud. Les militants de cette approche ne le revendiquent d'ailleurs pas. Certes, le commerce équitable est un facteur d'inégalité au niveau local, dans le sens où il permet à certains producteurs — et à certains producteurs seulement — de bénéficier d'une rémunération plus élevée que celle du marché conventionnel. Mais cette inégalité n'est ni fondamentalement mauvaise, ni nécessairement injuste : les bénéficiaires du commerce équitable acquièrent un mieux-être économique pour eux-mêmes et leur entourage, et ils ne sont pas sélectionnés au hasard. En cela, le commerce équitable n'est pas synonyme de commerce arbitraire. Les choix sont justifiés par les acteurs du commerce équitable au Nord. Quant à savoir si notre sensibilité personnelle s'accorde avec les critères de justice employés, c'est une autre histoire...

Virginie Diaz Pedregal ■
Paris.



DR
Vannage du café.

Agir pour le décroissance

J'ai trouvé dans *Silence* et dans la *Décroissance* ma famille d'idées. Maintenant passons aux actes, au moins un par jour ! Résolution 1 : résiliation de cliente à la Redoute. Résolution 2 : m'abonner à *Silence*. Résolution 3 : ne plus aller dans une grande surface. Tiens, ça fait du bien ! Maintenant, je cherche une lessive biodégradable à 100 %, je vais la trouver où ? J'aimerais aussi un article sur la production et la vente de laine en France : les magasins Phildar et Bergère de France ferment les uns après les autres. Comment je vais faire pour tricoter des pulls aux uns et aux autres et apprendre à de jeunes femmes qui me le demandent à tricoter ?

Vaste sujet qui n'est pas super-politico-économique... J'ai 51 ans, je suis éducatrice dans un foyer pour personnes déficientes intellectuellement et ça fait longtemps que j'essaie de vivre en cohérence avec mes convictions et simplicité, ce n'est pas facile. Par vos articles de fond, merci de me remonter le moral, j'ai la pêche et je crois en vous.

Michèle Montejeil ■
Oise.

Silence : essayez de prendre contact avec *Tricot-thé*, au *Pain quotidien*, place de Rihour, 59000 Lille et si vous avez internet, voir cafetricot.canalblog.com.

Croissance de la conscience

Mieux vaut vivre hors normes que mourir dans les normes ! Personne n'est parfait, mais l'Homme est perfectible. Nous sommes tous des grains de sable, un grain de sable peut être nuisible ou utile et servir à construire. Qu'on se reconnaisse grain de sable, goutte d'eau ou étincelle de lumière, peu importe, l'essentiel est de se poser des questions, les questions qui nous réveillent pour apprendre et connaître nos origines, pour vivre en harmonie suivant les lois naturelles et divines. Qui sommes-nous, où allons-nous, d'où venons-nous ? sont des questions essentielles pour créer un monde plus juste à visage humain. (...) "La vie n'est pas un jeu, mais un cadeau" a si bien dit Hurtak, j'ajouterai : à nous de la sauvegarder et de ne pas la gaspiller. La société actuelle basée sur la trinité production-consommation-destruction nous mène au précipice. Il est bien sûr moins fatigant de nager dans le sens du courant que de lutter contre lui. La voie la plus facile est celle qui descend. L'ascension est une voie qui monte donc qui nécessite des efforts. Il est urgent d'agir et d'agir juste. Soyons plutôt des esclaves utiles que des parasites inutiles. L'Homme dans notre société matérialiste s'est déshumanisé, il pollue sa Terre nourricière, torture les animaux, viole et martyrise ses enfants et tue ses frères. Il a perdu sa conscience en ne pensant qu'à la domination, à l'argent, à son confort et il s'émerveille devant le progrès ! Les sonnettes d'alarme sont pourtant nombreuses et les chiffres témoignent la misère, le désespoir et la dégénérescence humaine. Les personnes sont de plus en plus en plus stériles (...) un quart des Français sont accros aux tranquillisants (...). L'extrême pauvreté, la faim, le cancer, le sida font des ravages de partout dans le monde. (...) 64 % des terres cultivables dans le monde servent à nourrir le bétail alors que 800 millions de personnes souffrent de la faim. Nos gestes et nos comportements ont des répercussions sur notre santé, mais surtout sur la survie de la planète. Nous savons tous que la consommation de viande provoque des cancers, des maladies cardio-vasculaires, du diabète, de l'ostéoporose et des maladies infectieuses. En plus, la production de viande entraîne un déséquilibre écologique catastrophique. En effet, pour produire un kilo de viande de bœuf, il faut 100 000 litres d'eau, sans compter le lavage des carcasses. La production de viande est responsable de 20 % de la pollution de l'eau et consomme 18 % de l'eau utilisée. Il y a deux fois plus de poulets que d'humains sur la planète, plus d'un milliard de porcs, 1,3 milliard de bovins, 1,8 milliards d'ovins et ces animaux mangent plus d'aliments qu'ils n'en produisent.



Sur un hectare, on peut produire 250 kg de bœuf ou 50 000 kg de tomates ou 5000 kg de cerises. Aujourd'hui continuer à manger de la viande est de la folie, pire du fanatisme.

(...) Depuis 31 ans, je suis un témoin vivant et solide de la naturopathie orthodoxe. Cet enseignement qui n'a rien de sectaire, m'a rendue libre, en bonne santé, et a mis de la lumière sur mon chemin de vie. J'ai allaité mon fils jusqu'à 3 ans. Il en a aujourd'hui 17 et vit comme moi en pleine santé dans le respect de son corps, de la nature et des animaux. Ma première nourriture est le Soleil, ma deuxième sont les fruits et légumes crus (80 %), fromages de chèvre et œufs crus (20%), ma troisième l'exercice en plein air (course à pied, vélo, natation), ma quatrième la musique sacrée.

Dissociation alimentaire, bains, saunas, repos, méditation, contemplation, tendresse, silence, sont tout autant prioritaires pour un bon équilibre de vie. Je ne suis pas un être exceptionnel, ni chanceux. La colère, les soucis familiaux et professionnels ne m'ont pas épargnée. Cette hygiène de vie je la considère comme un gouvernail, je ne la lâche jamais pour ne jamais couler.

(...) Soyons tous des témoignages de vie, lucides, solides et solidaires guidés par notre conscience pour toujours évoluer. Ne restons pas des robots ambulants manipulés par nos dirigeants puissants et pervers. Conscience et progrès ne vont pas ensemble. Comme le dit un proverbe italien "mieux vaut vivre un jour comme un lion que cent ans comme un mouton". Pour évoluer, il est essentiel d'accepter de se remettre en question donc d'accepter qu'on se soit trompé.

Merci à Silence pour son slogan (n°322) : "La décroissance, oui, sauf celle de la conscience ! L'avenir de la Terre dépend de vos refus d'achats. Diminuer de moitié notre consommation permettrait de disposer de deux fois plus de temps pour rechercher et développer une société qui soit renouvelable. La croissance profite aux riches qui volent l'argent aux pauvres. La décroissance est indispensable pour sauver la planète". Assez de faux besoins, assez de supercheries, assez d'illusions et de pièges. (...) La sagesse nous dit qu'il est bon de voir loin en arrière et loin en avant pour percevoir la profondeur des phénomènes et pour offrir à nos enfants un monde accueillant, vivant, durable, pacifiste et à dimension humaine.

Dany Azout ■
Var.

Cancers et décroissance

A propos de l'article "La décroissance contre le développement durable" de Thierry Folliard, je me permets de faire les digressions qui suivent, à propos de sa comparaison avec le cancer : cette comparaison cloche parce qu'elle emploie les explications de l'establishment médico-pharmaceutique qui utilise la peur pour vendre des traitements le plus souvent inutiles, dangereux et extrêmement coûteux pour la collectivité. Il y a une manière plus "douce" de voir les choses.

"Les cellules cancéreuses" ne "se développent" pas du tout "de manière anarchique et indifférenciée", les métastases (celles qui se baladent pour contaminer d'autres endroits) sont une fable. (...) On sait que 30% des morts de la route avaient des traces, des cicatrices de cancer et vivaient très bien avec ! (...) Alors comment ça marche ? Je ne suis pas médecin et je m'appuie donc sur les travaux de Claude Sabbah, cancérologue, spécialité qu'il a exercée à Marseille. Depuis quelques années, il ne se consacre plus qu'à l'enseignement. Que dit-il ? Toutes les maladies sont causées par un stress intense ingérable. Vivre "cool" est donc non seulement bon pour la santé, mais aussi pour la société et la planète. Le cerveau, qui commande notre être biologique, est exclusivement programmé en terme de survie. Il donne toujours la meilleure solution pour prolonger la vie. En cas de stress prolongé dû à un "conflit" (stress psychologique face à un problème ingérable), il biologise ce "conflit" qui devient une maladie localisée, ce qui supprime le stress qui mènerait à la mort par épuisement. La maladie donne donc du temps pour résoudre le "conflit". (...) Prendre conscience de ce stress permet souvent de basculer vers la guérison. (...) Cette approche n'est malheureusement pas reconnue par la médecine officielle (...). Pour diminuer les causes de stress, il faut lire le livre du Docteur Seignalet de l'hôpital de Montpellier "L'alimentation ou la troisième médecine" conseille une alimentation saine composée à 80% de cru arrosé d'huile de première pression à froid, ce qui diminue les symptômes en matière de maladie (mais ne les supprime pas).

Yvan Lecerpe ■
Haute-Savoie.

Développement personnel harmonieux ?

En réaction à vos articles sur le développement personnel, j'ai envie de souligner la dimension écologique de celui-ci.

Etant psychologue, formée à la psychothérapie et au yoga, je considère que cette démarche favorise la vie et l'harmonie en moi et avec le monde qui m'entoure (mes proches, les autres humains, la nature).

Mais, quand je vois des propositions de stage comme "Marcher dans le désert et dans sa tête", je perds la neutralité bienveillante qui est de rigueur dans mon métier. Faire l'expérience du soleil couchant dans le sable à perte de vue peut sûrement ouvrir des horizons intérieurs marquants, mais à quel prix ? Mon porte-monnaie je le remplis avec mon travail (en principe) mais le pétrole brûlé, la pollution par le kérosène, les rapports Nord-Sud, cela ne regarde pas que moi ! Changer de continent pour rencontrer tel gourou peut changer ma vie mais aussi la couche d'ozone. Si je fais 50 km en voiture pour acheter tel produit satisfaisant bio et équitable ou suivre tel cours de yoga, j'écrase peut-être quelques grenouilles en passant et j'augmente le bruit, le gaz carbonique et l'insécurité pour ceux qui habitent le long de la route. Où est l'harmonie avec autrui ? Où est la vie de demain que je laisse à mon enfant tant aimée ? Quel exemple de durabilité je lui donne avec mon "Je veux faire l'expérience de tout ce que je peux quand je le désire pour mon plus grand bien", elle qui aura sûrement aussi envie de faire des enfants ? La simplicité modeste, le renoncement conscient et joyeux, ont-ils une place dans le développement personnel de notre société individualiste et consummatrice ?

Ingeborg Eilers ■
Isère.

Leconte à la Nef

Je réagis aux courriers parus dans le n°323 concernant la présence de Philippe Leconte à la présidence du conseil de surveillance de la Nef. Sociétaire de la Nef, en 2002, j'ai eu l'occasion de parler avec Philippe Leconte lors d'une réunion à l'Agéca, rue de Charonne à Paris. Patrice Bouquet des Chaux, alors responsable du bureau parisien de la Nef, m'avait demandé pourquoi je semblais en colère.

Je lui raconte alors ma conversation avec Philippe Leconte qu'avant je ne connaissais pas. A un moment, nous avons abordé la question des malades de la thyroïde. Je lui disais que cela venait du nuage de Tchernobyl et qu'étant adhérent de la CRII-Rad, je connaissais un peu le sujet. Il me répondit que cela n'était pas vrai et qu'il travaillait au CEA. Je lui ai alors parlé des liquidateurs qui sont morts et continuent de mourir suite à leur exposition à la radioactivité dégagée par l'explosion du réacteur de Tchernobyl, des femmes qui localement font des fausses-couches et des enfants qui naissent avec des malformations. J'avais alors en tête les photos de Greenpeace.

(...) Philippe Leconte m'a répondu que ces gens sont morts de maladies qui n'avaient rien à voir avec la radioactivité. Comment Philippe Leconte peut-il tenir de tels propos ?

A Paris, je suis un sociétaire actif : je place des dépliants de la Nef dans des magasins bio et je participe aux jeudis-découverte qui se tiennent une fois par mois à la Nef, à Paris. J'ai écrit à la Nef pour leur dire que j'attendais la démission de Philippe Leconte de ses fonctions. Faute de quoi, je me retirerais. Je pense que beaucoup de sociétaires feraient la même demande s'ils étaient correctement informés de l'identité de Philippe Leconte.

Claude Robert ■
Paris.

Pas en Guyane !

Je lis régulièrement votre parution et en général, j'apprécie. Mais là, non ! Dans *Silence* n°322, p.25, si je n'ai rien contre l'idée de villages écolos radicalement en dehors du système — pourquoi pas l'expérience — mais pas en Guyane ! (...) Le sud de la Guyane est d'accès réglementé pour préserver le peu de territoire laissé aux Amérindiens. C'est une "réserve" à conserver en l'état, et d'ici c'est déjà dur à faire à cause de l'orpaillage, sans qu'il y ait des projets "village blanc sauvage" sur le tapis des discussions. Ceci est un rêve (...) de Thierry Sallantin (...) lequel relance ici un de ces projets irréalisés (...).

Bruno Vadcard ■
Guyane.



Contre le travail

Philippe Godard
Ed. Homnisphères
(21, rue Mademoiselle
75015 Paris)
2005 - 157 p. - 12 € €

Philippe Godard poursuit dans cet ouvrage une réflexion sur le travail, pour en dénoncer non les outrages mais tout simplement l'existence. Le travail est-il inhérent à l'espèce humaine ? Non, affirme l'auteur, et l'avenir de l'être humain serait plutôt de s'en passer. Voici la condition pour parvenir enfin à vivre en harmonie avec autrui et la nature. Car depuis la naissance de l'agriculture,

le travail nous a coupé du milieu naturel, pour nous conduire à sa destruction systématique, au prétexte de l'aménager. Depuis, le travail est partout, glissant ses rapports sociaux dans toutes les sociétés, modifiant les écosystèmes jusqu'à épuiser leurs richesses spontanées.

Ainsi naquit l'économie, c'est-à-dire l'organisation de la rareté. L'auteur démonte les thèses et leurs antithèses. Les conceptions social-marxistes ne valent pas davantage que l'optique libérale. Toutes reconduisent inévitablement à l'aliénation du travail. Resterait l'entrée joyeuse en décroissance, alors ? Eh bien non ! Ses partisans, poursuit l'auteur, sont victimes d'une illusion ou d'un excès d'optimisme. Dans la situation actuelle, la décroissance ne pourrait être réalisable que décrétée de manière autoritaire, ou sinon au prix d'un chaos général : deux voies peu enviables. La seule attitude radicalement subversive, autant libératrice que libertaire, et écologiquement salutaire, réside dans le non-agir hérité du taoïsme. Lui seul peut autoriser "le libre accès de tous aux maigres richesses". Ce faisant, il n'est pas question de démission socio-politique, mais plutôt d'une génération spontanée d'insoumission, libérée de toute espèce d'idéologie.

Ce non-programme délibéré est-il réalisable, ici et maintenant ? Et quelles conséquences pratiques en attendre, hormis celle d'une désorganisation — dans quelles conditions ? — de l'existant ? Telles sont les questions que la lecture de ce livre stimulant invite à poser à l'auteur. Si, référence au taoïsme oblige, cette réflexion n'échappe pas au paradoxe du faire-sans-agir ("Le non-agir invite en outre à réfléchir, en dehors de toute référence idéologique, à ce qui, de façon très concrète, peut être fait sans agir contre notre milieu", cf. p. 118.), elle donne de quoi penser, au risque d'en prendre quelques-uns à rebrousse-poil. Notons enfin la qualité graphique de l'ouvrage. Rodolphe Christin.

Plantes et gens des Hauts

Usage et raison de la flore populaire médicinale haut-alpine

Denise Delcour
Éd. Les Alpes de lumière,
2004 - 256 p. - 30 € €

Un ouvrage consacré à l'histoire des sociétés humaines du Briançonnais et de leurs relations avec la flore locale. C'est à un véritable parcours à travers les époques et la tradition orale quant à l'utilisation des plantes dans la pharmacopée et l'alimentation, auquel nous convie l'au-

teure. Après plusieurs années de collecte d'informations auprès de personnes dont les familles étaient implantées dans la région depuis quelques générations, Denise Delcour nous livre un très beau et intéressant recueil d'ethnobotanique. Elle atteint son but initial qui était d'immortaliser ces savoirs qui se perdent, car les nouvelles générations ont délaissé ces techniques de survie utilisées par leurs parents et grands-parents. C'est à travers des anecdotes, des usages rares, des histoires tombées dans l'oubli que l'auteur nous transmet son attachement à cette région, à ses usages et à ses habitants. C'est aussi par de nombreux témoignages que ressort l'indispensabilité de ses savoirs, et la dure vie

qu'était celle des montagnards. Un ouvrage qui ravira les botanistes et tous ceux et toutes celles qui attachent un tant soit peu d'importance à des techniques oubliées, à des alternatives non-marchandes et locales. Il s'agit de quelque sorte d'un guide pratique concernant la cueillette et l'usage de nombreuses plantes. Et la nostalgie qui parcourt cet ouvrage concerne plus la perte d'un savoir que la nostalgie d'un certain âge d'or. J.P.

Les murs de vos prisons

Fabienne Maestracci
Ed. Albiana



2001 - 136 p. - 15,25 € €

Ce livre de Fabienne Maestracci narre la tragédie que nous organisons à chaque fois que nous votons Chirac, Jospin, ou séides, lesquels détenteurs de pouvoirs, n'ont rien fait pour effacer les hontes décrites dans ce livre. Ce qu'il ne faut pas taire à terre, il faut le hurler debout. La bassesse du monde est dans ceux qui abaissent et ceux qui abaissent sont les organisateurs des prisons, politiques et fonctionnaires, non ceux que l'on y enferme. Les assassins sont parmi eux, veillons à ne pas être parmi leurs complices, ne serait-ce que par nos votes hâtifs ou complaisants. Cet ouvrage est un "guide touristique" de l'Enfer ! Dans cet Enfer, il est dit curieusement que des nonnes témoignent du Paradis qui est, selon elles, ailleurs. Cette lecture sera avare de plaisirs, mais elle vous rendra plus intelligent, à moins que, derrière les apparences d'un bilan de santé correct, vous cachiez un électroencéphalogramme et, surtout, un électrocardiogramme rigoureusement plats. Cette lecture prouve que ceux de Sarkozy et Perben le sont. Pour les autres sus-cités, il ne devait pas y avoir assez de place pour

les électrodes. L'éditeur n'est évidemment ni Hachette ni Wendel qui font se demander s'il y a encore de la crédibilité et de l'intérêt dans les livres : d'où Albiana. Il est vrai que les libraires qui furent des charrons de la pensée autonome sont condamnés à devenir des concessionnaires du prêt à penser, s'ils veulent survivre. A propos de charron, c'est bien pour un livre sur l'Enfer !

Il n'est pas certain, à part les économies d'échelle, que la nature humaine ait beaucoup évolué depuis les camps nazis jusqu'aux prisons irakiennes en passant par les françaises. Il y a eu un procès des juges à Nuremberg : ce livre sera une pièce à charge pour le futur procès de juges français — il n'y a pas qu'Outreau en trop ! Michel Guérin.

La petite fille à la Kalachnikov

China Keitetsi
Ed. Grip (Belgique)
2004 - 265 p. 17,90 €

Comment devient-on enfant soldat ? C'est le thème de ce récit poignant. C'est l'histoire vécue d'une petite Ougandaise de 9 ans qui s'enfuit pour échapper à la maltraitance de ses parents et rejoint, bien malgré elle, des soldats d'une milice armée. Elle narre son expérience de fille soldate en n'épargnant aucune épreuve. Son quotidien est fait de violence, de torture, d'humiliation. Pendant 10 ans elle survivra dans cette ambiance où les sentiments sont inexistantes. Aujourd'hui, sortie de cette tragédie, elle brise le silence par ce témoignage bouleversant, afin de rappeler que des centaines de milliers d'autres enfants, dans un mutisme compliqué, vivent encore cet enfer. Ce récit met mal à l'aise pas seulement par l'intensité de la violence, mais aussi par cette apparente froideur avec laquelle l'auteure





Livres

raconte son calvaire. MJ.

Economies choisies ?

sous la direction de Noël Barbe et Serge Latouche
Ed. Maison des sciences de l'homme de Paris
2004 - 210 p. - 18 €€

L'économie informelle regroupe ce qui échappe aux critères économiques classiques, ce qui ne passe pas par la monnaie officielle. Ce livre présente des travaux ethnologiques dans des domaines que nous connaissons bien : les RERS, réseaux d'échanges réciproques de savoirs, les SEL, systèmes d'échanges locaux, Emmaüs, mais également d'autres où le manque d'argent n'est pas forcément choisi : les commerçants des marchés aux puces, le monde des artistes, les immigrés, les boulots complémentaires... L'ethnologue montre ici les limites de l'économiste. MB.

ROMANS

L'eau est là

Hugo Verlomme
Ed. Jean-Claude Lattès
2005 - 280 p. - 19 €€

Hugo Verlomme nous parle d'un monde gagné par l'eau, ou plutôt conquis par elle, souvent par la force et au prix de grands désordres. Si l'on en croit les commentaires de la quatrième de couverture, ce roman visionnaire fut achevé peu de temps avant le tsunami qui ravagea les côtes asiatiques. Mais ce livre ne relate pas uniquement l'attente d'un cataclysme, au-delà il parle d'espoir.

Cette histoire à dimension variable s'en va puiser au plus profond des symboles pour nous tenir en alerte. Et au fil des pages émerge une interrogation plus profonde, d'une audace certaine, à laquelle l'auteur répond affirmativement : l'avenir de l'humanité serait-il aquatique, et plus précisément océanique ?

L'Eau est là possède en effet une vertu peu commune chez les romans, qui dérangera certains mais que d'autres trouveront au minimum fort intéressante, et troublante : décentrer nos perspectives d'indécrottables terriens et nous conduire à quitter la terre pour rejoindre cet élément mythique : l'eau. Grâce au truchement de ses personnages, souvent des navigateurs avertis tels un

spécialiste de vagologie et une chamane charmeuse venue d'un peuple des pirogues, l'auteur rappelle que cette terre que nous croyons nôtre n'affiche, en comparaison aux océans, que de modestes proportions, ocres, brunes et vertes au milieu du grand bleu.

La portée anthropologique et écologique de cette interrogation saute aux yeux : avec le réchauffement climatique, la montée des eaux va amoindrir encore davantage la part des terres émergées. Quelle stratégie déployer pour assurer notre avenir ?

L'eau monte, menace les habitations en bord de côte. L'eau gagne l'intérieur des terres en enflant les rivières et en inondant les vallées. Que faire face à un tel désordre ? L'auteur suggère de s'adapter. Acquérir de nouvelles visions et de nouveaux savoir-faire.

L'Eau est là ruisselle de partout ; il regorge de pluies diluviennes, d'océans tantôt apaisants tantôt déchaînés. Les torrents dévalent aux flancs des pentes, suivis par un sage ascétique accompagné d'une prostituée ingénue et attentive. Des vivants et des morts prennent la mer pour d'improbables rencontres, tandis que d'autres s'accrochent désespé-

NOUS MONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Pourquoi je suis athée**, André Lorulot, éd. Libertaires (17190 Saint-Georges-d'Oléron), 2004, 140 p. 10 €€. Pourquoi militer contre la religion ? Les croyances ne relèvent-elles pas de la sphère privée ? L'auteur répond par la négative, car si les grands de ce monde n'avaient pas un monde merveilleux à nous faire miroiter dans un hypothétique au-delà, nous serions peut-être plus combatifs ici pour y créer un autre monde.

■ **Le monde des arbres d'ornement**, Alain Baraton, éd. du Rouergue, 2005, 196 p. 24 €. Présentation sous forme de fiches de 300 variétés d'arbres.

■ **Un juif nommé Mahomet**, Bernard Raquin, auto-édition, 2005, 288p. 23 €. La sœur de l'auteur a été assassinée par son mari musulman. Début d'une recherche spirituelle pour voir ce que l'islam a à voir avec ce fait-divers et démontage de la constitution des mythes entretenus par les religions monothéistes.

■ **Economie des ressources naturelles**, Gilles Rotillon, éd. La Découverte/Repères, 2005, 128 p. Encore un ouvrage qui, après avoir bien présenté les limites de la planète et l'épuisement des ressources, essaie de justifier d'un développement durable du point de vue économique. Quelques années de retard dans la réflexion !

■ **Bienvenue en France**, Anne de Loisy, éd. Le Cherche-Midi, 2005, 240 p. 15 €. Employée par la Croix-Rouge, l'auteur a pu enquêter pendant six mois dans la zone d'attente de Roissy où les étrangers "en situation irrégulière" sont mis en attente en attendant d'être accueillis ou renvoyés. Une zone d'humiliation où la Croix-Rouge ne peut entrer que depuis qu'il y a eu deux personnes décédées. Elle y assiste à des injures racistes, des passages à tabac, à l'intimidation, au harcèlement... De nombreuses personnes disparaissent sans qu'elle arrive à savoir ce qu'elles sont devenues. Les conditions de travail sont plus que limites : ces observateurs sont mal vus par une police qui ne veut pas que l'on sache comment elle travaille. Un livre choc qui donne la parole à de nombreux étrangers.

ment à leurs biens, terrestres, au péril de leur vie. Se tisse, ligne après ligne, un cosmos de correspondances où le charnel répond au symbolique, lorsque les corps font l'amour et, ce faisant, raccommodent le monde et repoussent la catastrophe.

Une idée ne cesse toutefois de filer son chemin, au fil des pages et dans l'esprit du lecteur, troublé, un défi planétaire attend l'humanité : apprendre à vivre avec l'eau sans la craindre, accomplir

un renversement de perspectives et devenir marine plutôt que terrienne. L'eau, par-delà les catastrophes de ses invasions brutales, représente également la vie.

La montée des eaux marquerait le début d'une nouvelle aventure humaine. Emerge alors comme une urgence : retrouvons l'eau, protégeons-la, respectons-la, éprouvons-la de toutes nos fibres. De nouvelles navigations nous attendent sur la matière de l'origine. Rodolphe Christin.



VIDEO

Altermondialistes, la révolution des consciences

Valérie et François Verlet
Ed. La Frontière productions
(BP 2, 11170 Alzonze, tél : 04 68 94 30 06)
2005 - 71 mn

Les auteurs ont suivi les différentes manifestations altermondialistes de ces dernières années, emmagasinant des images précieuses : rassemblement du Larzac, Forum social européen, faucheurs d'OGM, contre-G8... Ils ont complété par des interviews de personnes de la mouvance : Aminata Traoré, ancienne ministre au Mali, Jacques Nikonoff et Susan George d'Attac, Gustave Massiah du CRID, Fabrice Flipo des Amis de la Terre, José Bové et Michel David de la Confédération paysanne, Raoul Jennar de l'Urfig, Alain Saumon du comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde et Pierre Rabhi. Ce documentaire montre en parallèle le fonctionnement de l'OMC, Organisation mondiale du commerce et de la libéralisation des marchés, les conséquences que l'on observe déjà aux niveaux social et écologique, avec des exemples concrets dans le département de l'Aude, et la montée de l'opposition citoyenne. Pour des lecteurs de *Silence*, cette première partie, au-delà des images, peut paraître un peu longue par rapport à la deuxième partie consacrée à ce qu'il faut faire. Naïveté d'un jeune Espagnol qui veut monter dans l'appareil le plus haut possible pour le changer, incantations floues d'une Suzan George et réalisme de Pierre Rabhi qui rappelle que nous sommes tous dans des compromis avec ce que proposent les multinationales (le pétrole, le nucléaire...). Pierre Rabhi montre que tous nos gestes ont une importance et que c'est la somme des petites actions qui peut changer le monde. Belle intervention de Fabrice Flipo qui rappelle que la Révolution française a pu exister parce que plus personne ne croyait à la possibilité de poursuivre avec l'organisation d'alors. Les auteurs de la vidéo peuvent se déplacer pour animer des débats en les contactant à l'adresse ci-dessus. MB.

Courriers :

9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04

Comptabilité - Abonnements :

04 74 07 08 68 le mardi

04 78 39 55 33 le jeudi

Rédaction : 04 78 39 55 33 le mercredi

Stands, correspondants, dépositaires :

04 78 39 55 33 le vendredi

Virements bancaires :

CCP 550 39 Y LYON

Distribution en Belgique :

Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33

B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48

CCP 000 15 19 365 54

Distribution en Suisse :

Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8

tél : (41) 22 740 46 12

CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol
Tel : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique. La reproduction des textes est autorisée, sauf avis contraire, sous réserve d'en indiquer la source et le nom des auteurs (photos et dessins non compris)

N° de commission paritaire : 64946

N°ISSN 0756-2640

Date de parution : 3^{ème} trimestre 2005

Tirage : 7 900 ex

Editeur : Association Silence

Président : Xavier Sérédine

Vice-président : Jacques Caclin

Trésorière : Myriam Cognard

Secrétaire : Madeleine Nutchey

RÉALISATION DE LA REVUE

Directrice de publication :

Madeleine Nutchey

Secrétaires de rédaction :

Michel Bernard et Michel Jarru

Gestion et abonnements : Michel Jarru

Maquette et publicité : Patrice Farine

Stands, lieux de dépôts : Dorothee Fessler

Rédaction : Michel Bernard, Alexandre

Esteban, Dorothee Fessler, Alain-Claude Galtie,

René Hamm, Madeleine Nutchey, Jocelyn

Peyret, Sylviane Poulencard, Mimmo

Pucciarelli, Francis Vergier

Conseillers scientifiques : Roger Bernard,

Richard Grantham, Jacques Grinevald,

Henri Persat, André Picot

Dessinateurs : Altho, Lasserpe, Mahlen

Correcteurs : Raymond Vignal,

Françoise Weité

Et pour ce numéro : Christiane Bessenay,

Marie Clem's, Christian Coulombe,

Damoclès, Florence De Luna, Marguerite

Descamps, Michel Guérin, Daniel Julien,

Alban Labouret, Vincent Martin, Christian

Maillebouis, Paulette Mazoyer, Aymeric

Mercier, Mireille Oria, Vincent Peyret, Reine

Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette,

Couverture : Marie Clem's + DR.

Silence diffuse des ouvrages par correspondance. Envoi du catalogue contre une enveloppe timbrée.

Bon de commande

Anciens numéros - Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex □, 3 € pour 2 ex □, 4 € pour 3 ex et plus □.

Numéros régionaux

□ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents 6 €

□ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage 6 €

□ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démon. Iskatola. Abbadia. Nola-Mohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. 6 €

□ **298-299 Franche-Comté**
Cirque Plume. Eau secours ! TGV. Jardins de Cocagne. La Fraternelle. La Batailleuse. Bioloopin. Spirale. Pochon magique. Maison Voisine. Convivialité 6 €

□ **305-306 Bouches-du-Rhône et Vaucluse**
Cours Julien. Loubatas. Ecoforum. Jardins de l'Espérance. Ilotopie. Mille babords. Ballon rouge. CIRA. Longo Mai. GERES. Graines de vie. Pic Noir 6 €

□ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Défense du marais poitevin. Kvintepato, un centre esperantiste. La Tambouille. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. 6 €

□ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofouille. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires 6 €

Autres numéros

□ **290 Ne pas oublier le train**
Service public et gratuité. Micro-hydraulique. Cosmétiques pseudo-naturels. 4 €

□ **294 Enfance en collectif**
Prostitution. Trucs bioclimatiques 4 €

□ **300 Nos lecteurs ont du talent**
40 pages réalisées par les lecteurs... 4 €

□ **301 La face cachée des vaccins**
Communauté ? Eoliennes. Indépendance de la Nef 4 €

□ **304 Toujours sexistes ?**
Société de frugalité. Auto-déstructuration. Nucléaire : secret défense. 4 €

□ **307 Ecocités**
Carole Poliquin. Féminisme. Grands corps d'Etat. Entraide. 4 €

□ **310 Nature politique de l'écologie**
Agribio et circuits courts. Les trois SEL de la vie. Le jeûne de Louis lecoin 4 €

□ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. 4 €

□ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. 4 €

□ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires. 4 €

□ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio 4 €

□ **317 Vivre à la campagne sans voiture ?**
Nord/Sud : Vaccins et colonialisme. SEL : Analyses internes ou récupération 4 €

□ **320 Ecologie et cultures alternatives**
Décroissance : Pétrole et géologie politique. Finances : Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie. 4 €

□ **321 Est-ce paix l'espéranto ?**
Développement personnel : enrichissement pour qui ? Société : Autour des nanotechnologies. Energies : Atelier solidaire 4 €

□ **322 Décroissance en mouvement**
Energies : Acceptabilité de l'électricité verte. Alternatives : A fleur de terre. Culture : Pour le libre accès à la culture 4 €

□ **323 L'écologie au quotidien**
Santé : les soins par les abeilles. Décroissance : diminuer notre vouloir d'achat. Constitution : vers une Europe militaire ! 4 €

□ **324 Voyages au pays de chez soi**
Alternatives : la bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur lamaison qui brûle. Energies : Une technologie qui tombe pile. 4 €

□ **Annuaire de la presse alternative**, édition 2004, 8 pages, plus de 400 adresses, 4 € (port compris)

Abonnement

Attention ! Du fait de la parution de numéros doubles, 12 numéros ne correspondent pas à un an.

France métropolitaine

□ Découverte 1ère année	6 n°	15 €
□ Particulier	12 n°	40 €
□ Institution	12 n°	80 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	65 €
□ Groupés par 3 ex	3 x 12 n°	100 €
□ Groupés par 5 ex	5 x 12 n°	150 €
□ Petit budget	12 n°	25 €

Suisse

□ Découverte 1ère année	6 n°	25 FS
□ Particulier	12 n°	60 FS

Autres pays et Dom-tom

□ Découverte 1ère année	6 n°	22 €
□ Particulier	12 n°	45 €
□ Institution	12 n°a	90 €
□ Soutien	12 n°	50 € et +
□ Petit futé	24 n°	70 €
□ Petit budget	12 n°	40 €

je règle un total de :

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____

Ville _____

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Rénipont, 33, B - 1380 Ohain
tél : 00 32 2 633 10 48
CCP 000 15 19 365 54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8
tél : (41) 22 740 46 12
CCP 17-497696-4



Paris : artistes contre la publicité

Pour la troisième année consécutive, le 22 mai, une nuit anti-publicitaire a été organisée à Paris par des collectifs d'artistes. Plus de 300 panneaux ont été recouverts. L'ensemble est visible sur internet : www.unenuit.tk.

